

PRATIQUES SOCIALES ET CONFIGURATIONS LOCALES DANS LES BALKANS

SOCIAL PRACTICES AND LOCAL CONFIGURATIONS IN THE BALKANS

Dirigé par / edited by

**NEBI BARDHOSHI
GILLES DE RAPPER
PIERRE SINTÈS**

Tiranë, korrik 2013



Titulli i librit: **Pratiques sociales et configurations locales dans les Balkans**

Redaktorë: Nebi **BARDHOSHI**, Gilles de **RAPPER**, Pierre **SINTÈS**

Cover image by Anouck **DURAND**.

Cover design by Eric **PONS** (IDEMEC).

Book Design: Besnik **FRASHNI** (UET Press)

Libri është pjesë e kolanës “**ACTA SCIENTIARUM**”.

© 2013 UET Press. Të gjitha të drejtat të rezervuara.

Asnjë pjesë e këtij botimi, mbrojtur nga ligji nr. 9380, dt. 28.04.2005 i Shtetit Shqiptar “Për të drejtat e autorit dhe të drejta të tjera lidhur me të”, nuk mund të riprodhohet, ruhet, transmetohet a përdoret me asnjë formë a mjet grafik, elektronik apo mekanik, përfshirë por jo kufizuar fotokopje, skanime, digjitalizim, rrjet web apo sisteme të tjerë, pa lejen me shkrim të botuesit.

Universiteti Europian i Tiranës

Shtëpia Botuese Universitare “UET Press”

Adresa: Bulevardi “Gjergj Fishta”, Nd.70, H.1, Kodi Postar 1023, Tiranë, Shqipëri.

uetpress@uet.edu.al

www.uet.edu.al/uetpress

Botimet UET Press certifikohen pranë Zyrës Shqiptare për Mbrojtjen

e të Drejtave të Autorit.

International Standard Book Number (ISBN) ?????????????????????????????????????

Libri është kataloguar në datën e publikimit pranë Bibliotekës Kombëtare të

Shqipërisë dhe Bibliotekës së Universitetit Europian të Tiranës.



Shtëpia Botuese Universitare

“UET Press” është pjesë e

Universitetit Europian të Tiranës.

Tiranë, korrik 2013

PRATIQUES SOCIALES ET CONFIGURATIONS LOCALES DANS LES BALKANS

SOCIAL PRACTICES AND LOCAL CONFIGURATIONS IN THE BALKANS

Publié avec le soutien de l'Université d'Aix-Marseille et de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme-USR 3125. Le projet BALKABAS, « Les Balkans par le bas », a bénéficié du soutien du programme « Jeunes chercheurs » de l'Agence nationale de la recherche (ANR) de janvier 2009 à juin 2012 (ANR-08-JCJC-0091-01).

Table des matières

Introduction	1
<i>Gilles de Rapper & Pierre Sintès</i>	

L'Europe du sud-est: aspects socio-anthropologiques d'une région historique	15
<i>Christian Giordano</i>	

I. DE NOUVELLES RÈGLES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES?

"From peasants to workers": An outline of the proletarianisation process during state-socialism in Albania	41
<i>Olsi Lelaj</i>	

Competing forms of statehood in a Bulgarian village	65
<i>Ilia Iliev</i>	

"We are all chasing after the euro": Labour, calculations and ideas of well-being among tobacco growers in a Macedonian town	81
<i>Miladina Monova</i>	

The European cross-border cooperation in the Balkan countries: Marking space and the multi-scalar production of locality	97
<i>Cyril Blondel, Guillaume Javourez & Meri Stojanova</i>	

II. NOUVELLES FORMES DE MOBILITÉ, NOUVELLES FORMES DE CONTRÔLE

A typology of displacements in Inter-War Europe and the current regulative framework of cross-border migration in the Balkans	121
<i>Eftihia Voutira</i>	

Émergence des lieux du contrôle migratoire en Grèce. Lecture des nouveaux marqueurs frontaliers	143
<i>Laurence Pillant</i>	

De Cos à Bodrum, d'Izmir à Rhodes. Mobilités transfrontalières entre la Grèce et la Turquie chez les musulmans de Cos et de Rhodes	165
<i>Kira Kaurinkoski</i>	

Frames of Nationality, Experiences of Belonging: The Post-Migration Generation in Germany and Croatia	189
<i>Jasna Čapo</i>	

III. VERS DE NOUVEAUX MODES D'APPROPRIATIONS DES LIEUX ET DES TERRITOIRES

Property Rights and Legal Dynamics in a Border Area	211
<i>Nebi Bardhoshi</i>	

Nouveaux liens à d'anciens lieux. Patrimoine et tradition pour (ré) habiter la localité dans deux espaces frontaliers (Grèce-Albanie, Bulgarie-Turquie)	233
<i>Olivier Givre & Pierre Sintès</i>	

Mobilité et attachement : l'habiter et le chez soi. Expériences urbaines en contexte de crise industrielle à Jimbolia (Roumanie)	259
<i>Bianca Botea-Coulaud</i>	

Transnational patterns of everyday life: practices of care and neighbouring in Athens	277
<i>Dina Vaiou</i>	

Introduction

Gilles de Rapper

CNRS, IDEMEC, Aix-en-Provence

Pierre Sintès

Université d'Aix-Marseille/TELEMME (UMR 7303)

Les textes qui composent ce volume sont issus d'un colloque organisé à l'Université européenne de Tirana du 19 au 21 septembre 2011 à l'initiative d'une équipe de recherche internationale impliquée dans le projet BALKABAS¹. L'objectif de ce dernier était d'étudier, sous différents aspects, les transformations qui ont affecté les sociétés du Sud-est européen à la suite de la fin des régimes d'inspiration soviétique au tournant des années 1990. Il partait du constat que la majeure partie des études réalisées sur cette région retenaient une approche « par le haut », en se concentrant sur les transformations systémiques qui avaient affecté ces sociétés. Le projet BALKABAS proposait au contraire d'adopter une approche « par le bas » qui tiendrait compte des manifestations locales de telles transformations et de leur impact sur l'existence des habitants de la région. Cette approche a pour objectif de restituer l'expérience des individus et de comprendre la signification qu'ils donnent aux événements, aux ruptures et aux actions par lesquelles eux-mêmes y réagissent.

Depuis le début des années 1990, la chute du Rideau de fer et l'éclatement de conflits violents en ex-Yougoslavie ont attiré l'attention

¹ Cette introduction s'appuie sur la contribution d'Alik Angelidou, Jean Gardin, Olivier Givre et Katerina Seraïdari à la préparation et au déroulement du colloque. Nous remercions Jean de Rapper pour sa relecture de certains des textes en anglais.

de la recherche sur les Balkans. Les bouleversements qui ont suivi la chute des régimes communistes ont alors suscité de nombreux travaux dominés par l'étude des changements systémiques dans les champs économique et politique (fin de l'économie planifiée et centralisée et des régimes autoritaires et totalitaires, développement de l'économie de marché et du pluralisme démocratique) ; les conflits et les tensions accompagnant la naissance de nouveaux États, ou se développant autour de groupes minoritaires, étaient également au centre des préoccupations, essentiellement dans le nord de la péninsule. Depuis plus d'une décennie, l'arrêt des conflits n'a pas longtemps masqué l'importance des processus à l'œuvre, en particulier de ceux qui accompagnent la construction européenne et la redéfinition des frontières de l'Union. L'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie le 1^{er} janvier 2007 et les accords d'association et de stabilisation signés avec les pays des Balkans occidentaux soulèvent des questions quant au devenir de ces régions européennes marginales, mais aussi quant au projet européen lui-même : que signifie l'intégration européenne pour les habitants de ces pays ? En quoi offre-t-elle de nouvelles possibilités ou, au contraire, impose-t-elle de nouvelles contraintes, auxquelles les individus réagissent et s'adaptent ? Comment des catégories gestionnaires formées à l'ouest sont-elles comprises et réinterprétées localement ? La déclaration d'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008, et le déclenchement de la crise économique en Grèce à partir de la même année montrent aussi que les recompositions politiques et économiques peuvent être encore la source de tensions et qu'elles engagent les sociétés concernées dans des processus de redéfinition des frontières et des appartenances. Les Balkans deviennent par ailleurs une porte d'entrée en Europe pour des flux de migrants venus de plus loin (Clochard 2012), ce qui oblige à replacer les réalités balkaniques dans des processus extra-européens et dans le cadre de phénomènes symptomatiques de l'actuelle mondialisation (Cattaruzza & Sintès 2012).

Dans ce contexte, les sociétés des Balkans se transforment indiscutablement et très rapidement. Mais comment ces transformations sont-elles vécues par les habitants de la région ? À l'inverse, de quelle manière les individus participent-ils au changement global ? Comme le

soulignaient déjà Michael Burawoy et Katherine Verdery, l'effondrement des macrostructures que furent les États socialistes a créé de l'espace pour des « improvisations locales » qui produisent elles-mêmes des effets sur les nouvelles structures émergentes (Burawoy & Verdery 1999). Ces processus locaux ne peuvent donc que retenir notre attention car ils sont l'incarnation des nouveaux rapports sociaux en cours d'édification dans une région en profonde transformation. Pour envisager une telle réalité, les situations produites par la présence de travailleurs migrants et de minorités linguistiques ou religieuses constituent encore une fois des cas révélateurs de ces tendances et c'est la raison pour laquelle, à côté des inévitables situations frontalières, ces objets se retrouvent en nombre parmi les contributions réunies dans ce volume. Malgré leur variété, les effets de ces objets sur le fonctionnement des territoires qui leur sont associés seront toujours mesurés, sur différents terrains présentés en miroir, par l'étude des pratiques quotidiennes des territoires et de leur légitimation à l'échelle des individus. Outre ce comparatisme recherché (sans être toujours atteint), nous avons surtout voulu retenir une approche « transbalkanique » afin de mettre en regard nos expériences et croiser des points de vue forgés à partir d'une diversité de compétences disciplinaires qui nous ont semblé aussi complémentaires qu'enrichissantes (géographie, anthropologie, sociologie, droit).

De nouvelles règles économiques et politiques?

Un premier ensemble de textes propose tout d'abord d'examiner les reconfigurations des conceptions de l'« économie » dans le contexte des transformations socioéconomiques qui ont suivi la chute des régimes socialistes dans les pays des Balkans. Au cours des dernières décennies, une grande partie des recherches en sciences sociales portant sur l'Europe centrale et orientale furent consacrées à l'étude de ces changements. Cet intérêt était en liaison tout d'abord avec les profondes transformations découlant du passage de différentes variantes d'une économie planifiée de type soviétique à différentes variantes d'une économie dite « de marché ». Pour les individus, comme

le montrent les travaux de Katherine Verdery, si disposer d'un capital social était plus utile que disposer d'un capital économique au temps de l'économie socialiste, l'accès à de bons réseaux d'interconnaissances ne suffit plus de nos jours pour accéder aux biens et aux services. Seul l'argent peut à présent donner cet accès de manière indiscutable (Hann & Hart 2011 ; Verdery 1996). L'intérêt pour ces questions a également à faire avec la réorganisation du système capitaliste dans le monde « occidental » à partir des années 1970-80 (Verdery 1996, Pine 1998) vers de formes nouvelles souvent regroupées sous les termes de « globalisation » (Appadurai 1996, Ericksen 2007, Abélès 2008) et de « néolibéralisme » (Harvey 2005, Ong 2006, Kingfisher & Maskovsky 2008).

Les études se sont ainsi orientées vers un champ qui est supposé être le domaine de compétence d'une discipline spécifique : la science économique. Des travaux de terrain systématiques permettent ici d'évoquer les transformations économiques au delà des schémas macroéconomiques qui donnent du monde de l'économie l'image d'une entité abstraite et impersonnelle fonctionnant selon ses propres lois. Ils permettent d'aborder les pratiques économiques concrètes comme des processus « culturels » plutôt que « naturels ». L'orientation vers l'échelle locale permet aussi de rendre compte de la multiplicité des transformations et de souligner les manières dont les individus, loin d'en être des objets passifs, participent de manière active aux changements, les négocient et influent sur leurs formes finales. La contribution d'Ilia Iliev dans ce volume montre, à partir de trajectoires individuelles de villageois bulgares, que la coexistence de différents projets de société, porteurs de logiques économiques différentes, est reconnue par les individus qui peuvent ainsi jouer sur plusieurs registres pour en tirer avantage. Les études de terrain témoignent ainsi de la variété des réponses locales – tant collectives qu'individuelles – aux décisions centrales et d'une image pluridimensionnelle, voire polyphonique, de sociétés qui sont parfois traitées d'un seul bloc. De même, comme le remarque Katherine Verdery, elles ont pu servir de miroir et ont permis de revisiter de manière critique des « concepts centraux », tels que la propriété privée,

la démocratie, les marchés, la citoyenneté et la société civile, qui sont les « symboles qui servent à la constitution de notre propre identité occidentale » (Verdery 1996 : 16). Néanmoins, tout en adoptant une approche critique, les chercheurs ont largement utilisé par le passé le concept de « transition » comme trame générale de leurs questionnements sur le changement social. Ils ont ainsi contribué à la constitution d'un champ d'études particulier, en liaison directe avec le passé socialiste des sociétés étudiées. Il est néanmoins de plus en plus fréquent d'adopter une vision plus large et d'étudier les nouvelles formes socioculturelles que prend le capitalisme dans le contexte de l'élargissement européen (Zelizer 2011). Les sociétés de la région sont ainsi étudiées dans une perspective comparative qui dépasse la seule observation du monde postsocialiste (Hann, Humphrey & Verdery 2002). Ces ethnographies contemporaines contribuent de la sorte à la réflexion sur les nouveaux produits culturels qui émergent dans les conditions du capitalisme postfordiste ainsi que sur les formes du lien entre local et global.

Dans tous ces cas, l'approche de terrain permet de rendre visibles les différentes manières par lesquelles divers agents sociaux s'approprient (ou « domestiquent » comme le propose Creed 1998) les transformations socioéconomiques. Elle permet aussi de rapporter les succès et les échecs de cette appropriation à des facteurs étrangers aux seules logiques économiques, comme le montrent les deux études de cas contrastées présentées par Miladina Monova dans ce volume à propos de la culture du tabac dans la périphérie de la ville de Prilep : le succès de telles entreprises dépend aussi du type de capital social dont sont pourvus ceux qui s'y lancent ainsi que de configurations familiales ou locales qui les facilitent ou les freinent. Il en est de même de l'application et des résultats concrets des programmes européens d'aide aux pays de la région. Les trois situations mises en miroir par Cyril Blondel, Guillaume Javourez et Meri Stojanova montrent de la même manière que si les programmes de coopération transfrontalière mis en place à la fin des années 2000 par la Commission européenne contribuent bien à créer de nouveaux territoires transfrontaliers, leur réalisation dépend largement aussi de configurations locales. Les nouvelles formes de circulation monétaire méritent donc une

attention particulière au regard de leur place centrale dans le nouveau système économique et de leur intersection avec l'omniprésence des « marchés », la recherche de « profit » et la « marchandisation » (ou encore « commodification ») croissante de différents domaines de la vie, y compris ceux qui étaient censés être épargnés par la logique marchande, comme l'éducation, la santé ou les ressources énergétiques. Il ne faut pourtant pas en faire le symbole de ce seul nouveau système économique et la contribution d'Olsi Lelaj nous rappelle, en ouverture de cette première partie, que la monétarisation de l'économie a déjà été, dans l'Albanie communiste, un moyen de transformation de la « paysannerie » en « classe ouvrière ». La nouveauté et l'inédit doivent aussi être mesurés à l'aune des expériences passées.

Nouvelles formes de mobilité, nouvelles formes de contrôle

La deuxième partie de l'ouvrage aborde le mouvement, et plus particulièrement les mobilités internationales, sous un angle qui articule cette fois le quotidien et le local à des processus politiques et administratifs qui visent à encadrer la mobilité des individus à travers les frontières des États-nations. L'émergence de nouvelles formes de mobilité apparaît comme l'un des faits marquants des années 1990 et 2000 dans le Sud-est européen et elle a, à ce titre, été largement étudiée. Ce qui nous intéresse ici est la manière dont ce phénomène a pu modifier l'appréhension des administrations, notamment à travers le cas de l'attribution de papiers d'identité (carte d'identité, passeport ou visa). Celle-ci constitue une pratique administrative qui repose sur la codification d'éléments d'identité civile et passe par l'apposition de marqueurs (plus ou moins) définitifs sur des individus, par l'intermédiaire des empreintes digitales, de la photographie et de la signature, de la standardisation d'éléments comme le nom, le prénom, la date de naissance, la religion, la « nationalité » et le statut minoritaire (About & Denis 2010). Des registres concernant la régulation de la vie (naissance, mariage, décès) sont utilisés pour

créer ces documents individuels d'identification qui correspondent au besoin des États-nations de surveiller et réguler la circulation à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières (Caplan & Torpey 2001). On peut considérer avec Gérard Noiriel que le passeport est un instrument privilégié grâce auquel les agents d'État ont peu à peu acquis la maîtrise du territoire national (Noiriel 1998).

Envisagés dans cette perspective, les papiers d'identité certifient et matérialisent des catégories et des classifications entre les citoyens, mais aussi entre les nouveaux venus sur le territoire, séparant les « ayant droit » de ceux qui n'ont aucun droit. Eftihia Voutira revient ainsi dans sa contribution sur l'histoire de l'émergence de la catégorie de « réfugié » et sur les réponses institutionnelles qu'elle a reçues, notamment dans les pratiques administratives. Elle insiste sur la nécessité d'une réflexion sur les concepts utilisés pour nommer et classer les migrants, qui se transforment dans le même temps que les phénomènes de mobilité eux-mêmes. L'émergence plus récente de la catégorie de « migration irrégulière » pose de même des questions théoriques sur la signification des concepts par lesquels nous appréhendons les nouvelles formes de mobilités. Il apparaît indispensable ici d'articuler les perspectives macro et micro, mais aussi celles qui privilégient le point de vue l'État et celles qui, au contraire, privilégient le point de vue des agents. Il est aussi intéressant de prendre en compte l'inscription spatiale de cette nouvelle réalité du contrôle comme le propose Laurence Pillant dans ses observations des différents types d'équipements visant à l'enfermement et à la rétention des migrants ayant franchi la frontière gréco-turque clandestinement. Ces lieux et ces dispositifs sont ainsi révélateurs de l'affirmation de nouveaux acteurs qui, du local au supranational, modèlent à présent les territoires frontaliers aux côtés de l'État-nation.

Parce qu'ils révèlent la manière dont ces différents acteurs perçoivent et construisent leur projet collectif pour l'incorporer dans les individus, les papiers d'identité et les pratiques qui leur sont associées donnent par ailleurs un point de vue original sur les différentes formes de l'appartenance. La fin des régimes socialistes dans les Balkans a en effet créé de nouveaux flux de populations entre les pays de la région et a souvent entraîné une redéfinition du statut minoritaire ou national des

populations. L'exemple des musulmans turcophones du Dodécanèse présenté par Kira Kaurinkoski montre à quel point ces catégories administratives inscrivent l'individu dans une histoire nationale (ou, en l'occurrence, dans deux histoires nationales, grecque et turque, en conflit sur de nombreux points) et dans un ensemble de références culturelles qui, lorsqu'elles sont comme ici transfrontalières, deviennent négociables et mobilisables par les individus dans leur projet de vie. De plus, l'apparition contemporaine de générations post-migratoires, comme les jeunes Croates d'Allemagne issus de la migration yougoslave des années 1960 et 1970 étudiés par Jasna Čapo, soulève des questions quant aux liens avec le pays dans lequel on vit et avec celui que l'on considère comme le pays d'origine. Ces questions sont d'autant plus troublantes pour les individus que les projets politiques et les pratiques administratives des deux pays interdisent la double nationalité. On voit dans ce cas comment les papiers d'identité se trouvent au centre des stratégies des acteurs sociaux et des États : ils sont importants tant pour la survie et le bien-être des premiers que pour le bon fonctionnement des seconds. Si les papiers d'identité constituent un objet fécond lorsqu'il s'agit d'étudier les interactions entre l'individu et l'État, ils éclairent aussi les dynamiques frontalières et matérialisent les interactions entre des projets politiques différents ou concurrents.

Vers de nouveaux modes d'appropriation des lieux et des territoires

C'est dans la continuité que le troisième ensemble de textes pose la question des manières d'habiter les territoires à travers une approche des expériences locales. Pour examiner ces manières d'habiter, les auteurs partent de la présentation de l'espace domestique ou quotidien considéré comme la traduction spatiale de rapports sociaux. Dans l'ensemble méditerranéen et balkanique, la maison à proprement parler a souvent constitué un observatoire des structures familiales dans leurs dimensions économiques et sociales. Comme le montre Nebi Bardhoshi à propos des transformations des

conditions légales de vie de la maisonnée albanaise (dans l'Albanie du Nord-Est comme dans les régions voisines du Kosovo), l'espace intime et familial se construit dans des rapports aux objets, aux formes et aux pratiques d'habitat. Dans cette perspective, la maison s'avère être un espace performé, qui renvoie à la construction de la famille, du genre, de l'intimité et de l'esthétique de soi, tout en étant aux prises avec les transformations du monde contemporain. Mais l'espace domestique se révèle être aussi un espace négocié et partagé qui invite à considérer les frontières entre la sphère domestique et les autres sphères sociales, entre l'espace privé et l'espace public. Les manières d'agencer les relations entre intimité et publicité, intérieur et extérieur, montré et caché, sont une entrée féconde permettant d'analyser les transformations des manières d'habiter. Le texte de Dina Vaïou décrivant les relations de voisinage entre femmes dans les quartiers populaires d'Athènes dans un contexte marqué à la fois par la migration et par la crise économique, montre l'émergence de solidarités nouvelles fondées sur les pratiques d'interaction quotidienne. Cette thématique peut aussi renvoyer aux rapports entre espaces rural et urbain ainsi qu'à leur impact, tant en termes d'aménagement que de pratiques résidentielles. La mutation des espaces habités et des manières d'habiter entretient notamment un lien avec les pratiques de mobilité, porteuses de dynamiques sociales diverses. Des *gecekondû* (habitats illégaux) stambouliotes ou des *kalivia* (cabanes) des bergers grecs, aux villages patrimoniaux modèles, des mutations des métropoles à la désaffectation de certains espaces ruraux, l'habiter relève également de politiques de l'espace dans lesquelles sont à l'œuvre des représentations diverses, des normes et des pratiques, de l'ordre et du désordre. L'intérêt pour ces nouvelles dynamiques, telles que les migrations et les mobilités, conduit à appréhender à nouveaux frais les manières et les sentiments d'habiter. On retrouve une évocation de ces nouveaux rapports aux lieux dans la contribution d'Olivier Givre et de Pierre Sintès concernant de nouvelles formes d'habiter dans des villages de Grèce et de Bulgarie où, malgré la diversité des trajectoires des deux pays, on observe des phénomènes comparables concernant les relations

plus étroites entre citoyens et espaces ruraux ou périphériques.

Plus spécifiquement, l'espace domestique s'avère aussi être un observatoire privilégié des mémoires marquées par les expériences du déplacement et de l'installation. La « maison », au sens large de représentation d'une continuité familiale, occupe généralement une place importante dans les « mémoires déplacées » de réfugiés comme de migrants (Ballinger 2003). Dans le cas de mobilités subies, telles que celles qui ont marqué l'histoire des populations de la région, elle devient témoin d'un lieu, d'un territoire et d'une histoire en partage : une « maison de mémoire » (Bahloul 1992). Comme le montrent Olivier Givre et Pierre Sintès, ces ruptures se lisent nettement dans la matérialité des maisons elles-mêmes, lorsque celles-ci font l'objet d'un abandon, de destructions, d'oubli ou encore de restaurations, les faisant devenir le symbole du traumatisme, un objet de refondation ou de confrontation. Aborder la maison en termes de ruptures et de continuités suppose enfin de s'attacher à son rôle dans la construction de valeurs culturelles. La maison-patrimoine relève précisément de cette projection dans la sphère publique d'une telle valeur, associée à un type d'habitat censé témoigner d'un passé, d'un savoir-faire, d'un territoire ou d'un groupe. Elle ne relève plus de la stricte expérience domestique et engage une évaluation publique faite d'expertises scientifiques, de qualifications culturelles et de mesures administratives. Dans les exemples grecs comme bulgares, cette « chaîne patrimoniale » (Heinich 2009) fait de la maison-modèle ou « type » le support de bonnes pratiques mais aussi un objet de contrôle social. Par ailleurs, la maison-musée, lorsque celle-ci devient une ressource mise en valeur, suppose la construction de l'espace privé en espace public, pouvant générer des flous voire des conflits d'usage ou des conflits de mémoires tels que ceux décrits par Bianca Botea dans le cas de la ville de Jimbolia en Roumanie.

À travers ces différentes contributions, apparaissent donc certains aspects des transformations des modes de vie contemporains à l'œuvre dans les Balkans : pendularité et gentrification, qui marquent l'ensemble des espaces européens et définissent par des nouvelles

formes de fréquentation un espace domestique devenu pluriel. L'émergence d'individus géographiquement pluriels, tels que décrits par Mathis Stock (Stock 2006), c'est-à-dire impliqués dans de multiples lieux et conduits à gérer plusieurs référents géographiques de l'identité individuelle et à s'affranchir des conditions locales. Ce sont ainsi notamment les liens entre maison et mouvement qui peuvent être examinés, la multirésidence étant une composante de la multilocalité qui affecte à présent pour le plus grand nombre la représentation du lieu de vie.

L'ensemble de ces textes nous invite finalement à nous interroger sur la réalité des processus convergents et des phénomènes communs aux sociétés des Balkans contemporains. Cette réalité est-elle à mettre au compte d'une histoire partagée ayant engendré des cadres culturels et sociaux communs, comme une longue durée déterminante susceptible de définir la région elle-même ? En ouverture du volume, le texte de Christian Giordano permet de revisiter un tel débat en questionnant la notion de « région historique » telle qu'elle a été appliquée aux Balkans. Il insiste sur le fait que les traits communs observables à travers les sociétés de la région dans le domaine des mentalités et des pratiques collectives ne sont ni dus à un substrat qui la définirait une fois pour toutes, ni le résultat de leur retard ou de leur déficit structurel par rapport au reste de l'Europe qui imposerait ses normes. De fait, les pratiques sociales et les reconfigurations locales qui sont présentées tout au long du volume nous intéressent dans la mesure où elles peuvent apparaître comme des réponses locales à des tendances globales, réponses qui sont moins déterminées par une hypothétique identité « balkanique » que par une position similaire par rapport aux manifestations dominantes de la mondialisation. En observant tour à tour, à travers des pratiques concrètes et localisées, la formation de nouvelles conceptions de l'économie, l'impact des nouvelles formes de contrôle de la mobilité et les transformations des modes d'habiter, nous espérons contribuer à la réflexion sur la transformation des sociétés des Balkans et sur ce qu'elle nous dit aussi du devenir commun des sociétés européennes en ce début de ^exxi^e siècle.

Références bibliographiques

- Abélès, M. 2008. *Anthropologie de la globalisation*. Paris: Payot.
- About, I. & V. Denis. 2010. *Histoire de l'identification des personnes*. Paris: La Découverte.
- Appadurai, A. 1996. *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*. Madison: University of Minnesota Press.
- Bahloul, J. 1992. *La maison de mémoire. Ethnologie d'une demeure judéo-arabe en Algérie, 1937-1961*. Paris: Métailié.
- Ballinger, P. 2003. *History in Exile: Memory and Identity at the Borders of the Balkans*. Princeton: Princeton University Press.
- Burawoy, M. & K. Verdery. 1999. "Introduction." In M. Burawoy & K. Verdery (eds.), *Uncertain transition: Ethnographies of Change in the Postsocialist World*. Lanham: Rowman & Littlefield, 2-52.
- Caplan, J. & J. Torpey (eds.). 2001. *Documenting Individual Identity. The Development of State Practices in the Modern World*. Princeton: Princeton University Press.
- Cattaruzza, A. & P. Sintès. 2012. *Atlas géopolitique des Balkans*. Paris: Autrement.
- Clochard, O. 2012. *Atlas des migrants en Europe*. Paris: Armand Colin.
- Creed, G. 1998. *Domesticating Revolution. From Socialist Reform to Ambivalent Transition in a Bulgarian Village*. University Park: The Pennsylvania University Press.
- Ericksen, T.-H. 2007. *Globalization: The Key Concepts*. Oxford & New York: Berg.
- Hann, C. & K. Hart. 2011. *Economic Anthropology: History, Ethnography, Critique*. Cambridge: Polity Press.
- Hann, C., C. Humphrey & K. Verdery. 2002. "Postsocialism as a topic of anthropological investigation." In C. Hann (ed.) *Postsocialism: Ideals, ideologies and practices in Eurasia*. London & New York: Routledge, 1-28.
- Harvey, D. 2005. *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford: Oxford University Press.
- Heinich, N. 2009. *La fabrique du patrimoine. « De la cathédrale à la petite cuillère »*. Paris: Editions de la MSH.
- Kingfisher, C. & J. Maskovsky. 2008. "The Limits of Neoliberalism." *Critique of Anthropology* 28 (2): 115-126.
- Noiriel, G. 1998. "Surveiller les déplacements ou identifier les personnes?"

- Contribution à l'histoire du passeport en France de la I^e à la III^e République." *Genèses* (30): 77-100.
- Ong, A. 2006. *Neoliberalism as Exception: Mutations in Citizenship and Sovereignty*. Durham: Duke University Press.
- Pine, F. 1998. "Dealing with Fragmentation: The Consequences of Privatization for Rural Women in Central and Southern Poland." In F. Pine & S. Bridger (eds.), *Surviving Post-Socialism: Local Strategies and Regional Responses in Eastern Europe and the Former Soviet Union*. London & New York: Routledge, 106-123.
- Stock, M. 2006. "L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles." *EspacesTemps.net*: <http://espacestemps.net/document1853.html>.
- Verdery, K. 1996. *What Was Socialism, and What Comes Next?* Princeton: Princeton University Press.
- Zelizer, V. 2011. *Economic Lives: How Culture Shapes the Economy*. Princeton: Princeton University Press.

L'Europe du sud-est: aspects socio-anthropologiques d'une région historique

Christian Giordano

Chaire d'anthropologie sociale, Université de Fribourg (Suisse)

Introduction: qu'est-ce qu'une région historique?

La notion de région historique ne fait pas partie, sinon marginalement, du patrimoine terminologique de l'anthropologie. Celle-ci, comme la sociologie d'ailleurs, a tendance le plus souvent à négliger le passé pour se concentrer sur le présent. Il suffit de lire les auteurs classiques les plus renommés de la discipline comme Bronislaw Malinowski, Alfred Reginald Radcliffe-Brown, Claude Lévi-Strauss, Georges Balandier, Richard Thurnwald, Raymond Firth, Max Gluckman, Meyer Fortes et bien d'autres encore pour s'apercevoir du fait que la question du rôle de l'histoire et de la mémoire a été évacuée ou abordée de manière superficielle, ou même considérée précisément comme contreproductive pour le développement d'une théorie générale de l'anthropologie. Edward Evans-Pritchard est le seul à s'être rendu compte de cette faiblesse méthodologique. Dans sa fameuse *Marett Lecture* il propose en effet certaines idées qui ont gardé toute leur actualité aujourd'hui (Evans-Pritchard 1962).

Cependant, il ne s'agit pas ici de reconstruire ou de rediscuter cette amnésie anthropologique, mais plutôt de souligner qu'il serait inopportun de penser anthropologiquement l'Europe du sud-est, ou si l'on préfère les Balkans, sans tenir compte du rôle du passé

et par conséquent de l'histoire et de la mémoire. Paul Ricoeur n'a certainement pas totalement tort quand il déclare que l'Europe du sud-est est marquée par trop d'histoire. Notre but n'est certainement pas de vérifier si l'auteur de *La mémoire, l'histoire, l'oubli* a tort ou raison. Cela nous amènerait trop loin. Toutefois nous nous inspirerons de cette observation du grand philosophe français en essayant de penser, en tant qu'anthropologue, l'Europe du sud-est comme une région historique (Ricoeur 2000).

Le terme de *région historique* a été forgé par l'historien hongrois Jenő Szűcs afin d'identifier les différences socio-culturelles, socio-économiques et culturelles dans l'Ancien Continent. Il déconstruit ainsi un mythe fort en vogue aujourd'hui dans le contexte de certaines idéologies prenant pour acquise une prétendue unité européenne qui n'est ni démontrée, ni démontrable (Szűcs 1990 : 23 sq.).

Partant des diversités non négligeables à l'intérieur de l'Europe, l'historien hongrois, ami de Fernand Braudel, a ainsi posé la question des frontières internes et des divisions historiques du continent. Szűcs montre comment des différenciations successives à l'intérieur de l'Europe peuvent s'observer dès le Haut Moyen-Âge lorsqu'émergent, pour ainsi dire, deux *blocs* aux caractéristiques sociales, économiques et culturelles spécifiques que l'on peut nommer *Europa occidentalis* et *Europa Orientalis*. La frontière qui les sépare, bien entendu fluide et discontinue, peut être représentée par une ligne virtuelle qui réunit deux fleuves historiques : L'Elbe et la Leitha. Il s'agit de deux fleuves qui ont marqué respectivement la frontière socioéconomique entre l'Allemagne occidentale des *freie Reichstädte* et l'Allemagne orientale des grandes propriétés terriennes aux mains des *Junker* et celle, séculaire, entre l'Autriche et la Hongrie de la haute aristocratie latifundiaire.

L'*Europa occidentalis* a vu naître dès le Moyen-Âge, contrairement à l'*Europa orientalis*, un dense réseau de cités indépendantes dotées d'une culture politique et socio-économique post-féodale, dans lequel on peut observer une claire séparation entre la société et l'État. C'est également l'opinion de Max Weber, lequel fait remarquer que c'est précisément dans ces villes autonomes que naît l'opposition d'une classe marchande

prospère, s'opposant avant tout contre la rigidité socio-économique et politique des obligations, des charges et des contraintes du système féodal (Weber 1956, 2 : 744 sq., 749 sq.). Cette rébellion de grande envergure contre le vieil ordre établi finira par l'emporter et par abattre définitivement la féodalité.

Selon Szücs, cette transformation socio-structurale n'aurait pas eu lieu dans l'*Europa orientalis*. L'historien hongrois prétend que dans cette partie de l'Europe, la crise du féodalisme n'a pas produit son extinction mais seulement provoqué la prolongation du vieux système, sous une forme modifiée et tronquée. Le constat de Szücs semble confirmé par l'observation de l'anthropologue américain Lawrence Krader quand il affirme que, tandis qu'en Europe occidentale la population agricole après avoir été pendant des siècles intégrée et enclose dans un type de société agraire, s'est par la suite industrialisée, en Europe orientale c'est l'inverse qui se produit, à savoir que c'est la ville qui a adopté des activités et des comportements d'origine rurale (Krader 1960 : 76 sq.). L'historien français Georges Castellan remarque pour sa part, en se référant spécifiquement au sud-est de l'Europe, que les villes constituent une forme hybride particulière entre agroville et village (rural) (Castellan 1991 : 133 sq.). Enfin, l'historien autrichien Karl Kaser fait la synthèse en disant que « ville et campagne ne se développent pas l'une à partir de l'autre, mais que la ville s'est adaptée au mode de production et au style de vie agraires » (Kaser 1990 : 132 sq.).

Les classifications dichotomiques sont par nature simplistes et donc suspectes d'être influencées par une idéologie. C'est Larry Wolff qui nous a justement rendus attentifs au danger de construire artificiellement une opposition binaire entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale (Wolff 1994, 2001). Cette grossière subdivision bipolaire visant en définitive à cartographier la civilisation et ses frontières, n'est en fait qu'une construction (intellectuelle) ethnocentrique remontant au moins au XVIII^e siècle et par conséquent à l'époque des Lumières. Si la thèse de l'invention de l'Europe orientale proposée par Wolff nous semble formulée sous l'influence d'un constructivisme enthousiaste, mais désormais un peu désuet, elle a

néanmoins le mérite de mettre en évidence d'une part que l'opposition entre l'Europe occidentale et orientale implique la confrontation plus ou moins explicite entre civilisation et barbarie et, d'autre part, que les représentations dichotomiques de la réalité européenne ne peuvent qu'être insatisfaisantes. D'un point de vue méthodologique, il ne faudrait pas sous-estimer le danger d'une essentialisation et d'une primordialisation abusives qui, pour reprendre les termes d'Edward Said, conduiraient inmanquablement à une *orientalisation* de tout ce qui n'est pas d'origine occidentale (Said 1978).

De ce danger Szücs s'était aperçu bien avant la publication de l'ouvrage de Wolff et c'est pourquoi il a conçu une troisième *région historique* surgie après le grand schisme de 1054. Il s'agit d'une vaste région qui pour Szücs serait l'Europe orientale *strictu sensu*. Sa frontière occidentale unit virtuellement la Baltique et la mer Noire et comprend la Russie, l'Ukraine et une grande partie de l'Europe sud-orientale. Laissons pour l'instant les détails de nature socio-économique, politique et culturelle; nous y reviendrons plus loin.

Toutefois, il convient de souligner dès l'abord que vouloir mettre en évidence les différences et les ruptures à l'intérieur du Vieux Continent n'est pas anodin du point de vue méthodologique pour les sciences sociales et particulièrement pour une anthropologie qui se défend d'être confinée dans le seul présent. En premier lieu parce qu'on démasque ainsi l'inconsistance de l'idée d'une Europe socio-culturellement unitaire et ensuite parce que cela montre que les tournants et les ruptures dans l'histoire sont des phénomènes conjoncturels de longue durée remontant à la chute de l'empire romain qui en revanche, il faut le souligner, était une entité transcontinentale.

La subdivision en trois régions historiques proposée par Szücs contient néanmoins une subtile connotation idéologique car toute l'argumentation de l'historien hongrois, pour brillante, convaincante et à certains égards bien fondée qu'elle soit, vise à réhabiliter et à relégitimer l'idée de la *Mittleuropa*, région historique qui d'une part n'appartient pas totalement à l'Occident, bien qu'ayant avec celui-ci un *air de famille*, et d'autre part se distingue en revanche nettement, du point de vue social et culturel, de l'Europe orientale *stricto sensu*.

L'idée d'une Europe subdivisée en *régions historiques* est suggestive et ne saurait être repoussée *in toto* à cause de ses faiblesses méthodologiques. Il convient plutôt de la modifier, de la préciser et surtout de la compléter, en tenant compte des modifications survenues suite à l'émergence de *l'économie-monde*, à savoir la naissance du *World-system* tel que l'a proposé Immanuel Wallerstein (Wallerstein 1974).

De fait si nous prenons en compte ce processus qui transforme l'Europe à partir du *xv^e* siècle en un complexe de *régions historiques* interdépendantes composées d'un *centre* ainsi que de plusieurs *périphéries* et de *zones extérieures*, nous voyons aussitôt à quel point le modèle théorique élaboré par Szücs est incomplet. En effet, *l'économie-monde* a produit en Europe non seulement la formation d'un *centre* et de plusieurs *périphéries* et *zones extérieures*, mais également la naissance d'une nouvelle dynamique *de la division internationale du travail* entre les diverses régions historiques. Au sein d'une nouvelle conjoncture socio-économique sur le plan continental, comme l'a bien relevé Fernand Braudel, l'économie est devenue prédominante et son modèle influence et dérange les autres composantes de la société, sans pour autant les déterminer jamais complètement (Braudel 1979). En d'autres termes, il s'agit de l'expansion au niveau européen, mais également mondial, du *capitalisme rationnel wébérien* qui redéfinit les relations sociales non seulement entre les individus mais entre les partenaires économiques collectifs comme la société, les États, les nations et les régions etc.

La nouvelle division internationale du travail à l'intérieur de *l'économie-monde* capitaliste s'est construite sur une séparation systématique du territoire entre centre et périphérie. En premier lieu l'Europe, suivie ensuite par les autres parties du globe, s'est subdivisée pour une part en quelques régions (Angleterre méridionale, Hollande, Allemagne occidentale, France du Nord) qui connurent une accélération de l'histoire sous la forme d'une rapide modernisation de leurs structures socio-économiques et d'autre part en de nombreux endroits qui au contraire subirent des processus de stagnation, d'appauvrissement, d'exclusion socio-culturelle (Italie méridionale, Espagne, Portugal etc.).

La naissance de l'*économie-monde* a ainsi entraîné un changement important dans les relations socio-économiques et culturelles qui d'une part a rendu les différences sociales plus sensibles – ce que Szücs avait déjà noté – et d'autre part provoqué la formation de nouvelles *régions historiques* ainsi que nous le verrons bientôt.

Pour résumer on peut raisonnablement affirmer que l'Europe, à partir du ^{xv}^e siècle, accuse un profil de plus en plus différencié en raison de l'existence de diverses *régions historiques* que l'on peut classer en termes de centre, périphéries et zones externes, ces dernières touchées seulement de façon marginale par l'économie-monde fondée sur la capitalisme rationnel wébérien.

Partant de cette constatation, voyons maintenant quel rôle l'Europe du sud-est a pu avoir dans le contexte de l'économie-monde.

L'Europe du sud-est : région historique et périphérie européenne historiquement marginalisée?

Commençons par une première remarque empruntée aux travaux de l'historien autrichien Karl Kaser. Celui-ci met en évidence que la longue hégémonie byzantine dans le sud-est européen a fait que l'introduction de structures féodales de type patrimonial est intervenue très tardivement en comparaison avec l'occident (Kaser 1990 : 134 sq.). Cette occurrence, ajoutée à la progressive décadence de Constantinople à partir du ^{xi}^e siècle, a provoqué une stagnation socio-économique dans tout l'empire et donc aussi dans l'aire balkanique (Castellan 1991 : 42). Pour cette région historique, la conquête progressive de l'Europe du sud-est par les Ottomans ainsi que l'écroulement définitif de l'empire byzantin entraînèrent aussi bien une intégration tardive dans l'*économie-monde* que l'imposition d'un système de domination politique achevant de dégrader une situation socio-économique déjà critique.

Jusqu'au ^{xviii}^e siècle, on peut considérer l'empire ottoman comme une zone extérieure à l'*économie-monde* et par conséquent comme une

entité ayant des structures sociales et économiques indépendantes. Ce n'est que lors de sa décadence, lorsque les observateurs occidentaux le nommèrent *l'homme malade du Bosphore*, que l'empire ottoman fut graduellement englobé dans l'*économie-monde* alors en pleine expansion. La conséquence de ce processus d'intégration fut sa périphérisation et la lente débâcle de cet empire qui à son apogée avait assiégé Vienne.

Dans le cadre de l'empire ottoman, l'Europe du sud-est joue certainement un rôle de premier plan du point de vue géopolitique, mais économiquement elle demeure une province périphérique. Quoi qu'il en soit, la situation de cette région ne saurait se comparer à celle de régions plus fertiles comme par exemple la vallée du Nil et la plaine de Mésopotamie.

Une grande partie de la péninsule balkanique était considérée comme une zone de frontière montagneuse, inhospitalière et simultanément politiquement peu sûre, dans laquelle les Ottomans devaient affronter continuellement les empires voisins, à savoir celui des Habsbourg, mais parfois aussi l'empire russe ou la République de Venise (Wolff 2001).

En ce qui concerne la périphérisation et la marginalisation historique du sud-est européen, on ne saurait oublier le fait que la domination ottomane avait introduit dans certaines zones des rapports féodaux spécifiques dans le monde agricole qui, particulièrement en Macédoine, en Albanie et dans le Kosovo, survécurent jusqu'au ^{xx}^e siècle. Sans entrer dans les détails on peut dire que le féodalisme ottoman, qui au départ favorisa surtout la caste militaire, fut de type prébendier, à savoir fondé, comme le remarque Max Weber, non tant sur un rapport de fidélité réciproque entre le seigneur – le Sultan – et le feudataire, que sur une transaction dans laquelle la concession de la terre était honorée en retour par des prestations de type fiscal (Weber 1956, 2 : 634 ; Castellan 1991 : 126 sq. ; Roux 1992 : 192 sq.)

Il est vrai que durant le ^{xix}^e siècle, les réformes du *tanzimat* ont transformé les rapports féodaux qui, malgré ce qu'en disent les sources nationales patriotiques respectives, ne furent pas si durs pour la population inféodée. Toujours est-il que le féodalisme prébendier

ottoman, qui selon Adanır ne fut effectif sous sa forme idéale-typique que peu de temps (Adanır 1979 : 24 sq.), freina pour des siècles la dynamique socio-économique de la région en favorisant l'économie de subsistance, limita aussi bien l'accumulation du capital que les occasions de trouver du travail et, enfin, régula la production.

Mais celui-ci laissa également une marque indélébile et créa un habitus et des façons de faire (correspondantes) que Brenner dit appartenir à une « rationalité pré-capitaliste » (Brenner 1989 : 35 sq.). Il suffit de penser aux Boïars roumains et à leur attitude clairement absentéiste.

Les paysans non inféodés, comme l'observe Lampe, étaient quant à eux concentrés dans les villages des hauts-plateaux et des montagnes. Ils cultivaient leurs lopins pour leur propre subsistance et produisaient des biens très limités pour le marché (Lampe 1989 : 189).

En résumé, le système économique ottoman dans les Balkans, à quelques exceptions près, a fini par perpétuer sur la longue durée une société agraire pré-moderne. Le passage du sud-est européen d'une province plutôt marginale de l'empire ottoman à une région périphérique de l'économie-monde s'est produit cependant dans des conditions assez peu favorables. On ne saurait donc trop s'étonner que cette région historique de l'Europe joue le rôle de périphérie de la périphérie dans le nouvel ordre dominé par le capitalisme rationnel.

Il convient pourtant d'ajouter ici qu'en Europe du sud-est certains espaces échappèrent totalement ou du moins la plupart du temps à la domination ottomane. Toutefois ces territoires étaient aussi considérés comme les zones les plus défavorisées des empires auxquels ils appartenaient. L'exemple le plus patent est celui de la côte dalmate qui, à l'exception de certains centres urbains à vocation commerciale et portuaire, était notoirement considérée comme un lieu socialement et économiquement problématique du petit empire transadriatique vénitien. On consultera à ce sujet le beau livre de Wolff sur les rapports entre Venise et les « Slaves » (Wolff 2001).

L'époque post-ottomane et, dans la foulée, pré-socialiste, malgré la conquête d'une indépendance nationale tant convoitée, n'entraîna pas pour les sociétés du sud-est européen de changement radical. La

situation socio-économique, périphérique dans le nouveau contexte européen, ne se transforma pas de manière essentielle, à l'exception de quelques améliorations de nature sectorielle et conjoncturelle, de sorte que ce que nous avons appelé *marginalisation historique* se reproduisit.

Dans les États où il réussit à s'imposer pour près d'un demi-siècle, le socialisme se révéla être, après une courte période d'espoir comme dans certaines parties de la Bulgarie, une époque de stagnation paralysante. Pour cette époque il convient peut-être de parler d'une modernisation volontairement manquée, dans la mesure où le projet socio-économique fut mis au service exclusif de la soif de pouvoir des élites politico-bureaucratiques appartenant aux partis communistes nationaux respectifs.

Cependant les vingt dernières années aussi ont produit tout autre chose que les « paysages fleuris » évoqués par le chancelier allemand Helmut Kohl au début de la prétendue transition. La marginalisation historique, malgré ou peut-être à cause même du changement des régimes politiques et socio-économiques suite à la chute des *Vielvölkerstaaten*, n'a fait que se poursuivre.

La marginalisation historique vécue, savoir social et identités périphériques. L'ambivalence entre avancées modernisatrices et retours nativistes

Les expériences du passé sont continuellement repensées, réinterprétées quand ce n'est mystifiées/mythifiées dans le présent par les intéressés (Giordano 1992 : 495 sq.). Ce processus d'élaboration de l'histoire n'est jamais, contrairement à ce que prétendent Hobsbawm et Ranger (Hobsbawm & Ranger 1983), le résultat d'une pure invention, mais il se fonde toujours sur des événements réels que les membres d'une société donnée ont vécus directement ou non.

Les espaces d'expérience du passé représentent ainsi pour une société et pour ses membres individuellement, la base de *cette réserve de savoir social* dont parlent Alfred Schütz et Norbert Elias (Schütz

& Luckmann 1979, 1 : 133 sq. ; Elias 1988, XII).

L'écart historique socio-économique entre centre, périphérie et zones extérieures de l'Europe n'est pas seulement de nature structurelle comme on l'a dit jusqu'à présent. Il s'agit toujours aussi d'une réalité perçue, expérimentée, interprétée et donc socialement construite.

À ce propos, il me semble pouvoir dire qu'une des préoccupations principales que l'on peut observer surtout au niveau des élites de l'Europe du sud-est est précisément celle qui a trait au retard des pays et des sociétés auxquels elles appartiennent. Il s'agit évidemment d'une représentation sociale construite par elles-mêmes, mais qui est amplement nourrie par les opinions défavorables et dépréciatives de type *orientalisant* produites par le centre. Mais comme déjà mentionné, il s'agit d'une forme imaginée de retard, car il n'y pas de doute que toutes les périphéries européennes, et donc celle du sud-est européen aussi, ont produit d'éminentes avant-garde culturelles.

La question lancinante qui est souvent formulée à cet égard est la suivante : comment se peut-il que l'Europe du sud-est où vivent les peuples les plus habiles et les plus dignes d'estime du continent du point de vue moral, n'a pas été capable d'atteindre le niveau de nations comme la France, l'Allemagne, la Grande Bretagne et ultimement aussi dans la chronologie, les États-Unis ? Ce sont surtout les intellectuels les plus en vue et le public cultivé des États périphériques du sud-est de l'Europe qui comparent souvent et volontiers leur société avec celles des nations du centre considérées comme plus évoluées. Cela contraste avec les pays du centre où domine un regard vaniteux et souvent arrogant au sujet de ses propres conquêtes, extraordinaires en termes de progrès, de civilisation, de modernité, de démocratie, de société civile, de bien-être et de sécurité etc., sans qu'il semble nécessaire de donner une quelconque attention aux périphéries. Par ailleurs les présumés succès économiques, politiques et culturels du centre exercent sur les périphéries du sud-est européen une fascination évidente et hautement ambiguë.

En ce qui concerne les relations au centre, il semble donc correct de parler de *société de référence* pour les périphéries, comme le propose

le sociologue américain Reinhard Bendix. Cela implique que les sociétés périphériques réagissent aux valeurs et aux institutions d'un *autre pays* avec des idées et des manières d'agir se référant à leur *propre pays* (Bendix 1980 : 2 : 77).

Ces remarques montrent bien l'ambivalence aiguë qui caractérise le rapport des sociétés périphériques du sud-est européen et en particulier de ses élites avec l'Europe occidentale. À la base de cette attitude, ainsi que le suggère encore Bendix, se trouve aussi bien *un savoir social* spécifique qu'un *type d'argumentation* correspondant. Suivant ces représentations et ces discours collectifs, la puissance de *l'autre pays* appartenant au centre est sans doute impressionnante, mais en même temps la société y est pleine de fausses valeurs, de corruption et de décadence morales, de manque d'originalité et de spontanéité. Simultanément les problèmes socio-économiques de *son propre pays* sont immenses, mais les vertus spécifiques de son peuple représentent des modèles de pensée et d'action précieux et probants. D'une part les sociétés de référence du centre, à cause de leur succès économique et politique, exercent une attraction énorme et l'on voudrait les imiter, voire les surpasser. Par ailleurs on est dégoûté de l'artificialité et de la dépravation du mode de vie et l'on met alors en scène un retard folklorisé, présenté comme l'authenticité vertueuse de sa propre *société* et *nation*. Nous avons ainsi affaire à ce que Michael Herzfeld a nommé justement la diglossie des orientations, des discours et par conséquent des identités. C'est précisément cette diglossie qui constitue à notre avis l'ambivalence dont nous parlions plus haut (Herzfeld 1987).

Ainsi, on peut observer dans les sociétés périphériques du sud-est européen (mais certainement aussi dans d'autres périphéries et zones externes du continent) un effort pour accélérer la modernisation/européisation. Il s'agit alors d'introduire des standards occidentaux dans l'économie (par exemple l'industrialisation), dans la politique (par exemple l'importation de la démocratie parlementaire), dans la culture (par exemple la réception des modèles et des modes des métropoles d'Europe occidentale : Paris, Vienne, Berlin, Londres).

Le socialisme lui aussi – malgré son projet de créer une société

et une économie alternatives au capitalisme – tentera de créer dans les sociétés périphériques, notamment à travers sa politique d'industrialisation et d'urbanisation forcées, un modèle de développement et des conditions de vie qui soient comparables sinon supérieurs à ceux de l'Europe occidentale. Durant cette période également, les sociétés de référence étaient celles du centre. C'est pourquoi il est juste de définir les régimes communistes de l'Europe du sud-est comme des *dictatures imitatives* et non *alternatives*.

Dans la phase de transformation post-totalitaire qui suit immédiatement 1989, le slogan *retour en Europe* devint très populaire. C'est ainsi que s'exprimait le désir des périphéries du sud-est (mais plus généralement de tout l'est) d'être finalement intégrées dans le centre, grâce à l'affiliation à l'Union européenne.

Cependant à côté de ces efforts d'eupéanisation et de modernisation, on peut observer un recours massif à des représentations, des postures et des manières d'agir de type nativiste, à travers lesquelles il s'agit de mettre en scène de manière explicite les qualités uniques de son peuple et respectivement de sa nation. On peut dire de cette forme de nativisme qu'elle trahit le désir et la volonté des périphéries du sud-est européen, dans la mesure où il s'agit de sociétés historiquement marginalisées, de se raccrocher à la toute-puissance économique, politique et culturelle des *sociétés de référence* (du centre donc) et de manifester publiquement le sentiment du : *nous aussi nous sommes quelqu'un* (Mühlmann 1964 : 12).

Il s'agit donc, selon les *producteurs* ou *managers identitaires* de la claire expression de la contribution de son propre groupe, ethnie, nation, société, à la culture matérielle et spirituelle (Greverus 1981 : 223 sq.). Le nativisme comprend toujours, plus ou moins développée, une claire réélaboration folklorisée des traditions et par conséquent de la production sociale d'authenticité (Mühlmann 1964).

En conclusion signalons seulement ici que l'ambivalence entre des avancées modernisatrices et des retours nativistes a fréquemment été l'objet de controverses politiques et intellectuelles. Il s'agit de débats souvent virulents mais toujours actuels dans lesquels s'opposent la voie de l'occidentalisation, et par conséquent du rattachement au

centre, et celle d'un modèle de développement plus autonome et plus proche des traditions particulières de telle ou telle société nationale. Ce dilemme, bien moins présent au centre, demeure jusqu'à présent un des points clefs de *la philosophie politique quotidienne* et de ses pratiques dans les périphéries de l'Europe de l'est et du sud-est. C'est justement dans le contexte de ce sentiment d'ambivalence de la périphérie de l'Europe par rapport au centre que, se manifestant à mon avis très souvent sous des formes nativistes, a pu naître à plusieurs reprises en Europe du sud-est cette instrumentalisation politique de la culture au nom d'un nationalisme exclusif qu'Ivan Čolović a si bien analysé dans son récent ouvrage *The Balkans : The Terror of Culture* (Čolović 2011). Toutefois il faut bien dire que ces phénomènes ne sont en aucune manière une exclusivité de l'Europe sud orientale car on les retrouve aussi bien dans d'autres périphéries européennes qu'extra-européennes.

La dimension politique de la marginalisation: *méfiance publique et conflit entre légalité et légitimité*

Après les aspects socio-économiques et socioculturels, il convient de prendre en compte l'importante dimension politique de la marginalisation historique. En Europe du sud-est, mais, je le répète, pas seulement dans cette région historique périphérique, on a affaire à un paradoxe intéressant. À côté d'une identification très prégnante, voire exagérée, avec la nation, on constate, dans de larges secteurs de la société, une faible identification avec l'État qui de ce fait est en manque permanent de légitimité.

Dans quasiment tout le sud-est de l'Europe on constate une faille entre l'État et la société, à cause de la coexistence de deux systèmes divergents et parallèles de normes et d'institutions qui se trouvent souvent en concurrence. En d'autres termes, il règne dans ces sociétés une coexistence précaire entre l'État de droit d'une part et les normes et les pratiques sociales de l'autre. Par leur attitude antiétatique, les acteurs individuels mettent constamment en

question la validité de l'État et de ses organes. La fracture entre l'État et la société peut se définir, dans une perspective compréhensive webérienne, comme une confrontation entre légalité et légitimité (Weber 1956, 1 : 122 sq., 2 : 832). D'une part, nous avons affaire à des lois et des institutions d'État ayant un statut légal, mais qui ne sont pas reconnues par la société comme légitimes. D'autre part, il y a des normes et des pratiques sociales partiellement illégales ou semi-légales, mais reconnues comme légitimes par une grande partie de la société. En Europe du sud-est, il n'existe pas de correspondance entre légalité et légitimité du pouvoir de l'État et de ses représentants. Nous avons affaire ici, comme nous allons le voir, à des normes, des institutions et surtout des classes politiques ne bénéficiant d'aucune confiance.

Dans ces sociétés, les acteurs ne se sentent aucunement liés aux instruments du pouvoir légal de l'État dont ils se méfient abondamment, de sorte que, en général, les États ne sont pas en mesure d'imposer leur jurisprudence. Lois, décrets, ordonnances et règlements se verront systématiquement ignorés du fait précisément que malgré leur légalité, ils ne jouissent pas de la légitimité nécessaire.

Les transactions qui se fondent sur les rapports amicaux souvent instrumentaux, sur le clientélisme ou la corruption, sont des stratégies quotidiennes et pratiquement invisibles qui remplacent les anciennes formes de banditisme et de rébellion. Elles parviennent à affaiblir les structures de l'État et à annuler l'efficacité de normes légales mais privées de légitimité. Ces stratégies ne révèlent pas moins une ambiguïté de fond. D'une part, les acteurs considèrent les institutions d'État et les normes du droit comme illégitimes ; d'autre part, ils s'en servent, si celles-ci se trouvent être utiles à la poursuite des intérêts de leur réseau personnel de relations.

Les nouvelles stratégies dont nous avons parlé permettent ainsi l'infiltration des institutions publiques, du fait que les acteurs ont clairement reconnu que la légalité et l'État offrent certaines occasions intéressantes de transformer les ressources publiques en avantages personnels, grâce à des manipulations habiles des

relations sociales. La réserve et le soupçon envers l'État demeurent, quand bien même celui-ci se révèle *nécessaire* et *important*. Il n'y a donc aucun intérêt à détruire l'État, il suffit de se l'approprier à son avantage. Au fond, voler le voleur qui vous a toujours volé ne saurait être un délit !

On pourra certes nous objecter qu'il existe en Europe du sud-est des embryons de société civile sous la forme d'associations, d'organisations non gouvernementales, de partis, de syndicats, de coopératives etc. Mais il faut aussi admettre que nombre de ces institutions de la société civile sont infiltrées par des réseaux sociaux personnalisés et informels. Ainsi, leur rôle dans la société civile s'en trouve fortement réduit sinon carrément annulé.

Il faudrait cependant éviter à tout prix de considérer les représentations et les pratiques sociales évoquées ci-dessus comme une forme arriérée de comportement et de mentalité (Giordano & Kostova 2002 : 74 sq.).

Ce sont surtout les politologues américains comme par exemple Edward Banfield et Francis Fukuyama qui ont avancé ce genre d'analyse, en parlant d'*amoral familism* ou de *low trust societies* (Banfield 1958 ; Fukuyama 1995). Personnellement, nous croyons que les attitudes et les comportements dont nous avons parlé sont au contraire (à considérer comme) rationnels dans la mesure où ils sont adaptés à la situation spécifique de marginalisation historique et à l'incapacité inhérente et permanente des diverses formes d'État qui se sont succédé sur la longue durée de remplir leurs fonctions de base (Giordano 2010).

Si la confiance est, comme l'affirme Diego Gambetta, la probabilité subjective raisonnable par laquelle je suppose que l'autre effectuera une certaine action (Gambetta 1988), alors on ne voit pas vraiment pourquoi le citoyen d'une société du sud-est européen devrait avoir confiance en l'État, en ses institutions et sa jurisprudence. Il est donc complètement faux de parler de *low trust societies*. Il faudrait bien plutôt définir ces sociétés comme des sociétés de méfiance publique, systémique et dépersonnalisée et comme des sociétés de confiance privée, informelle et personnalisée (Giordano 2003 : 97 sq.).

Conclusions: l'Europe du sud-est entre marginalisation historique et *rational choice* contextuel

À la suite de tous les arguments développés jusqu'ici, une question qui vient quasiment spontanément à l'esprit est celle de savoir si l'Europe du sud-est n'est pas une région très *particulière*. Du point de vue anthropologique, cette question recèle tout une série de pièges et de biais que l'on va rappeler brièvement. Le mot incriminé est bien évidemment l'adjectif *particulière*. En effet, souligner la particularité de n'importe quel phénomène, comme l'on fait les relativistes culturels américains avec leurs *cultural patterns*, c'est souligner sa spécificité exclusive (Benedict 1989). En l'occurrence, le mot *particulier* veut dire reconnaître comme évidente l'existence de caractéristiques socio-culturelles uniques et essentielles dans un groupe ou une société. Cela implique deux principales faiblesses. D'une part, on nie de ce fait la légitimité d'une approche comparative, ce qui équivaut à nier un des principes cardinaux de l'analyse anthropologique. D'autre part, mais cela fait partie désormais des lieux communs, on tend à essentialiser les phénomènes socio-culturels.

Cependant, est-ce que les autres scénarios épistémologiques universalistes comme le fonctionnalisme britannique (Kuper 1993), le structuro-fonctionnalisme américain (Parsons 1964 ; Merton 1968), le structuralisme français (Lévi-Strauss 1958) ou la théorie systémique allemande (Luhmann 1984), qui sont sceptiques ou critiques face à l'étude des particularités, proposent vraiment des solutions plus satisfaisantes ?

Toutes ces méga-tentatives théoriques qui proposent de minimiser l'importance des différences ont fait faillite et appartiennent dorénavant au musée des sciences sociales. Les recherches de constantes trans-sociales et transculturelles transcendant les particularités se sont avérées être des mirages (inaccessibles). Ces théories ressemblent à des cathédrales gothiques inachevées, justement parce qu'elles n'ont pas été en mesure de donner corps à leur prétentions trop abstraites. Le vrai problème ici a été la difficulté de trouver la preuve empirique de ces généralisations de nature déductive et par

conséquent conjecturales. Une des principales raisons de ce désastre méthodologique est justement d'avoir sous-estimé l'importance des particularités culturelles des collectivités humaines.

Il convient encore de mentionner une troisième voie, à savoir la position très à la mode de certaines approches postmodernes liées à la popularité actuelles des *cultural studies* et des *postcolonial studies* (Appadurai 1996, 1990 ; Bhabha 1994 ; Castro Varela & Dhawan 2005). Le point de départ de ces projets théoriques est la négation de la sociabilité et par conséquent la surévaluation de la subjectivité. Les sociétés et leurs particularités doivent être évacuées du raisonnement théorique parce qu'elles emprisonnent l'individu dans une *prison sociale* et un *corset culturel*. Les cadres sociaux de la vie individuelle sont donc le produit d'une *géographie imaginaire*, d'une *sociologie fictionnelle* ou d'une *anthropologie inventée*. On finit par produire ainsi une apothéose irréaliste de l'individualisme méthodologique avec son inhérent volontarisme selon lequel, comme l'a critiqué Bourdieu à bon escient, il existerait de manière généralisée des subjectivités dynamiques et des identités modifiables de manière permanente (Bourdieu & Wacquant 1992). La vie humaine devient pour finir un *everything goes* purement arbitraire et totalement libre de pressions, d'obligations et de conflits de nature sociale. Mais ce discours, postmoderne et postcolonial, pour lequel la particularité, c'est de n'en avoir aucune, n'a réussi en dernière analyse qu'à créer une série de mythes comme celui du *transnationalisme*, du *cosmopolitisme*, des faciles et quasi naturelles *hybridations* et *créolisation*, de l'émergence enfin d'une *ecumene globale* et pacifique.

Pour échapper à ce scénario frustrant de pro et de contra méthodologiques, il nous semble évident qu'il faut admettre que tous les concepts et notions en sciences sociales, et donc aussi en anthropologie, sont des constructions créées par les chercheurs ayant souvent le caractère d'idéaux-types que l'on chercherait vainement dans la réalité empirique. Cela vaut également pour le concept de *région historique*. Toutefois il est fort douteux et peu réaliste de penser que la vie sociale se puisse réduire à la simple somme de subjectivités mutantes et fuyantes.

Personnellement, nous partons du principe que les hommes ne sont en mesure de survivre que s'ils s'organisent en collectivités, certes dynamiques, mais dotées d'une certaine stabilité. Si donc les hommes, comme le disent Schütz et Luckmann, construisent leur réalité sociale, ceux-ci sont par conséquent pris dans un réseau de valeurs, de représentations, d'institutions, de rapports de force, d'identités, dotés de sens et produits par les intéressés eux-mêmes (Schütz & Luckmann 1979). Il est (dès lors) évident que nous nous référons ici à la sociologie compréhensive wébérienne, réélaborée par l'anthropologie interprétative de Geertz (Geertz 1973).

Le tissu (*web*) dont parle aussi Geertz représente à notre avis la *particularité* d'une société ou d'une région historique. Mais ces caractéristiques ne constituent ni un monopole exclusif, ni des universaux ou des constantes. Entre des tissus de société divers et des régions historiques différentes, il y a toutefois des ressemblances qui constituent leur *air de famille*, pour reprendre un terme créé par Ludwig Wittgenstein (Wittgenstein 1958).

Une fois ces points clarifiés, revenons à des réflexions plus spécifiques concernant l'Europe du sud-est. Cette région historique et cette configuration sociale ne sont pas seulement le résultat d'une *géographie imaginaire*, issue de lieux hégémoniques comme le suppose Larry Wolff (Wolff 1994).

L'Europe du sud-est consiste davantage en un complexe de tissus sociaux et culturels produits par ses acteurs eux-mêmes, qui a – probablement à cause d'espaces d'expériences et d'horizons d'attente communs – des assonances et des similarités étonnantes avec des régions historiques et des configurations socio-culturelles comparables, comme par exemple l'espace méditerranéen ou d'autres périphéries, européennes ou non.

L'Europe du sud-est ne doit pas être considérée comme une exception embarrassante ou comme une région qui se distingue du reste de l'Europe par ses pratiques politiques et sociales déviantes et primitives. Considérer l'Europe du sud-est comme quelque chose d'unique à cause de particularités supposées négatives équivaldrait en effet à une *balkanisation* au sens qu'en donne Maria Todorova

(Todorova 1997).

En mettant l'accent sur les concepts de *région et de marginalisation historique* au lieu de recourir à ceux plus communs de *retard* économique ou socio-culturel ou de *modernisation manquée* nous avons justement tenté d'éviter une théorie endogène du déficit (Banfield 1958 ; Gerschenkron 1965 ; Chirot 1989).

C'est précisément par cette approche que nous avons voulu mettre en évidence le fait que les structures, les représentations et les pratiques sociales actuelles ne peuvent être comprises qu'en tenant compte des interactions et des interdépendances sur la longue durée entretenues par les sociétés du sud-est européen durant des siècles avec les autres régions historiques de l'Europe et spécialement avec le centre, mais aussi avec celles qui se trouvent au-delà du Vieux Continent. Il est par conséquent indispensable d'adopter une perspective qui prend en compte aussi bien les rapports socio-économiques déséquilibrés des relations de pouvoir asymétriques entre *gagnants* et *perdants* dans le cadre de l'économie-monde que des processus de longue durée engendrant la *marginalisation historique*. Une des plus grosses erreurs méthodologiques que l'anthropologue puisse faire serait de penser que les régions historiques, à cause de leur particularité, seraient des systèmes clos qui s'auto-reproduisent. La *marginalisation historique* n'a en effet jamais de causes endogènes, mais bien (des origines) exogènes.

Enfin cette vision plus large permet de traiter aussi les ressemblances socio-culturelles et les équivalents fonctionnels entre les institutions, les représentations et les pratiques sociales de l'Europe du sud-est et d'autres régions européennes, comme par exemple le monde méditerranéen, ou non européennes, comme l'Amérique latine. Elle ouvre la porte à la comparaison, ce qui est essentiel pour nous anthropologues.

Cette perspective montre encore que les représentations, postures et façons de faire mentionnées ne sont pas le seul résultat de mentalités rigides et incontournables du fait qu'elles appartiendraient à la nature sociale immuable des personnes faisant partie des sociétés du sud-est européen. Ces projets et façons concrètes d'agir sont plutôt produits consciemment par ceux qui doivent faire face à la marginalisation

historique des sociétés auxquelles ils appartiennent.

Par conséquent ces orientations et pratiques collectives ne sont en aucun cas, comme le voudraient les théories ethnocentriques du déficit socio-culturel, les témoins d'une pauvreté culturelle ou civile. Au contraire, il s'agit toujours d'interprétations sensées et rationnelles ainsi que d'adaptations intelligentes aux processus de marginalisation historique. Ainsi, il ne s'agit pas de nier cette diversité particulière qui étonne, mais renforce aussi le sentiment de supériorité de ceux qui proviennent du centre. Cela veut dire que l'on peut simultanément reconnaître la normalité sous-jacente de ces représentations et stratégies d'action. Comme le dit le sociologue Alessandro Pizzorno : il n'y a aucune raison de changer sa manière d'agir car, sachant que cela ne servirait à rien, personne n'est assez bête pour le faire (Pizzorno 1967, 3 : 247 sq. ; Pizzorno 1976 : 237 sq.). On ne saurait donc parler de fatalisme, de passivité innée ou de manque de civisme ; on a affaire simplement à un *rational choice* contextuel qui trouve son sens et son entière raison d'être dans la société historiquement marginalisée.

Références citées

- Adanir, F. 1979. *Die makedonische Frage. Ihre Entstehung und Entwicklung, Frankfurter Historische Abhandlungen*. Wiesbaden: Franz Steiner Verlag.
- Appadurai, A. 1990. "Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy." *Public Culture* 2 (2): 1-24.
- Appadurai, A. 1996. *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*. Madison: University of Minnesota Press.
- Banfield, E. C. 1958. *The Moral Basis of a Backward Society*. Glencoe: The Free Press.
- Bendix, R. 1980. *Könige oder Volk. Machtausübung und Herrschaftsmandat*. 2 vols. Frankfurt/M: Suhrkamp.
- Benedict, R. 1989. *Patterns of Culture*. Boston: Mariner Books.
- Bhabha, H. 1994. *The Location of Culture*. New York/London: Routledge.
- Bourdieu, P. & L. Wacquant. 1992. *Réponse pour une anthropologie réflexive*. Paris: Editions du Seuil.

- Braudel, F. 1979. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XVe–XVIIIe siècle, Le Temps du monde*. Paris: Armand Colin.
- Brenner, R. 1989. "Economic Backwardness in Eastern Europe in Light of Developments in the West." In D. Chirot (ed.) *The Origins of Backwardness in Eastern Europe. Economics and Politics from the Middle Ages until the Early Twentieth Century*. Berkeley/Los Angeles/Oxford: University of California Press.
- Castellan, G. 1991. *Histoire des Balkans, XIVe–XXe siècles*. Paris: Fayard.
- Castro Varela, M. d. M. & N. Dhawan. 2005. *Postkoloniale Theorie. Eine kritische Einführung*. Bielefeld: Transcript.
- Chirot, D. (ed.) 1989. *The Origins of Backwardness in Eastern Europe: Economics and Politics from the Middle Ages until the Early Twentieth Century*. Berkeley/Los Angeles/Oxford: University of California Press.
- Čolović, I. 2011. *The Balkans: The Terror of Culture*. Baden Baden: Nomos.
- Elias, N. 1988. *Über die Zeit*. Frankfurt/M.: Suhrkamp Verlag.
- Evans-Pritchard, E. E. 1962. *Social Anthropology and Other Essays*. Glencoe: The Free Press.
- Fukuyama, F. 1995. *Trust, The Social Virtues and the Creation of Prosperity*. New York: Free Press Paperbacks.
- Gambetta, D. (ed.) 1988. *Trust: Making and Breaking Cooperative Relations*. Oxford: Basil Blackwell.
- Geertz, C. 1973. *The Interpretation of Cultures*. New York: Basic Books.
- Gerschenkron, A. 1965. "Economic Backwardness in Historical Perspective." *Cambridge Economic History of Europe* 6 (2): 706–767.
- Giordano, C. 1992. *Die Betroffenen der Geschichte. Überlagerungsmentalität und Überlagerungsrationaltät in mediterranen Gesellschaften*. Frankfurt a. M./New York: Campus.
- Giordano, C. 2003. "Beziehungspflege und Schmiermittel. Die Grauzone zwischen Freundschaft, Klientelismus und Korruption in Gesellschaften des öffentlichen Misstrauen." In R. Hettlage (ed.) *Verleugnen, Vertuschen, Verdrehen. Leben in der Lügengesellschaften*. Konstanz: UVK Verlagsgesellschaft, 97–120.
- Giordano, C. 2010. "Südosteuropa – eine Region eigener Art." In J. J. v. Puttkamer & G. Schubert (eds.), *Kulturelle Orientierungen und gesellschaftliche Ordnungsstrukturen in Südosteuropa*. Wiesbaden: Harrassowitz, 19–39.
- Giordano, C. & D. Kostova. 2002. "The Social Production of Mistrust." In C. Hann (ed.) *Postsocialism: Ideals, Ideologies and Practices in*

- Eurasia*. London: Routledge, 74-91.
- Greverus, I.-M. 1981. "Ethnizität und Identitätsmanagement." *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie* 7 (2): 223-232.
- Herzfeld, M. 1987. *Anthropology through the Looking-Glass. Critical Ethnography at the Margins of Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hobsbawm, E. & T. O. Ranger (eds.). 1983. *The Invention of Tradition*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kaser, K. 1990. *Südosteuropäische Geschichte und Geschichtswissenschaft. Eine Einführung*. Wien/Köln: Böhlau Verlag.
- Krader, L. 1960. "The Transition from Serf to Peasant in Eastern Europe." *Anthropological Quarterly* 33 (1): 76-90.
- Kuper, A. 1993. *Anthropology and Anthropologists: The Modern British School*. London/New York: Routledge.
- Lampe, J. 1989. "Imperial Borderlands or capitalist Periphery? Redefining Balkan Backwardness, 1520-1914." In D. Chirot (ed.) *The Origins of Backwardness in Eastern Europe. Economics and Politics from the Middle Ages until the Early Twentieth Century*. Berkeley: University of California Press, 177-209.
- Lévi-Strauss, C. 1958. *Anthropologie structurale*. Paris: Plon.
- Luhmann, N. 1984. *Soziale Systeme. Grundriss einer allgemeinen Theorie*. Frankfurt/M.: Suhrkamp.
- Merton, R. K. 1968. *Social Theory and Social Structure*. New York: The Free Press.
- Mühlmann, W.E. 1964. *Chiliasmus und Nativismus. Studien zur Psychologie, Soziologie und historischen Kasuistik der Umsturzbewegungen*. Berlin: Reimer Verlag.
- Parsons, T. 1964. *The Social System*. New York: The Free Press.
- Pizzorno, A. 1967. "Familismo amorale e marginalità storica ovvero perché non c'è niente da fare a Montegrano." *Quaderni di Sociologia* 3: 247-261.
- Pizzorno, A. 1976. "Familismo amorale e marginalità storica ovvero perché non c'è niente da fare a Montegrano." In E. C. Banfield (ed.) *Le basi morali di una società arretrata, nuova edizione di Una comunità del Mezzogiorno a cura di Domenico de Masi*. Bologna: Il Mulino, 237-252.
- Ricoeur, P. 2000. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris: Le Seuil.
- Roux, M. 1992. *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*. Paris: Editions de la maison des sciences de l'homme.

- Said, E. 1978. *Orientalism*. New York: Pantheon.
- Schütz, A. & T. Luckmann. 1979. *Strukturen der Lebenswelt*. Frankfurt/M.: Suhrkamp.
- Szücs, J. 1990. *Die drei historischen Regionen Europas*. Frankfurt/M.: Verlag Neue Kritik.
- Todorova, M. 1997. *Imagining the Balkans*. New York-Oxford: Oxford University Press.
- Wallerstein, I. 1974. *The Modern World-System: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*. New York/San Francisco/London: Academic Press.
- Weber, M. 1956. *Wirtschaft und Gesellschaft*. Tübingen: Mohr, Siebeck.
- Wittgenstein, L. 1958. *Philosophical Investigations*. Oxford: Blackwell.
- Wolff, L. 1994. *Inventing Eastern Europe: The Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*. Stanford: Stanford University Press.
- Wolff, L. 2001. *Venice and the Slavs: The Discovery of Dalmatia in the Age of Enlightenment*. Stanford: Stanford University Press.

I.
DE NOUVELLES
RÈGLES ÉCONOMIQUES
ET POLITIQUES?

“From peasants to workers”: An outline of the proletarianisation process during state-socialism in Albania*

Olsi Lelaj

Albanian Institute of Cultural Anthropology and Arts Studies,
Tirana

Introduction

The notion of proletarianisation has been vividly debated and described in social sciences. The term implies a set of transformations and circumstances which gave birth to the ‘proletarian’. The path toward such a concept was set, among others, by Marx in the course of unveiling the dynamics of capitalist transformation, industrialisation and the rise of modernity in Europe (Marx 1976). According to him, proletarianisation entails a complex process which led to the creation of the ‘wage labourer’ in the course of capitalist modernity. While details vary from one society to the next of how proletarianisation is achieved, in Marx’s perspective it will always involve the separation of the agricultural producers not merely from the ownership or control of the land, but also from the usufructuary access to it. Only when the peasants are stripped of their means of livelihood will they eventually become wage-workers. But, another requisit for the creation of the wage earner implies also the place where labour as paid activity can be found and exchanged. The existence of a market in which the skills

* An edited version of this article untitled “The proletarianization of peasantry: A narrative of socialist modernity” is forthcoming in the journal *Ethnologia Balkanica* 16: LIT, 2013.

of the human being can be sold and bought like any other commodity becomes essential to mobilise social labour power as commodity and simultaneously to constitute its value. Whether this model may or may not be an accurate reflection of the proletarianisation process under a capitalist mode of production, is a question beyond the scope of this article because the circumstances under which the process of proletarianisation and working class formation occurred within the boundaries of capitalist expansion both in western Europe and in the third world countries have been well documented and debated both in the anthropological and sociological literature (Thompson 1964; Wolf 1997; Tilly 1979; Arrighi 1973).

Nevertheless, this work aims to address the question of how proletarianisation-without-capitalism is achieved by focusing on the Albanian society during ‘state socialism’; the latter being the essentialisation of an experiment meant to transform society by using other means than market mechanisms. The reasons why Albanian society is the object of this work are twofold. Firstly, while the Balkan countries, on one hand, are generally considered as the latecomers in the European process of proto-industrialization and industrialization and the working-class as a fairly new phenomenon, in this context the Albanian society, on the other hand, can be considered as the latest of latecomers. Kaser, while referring to the pre-WWII situation of the Balkan societies, points out that

“From all Eurasia Minor’s countries, Albania was in the most precarious situation. More than 80% of the population made their living in the primary sector of production. The foundation of the National Bank and the introduction of a national currency in 1926 were first steps towards a development policy... in 1940, the industrial inventory of the country consisted of some consumer goods industry, some sawmills, cigarette fabrication, one brewery, one cement factory and several minor production places” (Kaser 2008: 120).

The end of WWII saw in Albania the coming to power of the communist party led by Enver Hoxha, who made the industrialisation

and modernisation of the country a state priority. On one hand the Marxist-Leninist ideology, the basic doctrine of the state, depicted the working class as a major social instrument toward socialist modernisation and as the force that holds together both economic and political power. On the other hand, post-war Albania was a devastated country, with poor communication infrastructure, massive illiteracy, an economy based mostly on private ownership and agriculture, a country where the pre-war embryonic industrial sector of economy was destroyed, and the working-class was virtually non existent. Secondly, whereas the issue of the working-class condition under 'state socialism' or 'socialist mode of production' has been debated earlier in the anthropological and sociological literature in East and South-east Europe (Burawoy 1985; Kideckel 2002; Ashwin 1999; Kürti 2002), yet how a working class was created during state socialism days, as the Albanian case will show, needs to be studied in its specific socio-cultural setting and timeframe. Therefore, taking into account the above premises, I argue here that a historically contextualized socio-cultural analysis on the nature of local practices under which the *proletarian was carved out of the peasant* during 'state socialism' has a great deal to say about the process of proletarianisation in the absence of market economy or modernization-without-capitalism. Even though this work starts with a statistical overview of the Albanian society after WWII, yet, it explores state proletarianisation praxis and policies by making use of ethnographic research insights combined with historical records and data.

Peasants and Workers: A Statistical overview

It has been argued that communist political economy was based on four theoretical factors: the Communist Party ruled, representing the interests of the working class; state ownership of the means of production; the replacement and supplementation of the market mechanisms by central planning; and the elimination of private property together with the introduction of equal redistribution of

goods, services and national income (Kürti 2002: 93-94). While achieving such an ambitious agenda, the Albanian communist party's leaders who were pioneering socialist industrialization and modernization, must have faced crucial difficulties in introducing Marxist worldviews and the dictatorship of proletariat – a modern, urban and industrial ideology – into an illiterate country with 80 % of its population living in the countryside, tied up in the matrix of private ownership, agricultural food production and kinship or tribal relations. According to official statistics¹, the land ownership structure in the country, prior to the agrarian reform of 1945 that was initiated and completed by the Albanian communist party, was as follows: 60.4 % of the land was owned by small and middle size landowners (that meant 83.1% of the peasant population), 23.2 % of the land was owned by big landowners (that meant 3% of the peasant population), the state owned 12.7 % of the land, and the remaining 3.7 % was split in-between 7 landlords. Only 13.9 % of the peasant population in Albania owned no land at all. With the completion of the Agrarian reform in 1946, the peasantry owned 92.1 % of arable land. It is worth noting that the working-class or the urban proletariat, in 1938, numbered a total of 15 000 workers out of the 1 040 353 people of the country's total population². These workers were to be found in a very limited and embryonic industrial and service sector as follows: 4705 workers were employed in the light and food industry; the Mining and Oil industry employed 2740 workers; 3000 workers worked in farming; the construction industry employed 2230 workers; 800 people worked in the Transportation service; the trade and services sector employed 2135 as wage-labor (Papajorgji 1985: 22-23). The above data and official statistics depict the macro configuration of the Albanian society upon which the Marxist worldview and ideology adopted by the state had to operate in order to achieve the promised new world envisioned by the bourgeois imagination of XIXth century western Europe that had grown tired of the alienation and exploitation

¹ Anuari Statistikor i R.P.SH (Statistical yearbook of People's Republic of Albania) 1961, Zyra e Statistikës, Tiranë.

² Ibid.: 53.

of workers in the industrial capitalist world.

Therefore, in order to resolve the problems posed by the structural and conceptual composition of post-war Albanian society (similar problems Lenin and others had to cope with while introducing Marx's ideas into their own society (Bauman 1976)), the communist party which changed its name into *Partia e Punës e Shqipërisë*³ (1946), included the peasantry in an ideological alliance (the agrarian reform together with the change of its name served this matter) with the urban workers. The creation of this alliance was made necessary and functional for the state first because the peasantry made up the majority of the population in post-war Albania and, secondly, it outnumbered by far the urban workers as a work force. The chairman of the Trade Unions of Albania (*Bashkimet Profesionale të Shqipërisë*), in his addressing speech concerning the further improvement of the Unions organization's work at the IXth Plenum of the Central Committee of the PPSH (Albanian Labour Party), pointed out the role of the working class and of its allied class, peasantry, by underlining that:

"...Following the victory of [our] popular revolution, the working class has become the basic leading force of our society. With its alliance with the working peasantry, under the leadership of the Albanian Labour Party, [the working class] is fulfilling its historical mission: e.g. to build up a country from a backward place into a developed, economically strong, rich and cultured socialist country."⁴

Moreover, setting up the peasantry as one of the beneficiary classes of the socialist society, the state would secure the needed work force for the development of the socialist industrial sector.⁵ It can be suggested that based on the aforementioned premises this is the

³ Albania's Labour Party.

⁴ From *Dokumenta Kryesore të PPSH*, vol. III, 1970, p. 167.

⁵ Karl Kaser points out that the establishment and development of socialist heavy industry by the state was seen as the primary mean of pushing Balkan countries out of backwardness and as such it required enormous human resources because modern technology was missing completely (Kaser 2008: 120).

start of the proletarianisation process of the peasantry in Albania during state socialism. Therefore, the following will attempt to explore and analyse the mechanisms and proletarianisation policies used by the state during the first decades of socialism in order to mould the Albanian peasantry into zealous rural and urban workers while fostering socialist modernization and development. The next section reviews the state oriented process of collective agricultural farm settling not only as an attempt to implement a vision of socialist modernity in the countryside, but also as the first step toward the proletarianisation of peasants in Albania.

The agricultural cooperatives and collectivization process: an ethnographic account

In 1963 the Albanian ethnographer Andromaqi Gjergji published a detailed ethnographic account of the agricultural cooperative ‘Shkëndia’ that was situated in the area of Korça. In spite of the fact that her work views the agricultural cooperative through the lenses imposed by the state, i.e. as one of the big achievements of the state policies in the countryside and a success of socialism, yet her work provides insightful statistical and ethnographic data concerning the trajectory of the state’s agricultural cooperative and farm formations and the process of proletarianisation of peasantry. Therefore, a short summary of her work will give a better picture of the process as it took place in Albania. According to Gjergji, the agricultural cooperative was set up as a result of the implementation of the Albanian Labour Party’s directive that aimed at the socialist transformation of the village according to the Leninist model of “cooperation”. The cooperative was founded in 1948, only two years after the agrarian reform, when 84 peasants’ families, mainly poor or middle-size landowners, gathered their lands, cattle and farm implements together. 1954 was the year when all the families in the village joined the agricultural cooperative. In the agricultural cooperative, the farm labourer during the first years was paid partly in money and partly in agricultural products. “In 1953 the

agricultural cooperative paid per working day, 72.3 lek and wheat (i.e., grain 2.8 kg, maize 3.3 kg, etc.), in 1959 [the cooperative] managed to distribute per working day...156 lek, and a fair quantity of agricultural products (grain 17,5 kg, maize 0,60 kg, beans 0.15 kg, potatoes 0,80 kg)" (Gjergji 1963: 84). Nevertheless, the individual family unit was entitled, by law, to a private plot of land to be used for family needs. The paying of wages partly in money and partly in goods would last until 1963. From that moment onward the peasants working in agricultural cooperatives would receive wages paid entirely in money. Gjergji's ethnography informs us about the policies of sowing and reaping that were structured according to the guidelines of the state's plan: "[b]ased on the state's plan this cooperative plants 1/3 of its arable land with sugar beet and 1/10 with barley, whereas 1/3 of the remaining land is sown with grain and the rest with potatoes, maize, beans, etc. The cooperative redefines its agricultural and farming plan every five years (in accordance with the state's plan)" (ibid.: 83-84). The ethnographer also brings information about the structure and organization of the cooperative's work force. Generally, the cooperative work force was organised according to the size and nature of production (agricultural or farm oriented production), but nevertheless, in all of them, the work force was divided into brigades covering all working sectors. Each brigade was made of 15-20 workers including a foreman, a deputy foreman, and a norm keeper. Half of the work force consisted of female workers. Each worker was part of a working brigade and a daily work norm was assigned to them, and only after the norm keeper had controlled the quality and quantity of the work assigned, the worker was eligible to his or her wages. The workers were also subject to control by the foreman and deputy foreman who every morning, accordingly, dealt out tasks and monitored the worker's punctuality and behaviour. The daily working norm for any given task and specialization in the agricultural cooperative and its subsequent conversion in a wage were calculated following the normative orientations issued by the Ministry of Agriculture. In defining a given norm, the managers took in consideration the nature of the cooperative and its specificities. Work, in itself, was divided into categories and each category was assessed

in accordance with the difficulty and the time taken to perform it. Gjergji notes that one norm of the 5th category, considered to be a hard work specialty because the worker had to feed the thrasher with reaps, was worth 1.5 work days (Gjergji 1963: 85). The peasants within the framework of the agricultural or farming cooperatives were considered as 'cooperative workers' and received a monthly wage.

Without going into further details, we can conclude from Gjergji's ethnography that the process of collectivization and cooperative organisation aimed firstly at controlling the production and distribution of agricultural products by the state. Secondly, it helped to orient the agricultural sector and land farming toward certain mono-crop cultures needed either for the industrial sector such as tobacco, sugar-beet or hemp growing, or consumptive purposes such as maize, grain, or rice growing. Thirdly, it aimed at eradicating any form of private ownership conflicting with the dominant state ideology. And finally, it enabled the state to perform more efficient control and to locate the agricultural work force according to planned needs, separating them from the means of production through collectivization. As we saw through the above example, the creation of agricultural cooperatives during the first years of state socialism was marked by a process of semi-proletarianisation in which the peasants, besides the given wages, controlled a part of production and could satisfy their needs either by working on their private plots of land or by selling part of the production on the market. The proletarianisation or total dependency of the Albanian peasant on wage labour was completed by the end of the 1970's as a result of the total collectivization of farm livestock and the smaller size of the private plot of land known as the *garden*. Besides the dependency of peasants on wage labour, they were also subject to the constraints and controls fostered by the wage system; elements of such system were reflected in the way work was measured by the norm system and controlled by foremen and norm-keepers.

It should be added that regardless of the image given by state propaganda, which portrayed the process as 'voluntary' or as a creation of the peasant's own will, the setting up of agricultural cooperatives and

collective farms was in fact oriented and imposed on the peasants from above. One of the mechanisms used to 'motivate' the peasants to join the agricultural cooperatives and/or state industry, included on top of forcible methods a system of tough taxation on agricultural products.

In August 1948 the Council of Ministers issued a directive that obliged any private peasant economic establishment to pay a tax on agricultural products⁶. According to the directive the land was classified into quality categories and for each given category the state demanded a tax on the cultivated product from the peasants. For example, the tax on cultivated land with maize was as follows: for the land of 1st category the state demanded 7 KV of maize per hectare; for the land of 2nd category the state demanded 5 KV per hectare (Fishta & Toci 1984: 341-342). Moreover, besides the system of taxation, the state issued a number of directives that constrained agricultural private economies to sell their surplus product only to the state at a very low set price.⁷ The taxation system aimed not only at increasing state capacity in accumulating capital either in the form of products and/or money, but it also helped the state in the 'orientation' and control of the work force toward the agricultural cooperatives and/or the new emerging socialist industry. A collaborator with the former Institute of Folk Culture while giving a detailed survey about population mobility in the Konispoli area described the case of fellow peasant in this way. " V.B...a poor peasant from Babjot neighbourhood. Moved away from the village in the first years [after the war] as a very poor peasant he was unable to adapt to the detailed taxation system in kind and money. He moved to Tirana where he worked together with his family at the 'Stalin' Textile Factory since the creation of this big industrial institution. He was transformed

⁶ *Gazeta Zyrtare* (Official Newspaper), nr.91, dt.1 Oct 1948. Council of Ministers directive of RPSH, nr.45, dt. 09.08.1948, 'On the accumulation of Wheats'. This directive changed in 1949 and the subject to taxation became also the poultry, meat and wool, Official Newspaper, nr.45, dt.17 June 1949

⁷ See *Gazeta Zyrtare* (official newspaper), nr.5, dt.17 January 1949. Directive of Council of Ministers, nr.61, 'On the accumulation of surplus wheat products from the peasants', dt. 31.12.1948.

from a peasant [into] a worker together with his wife and children”⁸.

Nevertheless, it should be said that the peasants did find ways and means to resist the process of collectivization. For example, the Albanian dissident Arshi Pipa informs us about the resistance and the open rebellion against state reforms and policies of Postriba village, in the Shkodra district, in 1946, where armed villagers attacked state representatives and institutions, or about the resistance of the peasants of Shijak and Tepelenë district in 1947–1948, where several peasants attacked the party representatives who had come to collect the tax due on wheat and to confiscate the surplus agricultural product (Pipa 2007: 37–38). Other forms of resistance were more subtle and involved individual actions such as hiding farm animals or setting fire to the surplus agricultural product; such as butchering or killing the animals that were due to be given for collectivization; cutting down the fruit trees that were subject to taxation and use them as firewood.⁹ The peasants’ resistance was also emotional in nature. An informant remembers how his family members were crying in desperation when the state farm representative for his village came and took away the family’s herd of sheep.

Together with the process of land collectivization during state socialism, another process that played an important role in the proletarianization of peasantry in Albania was the *monetarisat*ion of economic life and the centralization in the state’s hands of all the means of goods distribution. Thus, in the next section we will briefly illustrate this process.

Money, redistribution and market centralization

Before the creation of Agricultural State Cooperatives, the individual peasant family could be considered to a certain extent as a self-sufficient economic unit that would compensate for the goods or money it lacked in three ways: 1) by bartering, 2) by selling the

⁸ S. Kondi, 1987: 47, AE 1285/16, Ethnographic Archive, Institute of Cultural Anthropology and Arts Studies, Tirana: Albania.

⁹ For a comparative view on resistance during socialism, see Verdery 1996.

surplus agricultural product on the market, and/or 3) the individual members of the family would work outside the family property and provide the family with the necessary money. The creation of cooperatives and the nationalization of arable land and livestock together with the *monetarisation* of all economic transactions jointly with the centralization of goods distribution in the hands of the State would disintegrate the peasant family as a self-sufficient economic unit. Its members were obliged to fulfil their family and personal needs by working for a *salary* either in the newly emerging socialist state industry or agriculture, and to buy the necessary goods in shops. It should be added that the monetarisation of the economic life during the first decades of socialism in Albania was not an immediate process, but was accompanied by state policies on private property, industrialization and taxation system. The peasant family, even after the war and until the total eradication of private property, preserved its physiognomy as an autonomous or semi-autonomous economic and social unit (see Bardhoshi 2011); an autonomy that would be progressively challenged by the state ideological policies especially on private property. Therefore, in order to satisfy their consumption needs, during the first years of state socialism, peasant families together with the rest of the population made use of three different markets to exchange goods which were sanctioned by the government.¹⁰ These systems operated parallel with each other and their organization was as followed: 1) the guaranteed state market (*tregu i garantuar shtetëror*) distributed basic foodstuff and clothes to workers, white collars, and handcraft cooperatives. People bought these goods from state shops using *triska* (allowance coupons) that were handed out on the workplace. The 'reciprocal market' (*tregu reciprok*) enabled peasants to exchange their agricultural surplus and livestock products for industrial, food and no-food products, which were needed for everyday life. This market was organised as follows: the individual peasant submitted his agricultural surplus products to the designated state shop where instead of money he was given

¹⁰ For a comprehensive view on the nature and economic policies followed by the Albanian state during the first year of state socialism, see Fishta & Toci 1984.

vouchers (*kupona stipulacioni*) with which he could shop in ‘reciprocal shops’. For instance, 1 quintal of maize was worth 5 meters of cotton cloth and 3 stitch rolls; 1 quintal of beans or first quality rice was worth 8 meters of cotton cloth, 3 stitch rolls and handkerchiefs (Fishta & Toci 1984: 351-352). 3) While the free market (*tregu i lirë*) obeyed the rules of demand and supply, and the exchange of goods was mostly mediated by money or direct commodity exchange. These systems of exchange and distribution did not last long (the reciprocal shops were functional until the end of ‘50s, whereas the free market functioned until the year 1966) because the centralization of private property in the hands of, and the eradication of any form of private economy by the state constrained the Albanian peasantry together with the rest of society to depend solely on state-owned shops where all transactions were mediated by money. Therefore the wage secured either from working in the newly emerging socialist industry or the agricultural sector of the economy became the only means to acquire staple commodities.

Industrialization, urbanization and controlled mobility

As was suggested earlier in this work, the state saw in the peasants’ population the seeds for the work force that was needed by the emerging industrial socialist economy. In order to describe how the agricultural work force became central for the socialist industrialization of the country during state socialism, I will make use of my own ethnographic research in the mining town of Bulqiza in northeast Albania. The history of the town of Bulqiza is strongly tied to the history and development of the Chromium mine, which accounted for its foundation and development in the course of years. The chrome ore was discovered in 1940 and the Italians exploited the mine for a short time. On 18.02.1948, the extraction of Chromium in Bulqiza started again, together with the intensive work for the construction and expansion of the mine. With the technology left from the Italians, and the help of the voluntaries and the workforce recruited among the

population of the villages nearby, nearly 10 000 tons of Chromium ore were extracted during the first year. Under the USSR supervision and with its help, a geological service was established in Bulqiza, during the 50's, to assess and verify the possibility for further expanding of the mine and future possibilities. On 11.09.1952, Enver Hoxha, while inspecting the implementation of the goals set by the 1st five years plan, informed the peasants of the nearby villages on what the mine was, and was going to be in the future and stressed the relation that existed between the peasants and the new workforce of the mine:

"The chrome mine of Bulqiza, big treasure of our people, will constantly grow. There will be working hundreds and thousands of workers. In the future it is going to be a big centre for workers, where work will be carried out with mechanized tools and workers will live in cosy apartments...[Thus] comrade peasants you should be proud to send there your better sons to work, and to achieve our set objectives. Your mine in Bulqiza will never suffer from shortage of labour force" (Hoxha 1972: 54).

In the years following this speech, the systematic construction and mechanization of the mine continued together with the creation of proper living facilities for the workforce coming from the villages nearby or places outside the region. A suitable urban centre had to be created in order to accommodate and provide services for the incoming workforce and their families. As the first settlers remember, in the early years, besides the mine and a few prefabricated wooden houses that had been erected for the mine's qualified and specialized staff and security, nothing else could be seen but woods, rocks, and swamps. The wooden prefabs housed the engineers, the geological expeditions, qualified staff and armed forces, most of them were coming from other parts of Albania. Among these wooden constructions there was also a canteen (*menca e punëtorëve*) that provided meals for the mine's workforce. Moreover, the miners, waggon pushers, diggers and so on were coming on foot or using carriages drawn by donkeys or horses from the villages nearby like Zerqan, Shupenca, Fushë-Bulqizë, Ostren,

and Gjorica. The extraction of chrome was done using very simple technology like pickaxes, shovels, oil lamps and handcarts. Under the Plan regime, a systematic, carefully organized, and motorised transportation of people from villages to the new industrial centres was set up in order to provide the new emerging industrial sector of society with labour force. The peasants saw in the developing of industry a new way of improving their current income and livelihood after the collectivization of agriculture. As field data suggest many peasants saw the mine as a way of escaping from the enslaving conditions of the norm regime in the agricultural cooperative since, besides the fact that mining was also backbreaking, wages were better and more regular. Also, the workers canteen provided good cheap meals.

In 1955 Bulqiza appears for the first time in official records as an urban centre with 1971 inhabitants. The first brick and concrete constructions were built during the 50's and included the mine administrative quarters, a dormitory for high-skilled workers, a few 3 storeyed apartment blocks for the families of the military and administrative personnel, a canteen, and a prison. In 1970, the setting at the foot of the mountain had become a proper town. More than 300 apartments had been built for the mine's employees and administration staff as well as for doctors, teachers, truck and bus drivers, officials, military personnel and their families. The town had two schools, one elementary and one high school in which specialized courses were delivered in order to qualify the workers of the mine; a dormitory for single workers; one rural hospital with 50 beds covering births, paediatric and pathological assistance, a pharmacy and three ambulances; a nursery day care centre and kinder garden, a post office, and a military post. In 1974, a Cine-Club (*KinoKlubi*), a centre for cultural activities like concerts, film shows and social games like chess or backgammon, was built for workers' recreation with a hosting capacity of 350 (Mosko & Sukaj 1987: 138). Also to improve the connection between the mine and the nearby villages where the majority of the workers still lived, a return transport service was installed, operating between every 8-hour shift connecting Bulqiza to Peshkopia town, and Bulqiza to Maqellar and Shupence villages. In the 1970's the mine's work force amounted to

1950 workers, 1390 of which were free workers, while 580 were 'forced workers', i.e. prisoners. The mine was divided into seven production parts for the extraction of Chromium, four of them were free zones where free workers were engaged in productive activities; their number amounted to 607. While the three other parts belonged to the "*Kampi*" (Labour Force Camp and Prison) where 407 prisoners convicted either for political or non-political crimes worked for the extraction of the ore, together with 120 free workers.

The progressive centralization of the means of production, redistribution and coercive means in the hands of the state during socialism in Albania led to an extensive control over the population's moves within the country especially of its work force. Nevertheless, in the city of Bulqiza, as throughout the country, the move of population was coordinated and controlled in order to keep it in balance with the developing of socialist industry and agriculture. Accordingly, an Albanian demographer points out that during the first decade after WWII, the work force in the industrial sector was mostly coming from the countryside. During the first years:

"[A] chain of new populated cities and working centres were created. During this decade [1945-1955]...the biggest population growth resulting from the mechanized movement of the population was seen in cities with industrial production. Thus while the growth of the urban population was of 32%, the population in [industrial] cities [like] Elbasan, Fier, Lac, Burrel, Lezhë, Polican, Balsh, Bulqizë, increased by 62%" (Dode 1982: 81).

The *Transferimi/Emerimi* system was used to control the mobility of the agricultural work force, skilled and unskilled workers, professionals, military and intelligentsia within the country. *Transferimi* literally means *to transfer*, i.e. to move the labour force from one workplace to another. As a practise it was used both to reward someone by transferring him/her from one job or location that he/she did not like i.e., moving from the countryside to urban areas, as well as to punish someone by moving him/her from one

good job or location to a bad one. Often as a means to punish the skilled workforce and executives, the practise of *të punosh në prodhim*, ‘to work in the production sector,’ was enforced, which implied transferring an executive from the comfort of office work (*rehatia e zyrës*) to the production sector of industry or agriculture in order to redeem himself among the working class. The practice of *emërimi* – which literally means *appointed* – targeted mostly the educated labour force. Students graduating from further education colleges and university were made to use their skill for some years in industrial urban centres, villages and remote mountainous areas, regardless of their individual wishes but according to state planned needs.

Other types of controlled mobility provided the state with free and unpaid labour such as 1) controlled voluntary work (*aksionet*) targeting the capable and/or young work force to participate in the drainage of marshes to gain arable land, constructing terraces for fruit-growing, or building railways, 2) a compulsory military service for all young males that lasted from 1 to 3 years during which contributed gratuitously to the construction of socialism, 3) the deportation of families of political prisoners into remote villages or towns where they often worked almost for free in the areas assigned.

Another important process that led to the proletarianisation not only of the peasantry but also of the rest of the Albanian society during state socialism was the process of conceptual proletarianisation that this paper considers in its final section.

The conceptual proletarianisation

So far we have discussed a few components under which the proletarianisation of the Albanian peasantry occurred during state socialism. We pointed out however briefly that such process was embedded in the ideological alliance between the peasants and workers that, among other things discussed above, was central to the issue of power in state socialism. The party leadership was careful in locating its legitimacy outside the big land owners, the capitalists, the literate elite

such as the intellectuals or clergy because in many ways the latter did not share the views of the party and its leadership, and eventually would question sooner or later its legitimacy to rule the country. Therefore, the Dictatorship of Proletariat was expressed in speeches and often believed by people to be the state of the workers and its allied class, the peasantry. This conceptualization of the state would eventually legitimize the party's action among the above-mentioned social strata's especially by resorting to force and violence. Nevertheless, a structure of identification had to be created between the party-state and the citizen. The second article of the constitution of the People's Socialist Republic of Albania underlines the social class to which the state belonged "... the people's socialist republic of Albania is based upon the unity of the people around Albania's labour party and it is founded on the alliance between the working class and the peasantry, an alliance that is led by the working class"¹¹. Often, people would refer to the socialist state as "The State of the offspring of the workers and peasants... the offspring of the workers and peasants had the power" (*Shteti ishte i bijëve të punëtorëve dhe fshatarëve... ishte pushteti i bijëve të punëtorëve dhe fshatarëve*). In his memoirs published in 1984 and massively read by Albanians, titled "Among simple people", Hoxha remembers how a peasant that hosted him in his home during WWII expressed his deep consideration and gratitude, during a meeting, for the new socialist society by admitting how his life had changed since the workers and peasants seized power under the leadership of the party:

"Comrade Enver, everything was made as the party foresaw. Ali Gjura and his wife were made human. What we were you know, what we are now you also know. Listen to what I am saying now, my head that had no bread to eat, never thought that both my wife and I would get a wage for our work, and now that we are old, we get a pension, we have a house on the farm, we have radio and everything. We give our souls to the Party because our souls and lives to the Party we owe" (Hoxha 1984: 202-203).

¹¹ The Constitution of People's Socialist Republic of Albanian. Approved on 28/12/1972, Publishing House '8 Nëntori', Tiranë: 10

By depicting the socialist state in school text books, newspapers, literature books, art and all other state controlled instruments for dispensing information, in the ‘spirit’ the above quotation reflects, as the power of the children of workers and peasants, the socialist system created the base for conceptual identification where not only the workers and peasants would be identified with each other, but also they would consider themselves as part of the ruling class and beneficiary of socialist transformation. Massive and compulsory education, in this matter, did not only play a crucial role in the conceptualization of power while attempting to create the “new socialist personage” (Kürti 2002) but also in the proletarian conceptual making of the Albanian peasantry, more especially on people’s attitude toward work. Brunnbauer points out that “[t]he effort to create a new working class was not only a by-product of industrialisation policies but was also deeply embedded in the communist notion of *the condition humana*, which stressed labour as the main feature of social identity and the precondition for citizenship” (Brunnbauer 2005: 104). Therefore, the adequate attitude toward work was defined by the party not only as a necessity for the developing of socialism but above all, as a propaganda brochure portrayed it by making use of the categories of *honour and shame* as “a matter of honour and a duty of first hand”¹² to be reflected in the citizen’s socialist consciousness. In order to strengthen the socialist consciousness the law on education urged the publication of new text books adapted to the new socialist order “that will illustrate the change, obvious everywhere, even in the ideological field”¹³. Therefore the conceptual proletarianisation was fostered in all compulsory public socializing institutions where the individual was not trained only in skills and knowledge but also in ideology particularly in what the party called the “proletarian manners” (*edukata proletare*). Thus since their first year of education, young pupils, aged 6 or 7, were faced with the subject of “Moral and Political Education” that would be

¹² ‘Open letter of Albania’s Labour Party central committee addressing party members, working forces, and armed forces of Albania’, Publishing House 8 Nëntori, 1975: 4.

¹³ *Gazeta Zyrtare* (Official Newspaper), Law on education, Art.5/Nr.282, 17-8-1946.

a basic subject along the pupils' compulsory educational journey in the primary and secondary schooling. To give more detailed examples of the ideological and proletarian manners that pupils encountered during their primary and secondary compulsory education, below are listed the chapters and themes used in the textbook on "Moral and Political Education 7" (1983) of 7-grade (age 12) secondary education.

Chapter 1: The protection and application with devotion of Marxism-Leninism is a vital question for our Party and People.

- Our life is led by the lessons from the Party and Comrade Enver
- The struggle of the Party and of our people for power and the building of socialism
- The Party's example and that of our people against revisionism and reactionary forces

Chapter 2: Thinking, working, fighting and living like revolutionaries

- Absorbing well the lessons of the Party and Comrade Enver
- With the Politic eye
- Beauty, Good
- Work as the foundation of our socialist life
- Learning from school and life
- Any work requires order, discipline and high consciousness
- With our forces
- Socialist perspective on property
- Developing the war of the classes and participating in it
- Defending our socialist country – a duty above all
- Sacrifice and self-denial, distinctive features of our people and partisans
- Respecting others, a basic requisite of communist culture
- Cultured behaviour and communist civic education, etc...

Part of the pedagogical curricula were also the practical application or participation of pupils in productive work which attempted the appropriation

by students of the *proletarian manners* especially of the *proletarian discipline* through practice. A booklet for youth entitled *Expanding our knowledge on the socialist organization of work* (1970) summarizes the notion of the proletarian discipline on work in the following way:

“[i]n order to implement it, as the party advises, [the proletarian discipline] means accomplishing with high consciousness a duty for the country, producing more, better, and cheaper, fulfilling and overcoming the norm, and rigorously observing the rules at the work-place, using the working time effectively and efficiently.”¹⁴

From the primary elementary education (1-4 year of schooling) pupils were taught subjects like “Lessons on Work” (*Mësim Pune*) where they were engaged in practical activities like sewing, agricultural work, work with plasticine. Later, between the 5th and 8th grades, students were engaged in what was called “Wood work and Metal work”, when they were taught to make small wooden and metal objects in school workshops. Of course, the intensity of such activities increased with the further progression in the schooling system. Later, at high school level, pupils participated in real productive work by working in factories or agricultural cooperatives. During an interview while recalling her high school period, an informant remembered that during the 3rd and 4th year of high school, together with two friends of hers, she accomplished her “productive work” (*puna prodhuese*) in the textile factory of Shkodra. Such pedagogical activities were carried out during the summer vacations of the high school period both in villages and cities.

Moreover, the conceptual proletarianisation during state socialism in Albania continued also in adulthood. It was backed up by the creation of a necessary institutional structure that promoted, among other things, people’s socialist consciousness and discipline toward work in the workplace. Therefore, in 1957, *Bashkimet Profesionale të Shqiperisë* (United Trade Unions of Albania) were set up, uniting into

¹⁴ “Të zgjerojmë njohuritë tona për organizimin socialist të punës” (*Expanding our knowledge on the socialist organization of work*), 1970, Biblioteka e Rinisë (The Youth Library), Tiranë: 20.

one all the other existing similar structures. Virtually all Albanians holding a working status were members of it. The Trade Unions held their congress every four years, where a managing body called the General Council was elected, which voted for the Presidium and four committees for various sections of the working class. These committees were:

1. The committee of industrial, mining and electric-power workers
2. The committee for agricultural workers
3. The committee for construction and transport workers
4. The committee for workers of distribution, education, health and culture

A branch of the Trade Unions was present in every working environment. The juridical duties and functions to be carried out by the trade union organization, according to labour legislation (Gjilani 1971), just to mention a few, were:

1. The ideological-political education of the workers;
2. The organization of workers in the economic structure (as agents to solve problems of production and economic development):
 - A) The organization and mobilization of workers in discussions, projects and achievement of goals for the economic and cultural development R.P.SH.
 - B) The organization of Socialist Emulation/competition;
 - C) Contribution and supervision of the uninterrupted progression of the movement for inventions and rationalization¹⁵;
 - D) Participating in the composition of work legislation and social supervision of law implementation.

¹⁵ Such initiative was seen important to bring the forward the production, to increase productivity, to increase export and reduce import, to save important raw and monetary materials needed to headway the mechanization of work and production

Besides the politico-ideological education of the workers through the organization of courses in political economy of socialism, principles of Marxism-Leninism, and so on, the United Trade Unions were also responsible, among other things, of promoting and cultivating the workers' proletarian manners and discipline in the workplace through their involvement in several productive initiatives that were part of the so-called 'socialist emulation'. For example, the United Trade Unions through its branches in all sectors of production, during the 1960¹⁶, undertook and implemented in working groups a number of initiatives within the framework of 'socialist emulation', such as, the initiative 1+2 for the qualification of workers that obliged a qualified worker to train in the work-place two unskilled workers; the initiative to accomplish the monthly norm by each and every worker in both industrial and agricultural sectors; the initiative to plough 10-12 thousand hectares of agricultural land without overhauling the tractors; or the initiative 'working, studying and living in a socialist way'. The state, through these initiatives paired up in the workplace with slogans like 'self-criticism, correction, tempering of socialist consciousness', together with ideologicalisation and politicisation of work in the course of education, did not only attempt to boost production but also to carve out *the proletarian being* from Albanians by letting out the 'spirit of employeeship' (Bauman 1976: 79) trapped within peasants and former peasants.

Conclusion

The process of proletarianisation-without-capitalism was explored in the relationship that the state created within the Albanian society while fostering socialist modernity from above. A commentator of communism in Albania pointed out that Albanian communism "bases its economic policies upon a syllogism: communism is the ideology of the working class. Such class does not exist in Albania.

¹⁶ *Rruga e Partisë* (The Way of the Party), 1/1962, p. 28.

Therefore let's create one..." (Pipa 2007: 32). Therefore, by adopting a historically contextualized socio-cultural analysis on the nature of local practise in Albania, this article aimed at understanding the specificities and circumstances under which the proletarian was forced out of the peasant during what Burawoy calls the *extensive period* of the development of the planned economy by the state where "the primitive accumulation was completed and workers were separated from the means of production through collectivization of agriculture and absorbed into the socialist sector as wage labourers" (Burawoy 1985: 164). The proletarianisation of peasantry in socialist Albania was described through statistical, historical and fieldwork data and it was read as a state coordinated political, economical, legal, social and conceptual enterprise through which the peasantry underwent transformation into wage workers with no control whatsoever over the means of production. Yet, further research is needed in order to understand the impact of these processes on the structure of peasant communities in Albania, and to what extent the nature of such processes can help us to make sense of the condition of the Albanian working class during and after communism. Nevertheless, in a broad sense, the present paper could be regarded as an ethnographic exploration of state policies and methods, and it raises questions for a comparative perspective of the patterns of proletarianisation in other socialist systems in southeast Europe.

References

- Arrighi, G. 1973. "Labour supplies in historical perspective: A study of proletarianisation of African peasantry in Rhodesia." In G. Arrighi & J. S. Saul (eds.), *Essays on the Political Economy of Africa*. New York: Monthly Review Press, 180-234.
- Ashwin, S. 1999. *Russian Workers: The Anatomy of Patience*. Manchester: Manchester University Press.
- Bardhoshi, N. 2011. *Gurtë e kufnit*. Tiranë: UET Press.
- Bauman, Z. 1976. *Socialism: the Active Utopia*. London: Allen & Unwin.
- Brunnbauer, U. 2005. "The town of the youth': Dimitrovgrad and

- Bulgarian Socialism." *Ethnologia Balkanica* 9: 91-114.
- Burawoy, M. 1985. *The Politics of Production: Factory Regimes under Capitalism and Socialism*. London/New York: Verso.
- Dode, P. 1982. "Probleme të demografisë, të ritmeve të zhvillimit dhe rendimentit të punës." *Studime politiko-shoqërore* II.
- Fishta, I. & V. Toci. 1984. *Ekonomia e Shqipërisë gjatë viteve të para të ndërtimit të Socializmit*. Tiranë: Instituti i Historisë, Akademia e Shkencave e RPS të Shqipërisë.
- Gjergji, A. 1963. "Provë për një studim etnografik në kooperativën bujqësore "Shkëndia" (rrethi i Korçës)." *Etnografia shqiptare* II: 81-109.
- Gjilani, F. 1971. *E drejta e punës e R.P. të Shqipërisë*. Tiranë: Universiteti i Tiranës.
- Hoxha, E. 1972. *Vëpra 10*. Tiranë: Naim Frashëri.
- Hoxha, E. 1984. *Mes njerëzve të thjeshtë*. Tiranë: Shtëpia botuese e librit shkollor.
- Kaser, K. 2008. *Patriarchy after Patriarchy. Gender Relations in Turkey and in the Balkans, 1500-2000*. Münster: LIT Verlag.
- Kideckel, D. 2002. "The Unmaking of an East-Central European Working Class." In C. Hann (ed.) *Postsocialism. Ideals, Ideologies, and Practices*. London: Routledge, 114-132.
- Kürti, L. 2002. *Youth and the the State in Hungary. Capitalism, Communism and Class*. London/New York: Pluto Press.
- Marx, K. 1976. *The Capital*. Vol. 1. Harmondsworth: Penguin Books. Original edition, 1867.
- Mosko, S. & I. Sukaj. 1987. *Ndërtesa për veprimtari shoqërore-kulturore*. Tiranë: Universiteti i Tiranës.
- Papajorgji, H. 1985. *Struktura socialklasore e klasës sonë punëtore*. Tiranë: 8 Nëntori.
- Pipa, A. 2007. *Stalinizmi Shqiptar. Anatomia e nje patologjie politike*. Tiranë: Princi & IKK. Original edition, 1990.
- Thompson, E. P. 1964. *The Making of the English Working Class*. London: V. Gollancz.
- Tilly, C. 1979. *Proletarianisation: Theory and Research, CRSO working paper*. University of Michigan.
- Verdery, K. 1996. *What Was Socialism, and What Comes Next?* Princeton: Princeton University Press.
- Wolf, E. R. 1997. *Europe and the People without History*. Berkeley: University of California Press. Original edition, 1982.

Competing forms of statehood in a Bulgarian village

Ilia Iliev

University of Sofia

Several forms of statehood have been tested in South-Eastern Europe in the last decades: a Soviet-type high modernist state whose heritage is still present in many spaces, institutions, and political nostalgia; a neoliberal state, which claims to manage state withdrawal from economy and society; a protective European welfare state; a collapsed state, unable to regulate some spaces of everyday life not in virtue of some principles of self-regulation, but because it lost its capacity to control and order people and things; and territorial or institutional enclaves of what James Ferguson calls ‘transnational governmentality’ (Ferguson 2005), where global corporations regulate the everyday life of local communities. They compete with developmental experts of institutions ranging from World Bank to USAID, and Islamic activists. The competition between various forms of statehood creates a variety of situations when different representations of the state are compared, as well as different everyday practices of state officials, private institutions to which the state has transferred part of its functions, or institutions which became public again, after being privatized in the 1990s. Characteristically, some of the most exciting recent studies on anthropology of the state were conducted in areas, where different forms of statehood coexist or compete – e.g. Mexico (Schwegler 2008), Turkey (Özyürek 2004), India (Gupta 1995), or

Georgia (Dunn 2008).

Each of these forms statehood, even the most recently introduced ones, were to a large degree discredited globally, and it is becoming increasingly difficult to present them as sole self-evident models. The changes are so rapid and the global actors that support the competing projects are so powerful, that several forms of statehood could claim equal legitimacy – or lack of it – and compete at equal terms.

In my paper I will describe three forms of agriculture, which co-exist in one Bulgarian village. I will claim that each of them is a result of a specific project for transformation of the society. Then I will discuss briefly the consequences of this co-existence.

1. The EU welfare state and the impact of EU agricultural policy

I have been doing field trips to the village of Razgrad from 1995. So my visits there in the framework of Balkabas project were like visiting old friends. Still, there were new things to be seen there in the field of agriculture.

The soils around Razgrad are quite fertile, a significant proportion of them are irrigated, and the main crops cultivated there are cereals, corn, and sunflower. The arable land is owned by Bulgarian families. The Roma families – except one – are landless. Most of the land there is cultivated by five rural entrepreneurs. Two of them, whose headquarters are located outside the village, are cultivating some 60% of the village land, and the remaining three – located in Razgrad or neighbouring villages. One of them, ASM, is operating in North-Western Bulgaria and the second one, Octopus, is active across the whole country, being the largest rural enterprise in Bulgaria. Octopus does not employ local people and specialize in cereals. Their strategy is to use a lot of machines for a short time in the location, where their intervention would be optimal at this specific moment of the agricultural season, and then to move further to another location. Their harvesters reportedly worked only four days in the village area

and then moved to a different location. I was told that the people working for Octopus did not enter the village at all – they slept in caravans and moved together with the machines. The only local person employed by Octopus is a lady who negotiates the contracts with local landowners and pays their rent.

ASM is more of a regional, instead of national, enterprise. One of its machine parks is located in Valchedrum (a small rural town and municipal centre) situated seven kilometres from Razgrad. 38 people from Valchedrum are employed there permanently. Unlike Octopus, it employs low-skilled local labour during the high agricultural season. When I was in the village, ASM employed some 250 Roma from Razgrad and neighbouring village for toiling the corn (against wild herbs and for better irrigation) and paid them 15 BGN (7 euros) plus two meals per day. To the best of my knowledge, this arrangement was rather informal, going against the current legislation (which would require a formal work contract and temporary suspension of the unemployment benefits of the workers) and probably known to the local authorities. At least everybody in the town knew about it. Moreover, part of the informally employed workers were in the same time formally enlisted in re-training programs, part of government strategy to fight long-term unemployment. I can quote many anecdotes about the contacts and good communication between ASM and the local authorities, but the important thing is that they were more ruthless than Octopus during the negotiations with the landowners and could afford this. Both Octopus and ASM receive state and EU subsidies for land cultivation and agricultural production. The common European agricultural policy has a serious impact on the local agriculture. The rural entrepreneurs rely on European subsidies for their activities, on European-subsidized employment and requalification programs, and have easily available low-skilled and low-paid workforce, which they can employ for a couple of weeks, because during the rest of the year it relies on unemployment benefits.

Both Octopus and ASM met some problem when a particular landowner refused to rent his piece of land located precisely amongst

a land massive cultivated by the rural entrepreneurs. The usual practice, since the early 1990s, is to offer an equal amount of land – rented by the rural entrepreneurs from somebody else, but situated far from entrepreneur's main land massive – as compensation during the particular agricultural season. This system worked well in 1990s, when a significant proportion of the arable land remained uncultivated and the entrepreneurs could make their pick, but does not work well now, when practically all the arable land of the village is cultivated. According to the villagers, Octopus is gentler in its approach, offers additional compensations to the reluctant owners, while ASM sometimes cultivates the land even against the explicit refusal of the land owners, and pays smaller rents to land owners who refused initially to sign a contract with them. ASM was also reported using physical threats to reluctant owners. Whatever the outcome of the negotiations, the rural entrepreneurs cultivate the lands they need, and the land owners face the choice either to look for their rights in the court – which, given the small scale of the land ownership and the general suspicion towards the state justice, looks like a losing option – or to accept the compensation offered post-factum by the entrepreneur.

The small and dispersed land properties in Bulgaria have been a challenge for all Bulgarian governments since late 19th century. Each version of the Bulgarian state provided its own solution (the forceful collectivization during the socialism being the most radical). It seems that the current Bulgarian state is transferring the rights and duties of land collectivization – including the right to violence involved in the process – to private actors.

I am fascinated by the approach of the modern Bulgarian state towards the old problems of modern large-scale agriculture in Bulgaria. The socialist state just collectivized the land by force. The EU Bulgarian state solves the problem by creating fields of very strict regulation, inspired in the best EU bureaucratic traditions, and other areas of non-existing or non-applied regulations. In order to sell his milk on the market, a small producer should present 14 (fourteen) documents. This practically excludes him from the market. On the other side, in order to receive agricultural subsidy for cultivated land, an entrepreneur

needs two things – a photo (satellite or from airplane) proving that this particular field is cultivated, and a declaration made at the municipality that he – the entrepreneur – cultivates this field. The documents of land ownership, contracts with the land owners, etc., are usually required, but if the entrepreneur is not able to present them, an exception could be made – and in Razgrad it is rather a rule when the landowner turns to be uncooperative. So we have areas of very high regulation, preventing small farmers to access the market, and areas of mild or non-enforced regulations, which encourage the large-scale agriculture.

This new form of agriculture has a serious impact on the identity of the local farmers. When I visited the village for the first time some 15 years ago, land ownership was economically important, but not a central part of peasant's identity. The division was between people who cultivate the land and those who don't. The villagers tended to oppose themselves to the lazy townspeople, who inherited family land alongside with relatives who stayed in the village, but do not deserve this. Now many villagers do not cultivate their own fields and what relates them to agriculture is the land ownership. More important, the Gypsy households in the village do not possess land, land ownership is an important distinction between Bulgarians and Gypsies, and ethnic cleavages are really strong there. So we have a process of moving the weight of peasants identity from cultivation to land ownership and the violence used by the large-scale entrepreneurs when taking over the land they need, is threatening this newly formulated identity and – in villagers own words – assimilating the local farmers to Gypsies.

2. Socialist and post-socialist patterns

In parallel with the large-scale entrepreneurs, there are three mid-range ones in Razgrad. As a rule, they offer the land-owners a choice between receiving their rent in cash or in kind, and it is the second option that attracts several villagers. One such farmer was Rumén, my host. He owns 15 ha of land, but cultivates personally less than 1 ha

of fields situated in dispersed plots. The size of the land he cultivates is slightly larger than the average for the small farmers. Most of his efforts are focused on raising animals, and he has 3 meat calves and 3 milk cows. The bulk of their revenue is used to support their children and grandchildren in Sofia. According to Rumen himself, little has changed in his household economy since the socialist period. In the 1970s and 1980s most of his efforts were focused on raising cattle for milk and meat. The main advantage of the past, as he sees it, was the guaranteed market. He is really enthusiastic remembering these happy days, telling stories about how both the meat and the vegetables were directly sold to state enterprises. The farmers were highly encouraged by the socialist state, which provided them with seeds for the vegetables, fodder, and free veterinary help for the animals.

It seems that his account is fairly accurate but only regarding the last decades of the socialist period. The relations between the cooperative farms and the small private farms went through many changes between the 1950s and the 1980s and included periods of open hostility, mutual exploitation and expropriation. The Bulgarian farmers were subjected to an enforced collectivization in 1950s and by 1958 most of the land was collectivized. However, the farmers were allowed to keep specific amounts of land for their private use, namely 0.2 ha in the regions with intensive gardening in Southern Bulgaria and 0.5 ha in the rest of the country. Additionally, they were allowed to keep the land around their houses. The maximum allowed size of the yards was set at 0.16 ha. The farmers were allowed to cultivate these private plots in their spare time, when they were free from their main occupation at the cooperative farm. Notice that the combined amount of land – 0.66 ha – is close to the average one cultivated by small farmers nowadays or 0.63 ha, according to a recent UNDP report (Mihailov 2004: 25). In 1950s the official documents explained this deviation from the ideal of full collectivization as a temporary measure, designed to protect the village dwellers from the shortages in the socialist economy. Since the shortages never ended, the temporary measure lasted till the end of the socialist period and the production from private plots gradually increased and began to fill various niches.

The small private farms turned out to be much more efficient than the large cooperatives and in the 1970s the attitude of the authorities began to change. The official documents from that period speak of the private plots as a “supplement”, “extension”, “appendage” of the large farms (instead of threat to them), a supplement where a large part of the agricultural output of the village was produced, especially meat, milk, and vegetables. Since 1973 cooperative farms were encouraged to support the individual households in their efforts. In a neat reversal of the situation of 20 years earlier, the government took care to protect the private production from the aspirations of the large cooperatives. They were expressly forbidden to “buy the production from the private farms and to put it on account as their own production”. Still later, from the early 1980s the official authorities began promoting this important “supplement” in earnest. The cooperative farms were requested to provide the private households with all the necessary tools, seeds for vegetables and crops, piglets, sheep and calves of good breed, and state guarantees were provided that all the production of these private farms would be bought without delay and would be exempt from all taxes.

A clear division of labour emerged by that period. The cooperative farms specialized in grain crops, sunflower, beetroots, cotton, rice, and other cultures cultivated by machines. The cultures requiring mostly manual labour were produced in the semi-private plots of land. The situation with livestock breeding was more peculiar. The production costs there were approximately equally divided between human labour and fodder – grain, maize, or hay. While the cooperative farms could easily produce the required amount of fodder, the private ones were unbeatable when it came to human labour. Two options were tested in the 1970s and 80s. First, the individual farmers were allowed to rent larger fields from the cooperative farms under specific conditions – the farm would do, for free, all the work requiring the use of machines, while the individual households would do all manual labour. The individual farmers were allowed to use all the produce from these fields, but would be required to sell a specified amount of vegetables, or milk or meat if these fields yielded grain, to the state at fixed prices. The second option was to buy a fixed amount of fodder

from the state and to sell back to the state a fixed amount of meat or milk. Of course, the private producers were closely watched to prevent their direct access to the market. On the other hand, they had fixed prices and state guarantees that all their production would be bought without delay. It is difficult to judge in abstract terms how efficient this arrangement was, but it seems that the cooperative farmers were quite satisfied with it (Creed 1998). Each partner was restricted to the area where it was more efficient, the collective farms producing fodder, while the individual households investing human labour.

It is precisely this type of arrangement that the mid-range rural entrepreneurs offer to the local landowners now. Instead of cash, they get their rent in kind and use it as a fodder for the animals. To Maria and Rumen, this looks pretty much the same as the services provided by the socialist farm in 1980s and they seem happy with it. They do not cultivate their land, and they receive fodder for their animals from the neighbouring large farm.

I discuss these socialist and post-socialist arrangements at such length because they share some important characteristics with more recent forms – they were introduced under the impact of powerful actors external to the Bulgarian society and they were considered a deviation from some externally formulated norm (the ideal socialist society) and accepted as temporary ad-hoc solutions. Well, they survived the socialist society. And they were by no means the earliest examples. My colleagues from the Department of Mediaeval studies investigating the local versions of Byzantine or Ottoman land-ownership system in Bulgaria had reported several locally bastardized or domesticated forms which outlived the empires.

3. The heritage of the 1990s

The neoliberal state dominating in the 1990s also created some specific forms of agriculture. To demonstrate them, I will introduce a new protagonist – Maxim. The official residence of Maxim is Valchedrum, a small agricultural town in North-western Bulgaria. He owns a house

with a rather large yard in the central part of town, which he bought 5 years ago. The first floor of the house is divided in two sections, a shop and a coffee. The main items sold at the shop are second-hand clothes, but there is also a wide array of other goods which change according to customers demand. During my visit in May these were mostly soaps, shampoo, and detergents. In August the shop offered a choice of pencils, notebooks, bags, and other items necessary for the schoolchildren before the start of the school year in September. The coffee shop also is multifunctional, and the customers can buy coffee beans, cookies, wafers, chips, beer and soft drinks. The children from the nearby school are regular customers during the pauses between classes, and teenagers and older customers come for a beer or cup of coffee in the garden in the evening. There are 6 tables in the garden, but one can rarely see more than one or two of them occupied. Maxim employs two women in the shop, who work five days a week on shifts, switching between both sections of the house. His wife, Boika, attends the shop and the coffee during the weekends. She uses this opportunity to chat with the customers and to make check about their demands. The customers are well aware of this and sometimes come expressly for commissioning some good, for example one lady asked for air fresheners which otherwise were not available in the town.

Meanwhile, Maxim works at the garage. He enjoys a very good reputation as a skilled car mechanic in a town, where most of the adult males are able to do the small repairs of their cars on their own. So he is sought mostly for major repairs, regarding the motor or electric system, where more specialized knowledge and skills are required. Besides being car mechanic and shop owner, Maxim invests a significant portion of his time in agriculture. This year he cultivated some 270 da (27 ha) of land, namely 70 da of barley, 40 of sunflower, and 160 of wheat; approximately 100 da belong to his family, the rest are rented. The actual work on the land is done by a group of rural entrepreneurs from Blagoevgrad, South-Western Bulgaria, who came recently to Valchedrum region, attracted by the relatively low costs of the rent for arable land here. After finishing the work on the land they rent, the entrepreneurs cultivate the land of local farmers

with machines and seeds against a fixed charge. The farmer rents or owns the land, he pays to the entrepreneurs for cultivation, including sowing and harvesting, then stores the production in his facilities and sells it or uses the fodder. He takes also all the risks, choosing what to be cultivated, making his own estimations of the market, and protecting the fields from thieves. According to Maxim, the amount of work he put in the whole process is about 7 full workdays. This year was exceptionally good for Valchedrum farmers, because it did not suffer from the floods which devastated most of the agricultural regions in Northern Bulgaria. The prices for cereals were rather good and largely compensated for the modest losses from sunflower. Boika and Maxim's net profit from agriculture was almost 3000 BGL (approximately 1550 euros), and they were largely satisfied with it.

Part of Maxim's success in agriculture is due to his work as a mechanic. During the agricultural season he does sometimes small repairs of the machines of the rural entrepreneurs, adjustments of motors or on electric system of the harvesters, repairs which require more specialized skills than those of the mechanic permanently employed by the entrepreneurs. Maxim does all these repairs really fast, and is ready to go even in the middle of the night on the fields, if necessary. This means that the rural entrepreneurs cultivate the lands of Maxim immediately after finishing the work on their own lands, when it is best for the crops. The fact that he does not invest most of his time in agriculture actually helps him, guaranteeing a privileged treatment from the rural entrepreneurs. Besides, it adds an interesting symmetry in their transactions. When the entrepreneur cultivates Maxim's lands with his machines and seeds against a fixed charge, Maxim assumes all the risks in his quality of farmer, making his own estimations about the market situation and weather conditions; when repairing tractors and harvesters of the entrepreneur, Maxim gets a fixed revenue, regardless of the profits and losses of the entrepreneurs.

Actually, Boika and Maxim stay in Valchedrum only during the weekends, except for the second half of August, when they spend two weeks in the town. Five days a week Maxim works as a car mechanic in Sofia, while Boika is teaching informatics and basic computer

skills at a secondary school. Both jobs provide them with a stable income and have serious additional advantages. The teacher's salary is quite modest, but their bank considers it a very good guarantee for a credit. So the large credit for buying the house in Valchedrum, and the small credits for paying the rural entrepreneurs for cultivating their land in Valchedrum. Moreover, her position as a teacher allows her to get a direct access to customers for selling milk and vegetables from Valchedrum, a topic that will be discussed latter.

Maxim's job as a car mechanic in Sofia allows him to stay in touch with the specificities of the modern cars, and makes his an undisputed authority in Valchedrum in the more sophisticated French or Japanese cars, car engines and electric system. Further, the garage he works enjoys significant reduction for second-hand spare parts from several Sofia traders, because it makes a relatively large turnover. Maxim buys spare parts for his garage in Valchedrum with the same reduction, which no colleague of his from Valchedrum or Lom could obtain, with their relatively small turnover. Thus the fact that he works in two places is crucial for the quality of his work and for the competitive prices he is able to offer.

The position in-between Sofia and Valchedrum is quite important also for the good functioning of Boika and Maxim's shop. Traveling every week the 230 km between the provincial town and Sofia, they could offer both a regular supply and a large variety of goods, very quickly attuned to the needs of the local customers. The position of shop owners in-between Sofia and Valchedrum profited their customers.

Finally, Maxim is an important source of information for the local farmers. While buying supplies for his shop in Sofia, he consults his fellow traders about the market situation, and latter informs the farmers.

The position in-between two places is quite important also for the Sofia part of Boika and Maxim's household economy. They rent a flat for some 40% below the market price from a family originating from the same town, who live in the USA now and cannot exercise any control. The landlords do not know personally Boika and Maxim, but it seems that they have more confidence in the family belonging to their native town.

The garage where Maxim works is owned by a man originating from a village neighbouring to Valchedrum. All the staff there comes from the same region, which facilitates the tacit agreements between employer and employees, for example the actual amount of their salaries does not necessarily correspond to what was reported to the tax authorities.

Currently Boika and Maxim experience a relative decline in their trade between Valchedrum and Sofia, because the Sofia part of the market is getting more demanding. For almost a decade they have been bringing various agricultural products in their trips back to Sofia, mostly milk, vegetables, and homemade rakia (a strong alcoholic beverage). In Sofia, Boika is in charge of selling the products. Her customers are people she knows from her job, colleague teachers from the secondary school, parents of schoolchildren, neighbours; sometimes the regular customers bring other buyers.

The milk is produced by Boika and Maxim's parents, and transported in a rather peculiar way – deep-frozen in 2 litre plastic bottles from Coca Cola or Pepsy. It does not defrost completely during the 4 hours trip to Sofia even in mid-summer. Once in Sofia, Boika puts it again in the freezer. Freezing, defrosting, and freezing again is not quite recommendable conservation procedure, but it seems that they did not have serious complains, or at least the decline of customers' interest is not due to worries about milk storage and transportation procedures. It seems that there are at least three factors which make the milk trade less interesting. The difference between the prices in Valchedrum producers and Sofia shops is diminishing, which makes the whole operation less lucrative, according to Boika. More important, the customers are getting more confident in the quality of the milk sold at the regular shops, so the bulk of their customers – mothers or grandmothers, buying milk for their children, are withdrawing. Third, according to Boika's description, there is a decline in general sociability amongst their customers. The standard procedure is to call them Sunday evening, when Maxim and she return from the village, and to bring the milk. Boika claimed that she is feeling increasingly awkward to visit people at their homes Sunday

evening, when the whole family is gathered.

On the other side, the demand for fresh vegetables is quite steady and it seems that the customers still have more confidence in their production, considered to be home grown, than in the vegetables supplied in the standard shops. The demand for rakia is increasing, Maxim's production being tax free and therefore cheaper, and being judged better than factory rakia by several connoisseurs.

The main preoccupation of Maxim for the last year was whether to register as an official agricultural producer. He did not receive so far any subsidies from the state, but other farmers did and the subsidies are getting more and more significant. He understands that in the long run, his non-subsidized production will become non competitive. On the other hand, the registered producers should pay taxes, pension and health deductions from a minimal revenue corresponding to at least two minimal salaries, as Maxim was explained in Valchedrum municipality. Maxim's relations with the tax authorities are rather delicate. Officially he is registered as shop owner, and once per month visits an accountant (married to a man from Valchedrum) who calculates his dues to the tax authorities, pension and health fund for himself and the ladies working at his shop. He is not officially employed in Sofia garage, where the owner gave his employees a free choice between paying them everything in cash, or deducing part of their salary the tax authorities. Being registered both as shop owner and agricultural producer would increase dramatically Maxim's taxes. Boika also could not register as agricultural producer, because her main job at a state school remains the best guarantee for a bank credit, the banks remaining rather reluctant to accept any guarantee from the farmers besides a house. Their parents also could not register as agricultural producers, because they are retired, while their teenage daughter flatly refuses to become identified with agriculture.

The household economy of Boika and Maxim is based on a permanent movement between the capital city and one agricultural town. They have achieved a delicate balance between a variety of complementary activities, each one making them more competitive and efficient in another field. The job at Sofia garage makes Maxim

more efficient as car mechanic in Valchedrum, his job as a car mechanic facilitates his transactions with the rural entrepreneurs and improves his performance as farmer, Boika's state job at a secondary school guarantees them an access to business credit, and the very fact that they constantly move between Sofia and Valchedrum ensures the success of their shop. Maxim's job and their lodging in Sofia also depend on his contacts with Valchedrum.

Boika and Maxim's household is a good example of economy based on complementary activities, which helps explaining why most of the agricultural producers in Bulgaria still fail to register officially, despite the treats, promises and desperate urgings of the Ministry of Agriculture. A decision to get fixed at one place, or in one activity, might actually deteriorate their performance in that field, if it is possible at all.

The general trend of regularizing the agriculture with a mixture of subsidies for registered farmers and strict control over each step of production, transportation, and delivery to the customers, goes against the very principle of Boika and Maxim's household economy.

Conclusion

Thus we have at least three forms of agriculture, co-existing in one Bulgarian village in early 21 century, each of them originating from a different statehood project, and the people involved in them have different lifestyles, different everyday patterns, and different priorities. In another village – Skrebatno, Rodopi region – where I did fieldwork in the framework of Balkabas project, the large-scale entrepreneurs are missing, but the EU is still present through subsidies for animals and control over animal rights. The post-socialist arrangements are different in Skrebatno and so are the actors (e.g. Greek entrepreneurs), or the projects (e.g. radical Islam projects are competing with traditional Muslim ones in this region). Still, I met both in Skrebatno and in Razgrad several co-existing projects. They cannot be interpreted in the legal pluralism framework for several reasons. They were introduced

in Bulgaria and have been backed by powerful global actors – the Red Army or the IMF and the World Bank, the European commission or Comecon, Islamic activists or global corporations. Each of them had a totalizing project for radical transformation of the whole society. They had – and most of them still have – coherent, logical, articulated projects concerning all the aspects of everyday life, economics, ethics, family, professional career, old age and gender, etc. etc. – which differentiates them from the more limited legal, or medical, or religious projects. Each of them considered the state an instrument of choice and used different forms of violence when facing resistance. That is why I prefer to call them statehood projects.

We meet in Bulgaria a plural constellation of forms of statehood and competition between them. This makes the discussion of the nature of the state a matter of “everyday reflexivity” (cf. Biehl, Good & Kleinman 2007) in my country, an issue of everyday experience and discussion between individuals living here. What makes the situation unusual is that the nowadays Bulgarians have options; they could choose and navigate between these totalizing projects. Of course, these options are quite limited – the statehood projects did not originate from the local communities and the local people have rather limited resources for resistance. But at least they know that several equally legitimate projects exist and are able to compare and discuss them. Or to reject them.

References

- Biehl, J., B. Good & A. Kleinman. 2007. “Introduction. Rethinking Subjectivity.” In J. Biehl, B. Good & A. Kleinman (eds.), *Subjectivity. Ethnographic Investigations*. Berkeley: University of California Press, 1-23.
- Creed, G. 1998. *Domesticating Revolution. From Socialist Reform to Ambivalent Transition in a Bulgarian Village*. University Park: The Pennsylvania University Press.
- Dunn, E. C. 2008. “Postsocialist spores: disease, bodies, and the state in the Republic of Georgia.” *American Ethnologist* 35 (2): 243-258.

- Ferguson, J. 2005. "Seeing Like an Oil Company: Space, Security, and Global Capital in Neoliberal Africa." *American Anthropologist* 107 (3): 377-382.
- Gupta, A. 1995. "Blurred boundaries: The discourse of corruption, the culture of politics, and the imagined state." *American Ethnologist* 22: 375-402.
- Mihailov, D. (ed.) 2004. *National Human Development Report*. Sofia: UNDP.
- Özyürek, E. 2004. "Miniaturizing Ataturk. Privatization of state imagery and ideology in Turkey." *American Ethnologist* 31 (3): 374-391.
- Schwegler, T. A. 2008. "Take it from the Top(down)? Rethinking neoliberalism and political hierarchy in Mexico." *American Ethnologist* 35 (4): 682-700.

“We are all chasing after the euro”: Labour, calculations and ideas of well-being among tobacco growers in a Macedonian town

Miladina Monova

Max Planck Institute for Social Anthropology

In the beginning of March 2009, urban families in Prilep started labouring their fields with high expectations and a touch of optimism for the coming season¹. After years of decreasing support for agriculture, the government has decided to support this crop and the subsidy almost doubled, from 45 denars (2007) to 60 denars or 1 euro per kilo (2009)². Moreover, experts predicted higher prices for a kilogram and a growing demand of Macedonian tobacco on the world market. This conjuncture immediately created an economic response. Households in Prilep massively shifted to tobacco growing, irrespective of whether they had grown tobacco previously or not. In their struggle to make ends meet, many families of unemployed – former factory workers, as well as people with insufficient income from regular employments – invested hopes in yields from raw tobacco³. “It is a rush! The whole city is chasing after the euro,” people said.

Families perceived this change both negatively, as an act of

¹ This paper is based on a research carried out in Max Planck Institute for Social Anthropology, Halle/Saale, in the framework of the project “Economy and Ritual in postsocialist Eurasia”.

² Between 2000 and 2006, the areas under tobacco cultivation have decreased by 50%.

³ In 2010 there was an increase of 3,000 more households than 2009 who began farming what the Macedonian media like to call “yellow gold”.

moving backward to a peasant condition, associated with a drop of social status and, positively, as work that “pays back”, “to get a denar or more”. Referring to calculations of their monetary balance (the monetary income of sales minus all cash spent on production during the season), respondents often employed sentences such as “it pays off” or “it’s worth doing the effort” (*se isplakja, ima smetka*). The local concept of “paying off the effort” comes out of an abstract scale employed by tobacco producers to make graded, qualitative assessments about previous years. “This year paid back better than the last one”, or “last year was less paying off than this one”. In this paper, I will interrogate the local concept of “paying off” which is to be distinguished from the concepts of “profitability” (*profit*) or “money-making” (*pecalba*). To approach local understandings, I will consider households’ accounting procedures, and what people include in their estimates of both material and symbolical resources.

I argue that in the current context, in this former industrial city, “home-grown tobacco” (*domashen tutun*) represents a moment of retreat to house economy, relying on kinship and friendship relationships. People conceive of family labour as an autonomous process depending on their own will and management: it is “more reliable” because “you work with your own”, or “I am my own boss”. This idea should be considered in the general context of the collapse of the industrial sector after the dismantlement of the Yugoslav state, and the high level of unemployment (in Prilep, of 39%). Informants see more predictability and security within a subsidized sector as the state at least partially regulates the market of raw tobacco. In contrast, factory work and generally waged labour within the so-called private sector is a source of uncertainties and anxieties. Waged labour is seen as “unreliable” and “insecure”, as most of the plants are known to delay payments even to not pay at all. Although no household can make a living only from tobacco, informants insist that this additional income is of vital importance.

I will show that the main reason for urbanites to occasionally

engage in tobacco growing is the hope that thanks to the state support, a family business can be possible and this can compensate for the instable sphere of the waged labour. Yet it turned out that it was an illusion. After two seasons considered as being the best for the last two decades, no family dropped factory work and jobs within the grey economy for tobacco. Rather, the state subsidy went to the market sphere supporting low wages (in Prilep no more than a fix of 100 to 120 euros per month) and flexible work. The additional income from tobacco permitted to maintain households of low skilled worker in the industrial sector.

For more then two centuries, Prilep is being a tobacco-growing city: the crop grows on almost all family lands and its industry represents the past glory of the town as well as its present survival. Generally this seasonal agricultural activity is supplementary to other paid work. It is important to keep in mind that already during socialism, tobacco growing was a fall-back, an occasional occupation for additional income. Factory workers with low salaries and state employees living in the city were occasionally growing tobacco in order to meet necessities such as house-building, weddings, burials, and children education. The socialist economy, as well as the capitalist one today, was already subsidized by household economy. The workday for the majority of people ran from 7 am to 2 pm, which allowed them to pursue some private agriculture or other business throughout the rest of the day. What changed after the breakup of Yugoslavia is that impoverishment led previously better off segments of the population, that didn't need to grow tobacco, returning to it, as a strategy for survival.

Tobacco growing is not considered as a profession; urban households do not identify themselves as "tobacco growers." "This is Prilep, of course everybody can grow tobacco." These complex skills are considered as something given, and they are not objectified as a specific competence that provides professional identity. When asked the question "what are you doing" or "what is your profession" they respond with the current or former professional status. As many people have lost their jobs they tend to respond, "I don't have work,

I was fired from factory X". Then when I ask, "What do you live on," the reply is: "We grow a little tobacco (*si sadime nesto tutunce*).” In the local cultural setting “home-grown tobacco” belongs to the circle of private/domestic life.

The field

Today Prilep’s population is composed of the descendants of peasants from villages in the plain and mountains surrounding the city. From the 1950’s through the early 1970’s, the socialist regime drove them into the city in order to fill up the army of the new-born industrial proletariat. I did my fieldwork in a district formed by the last wave of peasant migrants that came from the region of Mariovo in the first years of the 1970’s. Today their settlement in the northern suburbs contains a population of three generations, mainly of unskilled workers, who are often unemployed, living off jobs in the grey economy, industries, pensions and help from parents abroad. Unlike other settlements of former peasants in Prilep, Mariovcı are particularly distant from their villages of origin. These are lying in a mountain region far from the city, and isolated by poor road access. This cuts them off from access to their land and therefore from the possibility of self-provisioning.

In every day speech, people in Prilep like to compare their memories of working experiences in the past by juxtaposing “before”, or “during Yugoslav time” with “after the break-down of Yugoslavia”. When people remember industrial work in the socialist period, it is described as the good time of family well-being, when people accumulated material wealth. Today, in contrast, after privatization and bankruptcies, most of those former industrial workers consider they have been robbed of a precious good which belonged to them. Over the last 15 years, the garment industry, with its 20 workshops that mushroomed across the city, became a synonym for unfair labour – they are seen as lawless places of exploitation, where incompetent patrons and managers flourish, unpunished due to their close relations

with local politicians and bureaucrats.

When informants designate the factory or the plant as something alien, as a place where they go because they "don't have a choice," it is surely not because they prefer household economy and tobacco growing. Both, agricultural and industrial works are actually sources of uncertainty. At the level of agricultural work people worry about the changing weather, the prices of tobacco dropping at the last moment, or the state subsidy coming late. In the industrial sphere, people also feel it is impossible for them to maintain predictability and control. Workers worry about their wages, unfair contracts (when they have one), and unpaid social insurance. People don't know when or how much they will be paid each month, if their contracts will be renewed, or whether they will not be sent in an unpaid leave after they have fulfilled the last order. When informants value or disqualify the domestic versus industrial sphere of work, they do so in terms of relationships which regulate these two spheres. The positive value attributed to kinship/friendship relationships in the domestic sphere is as an inverse reflection of outside relationships which are perceived negatively.

The reason of tobacco effervescence in Prilep is not only economic. If urban households engage in an agricultural activity it is also because they value intangible, incommensurable things that also enter into account. Household's accounting procedure comprises the estimation of physical, symbolic and material resources, which are valued in the long term. A certain idea of well-being is also estimated within the vernacular concept of "paying off" (Mayer & Glave 1999). When describing working conditions in the house versus the factory, people estimate that "health", "nerves", "relationships" also have a cost. They say, "I spend" or "I use" my nerves or my health. These can be seen as a form of capital. For example, when they describe factory work since privatizations they list out all the damages, psychological and physical, that hard conditions of work, unpaid salaries and exploitation cause to members of the family, especially women:

"Why let my mother work like crazy without getting paid in the factory? I see her complaining every day, get into clashes with others, begging the boss for her own money. She comes back at home

shaking, upside down. One day she will have a heart attack. Who is going to pay the hospital, the doctors?"

Or, another quotation: "My wife is taking pills for nerves, for blood pressure, for everything. When she wakes up in the morning she has to go to the plant to work for no money. Every day there are scandals, but she has to keep low profile. I said stop, she spends more nerves than she earns money?"

In their initial investment, households have to estimate their capital, the availability and flexibility of the unpaid labour force. Urban households possess the material base – agricultural field private or rented, house for the leaves processing, car, garage, and a garden for the leaves to dry out. They have the technical knowledge for all stages of tobacco processing, consisting of those "hidden skills" learned since early childhood, allowing to engaging in tobacco growing. However, labour configurations today have greatly changed. Families are smaller, and while mutual help from friends, neighbours and close family is still given, it can no longer be relied on. Whereas in previous years, relatives and friends would drop by to help with stripping the leaves, now "everyone is busy with their own problems". In Mariovcı neighbourhood "this year everyone is growing his own tobacco. This is why no one comes and helps."

When my informants decided to start growing, the general discourse was that working with the family is much more secure, less stressful, more peaceful (*mirno*). During summer, when households were going forward with the harvesting season, enthusiasm and optimism seemed to be decreasing. When one is observing the working process from the beginning of the season to the end one is witnessing how at each stage of tobacco processing people encounter difficulties beyond their control, unpredictable obstacles that draw out their own capacities of improvisation and imagination. Unlike what they claim, many parameters are beyond their own control. One of this important parameter is kinship. While individuals showed great flexibility and adaptability to continual change, certain elements of local social and kinship organization showed persistence. Gradually

hierarchical and conflicting power relationships appeared, emanating from the strong patrilateral bias within a bilateral kinship system. It affected gender and generation lines.

Examples: Milka's family

For the season 2009-2010 Vesna (54), her son Vladimir (32) and her daughter-in-law Martina (30), have decided to join their efforts to grow tobacco. They lived separately: the young couple on one side of the city, the mother-in-law, divorced, in her house on another side. The young couple has not previously grown tobacco and decided to begin this year because of their bad financial situation. The year before, Vesna grew tobacco with her daughter and son-in-law living close by. She didn't continue this year with them because her son decided to start growing, and "a mother belongs to the family of her son" I was told. Vladimir and Martina were living on their little salaries from the textile plant where they both work and like many others they are heavily indebted to banks, friends and relatives.

The first important problem was to find a piece of land if possible through kinship connections, for free. They could rely only on Vesna's father, whose land near the periphery of the city was accessible by 20-30 minutes of walk. Although this was not an insignificant distance to push a cart full of tobacco leaves, it was the only possibility, given that they do not own a car which would enable them to rent plots further afield. The problem was to convince Vesna's brother, who following custom, had priority over this land, which will belong to him after his father's death. By March, when everybody starts seeding, the three partners received no answer from him, as he was still considering whether or not he would grow tobacco himself. At the end, Vesna employed a little pressure on her 80 years old father to make the decision himself and after her brother finally decided not to grow tobacco, the piece of land for that season went to Vesna's family.

There we were in March, when the three workers – mother, son and daughter-in-law – started the planting season. The sowing of

seedlings preferably takes place on virgin land – and not in the vegetable gardens – which is carefully prepared two weeks before seed-bedding, dug up and fertilized several times prior to sowing. Families who cultivate bigger areas of land prefer to remunerate farmers who are specialized to grow seedlings and nurture them until transplanting can take place. For the average part-time city dwelling tobacco worker, this is an additional cost to avoid. Urban families either make seedbeds in a given portion of their house garden or else squat an unoccupied square on the street, or on the periphery of the city. It is risky to sow in these ‘no man’s land’ areas, and people are anxious about whether their seedlings may be stolen or destroyed, as there is nobody to watch over them. Still, the fact that many people take this risk is obvious when one takes a walk in mid-March along the peripheral boulevard. Here and there, the variable geometry of lines of seedlings appears, creating green patches in these otherwise non-vegetative urban spaces.

For the reasons described above, Vesna, Stefan and Maria were unable to plan very far in advance of seed-bedding. Preferably, they would have wished to sow their seedlings together, but neither Stefan nor Vesna’s garden had enough space for the required quantity. Finally, they decided to seed-bed separately. Stefan and Maria had enough growing room in their garden, while Vesna planted her seedlings in an abandoned courtyard bordering her house. The yard was said to belong to a person who no one had seen for years. Vesna kept an eye on this land for a while, hoping that someone else would not take over this spot before her. Seedlings require 60 days of care, and when one has sown in an illegal place, it is a source of anxiety, demanding constant attention, as some “bad intentioned person” could damage or steal the plants.

“Right now, all I can say is that it is going to be an exceptionally hard season to handle” Maria told me in the beginning of June before the start of the harvest. It is an unusual situation to combine full-time factory work with full-time tobacco growing. Stefan worried about the timing and scheduling of tobacco related tasks, given that “the day has only 24 hours”, and eight of these belong to the factory. “It is going to be a bit of an improvisation. I can neither change my

factory time, nor can I stop the leaves growing so as to wait for me to be available". The only certainty is that during harvesting the family has to put in an "enormous physical effort", almost without sleeping, "doing acrobatics", "juggling" with schedules, "stretched between two houses, the field and the factory" and "dragging back and forth" their little girl who cannot be left alone.

In the current setting of privatized and profit-oriented industries, the working day, governed by the institutionalized time of factory work, imposes its rhythm on the daily agricultural cycle. Thus, in order to be able to carry out the two activities there is only one possible option left: to extend the working day, "until the dark night follows in the field and one cannot see the leaves any longer", and to fragment the tasks (harvesting and stringing) into multiple activities executed by individuals separately or together, at different moments of the day and night.

During the first half of the harvest season, the working triangle of mother, son and daughter-in-law operated tobacco farming with fluctuating schedules, which depended essentially on Maria's three working shifts at the factory. These changed every week, which in turn modified the positions of the other family members with regards to the daily activities. Only Vesna was fully committed to tobacco farming as she had dropped her commitment to the illegal workshop. Additionally, during August and September, the young couple started renovations on their house, which was undertaken by Vladimir's best friend. This was another reason for situating the tobacco processing tasks at Vesna's house.

At the beginning of September, two major events, one expected the other unexpected, turned the already complex planning of the working day upside down. These events were the beginning of school for their little girl, and an employment offer to Vesna, which she had to begin immediately. As a consequence, this led to the relocation of some tasks from Vesna's house to the house of her son, contributing to further fragmentation within the group, burdening each worker individually even more. The month of September also corresponds with the so-called "fifth hand" of the tobacco harvest, when tobacco of the finest

quality is picked and fetches a high price in the market. As such, the family cannot afford to slow down at this very crucial period.

Maria worked three different shifts, which changed every week: a morning shift from 6 am to 2 pm, an afternoon shift from 2 pm to 10 pm, and a night shift from 10 pm to 6 am. Vesna worked two shifts, morning, and afternoon always inversely to her daughter-in-law. Stefan, working in the administration had fixed working hours, every day from 9 am to 5 pm and often stayed much later. Maria and Vesna had scheduled non-overlapping shifts, which is crucial in a triangle of three workers employed full-time. In that triangle there must be always at least one worker picking up leaves in the morning, the afternoon, and until the night falls by 8 pm. The harvesting and stringing tasks are split into several sequences, being dropped off and taken up again when time allows. While stringing can be postponed until night hours, under the light of a lamp, the leaves in the field cannot wait. When leaves arrive at maturity and they are left on the stem, they are lost.

For the rest of the season, which was to continue much longer than usual (second week of October), the frenetic rhythm of work kept on going. The exceptionally good weather and long summer that made almost “seven hands” instead of five started exasperating the little family. Vesna stated: “Honestly, in the morning I am praying God to send us frost, to relieve me of all this.” The uncertain schedule creates feelings of inequality; I heard endless complaints from each of them that they were “always” working more than the others.

A decisive moment for making profit on tobacco is the moment of sale, when the purchasers together with the inspectors determine the label of quality which is decisive for getting the best price. The contract with the buyer made before the season fixes how many kilos of dried tobacco the producer has to deliver. At this level, people have to exploit their best connections – kinship and friendship relationships, but also political ones. In Prilep, the best price is given by the state monopoly. Not all producers can get a contract with the Monopoly; it depends either on whether you have connections with someone employed there, who can put you in the list of clients, or, it is said, “if you show your affiliation to the ruling party in the town”.

At this last stage of purchasing, our family deployed the best of its resources, their connections. This was thanks to Maria's father, a long-time worker in the tobacco state Monopoly, who was able to provide a selling contract for his daughter. Thanks to his good connections, the entire crop was labelled as the highest quality, so between January and March Vesna, Maria and Stefan sold their tobacco and received the subsidy. Out of 3 *dekar* (1000 m²), the family sold about 580 kilos to the state monopoly. This is not much given that the average quantity produced on non-irrigated land during a good season is between 250 and 300 kilos per *dekar*. After selling and getting the euro of subsidy per kilo, after paying back contracted debts for the investment made one year earlier, the family ended up with about 800 euros in cash to be divided into three parts. Disappointed by the final outcome, the couple made the decision not to engage in growing the next year. Stefan said, "It doesn't pay its effort. It hardly suffices for paying electricity bills, certainly not reimbursing debts". Vesna, in contrast, thinks that even though it is not worth growing tobacco, she can not afford to withdraw: "250 euros is 250 euros, I cannot refuse". Indeed, from the season 2011 she decided to go back to her daughter's tobacco growing team.

We see here an example of family with low social capital, lacking unpaid labour force which was traditionally the big family, we see also low level of mutual help, and assistance from kin, neighbours or friends. Let's consider now another example that shows how higher initial capital, higher level of education and social capital lead to a better outcome of tobacco growing with more predictable relation between time and labour.

Mitre's household

Mitre is a 49 years old head of a household composed of all together four adults – his wife and two daughters (23 and 18 years). He is a state employee in a professional technical school and holds a university degree. He says comparing with others he is in a better

situation, he has a “good salary”, of about 400 euros per month, and his job is guaranteed. To the question, why does he grow tobacco, he responds, “to feel more comfortable”, to be able to afford things, especially for his two daughters now adults. He says he is not starving but 400 euros is not enough to take care of four people among whom one student in the University and soon another one. Mitre estimates he spends 30.000 denars or 500 euros every month, which is more than 100 euros more than his salary. This surplus comes from tobacco. He cultivates 5 *dekar* of land rented from the state owned irrigated land.

Tobacco has always been in Mitre’s family, he thinks from centuries. He is very proud of his 3-store modern and spacious house that he and his father build in early eighties with only two tobacco seasons. Now, he says, “it is not profitable, you can hardly pay few bills.” Mitre has a tractor and a car, which shows bigger initial capital than in the previous example. He ploughs, sows and digs with the tractor himself. The tractor also contributes to an additional income or reciprocal help when he ploughs for others either for money or in exchange for other services. He rents land on the best side of the city, thanks to his connections to the state Monopoly which owns the best land for tobacco growing. He gets his seeds for free from a well-placed person in the tobacco institute in Prilep, also a teacher. He makes seedlings for free in a friend’s place, the friend himself being specialist of tobacco seedlings.

The last two years he was confident because of the growing state subsidy for agriculture. Mitre is explaining to me advantages and disadvantages. Pointing out his university education in economy he assures me he knows well enough the economic situation and that “no household will ever make profit from tobacco”. It is possible only for big producers. Himself, he will not do any either but at least he will “earn a dinar or more to complete the family budget with something more of money”. Unlike Vesna, Maria and Stefan he and his family don’t need to make complex scheduling between the working place and the land. As a teacher he has long summer vacations, coinciding with the harvesting season. At school he teaches

always in the morning so that he is available for tobacco processing. Mitre's wife Jovanka is a housewife with no working experience. She thinks growing tobacco for the family is not a burden: "Why not grow a little tobacco instead of staying at home doing nothing in front of the TV?"

During the harvesting the youngest daughter doesn't work on the field. She is considered as too fragile and anyway she doesn't like it. However after every harvest she helps with stripping and stringing leaves in the house garage together with the others. Mitre's mother-in-law living in another district of the city with her son's family also comes every day to help at the stage of striping and stringing while everybody is drinking coffee, chatting, gossiping in waiting for visitors. Surely, in Mitre's garage, which opens up toward the street, at this stage of tobacco processing many other things happen. Neighbours and friends who don't grow tobacco drop by every day and help with stringing while taking coffee and sweets. During in-house processing people looking for making some business with Mitre also come around. They know that at this time of the day his door is open for outsiders and that they will find him there. But they also have to make "at least a needle or two" while negotiating working plans. For women this is the nicest moments during the season – having good time all together in family, waiting for friends, sharing with them drinks and food.

In January, after selling the tobacco bales, and after the subsidy is paid, Mitre receives about 4000 euros. He estimates that after paying any debt remaining from his initial investment, he has 2400 euros cash or about 40-50% costs and 50-60% gains. But "this is not a profit, insist Mitre. We don't pay work, we exploit our children and we don't know what's the price of our health we leave there on the field". Mitre claims that when his daughters are processing tobacco they are doing an unhealthy work which can bring problems later, and medicines has also a price which tobacco growers cannot calculate. Also it menaces their good results at university and school while instead of studying and preparing lessons they work tobacco. "During summer, Jovanka says, a child should be in a holiday somewhere on the sea or in the

mountain or playing games with other children. Not working heavy agricultural work”. Mitre and Jovanka feel guilty to have been “forced to force” their children to work tobacco since their early childhood. This is why during socialism many families were happy to drop this “dirty crop”. But today there is nothing else to do. “In Prilep it’s like this. There is tobacco since there is God”.

Conclusion

As in other examples in contexts of neoliberal policies, small-scale farmers live in a situation of chronic cash shortage and money is their scarcest resource. In an urban context, with families of mostly unemployed or holding instable jobs workers, tobacco growing is the local response. Whatever the “real” amount of the total balance sheet that households cannot estimate, in a short run, they know they will receive a given amount of money that will serve different payments and debts. Neither the small net income from farming, nor the salaries of employed members of households are on their own sufficient to reproduce household’s labour force. By doing both, households struggle to make a living. In order to produce and commercialize their cash crop, households have to absorb part of their costs “at home” or “internalize” them (Ortiz 1979). That is an implicit subsidy that household economy gives to the market sphere. Through self-exploitation, urban families can assert participation in both spheres – waged labour and agriculture.

Mayer and Glave, drawing on an example from the seventies in neoliberal 1970’s Peru, propose a “two-sector model one is a market oriented money sector and the other is a home-based, food and consumption house sector. The two sectors are mutually independent and subsidize each other” (Mayer & Glave 1999: 362). But, as the authors emphasize, they also deplete each other and in the long run this leads to impoverishment. Similar developments are observable in Macedonia, and generally in the post-socialist countries. The main question now is whether or not there is anything left from the

specificity of the socialist experience to still call it post-socialism?

Prilep is on the map of global capitalism and its peripheries. Like in other less industrialized nations we see here the tendency of relocation of capital rather than relocation of labour. These new global peripheries are no longer mainly exporters of labour and primary commodities. They have become the new sites for investment by international capital searching to lower costs by decentralizing, subcontracting industrial production, as well as hiring cheaper labour. People lose stability, seniority, and fringe benefits. In this paper, I tried to show how in a post-socialist context a new economic structure is arising, similar to some Latin-American examples from 30 years ago. Individuals and families are *bricoleurs*, who "make do with what is at hand" in a desperate attempt to secure the scarcest resource, money.

References

- Mayer, E. & M. Glave. 1999. "'Alguito para ganar' (A Little Something to Earn): Profits and Losses in Peasant Economies." *American Ethnologist* 26 (2): 344-369.
- Ortiz, S. 1979. "Expectations and forecasts in the face of uncertainty." *Man* 14 (1): 64-80.

The European cross-border cooperation in the Balkan countries: Marking space and the multi-scalar production of locality

Cyril Blondel

(UMR CITERES, CNRS 7324- Université de Tours)

Guillaume Javourez

(Université de Provence-UMR TELEMME)

Meri Stojanova

(NI Institute and Museum, Bitola)

Considering borders as the limit of the States' sovereignty and territorial competency is not enough. During the past thirty years, more and more authors have shown the necessity to take into account the complexity of the processes related to the border issue and have called for a postmodern perspective (Balibar 1997, GroupeFrontière 2004). This theoretical approach will constitute our basis for observing border reconfigurations in the Balkans.

The border, being a separation line between two entities, has a boundary dimension. At the same time, it is an interface, a contact zone that regulates cross-border transfers and supports hybridisations. Borders, in particular states' borders, are politically, historically and socially built (Anderson 1997): Their form and their path reflect specific periods and configurations. It is essential to understand this time-related aspect and to put into perspective the way borders are constructed, deconstructed, reconstructed, and the symbolic part attached to these processes (Foucher 1991). As

Anssi Paasi and David Newman stated, “State boundaries are equally social, political and discursive constructs, not just static naturalized categories located between states. Boundaries and their meanings are historically contingent, and they are part of the production and institutionalization of territories and territoriality” (Newman & Paasi 1998). These re- and de-bordering processes are particularly observable in the Balkans region since the fall of socialist regimes and the beginning of the European integration period.

Thus, borders may and should be observed as a dialectic issue. If they constitute political, institutional and legal boundaries, they should also be considered as limits and contact zones between – at least – two material and ideal spaces that influence socio-spatial relations between groups and individuals. At the symbolical level, referring to the border implies referring to the *Other*, its history, its territory. Thus, the territories play a strategic role for the definition and differentiation of territorial identities. The duality of borders, representing both boundaries and interfaces, results in the existence of two territories with the appearance of borderlands duplicated on each side of the line (Lévy & Lussault 2003: 384-385). In fact, borderlands are included in the national territory contributing to its definition while being a periphery of it. More precisely, the latter are located at the territorial and ideological limits of Nation-States embodying the National construction of the society (Denert & Hurel 2000). Nevertheless, the very nature of state-borders implies that they are those places where States are exposed to danger¹: border areas, as transitional zones, may be a place where more activities, networks and political institutions, which are in opposition to the State or call into question its action, are taking place (de Rapper & Sintès 2006). The local configuration of borderlands, especially the question of minorities, is a key element while studying border issues. As Minghi

¹ They are not the only space exposed to danger since borders become more and more reticular and are projected inside the inland (e.g. in airports) but also out of the limits of the States (e.g. to protect the territory from immigration through camps for migrants situated in neighboring countries). For more details about this postmodern evolution of the nation-States and of borders, see Bigo 2011.

noticed, “The presence of ethnic minorities is frequently a feature of European borderlands” (Minghi 2002), even if (and because²) borders have often been drawn as much as possible among ethnic divisions during the post-World War I treaties and more recently during peace agreements in former Yugoslavia.

If the association of borders to the notion of risk has been predominant for a long time, a new perspective has emerged in the 1980s. The Council of Europe, through the Madrid Convention³ in 1980, and then the European Union, through INTERREG⁴ programmes firstly launched in 1989, have settled policies to facilitate cooperation at the local scale between borderlands’ communities. Apart from cross-border economic development, one of the most important aims is to bring together European nations. These policies have led to the progressive institutionalization of borderlands, borders being lately considered as a support permitting links (Amilhat-Szary & Fourny 2006). In other words, borders in Europe have become EU territorial laboratories. They are no longer considered as an object of division but as an object of union. The status of borderlands evolves from separation to community (Minghi 2002). Formerly symbols of separation and marginalisation, they become in Europe a symbol of proximity and a tool for development (Amilhat-Szary & Fourny 2006).

The object of this chapter will be an analysis of the interrelations between the local configurations in borderlands and the implementation of the cross-border cooperation through the building of institutionalized cross-border territories. What is the spatial impact on the assignation of cooperation territories in an area eligible to

² Since it is barely impossible for each nationality to be contained into the boundaries of one State, the principle of nationalities comprises automatically the notion of minority. See Blondel 2013 and Gossiaux 2002.

³ The exact name being the “European Outline Convention on Transfrontier Co-operation between Territorial Communities or Authorities”.

⁴ The Interregional co-operation programme is a EU initiative that aims to stimulate cooperation between regions of members States (specific programs concerning also candidate countries and neighbouring countries). This programme is financed under the European Regional Development Fund (ERDF).

cross-border programs? How is this cooperation influenced by the territorial, political and social configuration of the concerned regions? Moreover, how are these cooperation projects included into larger processes of perpetual evolution of the cross-border relations?

To answer these questions we will first focus on the process of institutionalization of border areas through the example of the EU cross-border cooperation. We will analyse, in particular, the consequences of the assignation of a cooperation territory on practices and representations of the concerned participants. The last part of the text will be dedicated to the study of the interaction between the cross-border cooperation and the historical, social and political (re) configuration of places located in the eligible area. We will look at the narratives and representations of space and people that can be conveyed through these processes.

In order to do so, our analysis is structured around the experience of three different borderlands: Croatia-Serbia, Albania-Republic of Macedonia and Republic of Macedonia-Greece. These sites were chosen because they have distinctive recent heritages and represent a wide range of situations regarding their integration into the European Union⁵. By comparing them, our intention is to highlight common and distinctive trends in the reconfiguration of cross-border relations in the Western Balkans. Concerning our methodology, the three borderlands have been approached through (qualitative) empirical works that have been conducted during several periods from 2009 to 2013. They consist of interviews with individuals and groups of the borderlands: inhabitants, politicians, NGOs' leaders, as well as managers in charge of certain EU projects. We have chosen to focus our attention on 2007-2013 initially for the reason that it is the ongoing EU programming period, which allows us to observe and

⁵ Greece is a EU member since 1981. Croatia will become a member in June 2013. The Republic of Macedonia (since December 2005) and Serbia (since March 2012) are official candidates although the accession negotiations are still not open. In early 2013, Albania is still a potential candidate. After having formally applied in April 2009, the country is waiting for the Council of the EU to grant it official candidate status.

to question reconfigurations in progress. Furthermore, 2007 reforms have led to the homogenisation of the EU pre-accession process that has made the comparison between these three cases possible – the EU influence respecting the same normative approach.

An institutional success in spite of the technical complexity

We have chosen the situation of candidate countries in the Western Balkans as more peculiar as cross-border cooperation is, since 2007, the second component (out of five) of the Instrument for Pre-Accession Assistance (IPA)⁶, which supports the Stabilisation and Association Processes (ASP) signed with each country of the region. The main goals of the cross-border cooperation programs, each pair of Nation-States being responsible for their elaboration in collaboration with local authorities and EU delegations, are to encourage socio-economic development of cross-border regions, to prepare regional actors to deal with the future cohesion Fund at the cross-border level, to bridge population situated in marginal spaces of their national territories by establishing a common cross-border development process, and to promote good neighbouring relations. With the purpose of helping Balkan countries in the elaboration and in the implementation of

⁶ If the IPA is implemented since 2007, some EU cross-border cooperation were already pre-existing between some few Balkans countries through initiatives PHARE CBC (from 1994 to 2006) and CARDS (2000-2006). These two programs (and other pre-accession programs existing before 2006) were in fact merged in the IPA instrument. The instrument includes five components (1. support for transition and institution-building, 2. cross-border cooperation, 3. regional, 4. human resources and 5. rural development). The two first components concern all EU candidates and potential candidates while the three last components only concern the candidate countries (for the 2007-2013 period, the candidate countries are Croatia, Republic of Macedonia and Turkey; while potential candidate countries are: Bosnia-Herzegovina, Serbia, Kosovo, Montenegro, Albania). Although candidate country status was awarded in 2010 to Iceland and Montenegro and in 2012 to Serbia, these three countries have remained outside the scope of intervention of IPA components three, four and five. That situation should evolve in the next programming period 2014-2020.

cross-border programs, the EU Commission has even established a specific initiative CBIB – Cross Border Institutional Building. This support, conjugated with the national governments good will⁷, has led to the implementation of cross-border cooperation programs between all Western Balkans countries, the only exception being Serbia-Kosovo for the 2007-2013 period.

If the EU cross-border cooperation programming is not the only way for the emergence of institutionalized cross-border areas, the scale (concentration on bilateral regional cooperation) and the sophistication of these programs are significant. Implementing an IPA CBC programme is a process highly standardized and organized through the regulation 718/2007 of the European Commission establishing the Instrument for Pre-accession Assistance. Contracting authorities have to be defined and a Joint Technical Secretariat and a Joint Monitoring Secretariat have to be set up through cooperation between the participating countries. The building of these institutions is of a crucial importance, as eventual prolongation of the setting of joint management structures might influence the delay of launching of the calls for proposals. The areas eligible to this cross-border cooperation are also very technically determined: they are defined by the IPA Implementing Regulations, whose article 88 states that *NUTS III*⁸ “level regions (or equivalent) along borders between the Community and the beneficiary countries, taking into account potential adjustments needed to ensure the coherence and continuity of the co-operation action”⁹. The potential adjustments are also defined by such a regulation, the regulation n° 97

⁷ This good will may be associated to two main reasons. Firstly, the implementation of these programmes is one of the main conditions to access to the EU. Secondly, albeit the money concerned represent small amounts in comparison with the support given to internal EU cross-border cooperation programs, it still represent a non-negligible provision to the region. For more details, see Blondel 2013.

⁸ Administrative entities of NUTS III level run from 150 000 inhabitants to 800 000.

⁹ *Programming document for the Greece – The Former Yugoslav Republic of Macedonia IPA Cross-border Programme 2007-2013*, document CCI 2007 CB 16 I PO 009, www.mls.gov.mk

foreseeing “that the possibility to finance expenditure incurred in implementing operations or parts of operations up to a limit of 20% of the amount of the Community contribution to the cross-border in NUTS III regions (or equivalent) areas adjacent to the eligible areas for that program”¹⁰.

Even if the establishment of the eligible areas is the result of a very technical process, its institutionalisation is the starting point to its building. If few signs make it visible on the field, the creation of new cross-border institutions, and the development of EU framed cross-border projects¹¹ asset a new dimension to this area. The territorial diagnosis of the cross-border territory is an important starting point for the elaboration of the programme and for the projection of development of borderlands beyond the borders. It may also provide renewed identification schemes for the inhabitants of the region, which sometimes overlap, reproduce or create previous ones. We present in this chapter the observation of how such a policy, conducted by states in the frame of European programs, can be reappropriated by local actors and conduct to the evolution of their declared social and territorial belongings.

Perpetuating imbalances at the Albania-Macedonia border

The EU cross-border cooperation, as we already mentioned, may represent a significant way in the process of overcoming regional fragmentation and improving many of the living aspects of the population.

In the case of the cooperation between the Republic of Macedonia and Albania, the two territories of these states have shared for a certain period (under the Ottoman rule until Balkan wars in 1912-

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ The technical process of building cross-border cooperation is conceived by the EU as a way to set up a neutral framework for cross-border cooperation, in order to develop new but standardised cross border relations in a specific area.

13) the same history. Since then, they have gone and developed into two different directions. For this reason, it seems essential for them to find the right balance and to build their own (and common, through CBC programming) paths toward the EU accession. Republic of Macedonia, as one of the beneficiary countries of the IPA II component funds for cross border cooperation, signed the Financial Agreement in 2007 instead of 2008. Nevertheless, due to the prolongation of the setting of joint management structures, the calls for proposals could not be launched.

Since the implementation of projects was supposed to be realized jointly on both sides of the border, a suitable organizational structure had to be set. The Contracting Authority for Macedonia was the Delegation of the European Commission in Skopje and the Contracting Authority for Albania was the Delegation of the European Commission in Tirana. Besides, the Delegations, the Ministry of Local Self-Government of the Republic of Macedonia and the Ministry of European Integration of the Republic of Albania were also associated institutions for the implementation of this IPA CBC programme. The implementation of the programme was overseen by the JMC - Joint Monitoring Committee - consisted of representatives of the civil society from both countries. Furthermore, the office of the Joint Technical Secretariat (JTS) was settled in Struga, Republic of Macedonia, one arm was also opened in Elbasan, Albania, in order to deal with the day-to-day management programme organizations.

Prior to the opening of the first call for applications, few joint meetings were organized with the stakeholders and the interested parties from both sides of the border. The first call for proposals for IPA Cross-border cooperation projects between the Republic of Macedonia and Albania under the 2007 annual allocation was opened about two months before the deadline for proposal submission that was set on 3rd August 2009. The global objective of the programme was “Promoting sustainable development in the cross-border area”. It was supposed to initiate joint cooperation, to improve social cohesion and secure economic development.

Specific objectives of the programme were:

- to support the establishment of joint actions and strategies aiming at protecting and valorising the natural resources of the region.
- to foster sustainable economic development of the region.
- to develop long term partnerships and networking between civil society organizations (NGOs, sport organizations, etc.), professional organizations (i.e. Chambers of Commerce, entrepreneurs and farmers' organizations) and decentralized institutions, particularly schools and faculties, including research and development units¹².

According to these objectives, three measures were approved for project application with a total allocation of 1.000.000 Euros:

- Measure 1: Economic development
- Measure 2: Sustainable environmental development
- Measure 3: Social cohesion

The number of submitted applications until the dead line of submission, that was 60, was considered as a promising one for a first Call. 14 applications for the Republic of Macedonia and 15 applications for Albania were selected for the implementation. From this number, 12 of the projects were supposed to be jointly implemented and the rest of them will be implemented on one side of the border but they are expected to have impact in the cross border region.

Regarding the localisation of the selected projects, it is possible to observe that from 15 applications for the Albanian applicants, 8 are going to be implemented in the region of Elbasan. On the other hand, in view of the Macedonian applicants 6 applications will implement their activities within the region of Ohrid and Struga. As Hélène Vélasco-Graciet noticed about in the case of the Aquitaine-Euskadi-Navarre

¹² Guide for grant applicants, page 4.

Euroregion, it seems that the leading partners of project are mainly localized in regional centres (Vélasco-Graciet 2006). As an example, the multi ethnic cross-border region of Prespa was considered by the IPA programming document as one of the most favourable to cross-border cooperation. However, no projects from this poor and rural area were selected. It seems that the complexity of the project building implies a high selection into the actors able to realize an application. We are facing at this point the question of the development of an *economy of the project*, in which certain people are using their skills and experience as resources for the process of project application. The institutionalization of border area not only leads to the creation of a cross-border space for cooperation but also to the generation of practices. This technical dimension of the project application looks like a way to reproduce the territorial imbalances of the eligible area. Furthermore, the proximity of main offices of the IPA CBC programs in Elbasan and Struga looks like an advantage, allowing individual contacts with the persons in charge of the programme, which may provide more easily direct answers and advices to the applicants.

Aside from these difficulties and its spatial consequences in the case of Albania-Macedonia CBC, the next example of cross-border cooperation, between Croatia and Serbia, shows how this frame allows the actors to let aside the blocking in their relations to meet on a new point of interest that is the access to EU funds through the programmes.

Insufficient to overcome national disputes, but pragmatically used to foster cross-border economic development in the case of Serbia-Croatia

The Kopački Rit natural park is a marshy zone situated in the North of the borderland (North-East of Osijek) at the confluence of Danube and Drava rivers. Created during Tito's Yugoslavia, the park was situated in Croatia, following the border between republics at that time. After several changes during the war, the Croatia-Serbia international border stabilised after the peaceful

reintegration of Eastern Slavonia (Croatian border region) into Croatia territory after UNTAES¹³ peacekeeping mission was concluded in January 1998. Since then, it has been the object of a border dispute between Serbia and Croatia. This dispute has a direct influence on the park territory since its Eastern limit is the international border. Serbia claims that the border should follow the natural border (the Danube in this northern part) and be situated in the middle of the river. Oppositely, Croatia argues that the border should correspond to the former intern border between republics of Yugoslavia, basing their argumentation on the 1991 Badinter arbitrary decision¹⁴.

The actual border corresponds to actual Serbian claims and it is situated in the middle of the Danube River. Thus, several former 'Croatian' zones have become parts of Serbian territory and reversely two small former Serbian zones becoming Croatian.

This border issue has an impact on the way local authorities of the park manage its protection, maintenance and valorisation. These latter are simply not in charge anymore of Serbian parts of the park. As no protection has been established concerning these zones in Serbia, the forests situated at the North of Apatin are now commercially exploited. Furthermore, this international dispute even prevents the staff of the park, albeit showing good will, from cooperating with Serbian scientists in order to organize the protection, even informal, of these (Serbian) zones¹⁵. In other words, the governmental incapacity to solve an apparently too sensitive question prevents local authorities to organize a cross-border management of the protection of the Danube-Drava confluence. Environment protection is not the priority in comparison with the National symbol of control over borderlands, even when they are small and uninhabited portions of territory.

¹³ United Nations Transitional Administration for Eastern Slavonia, Baranja and Western Sirmium.

¹⁴ This decision has stated that all internal borders between Yugoslav republics have become international.

¹⁵ Interviews at the Serbian-Croatia border, February 2011.

Nevertheless, even in a complicated context, small but working spaces of cooperation are emerging. Several project leaders of the IPA cross-border cooperation programme Serbia-Croatia have declared that the organization of this kind of projects relies first on the good will of technical actors and on the good relationships between them. In some cases, the possibility to obtain European funding has simply rekindled old cross-border friendships affected by the war¹⁶. In others, they have created them.

This dynamism of Croatia-Serbia cross-border economic exchanges is also observable in the 2010 first call for projects. Forty-eight (on one hundred and ten) applications to this call and seven of the eleven selected applications pertain to the economic development measure¹⁷. It shows a clear preference of local actors for economic cooperation than for environmental or social cooperation. The economic and demographic crisis, that takes place in the countries of the region since 2008, is certainly one very significant explanatory factor. The high number of applications is also an indicator of the high demand for economical support in this border region. In this economic crisis time, many actors interviewed have indeed indicated that the IPA funds represent a providential financial boon when every local community and the State are reducing their budget and consequently their support. This phenomenon is amplified by the fact that, in the pre-accession context, all money is provided by the EU at the beginning of the implementation of the project, when it is for member States only possible to get reimbursed of a certain part of funds, which has been already used in the project. These two points (total support of the EU plus money given in advance) have been crucial for some of the project leaders¹⁸. In contrast, although the programming document for the IPA cross-border cooperation programme between these two countries mentions the presence of ethnic minorities in the eligible area, it does not seem to be a key

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid. There are three identified measures in the Croatia-Serbia programme: economic development, environment protection and people-to-people.

¹⁸ Ibid.

element of the cross-border relations.

The implementation of the IPA CBC tool sets up a new institutional territory that aims at supporting cross-border relations. Areas are thus differentiated between those which pertain to eligible regions and which might receive the EU money and those which are not. Most of the time in the Western Balkans, because of the relative small size of the countries and because of the overlapping CBC programmes, the border regions are in fact eligible to several of them at the same time. An important factor in the capacity of absorption of EU funds in the region is doubtless the local territorial configuration that benefits to main cities, concentrating technical knowledge in local authorities and NGOs. Similar to our conclusion in the Albanian-Macedonian context, it seems that this factor is a quite common trend in the impacts of cross-border cooperation, not only in the Western Balkans.

The political will to cooperate is another important factor, both at the local and national levels, not mentioning the supranational interest in the case of the Western Balkans. In the Serbian-Croatian case, we have seen that a local political blockage may prevent a cross-border cooperation project to emerge, even though the maintenance of an apparent reconciliation is very important in the pre-accession process for Croatia, Serbia and the EU. In the next paragraph, we will observe, for the Macedonian-Greek case, the exact opposite. In spite of a serious political disagreement between the two countries, cross-border cooperation projects have emerged and been implemented.

After discussing about the influence of the territorial configuration on the geography of the projects, we will tend to analyse the influence of social and historical factors on the establishment of the relations in the frame of the IPA CBC. If IPA CBC may be an opportunity for relations to be set up, it may also be an opportunity for the expression or re-expression of older cross-border relations, as T. H. Malloy stated about the borderlands between Denmark and Germany¹⁹.

¹⁹ “[C]onstructing anew an “old” border region through the politicization of regional territory; re-framing ideologies of EU polity building; mobilization of intra-regional networks; usage of intra-state territorial politics,” Malloy 2010.

Remobilization of history and identity, and political influence on the Greek-Macedonian borderland

The cross-border cooperation between Greece and the Republic of Macedonia gives us a very relevant example on the re-activation of old connections. This is also observable to a certain extent in the Croatian-Serbian case. Some projects have been and are developed between partners that used to know each other before the war. In that case, the EU cross-border programme appears as re-catalysing war-damaged ties. Nevertheless, this “fresh start” is only observable in politically and socially acceptable contexts. It is reasonable for Osijek (in Croatia) to cooperate with tolerant and partly Croatian-populated Subotica (in Serbia), less with Novi Sad. From the Serbian perspective (politicians and NGOs), it seems this unwillingness is linked to the memory of the active participation of Novi Sad regiments in the bombing of the city during the first steps of the Croatian War in 1991. Novi Sad officials declare that it is easier to develop a cooperation plan with Istria than with Slavonia²⁰.

To come back to the Macedonian-Greek cooperation, we will focus in this section on the project of cross-border cooperation between the city of Kruševo (in the Republic of Macedonia) and Megala Livadia (Greece). This application was made in November 2010, in the frame of the first call for proposal of IPA CBC between the two countries. This project for the development of tourism in the city of Kruševo through the promotion of its architectural heritage was officially led by the two municipalities. Nevertheless, the initial idea came from a small local association called *Saint Nicholas for friendship and cooperation between Kruševo and Greece* that has firstly contacted the Macedonian municipality. Created in October 2009 through the joint action of the Greek consulate in Bitola and the members of two other cultural associations located in Bitola, this association is mainly offering Greek language lessons. It also gives

²⁰ Interviews at the Serbian-Croatia border, July 2010, August 2012.

the possibility to its young pupils to go to summer camps in Greece and help them apply for a scholarship to study in Greece if they wish to. If the association does not present itself as ethnically-oriented, some elements are reserved for people identified as members of a specific ethnic group: "The children who want to apply for the scholarships can do it through the association. They must of course have good marks in high school, have learned Greek with us and have a satisfying level, but they must, before all, be Vlachs".

The emergence of this ethnic criterion next to others common criteria for the application to a scholarship may first appear surprising since the lessons and the summer camps organized in Greece are supposed to be open to everyone. However, the discussion with one of the leaders of this association made this point clearer. During the interview conducted in January, a month that comprises several events, this person started slowly to make a systematic distinction between what he called "Us" (the Vlachs) and those he called "Them", the Other (the Macedonians). Each traditional event was an opportunity to underline this distinction by evoking the different traditional practices between each ethnic group for the same event: "We are trying to keep our customs. For Badnik (the Orthodox Christmas Eve)²¹, the children go from house to house, singing with a red star representing the evening star in the hand. This is only in Kruševo and Jerusalem".

Initially appearing through this discourse about the activities of the association and about traditions, the ethnic dimension of the association is also perceptible through its cross-border relations. When created, the association was twined with another one from the Greek village of Livadia in the Olympus. This village is identified as a Vlach village in Greece and in particular among the Vlach community. It is the birthplace of so-called Konstantinou Nikolaidou, who published an etymological dictionary of the Koutsovlach language in 1909 (Nikolaides 1909). The purpose of this dictionary was to illustrate the proximity between the Koutsovlach language and the Greek language. This argument is mainly based on etymology and on the

²¹ The Orthodox Christmas Eve, on January 6th in the Republic of Macedonia.

assumption that Koutsovlach was not a written language or written in Greek alphabet. On the occasion of this twining, an important reception was organized in Bitola (because of the unavailability of a place that was big enough in Kruševo) in a place specialized in organizing big events and generally weddings, owned by a Greek company and under the patronage of another Greek company that financed it.

The situation of this association, in particular the way it has been created, is not an isolated case regarding the Greek foreign policy. In the Republic of Macedonia, these kinds of associations were created in other cities such as Bitola, Štip and even Skopje. The abilities to make contacts were also noticed by Gilles de Rapper in the late nineties in the case of the Vlachs of Albania and the Greek administration (de Rapper 1998: 308-310). Similarly, Pierre Sintès gave detail on the process of the accession of the Vlachs of Albania to the *omogenia* (Sintès 2008)²².

This access to the *omogenia* is not possible for the Vlachs of the Republic of Macedonia. In spite of that, their relations with the Greek consulate were also made easier²³. This peculiar status comes from the fact that one of the narratives on the origins of the Vlach population is that they belong to the Greek Nation. According to this vision, the Vlachs are the Romanized descendants of Greek population. As Pierre Sintès noticed, the narrative of the Hellenism of the Vlachs is widespread among the political circles and scientific networks in Greece. It is also spread to the “targeted” people on the field through active associations (Sintès 2008), resembling the case of Kruševo. This ethnic assimilation process is also visible during the selection

²² The status of *omogeneis* is an administrative category used by the Greek state to qualify population considered as Greek but leaving outside of Greece. According to K. Tsitselikis (quoted by Sintès 2008), this status is like semi-citizenship, conferring the right to work in Greece and to get full citizenship through a favourable process.

²³ This was particularly the case before the abolition of the visa regime for the citizens of the country in December 2009 when the access to visa for Greece was easier for the people declaring themselves as Vlach. As an example, a Macedonian citizen from Štip in Crete in 2010 stated that getting a Greek working permit was much easier regarding his ethnic affiliation.

for Greek scholarships in the Republic of Macedonia. As mentioned above, to declare a student as an *Ellinovlach*, as the association of Kruševo does, is a condition to obtain it.

This position had a consequence in the area of Kruševo where the cooperation between the local association, the Greek consulate of Bitola and the association in Livadia led to the installation of a spatial marker connecting the history of the city to the history of Greek Republic. It consists of a board step up on a house standing at a place where the birth-house of Alexandros Svolos used to stand²⁴. This board contains the following text: “Here was born Alexandros I Svolos 1892-1956 prominent Greek professor of constitutional law and politician”.

First of all, this board establishes a connection between one individual from the city of Kruševo and Greece. He is presented as a member of the Vlach community by the instigators and executors of this action. One may find here a certain echo to the purpose of C. Stephanopoulos²⁵ stating that “The Vlachs should not be considered as a colourful vestige of a past and achieved pastoral life, neither as a kind of Museum (master)piece, nor as a minority that would be easily manipulated by any skilful supervisor. The Vlachs do not constitute a minority and cannot be reduced to people speaking the Vlach language (...) nor to Fustanella-dressed people. The Vlach are not a minority and they are not just Vlach-speakers (...) they are originally urban people present in almost the whole continental Greece and who brought a significant contribution to the edification of their Homeland, Greece” (in Koukoudes 2000, quoted by Sintès 2008).

If there is no mention of an eventual Vlach origin of A. Svolos, who is only presented as a Greek professor, the languages in the text are quite explicit regarding the connection established here by this board between the Vlach question and Hellenism. Indeed, four languages are present: Macedonian, Greek, English, and Aromanian (Vlach).

²⁴ Alexandros Svolos was born in Kruševo in 1892 and died in Athens in 1956. He was professor of constitutional law in Athens and also served as president of the Political Committee of National Liberation during the World War II.

²⁵ President of the Hellenic Republic from 1995 to 2005.

Usually written in Latin alphabet in the Republic of Macedonia, the Vlach language is here written in Greek letters, coming back to the dispute around the Vlach question in the end of the 19th century and the beginning of the 20th, and to the *Etymological dictionary of the Koutsovlach language* of Konstantinou Nikolaidou. The twinning with the association of Livadia, very active in this marking of space, appears as meaningful. This position is reinforced by the fact that in 2001 the mayors of Livadia and Megala Livadia, the two villages involved in the cooperation with Kruševo, signed with 29 other mayors a declaration stating that Vlachophone Greeks never asked to be recognized as a minority because they have always been, historically and politically, an integral part of the Hellenic nation²⁶.

In the case presented above, the mobilization of the Vlach identity appears as a fundamental dimension into the building of these cross-border relations. This was successful since these projects have been financially supported by the European Union through the IPA CBC programme. Ethnicity is here mobilized in order to establish connections and to initiate cooperation. The declarations of the responsible for the association of Kruševo confirm this assertion: "I want to reconnect with the important Vlach centres of Greece in order to continue the cooperation after the consuls' departure (...) It is important for the Greek tourists who stopped coming in the 1980s to come back in Kruševo and to stimulate the economy of the town: to go to the hotels, to buy lokoums, ... Plus, many people living nowadays in Greece have members of their family who came from Kruševo". Ethnicity and history are seen by this actor as a way to promote the economy of the city through the ethnic-tourism or memory-tourism.

The municipality, ruled by right wing conservative from VMRO-DPMNE, has connected with the association because it offered them the possibility of being a part of an IPA CBC project and to access to some EU funds. Ethnicity appears as the central piece for the establishment of cross-border relations since the association

²⁶ It was a consequence of a report of U.S state department characterizing the Vlachs as a minority, http://www.farsarotul.org/nl27_1.htm

is marked as Vlach and the promotion of a certain heritage is an imposed step toward the project. This led to the promotion of a specific narrative of Vlach ethnic identity in a Macedonian area. The marking of space through the board is the visible side of this operation, promoting this narrative and this vision in the local public space. On the side of the Greek partners, the establishment of these relations and the cross-border cooperation seems to be a tool for the promotion of a certain narrative on the place of Kruševo and for ethnic mobilization. The fact that the Greek consul in Bitola appears as a key actor of this cooperation shows the political use that may be done on this occasion. It also highlights the way narratives of the Vlach identity are constructed through cross-border relations despite the difficult bilateral relations between the Greece and the Republic of Macedonia.

In the Serbian-Croatian borderland, the situation is quite different. Ethnicity also matters but members of the ethnic minority of the other side State (i.e. Serbs in Croatia and Croats in Serbia) are suspiciously observed, their allegiance being questioned in the post-war context²⁷. Local authorities held by right and far-right parties are especially attentive to ethnic affiliation of project leaders when they choose to associate to the application, or not. Besides, there is no observable linkage effect on other minorities taking advantage of pre-existing cross-border links – not even from the numerous and organised Hungarian minority. Unsurprisingly, their narratives are constructed mainly on cross-border relations with their “kin State”²⁸.

Conclusion

The implementation of the IPA CBC programmes produces, to a certain extent, new territories dedicated to the promotion of the cross-border practices. Projects of cooperation convey certain narratives

²⁷ Interviews at the Serbian-Croatia border, July 2010, August 2012.

²⁸ Ibid.

on the perception of space. Borderlands are ought to be places of cohesion instead of places of division. Cross-border cooperation through targeted actions should be a way to achieve this goal.

In Western Balkans, these pre-accession projects also aim at being a learning process for local actors to get ready to implement ERDF funds when their state is a EU member. They are in particular supposed to develop their skills in developing EU project applications, which should correspond to the EU specific requirements, in other words, to the EU specific language. We saw in this chapter that this highly technical dimension of the EU pre-accession process consequently results in reinforcing territorial imbalances by favouring bigger and more institutionalized local communities and NGOs. Furthermore, they are most of the time better connected with the other side of the border.

Nevertheless, we also noticed that borderlands stay sensitive spaces in a political way. It can concern national interest but sometimes just local incapacity to cooperate. For instance, the Prespa Park (between the Republic of Macedonia, Albania and Greece) is an example of a declining space of cooperation. The main reason is the incapacity of local actors to overcome the tensions in this sensitive area. The use of nature as a neutral object, as in the Serbian-Croatian case, is not an important-enough lever in the region for the moment.

Though the examples that have been developed in this chapter, we highlighted the significance of historical, social and political dimensions in the (re)building of cross-border cooperation. The example of the mobilization of ethnicity and history in the CBC project concerning the city of Kruševo is a striking case. The project has emerged based on the pre-existing cross-border relations founded on ethnic factors. And it has resulted in the reinforcement – at least the promotion – of certain narratives of the place that constitute social images which may be used by certain ethnic groups to reinforce their coherence in a specific way²⁹.

²⁹ In that aspect, we assent to Di Méo's assumption that space constitutes a powerful material in the constitution of individual and group identities (Di Méo 2009).

References

- Amilhat-Szary, A.-L. & M.-C. Fourny. 2006. "Introduction, Territorialité et nouvelles évolutions de la frontière." In A.-L. Amilhat-Szary & M.-C. Fourny (eds.), *Après les frontières, avec la frontière : nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe*. La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube.
- Anderson, M. 1997. "Les frontières : un débat contemporain." *Cultures & Conflits* 26-27: 15-34.
- Balibar, E. 1997. *La crainte des masses*. Paris: Galilée.
- Bigo, D. 2011. Frontières, territoire, sécurité, souveraineté *Ceriscope*.
- Blondel, C. 2013. "La coopération transfrontalière, un levier potentiel des réconciliations interethniques en ex-Yougoslavie ? Une approche critique." *Cybergeog : European Journal of Geography*.
- de Rapper, G. 1998. *La frontière albanaise. Famille, société et identité collective en Albanie du Sud*. Thèse de doctorat, Ethnologie, Université de Paris X - Nanterre, Nanterre.
- de Rapper, G. & P. Sintès. 2006. "Composer avec le risque : la frontière sud de l'Albanie entre politique des Etats et solidarités locales." *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 37 (4): 243-271.
- Denert, O. & H. Hurel. 2000. "De l'espace frontalier au territoire transfrontalier." *Labyrinthe* 6: 141-148.
- Di Méo, G. 2009. "Le rapport identité/espace. Eléments conceptuels et méthodologiques." In P. Grandjean (ed.) *Construction identitaire et espace*. Paris: L'Harmattan, 19-38.
- Foucher, M. 1991. *Fronts et frontières : Un tour du monde géopolitique*. Paris: Fayard.
- Gossiaux, J.-F. 2002. "La fin des Yougoslaves ou l'ethnicité toujours recommencée." *Anthropologie et Sociétés* 26 (1): 53-68.
- GroupeFrontière. 2004. "La frontière, un objet spatial en mutation." *EspacesTemps.net*.
- Koukoudes, A. I. 2000. *Hoi metropoleis kai he diaspora ton Vlachon*. Thessalonike: Zetros.
- Lévy, J. & M. Lussault. 2003. *Dictionnaire de la géographie*. Paris: Belin.
- Malloy, T. H. 2010. "Creating New Spaces for Politics? The Role of National Minorities in Building Capacity of Cross-border Regions." *Regional & Federal Studies* 20 (3): 335-351.
- Minghi, J. 2002. "Changing Geography of Scale and Hierarchy in

- European Borderlands.” In D. H. Kaplan & J. Häkli (eds.), *Boundaries and Place: European Borderlands in Geographical Context*. Lanham: Rowman & Littlefield.
- Newman, D. & A. Paasi. 1998. “Fences and neighbours in the postmodern world: boundary narratives in political geography.” *Progress in Human Geography* 22 (2): 186-207.
- Nikolaides, K. 1909. *Etymologikon lexikon tes koutsovlachikes glosses*. Athenai: P.D. Sakellarios.
- Sintès, P. 2008. “Les Valaques du Sud de l’Albanie et la Grèce.” In G. de Rapper & P. Sintès (eds.), *Nommer et classer dans les Balkans*. Athènes: Ecole française d’Athènes, 43-61.
- Vélasco-Graciet, H. 2006. “Le destin rebondissant des espaces frontaliers d’espaces proscrits en espaces prescrits.” In A.-L. Amilhat-Szary & M.-C. Fourny (eds.), *Après les frontières, avec la frontière, nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe*. La Tour d’Aigues: Editions de l’Aube, 71-86.

II.

NOUVELLES FORMES
DE MOBILITÉ, NOUVELLES
FORMES DE CONTRÔLE

A typology of displacements in Inter-War Europe and the current regulative framework of cross-border migration in the Balkans

Eftihia Voutira

University of Macedonia

*There are as many reasons to leave
as there are people who do so.*

Statement by an undocumented migrant.

Introduction

It is generally recognized that the starting point of the legal framework and institutional protection of refugees and other displaced populations begins in the Inter-War period (e.g. Marrus 1985; Skran 1995; Loescher 1993, 2001). The focus of this paper is on different types of migration and displacements in and out of Europe. It has become axiomatic to acknowledge that refugees, forced migrants, minorities and minority rights are the children of modern European nation-states. Typically, these groups of ‘Others’ became acknowledged and entitled to a collective existence after 1919. Before World War I, European state powers were little troubled by issues concerned with forced migrations, exiles, and masses of fugitives wondering across the continent or languishing in ports or urban shanty towns. “Refugees” writes Bernard Porter “were almost never seen en

masse in mid 19th century London except in funerals” (Porter 1979: 26). Although London was probably the refugee capital of Europe after the revolutions of 1848, there was no sense of community and membership among the exiles and émigrés that spread around the city. These people, though dispossessed, were not deprived of the right to stay. These exiles were allowed to live without restriction. “Not a single refugee or exile was blocked at a port of entry or ordered to leave the country. The refugees simply disembarked: after 1836 no one obliged them to notify the authorities, to register with the police or to conform to special rules” (ibid.). New kinds of refugees and greater in numbers were on the move as a result of the wars of German unification, 1864-1871. The emergence of the concept of ‘national minority’ was the result of the emergence of the correlative phenomenon of the nation-state. What this means is in fact that you cannot have a minority without a correlative notion of a majority, which in the case of the nation-state is identified as the *sovereign nation*. Evidently the notion of a minority is not based on numerical criteria alone: for example, numerically, in South Africa, whites were a minority; yet in terms of power relations, they remained, until the end of Apartheid, the dominant majority.

Europe and the Balkans

At the end of the 20th century, says Mark Mazower in his *Short history of the Balkans* (Mazower 2000), “peoples spoke as if the Balkans had existed forever. However, two hundred years earlier, they had not come into being. It was not the Balkans, but “Rumeli” that the Ottomans ruled, the former Roman lands that they had conquered from Constantinople” (xxv). Mazower reminds us that the Balkans is more than a geographical concept. Throughout the 19th century, it was the backwaters of Europe or the ‘region of violence’, as Rebecca West has identified it (West 1943). Indeed, a favorite European political engagement was that of ‘imagining’ the Balkans (Todorova 1997). Today, the Balkans is a significant geopolitical reality and one

that generates specific – devised in Brussels – programmes aiming at the development and eventual integration of the region with Europe. Some countries, Greece, Bulgaria, Romania, Slovenia have already joined the E.U. The Western Balkans are in a process of integration; a number of regional initiatives, such as “Migration, Asylum, Refugees: Regional Initiatives in the Western Balkans” have been created since 2003 with an aim of monitoring the conditionality clauses for the long process of E.U. integration. If one is to reflect on one of the key themes of this Conference, namely “Individuals on the move: new forms of mobility and new forms of control”, the question of E.U. integration of the Western Balkans will have to start from the realization that the categories of mobility have been transformed. By saying this, I am making a philosophical claim about the validity of ‘historical epistemology’ (c.f. Fassin 2008): namely, it is not only that the world is changing (e.g. it is becoming a globalizing world), but at the same time our conceptual framework and the categories by which we perceive and label the world are also changing. One characteristic example of such systematic transformations that have occurred in a key category is that of the concept of “refugee”. There is widespread agreement concerning the emergence of the concept “refugee” as a political and institutional reality in the 20th century. Yet, the concept and the label ‘refugee’ has been *transformed* over a century.

Refugees as a 20th century phenomenon

Inter-war Europe

Throughout the inter-war period, key treaties regulated the protection of national minorities through the establishment of a basic system of international relations which set the precedent for understanding the political dimension of forced migration as an instrument of international relations. Before the establishment of the United Nations in 1949, the key institutional actor protecting refugees and forced migrants remained the League of Nations.

Fridjodt Nansen was the first High Commissioner for Refugees

in the League of Nations-whose office was established after pressure from the Red Cross at the end of the WWI (Skran 1995). The main preoccupation of Nansen was to create a legal framework to accommodate refugees – who represented an anomaly – in a world of states, because as Gellner has noted, in a world of nation states, a man without a state is like a man without a shadow.

The introduction of the passport and other travel restrictions immediately after the First World War had made the movement of ‘stateless’ people legally impossible. In seeking to accommodate the some 1.5 million Russian refugees/exiles from the Russian Revolution, Nansen called an intergovernmental conference to consider the legal status of the Russian refugees. In July 1922, the conference agreed to create a special certificate of identity for refugees, commonly called the “Nansen passport”. Although not equivalent of a passport, for these stateless émigrés the certificate did allow refugees “the right to move”, i.e. to travel internationally. More importantly, the certificates gave the refugees same semblance of legal status and an identity. All core European states accepted this system and over 50 states adhered worldwide.

The development of a body of international law aimed at giving legal status and protection to refugees properly dates from the League of Nations era; yet, it was in the years following the establishment of the Nansen passport system that international protection was extended to provide protection for Armenian and Assyrian refugees that had formerly resided in the Ottoman Empire. In 1933, the League of Nations sponsored the first comprehensive refugee Convention which eventually served as the basis for the 1951 Convention, which is today the global legal instrument defining the concept ‘refugee’.

The critical point to note is that the 1933 Refugee Convention allocated refugee status according to membership in specific nationalities, e.g. Russians, Armenians, Assyrians, and Turks, and obliged receiving states to provide assistance and protection to the newcomers who eventually became ‘minorities’ within the receiving states. A separate category of people in need of international protection, ‘de-nationalised’ Germans, mainly Jews, was identified

by the 1938 Refugee Convention as people in need of protection (Skran 1995). In fact, refugees under this specification are national minorities who had lost the protection of their state of origin by crossing an international border. Clearly, even if a refugee population is wholly constituted by ordinary civilians, the provision of asylum or refuge represents a challenge to interstate relations. As people without protection by a state, in a world where legal and political identity is inextricably linked to citizenship and nationality, refugees have been construed as a continuing challenge to the states' efforts to regulate relationships between themselves. More recently, as we see in the post Cold War literature, refugees are portrayed as the par excellence problem of state security.

The maintenance of the international order, such as it was, was the underlying purpose for the establishment of the League of Nations set up to safeguard the provisions of the Versailles Treaty. The ideological climate of the times was nationalism understood as "one nation for each state" and, as Manzini put it, "only one state for each nation". The establishment of nations was believed to ensure that the dynastic squabbling and secret diplomacy which was blamed for the outbreak of WWI would not be repeated. The idea was that if each community or group had its own territory, instability would be minimised. Some nations were supported by international assistance in the form of settlement sponsorship schemes to enable them to absorb those refugees seen to have an ethnic claim to the host state, e.g. Greece and Christian/Greek refugees from Turkey. Furthermore, since protection and long-term assistance was mainly provided by the receiving state, the dominant solution promoted was mainly through the labour market. Refugees could be incorporated into the host state economy and, by extension, to the state system.

James McDonald succeeded Nansen as the new High Commissioner responsible for the protection of refugees under the League's mandate. The Office had only been in operation for a short time when Hitler's rise to power in Germany produced a mass exodus of refugees. In April 1933, the Nazi government began to implement a series of anti-Semitic laws (national boycott of Jewish business, expulsion and ethnic discrimination).

As a consequence, 60.000 people fled Germany during the first year of Hitler's rule; by September 1935, a total of 80.000 people had left. Of these, approximately 80% were of Jewish origin. Expulsions reinforced the sense of ethnic minority and consciousness of their membership in an oppressed group. In 1935, James Mc Donald issued his 3000-word letter of resignation from the post of the High Commissioner:

“When domestic policies threaten the demoralisation of human beings, considerations of diplomatic correctness must yield of those of common humanity. I should be recreant if I did not call attention to the actual situation and plead that world opinion acting through the League and its member states and other countries move to avert the existing and in pending tragedies”.

McDonald's plea for intervention to stop human rights violations and the deteriorating position of Jews in Germany felt to deaf ears. The treatment of the Jews seeking refuge is well documented. But however generally “unwanted”, as Michael Marrus has famously called them, there were many who lobbied governments to provide them refuge. It is interesting to note that in Britain, Angell and Buxton wrote a best seller *You and the Refugee* (Angell & Buxton 1939) urging the British public to accept the dispossessed continental Europeans arguing in favour of national self-interest trying to show the need for these newcomers on the grounds of economics, of declining population and the threat of “racial contamination”. The first chapter of this best seller was devoted in arguing against the murderous fallacy, as they call it, that “for every 1000 aliens admitted, a 1000 British are thrown out of employment” (1939 vii).

The next two chapters are devoted to a discussion concerning the need for population engineering on blatantly racist grounds:

“if present trends continue, extinction faces our white Empire. Not only is it not being replenished from Britain, but the tide is flowing back from the Empire to Great Britain. Only by immigration from other European stocks can the white Empire maintain itself assuming the present population trends persist. Receiving the Jewish

refugees is the Empire's great opportunity to renew itself and revive prosperity."

Meanwhile, McDonald's resignation fell on deaf ears. Despite his attempt to maximise media attention, the League's administration and the US public were reluctant to address McDonald's warnings. It was only in retrospect that his foresight was acknowledged and the public came to see that he had good reason to shout. He recognised the danger created by Nazi policies for the Jews of Germany and Eastern Europe. From the standpoint of appreciating the dynamics of minority group formation, McDonald's warning on the impact of the Nuremberg laws by the Third Reich in 1935 are significant. These laws relegated Jews to the status of subjects and, as non citizens, they lost their right to vote. In addition, the laws forbade sexual relations between Jews and Germans. Along with the laws had come an increase in persecution; firing of Jewish employees and boycotting of Jewish businesses. Thus they became a marginalised minority. One unintended consequence of those laws was the creation of a strong sense of solidarity and group membership.

Seen retrospectively, similar acts of discrimination came from Romania and Hungary during 1938. Denationalisation of Jews was a common strategy. As in Germany, in other parts of Eastern Europe, many thousands were removed from their positions and lost their livelihoods. Equally, Jews were removed from government service, forbidden to obtain foreign currency and denied permission to compete commercially with non Jews in small villages (Marrus 1985: 173-174).

The common feature in these discriminatory experiences is the formation of a sense of victim/victimised identity which led to minority demands. In making demands, groups normally surpass their antecedent limits and categorisations by others. At the same time, by making a demand, the group defines itself in its own eyes and in the eyes of others. It embarks on a practice of self-affirmation. At what point does this self-affirmation take place and under what conditions is an issue that has occupied social scientists for a long time.

What I have tried to point out through the experience of refugees in inter-war Europe is the significance of flight and forced migration as a binding nexus among people who recognise themselves as having shared this experience of having been refugees; hence, the formation of a type of collectivity that engenders social trust and, by extension, social capital (Uslaner 2002 *contra* Putnam 2000).

Beyond Inter-War Europe

The main institutional achievements of the WWII were the Universal Declaration of Human Rights adopted in 1948 and the 1951 UN Convention Relating to the Status of Refugees, which emerged as a result of the European experience of the Second World War. The drafters of the Convention, 35 primarily western block countries defined refugees as individuals who had a “well-founded fear of persecution for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion”. It was limited to people fleeing events occurring in Europe before 1 January 1951. Governments were supposed to apply this definition to all asylum seekers in a neutral manner, and Office of the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) was to be entirely non-political. But because of the politics of the Cold War, people fleeing communist countries were nearly always granted asylum for ideological reasons (Loescher 1993).

In the aftermath of decolonisation, refugees became an international problem and the 1967 Protocol to the 1951 Convention extended the definition of a refugee beyond European boundaries. The Organisation of African Unity’s 1969 Convention on refugees expanded the definition of a refugee to include those who fled their countries “owing to external aggression, occupation, foreign domination or events seriously disturbing public order”. The Cartagena Declaration of 1984 makes similar provisions for Latin America, emphasising massive human rights violations as a cause of flight. An important feature of these conventions is a negative stricture (the condition of non-refoulement), which does not, however, oblige the signatory states to grant asylum. In contrast, asylum under Islamic law entails

the duty of the state to grant asylum (Elmadmad 2002).

I have spoken about the development of the international institutional order for refugees as the paradigmatic example of forced migrants in interwar Europe and beyond – both in time and in space. Let me now summarise the different phases of the evolution of the ‘refugee problem’ which according to many seems to have disappeared in Europe and replaced by the new category of ‘asylum seekers’ (Voutira & Harrell-Bond 2007).

Five main phases in the evolution of the ‘refugee problem’ can be identified. Each phase is characterised by both a particular conceptualisation of the refugee and a corresponding international policy solution (Tuitt 1996; Voutira & Harrell-Bond 2000).

Phase I The inter-war period was dominated by the spirit of nationalism, understood as one nation for each state and one state for every nation (see nationalism). Refugees were defined in terms of their membership of a nation without a state, in need of international protection. In response, passports (travel documents for Russian refugees), and livelihood support (jobs for Armenian refugees) were provided by the host states (Skran 1995). In some cases, settlement sponsorship schemes were supported for nation-states trying to absorb those refugees who had an ethnic claim (e.g. Greece and Greek refugees from Turkey, see Hirschon 1989). The dominant solution in the inter-war years was ‘assimilation’ in the host state.

Phase II In the period following the Second World War, solutions were guided by the Cold War ideology (Harrell-Bond 1985). Resettlement was to be a permanent solution, involving the assimilation of the newcomers into the host society. US, Australia, Canada became key receiving countries (Kunz 1981; Kay & Miles 1988; Hathaway 1992).

Phase III By the 1970s, refugees became mostly identified as a ‘third world’ problem – one to be resolved in these regions

(Zolberg, Suhrke & Aguayo 1989). Asylum was perceived as temporary, as was (and still remains) the solution devised to address it: the refugee camp. The refugee camp was both a strategy of political containment (Karadawi 1999; Chimni 2002), and an efficient mechanism for the delivery of humanitarian relief supposedly leading to economic self-sufficiency (Harrell-Bond 1986; Kuhlman 2002). None of these objectives was, in fact, achieved. With respect to the political considerations, refugee camps became the seedbed for political foment (Malkki 1995). Secondly, as far as economic self-sufficiency was concerned, for the most part, people living in refugee camps have been systematically impoverished, surviving only through international aid (Crisp 2002; Clark & Stein 1985; Harrell-Bond 1986).

Phase IV From the early 1980s, increasingly restrictionist policies in western countries promoted the idea that refugees were not victims of human rights violations, but rather opportunists (Tuit 1996: 144-7). With the increasing poverty and instability in the South, such beliefs were further reinforced by the general unwillingness to recognize the degree to which human rights abuses underlie the diverse economic, environmental, and political issues which cause refugee movements (de Waal 1989). The promotion of voluntary repatriation became the major solution (Harrell-Bond 1989), with many observers criticising the coercion under which these programmes are implemented (Allen & Morsink 1994; Allen 1996; Black & Koser 1999). Even repatriation back into conflict situations may be seen as legitimate (Cuny, Stein & Reed 1992; Turton & Marsden 2002), and refolement is legitimised by the concept of 'safe' countries (EXCOM 1991; *Amnesty International* 1992).

Phase V With the war in the former Yugoslavia, refugees are once again a European problem. And this is the point worth contemplating concerning the relation between minorities

and forced migration since at the end of the 20th century, the ‘crisis of asylum’ (Rutinwa 1999) was confounded with the ‘migration crisis’ (Richmond 1994; Weiner 1995). Both are construed as a common economic burden for the receiving states that had to address as part of ‘global solidarity’ (van Selm 2003). A common strategy of Northern states in response to the two crises has been to further classify refugees (convention, *prima facie*, in orbit, *sur place*, *de facto*, ‘humanitarian’), and to distinguish them from the internally displaced (IDPs), who remain under the ostensible protection of their own state (Barutciski 1998; Deng & Cohen 1999; Tuitt 1996). The tension between ‘harmonization’ of asylum procedures and migration containment has led to the progressive erosion of human rights protection for refugees (Tuitt 1996; Verdirame 1999). In fact one can argue that refugees today have become an endangered species co-opted by the sovereignty of the search for illegal migrants.

Possibly, the turning point of the de-politicisation of the refugee category was the end of the Cold War itself. Refugees were seen as heroes during the Cold War breaking through to the so-called ‘Free World’ and as such, they were honoured and embellished with a political armour; the term today has become pejorative.

A typology of post Cold-War Europe: a Europe without borders. The reality of building fences

The concept “Fortress Europe” appeared in the migration literature in the early 1990s. At the time, the concern of policy-makers in the E.U. was the establishment of a common migration and asylum policy. “Fortress Europe” was originally a derogatory term used by Liberals who were apprehensive about a closing of the European borders at the time when the realisation about the rapidly aging European population became daunting. The situation seemed

paradoxical since on one hand the European labour markets could not support themselves without a continuous labour input from outside, while at the same time the idea of Europe entailed the development of a common European labour market and, thus, a Europe without borders. With regard to the latter, 'Europe without borders', the E.U. created opportunities for its citizens to move without restrictions, from one member-state to another, and enjoy the multi-cultural complexity of Europe as a whole (Kunz & Leinonen 2007). This, however, entailed the emergence of a 'privileged group' of migrants who had the right to move into Europe. Another group of 'privileged migrants' moving into 'Fortress Europe' is the co-ethnic returnees following the end of the Cold War. These new migrants are privileged vis-à-vis others who do not have the right to enter because of their nationality (e.g. ethnic Germans from Eastern Europe into Germany, ethnic Greeks from the FSU to Greece, ethnic Finns from Estonia to Finland etc.) (Voutira 2004).

Current trends of migration and refugees

UNHCR's recent statistics show 43,3 million forcibly displaced people worldwide (2009). This is supposed to be the highest number since the peak of the Balkan refugee crisis in the mid-1990s. It is important to note that despite debates on the threat of immigration and asylum in western media, the real hosts remain the developing countries: 4/5 of the world's refugees are hosted in the developing world. For example, Pakistan hosts the largest number of refugees worldwide (1,7 million) followed by the Islamic Republic of Iran (1,1 m.) and Syria (1,05 m.). Still on the global level, Afghan and Iraqi refugees constitute the largest groups of refugee population: 1 out of 4 refugees in the world is from Afghanistan (2,9 m.). Afghans are located in 71 asylum countries. Iraqis are the second largest refugee population (1,8 m.), most of them being hosted in neighbouring countries

in the Near East¹. These trends do not include the 4,8 million Palestinian refugees who remain under United Nations Relief and Works Agency's (UNRWA) mandate.

The evident question is why is there so much debate and concern about migration as a social and political issue in the North, when the majority of the forced migrants and refugees remain in the South? The important point to note is that the new concept invented in the 21st century is that of 'irregular migration'. What one could ask is 'is there such thing as regular migration?'. The typical models we have identify the migration variables largely in terms of volition and motivation, which are seen as determinants of the migration typology:

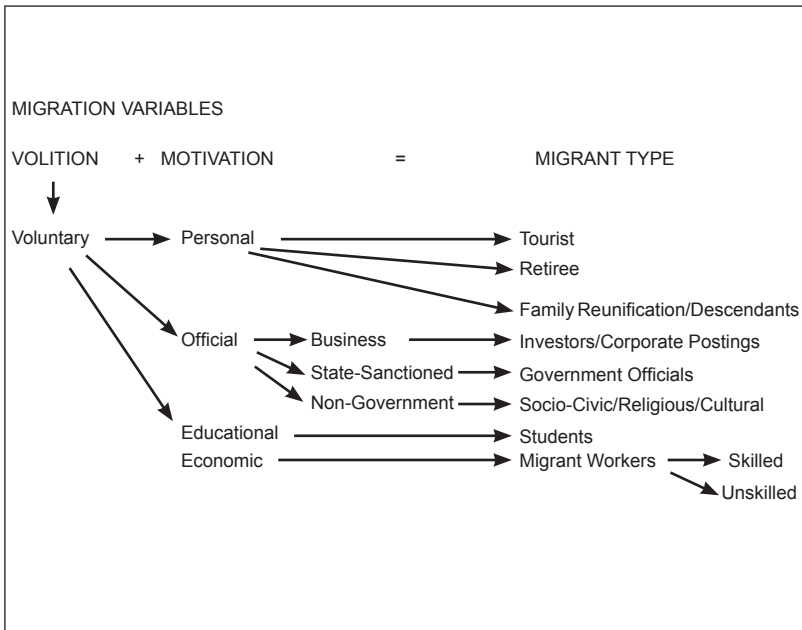


Figure 1: Migrant Types - Voluntary

¹ It would be interesting to contemplate a comparison between the two groups and there is a growing literature on this topic (e.g. Monsutti 2008).

The classification put forth by Papademetriou best typifies the procedural method, showing four stages of violations of migration law, as listed below (Papademetriou 2004):

1. *Undocumented/Unauthorized Entrants* - migrants who are able to enter a country through land, air or sea borders without being subjected to immigration control, including voluntary crossings, smuggled individuals and trafficking victims;
2. *Fraudulent Entry* - migrants who are inspected by immigration but nevertheless gain entry on the strength of bogus documents;
3. *Violation of Visa Duration* - migrants who do not leave a country after the allowed period of stay specified in the visa expires; and,
4. *Violation of Terms and Conditions of a Visa* - specifically applied to employment, migrants who accept cash remuneration for any activity done without the corresponding work permit.

Papademetriou's four-stage classification highlights two key immigration control metrics, variables if you will, namely: method of entry (types 1 and 2) and compliance with entry terms and conditions (types 3 and 4). Types 1 and 2, varying only in terms of whether a migrant was inspected or not, can both be considered as entry without official and authentic permission. The word authentic here is used to qualify the condition of fraudulent entry, type 2, where permission given is secured through fake documents and can thus be considered null and void. Since duration of stay can be considered as one of the many terms and conditions of a visa, types 3 and 4 can be collapsed into a single category: violation of terms and conditions of entry. A simplified, two-stage procedural classification of an irregular migrant may, thus, be:

1. Entry Without Permission - as indicated, entry without permission from official state authorities; and,
2. Violations of Residence Stipulations - once entry is gained, violations of any of the terms and conditions of a migrant's

stay in a host country including, among others, duration of stay and permission to work².

In an argument suggesting that the growth of an economy's informal sector can somehow predict the numbers of immigrants – both regular and irregular – Baldwin-Edwards highlights another aspect of a migrant's access to gainful income (Baldwin-Edwards 2008: 1455): “illegal employment of lawfully present immigrants.” In Baldwin-Edwards phrase “illegal employment of lawfully present immigrants,” the word ‘illegal’ refers to the situation where one may be a legal immigrant but, at the same time, is participating in an illegal activity that is non-payment of taxes due to undeclared income from informal jobs in the informal sector. A migrant must not only have authorization to work, but that when he does he must comply with his financial obligations to the host society, that is, payment of taxes and payment of social security obligations. Applying this rigid definition, a migrant with valid work permit but employed in the informal sector and a migrant without a work permit and working (thru fake documents) in the formal sector (and, thus, paying taxes and social contributions) are both equally worthy of ‘irregular migrant’ status.

Adding to the variables already discussed above, Baldwin-Edwards and Kraler's classification of legality of migrant status, they define ‘legality’ in terms of documentation (Baldwin-Edwards & Kraler 2009). Documentation is defined as being “known to the authorities” and has three levels – undocumented, semi-documented and documented – varying in terms of whether administrative requirements during border entry, residence and work access processing – are able to capture on paper pertinent information of a migrant. In this operationalization of the dimension of

² It is important to note that the salient characteristics of an irregular migrant are their residence stipulations, that is, permission to stay (having a valid residence permit) and permission to work (having a valid work permit). A migrant who has entered a country through clandestine or fraudulent means and a migrant who has done so legally, are both illegal migrants if both of them continue to reside in the country and are gainfully employed without having official permission to do so.

documentation by Baldwin-Edwards and Kraler, a migrant may be tagged as ‘documented’ but still be classified as illegal. Obviously, the main concern is counting the undocumented migrants by some documentary method which by implication, also, turns out to be synonymous to ‘illegal’ and ‘irregular’. I went through this exercise in order to point out the kinds of complexities that are embedded in the choice of concepts that are created in order to label and classify the changing realities of migratory phenomena.

The use of typologies

There is a long sociological tradition particularly relating to theories of international migration that utilises typologies to classify migratory movements distinguishing the forms (voluntary, involuntary or forced) with an aim of capturing in an explanatory manner the different advances in the explanatory power of theories. Broadly speaking, theories can be distinguished between macro and micro and many follow the subsequent division of labour between related disciplines, so that sociology is supposed to be dealing with macro-theories (the so-called ‘Laws of migration’ based on empirical observation), while anthropologists and social psychologists focus on the micro-level addressing motivations and the reasons people give for moving.

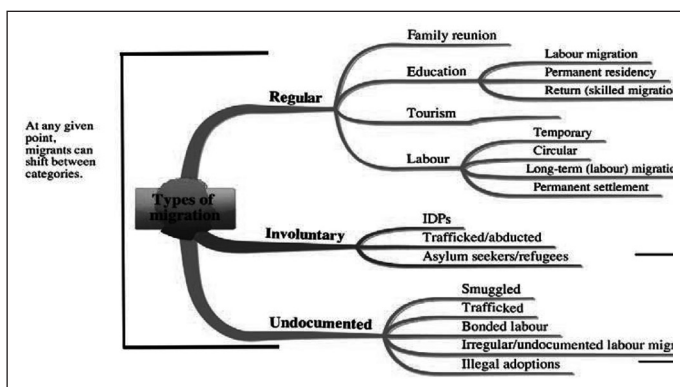


Figure 1.1 (see above), mapping out the typologies used by various authors, presents in schematic form a proposed unified migrant classification framework, showing the procedural and essential methods discussed, and plotting out four other important classification layers across five migrant categories.

‘Structuration’ theory

Antony Richmond has tried in the 1990s to introduce what he calls ‘structuration theory of migration’, where he distinguishes between ‘pro-active’ and ‘re-active’ migration placing, thus, an emphasis on migrants’ responses that are construed as socialised responses, since individuals have been embedded into particular social environments (Richmond 1994: 47-55). One advantage of Richmond’s typology of forced migration is that he presents voluntary and forced migration as constituting parts of a continuum rather than discreet phenomena, as suggested by other theorists. This continuum is sub-divided into different factors that influence individual decision-making: ‘pre-disposing factors’ (e.g. religious affiliations) may be distinguished from ‘structural constraints’ (e.g. prolonged incarceration) and further differentiated from ‘precipitating events’ (e.g. outbreaks of wars, internal revolution), and further distinguished from the ‘enabling circumstances’ (e.g. end of a dictatorial regime, relaxing of border controls) which often make ‘reactive migration’ feasible.

One can see that the difference in the typological approaches is not simply micro/macro, but also whether they are ‘state-centric’ or ‘agent-centred’. This methodological distinction is also a disciplinary one; traditionally, political scientists tend to be ‘state-centric’, while anthropologists and psychologists ‘agent-centred’. One of the advantages of Richmond’s approach is that he tries to maintain a balance between ‘structure’ and ‘agency’, an old predicament in the social sciences! Richmond draws two important conclusions from his analysis of the relation between ‘proactive’ and ‘reactive’ migration. Firstly, that the present UN definition of a Convention

refugee is inadequate in the context of the globalising world and the contemporary demographic realities. Secondly, that the 'right to leave' must be matched by the 'right to asylum'; in his recommendations, he suggests that wealthy countries should not close their borders or adopt more restrictive immigration policies nearly because the scale of 'reactive' migration has increased or because the racial and cultural characteristics of those seeking refuge have changed. In his view, the perception of refugees and migrants as a problem is only a symptom of the deeper conflicts and contradictions of the global system. The title of his book is 'Global Apartheid' and that in itself suggests a negative prediction about the world order.

Concluding remarks

I began this paper by focusing on the evolution of the 'refugee' concept showing in parallel the institutional responses that have evolved overtime. The geopolitical region of the Western Balkans is currently under pressure by its own national constituencies to become members of the EU without fully appreciating the implications of having to integrate fully to a highly restrictive European migration regime and, therefore, implement policies of restrictionism guided by concern over securitization. As I have suggested, the main concern of EU policy-makers is to curtail and eliminate 'irregular migration'. As I have noted, there are a number of conceptual and political difficulties in identifying the meaning of this term. For example, current research shows that the number of Romanian workers abroad illegally is substantially higher than it was before joining the E.U. (Stan 2006). So what would be the main motivation for states to become European? A common understanding is that EU membership has a cultural added-value which means that the idea of Europe is collectively understood as a positive development. The different waves of E.U. enlargement seem to have altered this perception; one common understanding is that membership in the E.U. is good as long as it keeps 'Others' out. As the rise of right-wing anti-migration lobbies multiply across European politics, it is clear

that the majority of Europeans think that there are already too many immigrants in Europe. Anti-immigration discourses are popular and in many European countries the populist parties employ the language of “the right to protect the native soil from contamination by restricting the number of immigrants”.

In theoretical terms, one would argue that globalization threatens everything that is distinctive about the cultural values associated with national cultures. I noted in the beginning that early 20th constructions of the Balkans identify the region with violence and conflict. There is also the counter image of ‘hospitality’ as a characteristic of Balkan national cultures. As such, ‘hospitality’ is promoted as a cultural value and the source of national pride. The imposition of immigration restrictions would necessarily impact on the implementation of this practice. The perception of migration as a threat – cultivated, also, by international media – creates a climate of anxiety that undermines the ‘open door’ and ‘welcoming table’ traditional practices. It would be interesting to observe how these practices will be affected by E.U. membership and immigration regulations. The example of Greece that has been anthropologically documented (Papataxiarchis 2006) shows that the image of ‘hospitality’ entrenched in Greek public discourse has become modified in the process of progressive realization of the presence of minorities, migrants, and refugees in contemporary social fabric. In Papataxiarchis’ analysis, ‘hospitality’ is an unequal relationship that nevertheless permits some form of reciprocity and, thus, serves as a template for the integration of ‘outsiders’. Thus, unlike the ideal promoted by Derrida as the ‘obligation we owe to the stranger’, ‘hospitality’ in Greece after its Europeanisation has become a negotiable value. This may be the price Western Balkan countries will have to pay.

References

- Allen, T. (ed.) 1996. *In Search of Cool Ground: War, Flight and Homecome in Northeast Africa*. London: Currey.
- Allen, T. & H. Morsink (eds.). 1994. *When Refugees Go Home*. London: Currey.

- Angell, N. & D. F. Buxton. 1939. *You and the Refugee: The Morals and economics of the Problem. The Truth about unemployment, immigration and depopulation*. Harmondsworth: Penguin Books Ltd.
- Background note on the “safe country” concept and refugee status. 1991. EXCOM (UNHCR Executive Committee).
- Baldwin-Edwards, M. 2008. “Towards a Theory of Illegal Migration: historical and structural components.” *Third World Quarterly* 29 (7): 1449-1459.
- Baldwin-Edwards, M. & A. Kraler. 2009. *Regularisations in Europe. Study on practices in the area of regularisation of illegally staying third-country nationals in the Member States of the EU*. Vienna: ICMPD. Available at <http://research.icmpd.org/1184.html>.
- Barutciski, M. 1998. “Tensions between the refugee concept and the IDP debate.” *Forced Migration Review* (3).
- Black, R. & K. Koser (eds.). 1999. *The End of the Refugee Cycle? Refugee Repatriation and Reconstruction*. Oxford: Berghahn Books.
- Chimni, B. S. 2002. *Aid, relief, and containment: The first asylum country and beyond*. Copenhagen: Centre for Development Research.
- Clark, L. & B. Stein. 1985. *Older Refugee Settlements in Africa: A Final Report*. Washington, DC.
- Crisp, J. 2002. *No solution in sight: the problem of protracted refugee situations in Africa*. Geneva: EPAU, UNHCR.
- Cuny, F., B. Stein & P. Reed. 1992. *Repatriation during Conflict in Asia and Africa*. Dallas.
- de Waal, A. 1989. *Famine that Kills: Darfur, Sudan, 1984-1985*. Oxford: Clarendon Press.
- Deng, F. & R. Cohen. 1999. *The Forsaken People: Case Studies of the Internally Displaced*. Washington, DC: Brookings Institution Press.
- Elmadmad, K. 2002. *Asile et réfugiés dans les pays afro-arabes*. Casablanca: Editions EDDIF.
- ‘Europe: harmonization of asylum policy. Accelerated procedures for “manifestly unfounded” asylum claims and the “safe country” concept’. 1992. London: Amnesty International.
- Fassin, D. 2008. “Beyond Good and Evil? Questioning the anthropological discomfort with morals.” *Anthropological Theory* 8 (4): 333-344.
- Harrell-Bond, B. 1985. “Humanitarianism in a straight-jacket.” *African Affairs* (334).
- Harrell-Bond, B. 1986. *Imposing Aid: Emergency Assistance to Refugees*. Oxford: Oxford University Press.
- Harrell-Bond, B. 1989. “Repatriation: Under what conditions is it the

- most desirable solution for refugees? An agenda for research.” *African Studies Review* (32).
- Hathaway, J. 1992. “The conundrum of refugee protection in Canada: From control to compliance to collective deterrence.” In Gilbert Loescher (ed.) *Refugees and the Asylum Dilemma in the West*. University Park, PA: Pennsylvania State University Press.
- Hirschon, R. 1989. *Heirs of the Greek Catastrophe: The Social Life of Asia Minor Refugees in Piraeus*. Oxford: Clarendon Press.
- Karadawi, A. 1999. *Refugee Policy in Sudan, 1967-1984*. Oxford: Berghahn Books.
- Kay, D. & R. Miles. 1988. “Refugees or migrant workers? The case of European volunteer workers in Britain (1946-1951).” *Journal of Refugee Studies* (1).
- Kuhlman, T. 2002. Responding to protracted refugee situations: A case study of Liberian refugees in Côte d’Ivoire. Geneva: EPAU, UNHCR.
- Kunz, E. F. 1981. “Exile and resettlement refugee theory.” *International Migration Review* (5).
- Kunz, J. & M. Leinonen. 2007. “Europe without borders: rhetoric, reality or utopia.” In A. Pecoud & P. de Guchteneire (eds.), *Migration without Borders. Essays on the Free Movement of People*. UNESCO Publishing – Berghahn Books.
- Loescher, G. 1993. *Beyond Charity: International Cooperation and the Global Refugee Crisis*. Oxford: Oxford University Press.
- Loescher, G. 2001. *The UNHCR and World Politics: A Perilous Path*. Oxford: Oxford University Press.
- Malkki, L. H. 1995. *Purity and Exile: Violence, Memory, and National Consciousness among Hutu Refugees in Tanzania*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Marrus, M. 1985. *The Unwanted: European Refugees in the Twentieth Century*. Oxford: Oxford University Press.
- Mazower, M. 2000. *The Balkans. A Short History*. New York: The Modern Library.
- Monsutti, A. 2008. “Afghan Migratory Strategies and the Three Solutions to the Refugee Problem.” *Refugee Survey Quarterly* 27 (1): 58-73.
- Papademetriou, D. 2004. “The Shifting Expectations of Free Trade and Migration.” In *NAFTA’s Promise and Reality: Lessons from Mexico for the Hemisphere*. Carnegie Endowment for International Peace.
- Papataxiarchis, E. (ed.) 2006. *Περιπέτειες της ετερότητας: Η παραγωγή της πολιτισμικής διαφοράς στη σημερινή Ελλάδα*. Athènes: Alexandria.

- Porter, B. 1979. *The refugee question in mid-Victorian politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Putnam, R. D. 2000. *Bowling Alone*. New York: Simon & Schuster.
- Richmond, A. H. 1994. *Global Apartheid. Refugees, Racism, and the New World Order*. Toronto: Oxford University Press.
- Rutinwa, B. 1999. The end of asylum? The Changing nature of refugee policies in Africa. Geneva: EPAU, UNHCR.
- Skran, C. 1995. *Refugees in Inter-War Europe: The Emergence of a Regime*. Oxford: Clarendon Press.
- Stan, R. 2006. Improving the Management of Migration: How to decrease irregular migration, and strengthen public confidence in the Ministry of Labor. CPS-International Policy Fellowship Program, Open Society Institute.
- Todorova, M. 1997. *Imagining the Balkans*. New York-Oxford: Oxford University Press.
- Tuitt, P. 1996. *False Images: The Law's Construction of the Refugee*. London.
- Turton, D. & P. Marsden. 2002. Taking refugees for a ride? The politics of refugee return to Afghanistan. Kabul: Afghanistan Research and Evaluation Unit.
- Uslaner, E. 2002. *The Moral Foundations of Trust*. Cambridge: Cambridge University Press.
- van Selm, J. 2003. "Global solidarity: Report of a plenary session." In Joanne van Selm (ed.) *The Refugee Convention at Fifty: A View from Forced Migration Studies*. Lanham, MD.
- Verdirame, G. 1999. "Human Rights and Refugees: The Case of Kenya." *Journal of Refugee Studies* 12: 54-77.
- Voutira, E. 2004. "Ethnic Greeks from the Former Soviet Union as 'Privileged Return Migrants'." *Espace, Populations, Sociétés* (3): 533-544.
- Voutira, E. & B. Harrell-Bond. 2000. "'Successful' Refugee Settlement: Are Past Experiences Relevant?" In M. Cernea & C. McDowell (eds.), *Reconstructing Livelihoods*. Washington, D. C.: World Bank.
- Voutira, E. & B. Harrell-Bond. 2007. "In Search of Invisible Actors: Barriers to Access in Refugee Research." *Journal of Refugee Studies* (20): 281-298.
- Weiner, M. 1995. *The Global Migration Crisis: Challenge to State and to Human Rights*. New York.
- West, R. 1943. *Black Lamb Grey Falcon: A Journey Through Yugoslavia*. Phoenix Press.
- Zolberg, A. R., A. Suhrke & S. Aguayo. 1989. *Escape from Violence: Conflict and the Refugee Crisis in the Developing World*. New York: Oxford University Press.

Émergence des lieux du contrôle migratoire en Grèce. Lecture des nouveaux marqueurs frontaliers

Laurence Pillant

Université Harokopio et Université d'Aix-Marseille

La frontière fait l'objet de marquages plus ou moins visibles et spectaculaires en fonction du contexte dans lequel elle s'insère. Si les murs représentent le marquage le plus visible à l'échelle d'un espace frontalier (Piermay, Bigo & Bocco 2009), ils ne constituent qu'une partie des marqueurs existants. Les postes douaniers, les autorités de contrôle, les drapeaux nationaux ou supranationaux – européen par exemple – sont des marqueurs classiques de la frontière que les voyageurs rencontrent habituellement tout au long de leur pérégrination (Picouet & Renard 2007). Quand les frontières évoluent, ces marqueurs peuvent devenir des témoins et des éléments-clefs dans la compréhension de leurs changements. Les analyses de ces mutations sont construites sur la base de l'observation des caractéristiques frontalières tel que le contrôle des entrées et des sorties des individus du territoire national, caractère désormais non exclusivement localisé à la frontière entre deux États (Weber 2009). Les murs, les barrières, les postes douaniers et la présence militaire sont autant de marqueurs de discontinuité qui fondent l'espace frontalier. C'est l'identification et la localisation de ces éléments en dehors de ses espaces de prédilections qui ont permis aux auteurs cités ci-dessous d'évoquer leurs hypothèses quant à ces mutations. Ainsi les frontières européennes connaissent aujourd'hui

de grands changements : elles opèrent un déplacement – les frontières extérieures de l'Union européenne peuvent-elles désormais être localisées au Sahara ? (Brachet, Choplin & Pliez 2011) ; elles revêtent une dimension proactive et prédictive (Bigo 1997) ; elles se diversifient, elles sont internes ou externes, voire extérieures¹. Leurs formes territoriales se différencient, elles sont réticulaires (Clochard 2010), déterritorisées (Bonditti 2010) ou encore virtuelles (Ceyhan 2010). La frontière, cette « structure spatiale élémentaire, de forme linéaire, à fonction de discontinuité et de marquage » (Foucher 1991), connaît donc d'importants changements. Au point que même le lien entre souveraineté étatique et frontière est remis en question (Bigo 2011).

L'étude des marqueurs de la frontière en tant qu'objet de recherche permet donc d'appréhender les transformations frontalières à l'œuvre. Le douanier par exemple est le symbole même de la présence d'une frontière, mais son action façonne également le fonctionnement frontalier et sa présence éloignée de la frontière révèle une extension de celle-ci. L'espace frontalier est autant une zone de division que de contact, et les cibles et les riverains de ce contrôle réagissent de manière diversifiée à ces marqueurs. Les cibles du contrôle par exemple transforment à leur tour la frontière et son fonctionnement parce qu'ils réagissent à la présence du douanier. Ainsi « l'activité frontalière est déterminée par le régime de la frontière mais peut avoir à son tour une influence sur ce dernier » (Kolossoff 2005). Il faut donc considérer deux dimensions du marquage frontalier, et les considérer à la fois comme des outils et des objets de recherche.

C'est le cas tout d'abord de la dimension symbolique de ces marqueurs : par leur présence ils symbolisent l'appartenance du territoire à une ou plusieurs entités politiques et l'existence d'une fonction frontalière (le filtrage, la défense territoriale, etc.).

Au-delà de cette dimension symbolique, on notera l'aspect fonctionnel de ces marqueurs. Leur fonctionnement est révélateur de dynamiques à l'œuvre à différentes échelles, locale, nationale et

¹ Selon les accords de Schengen de 1985 et les textes de son application, l'espace Schengen comporte des frontières internes et externes.

européenne, et leur analyse permet une compréhension du contexte dans lequel ils se placent. La fonction de filtre² de la frontière traduit par exemple une dynamique à la fois grecque et européenne du contrôle migratoire. La fonction de défense territoriale traduit en revanche la persistance de tension entre Grèce et Turquie, et la présence d'un contrôle militaire à caractère strictement national.

C'est à partir de ces premières réflexions sur les marqueurs frontaliers que ce texte propose d'étudier le cas des îles de la mer Égée comme frontière gréco-turque et européenne. Les marqueurs frontaliers de ces espaces seront décryptés dans leurs formes héritées de l'histoire des relations gréco-turques et dans leurs formes nouvelles d'implantation des politiques du contrôle migratoire impulsé par l'UE, car ils sont à la fois les témoins et les conséquences des changements. L'attention portera particulièrement sur les lieux d'enfermement car ils sont emblématiques des mutations de ces espaces ces dix dernières années. Dans la mesure où marquer la frontière sous-entend une volonté en amont, un choix délibéré de la part d'acteurs de signifier la présence d'une fonction frontalière, il sera donc fondamental d'indiquer ici les éléments marqueurs mis en avant ou non, plus ou moins visibles, impliquant une réflexion sur le façonnement de ces lieux « par le haut » – à travers les législations, le droit, les autorités, etc. – et les réactions « par le bas » qui façonnent à leur tour ces mêmes espaces. Ces dernières composent des marqueurs procédant de la mobilisation d'une marge de manœuvre que les acteurs locaux peuvent investir. À travers la lecture de marquages frontaliers en mer Égée, ce texte propose d'apporter des éléments de compréhension concernant la production des territoires dans le contexte frontalier.

Dans un premier temps, le texte présentera les éléments du marquage frontalier à la fois comme hérités de l'histoire particulière de la région, mais aussi comme produit des dynamiques les plus contemporaines, pour en arriver aux transformations fonctionnelles de la frontière à l'œuvre aujourd'hui et à leur caractère symbolique. Le

² Cette fonction est définie comme le contrôle par les autorités grecques de chaque individu souhaitant se rendre en Grèce et se présentant aux points de franchissement frontalier officiels ou en dehors.

marquage des lieux de l'enfermement, leurs formes et leur nature en Grèce donneront lieu à une typologie qui permettra de questionner les enjeux de leur maintien. Au-delà du symbolique, le fonctionnement et la nature des lieux de rétention – marqueurs déterminant de la compréhension des frontières contemporaines – peuvent sembler révélateurs d'un contexte local, c'est ce que la troisième partie permettra de montrer avec l'étude de cas de la mer Égée.

L'accès filtré des étrangers au territoire national: une nouveauté à la frontière gréco-turque

Les contrôles frontaliers renforcés entre le Maghreb et les pays du Sud de l'Europe impliquent la modification des trajectoires migratoires vers le vieux continent et entraînent une nouvelle configuration à l'échelle méditerranéenne. La proximité de la plateforme stambouliote, tout comme les conflits au Moyen-Orient et en Afrique, semblent aussi avoir une influence sur les flux migratoires qui font aujourd'hui de la Grèce « une étape cruciale dans les trajectoires vers l'Europe » (Bathaïe 2009). Durant cette dernière décennie, les interfaces maritimes et terrestres de la frontière gréco-turque sont devenues des lieux d'entrée en Grèce pour des migrants venus d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient. Ces individus, qui franchissent la frontière de l'espace Schengen sans y être autorisés, font l'objet d'arrestations et d'enfermement le temps d'une procédure d'identification et de jugement provisoire concernant leur séjour en Grèce. Ce phénomène est relativement nouveau pour cet espace frontalier grec, longtemps coupé de la rive anatolienne en raison des rapports diplomatiques tendus entre les deux pays riverains. Dans ce contexte, les marqueurs frontaliers illustrent bien ici comme ailleurs les deux natures de cette ligne frontalière : nationale et européenne.

La frontière est d'abord ici marquée par l'histoire. Il s'agit du lieu de marquage du territoire par la souveraineté étatique qui exerce ses droits sur cette zone. Cela semble d'autant plus fort que les deux

États sont proches et que la frontière reste contestée³. C'est en raison de ce contexte que l'armée a longtemps été l'unique responsable de la surveillance frontalière face à la Turquie et qu'elle peut être considérée comme le principal acteur du marquage frontalier tout au long du 20^{ème} siècle. Malgré un traité de désarmement des frontières⁴ l'armée est toujours très présente⁵. Dans ce contexte, les marqueurs frontaliers se déclinent sur différents modes qui démontrent l'appartenance du territoire à la Grèce, mais aussi des éléments de la construction étatique, de sa délimitation et de sa souveraineté (Picouet & Renard 2007). Ces marqueurs sont les postes militaires disséminés le long de la côte faisant face à la Turquie et les rituels nationaux effectués dans cette région comme la levée hebdomadaire des drapeaux ou encore l'existence d'un « secret militaire » sur la zone⁶. La présence armée a pour objectif de prévenir toute intrusion ennemie sur le territoire grec et ses missions ne comprennent donc pas initialement le contrôle migratoire⁷. Ces marqueurs nationaux témoignent de la présence de l'État à ses frontières, ils en sont le symbole ; son aspect fonctionnel ne se manifeste qu'en cas de conflit avec le déploiement éventuel des forces armées. À ceux-ci se sont ajoutés très récemment des marqueurs frontaliers européens qui semblent relativement dissociés

³ Voir Pazarci 1986.

⁴ Ibid.

⁵ Les accords de désarmement signés lors du traité de Lausanne concernent la Grèce et la Turquie. La Grèce argumente le non respect de ces accords avec trois éléments. Premièrement, car la menace turque qui viserait les îles de la mer Égée concerne environ un tiers de la population grecque et par ailleurs le traité de Montreux (1936) annule ce traité de désarmement. Deuxièmement, la militarisation du Dodécanèse ne tombe pas sous le joug du traité de Lausanne du fait de son annexion post-traité. Pour finir la Turquie n'applique pas ces accords avec la militarisation des îles d'Imvros et Ténédos (Akgönül 2001).

⁶ Les images satellites et cartographies des régions frontalières gréco-turques ne sont pas facile à se procurer, de même que les effectifs de militaires, casernes, équipements et autres éléments relatifs à la présence militaire. Certaines zones ne peuvent être photographiées ou filmées. Cette dimension prohibitive des espaces frontaliers en Grèce de manière générale semble également être un argument confortable et souvent renvoyé au chercheur dans sa démarche d'enquête.

⁷ Issue d'une recherche de Master 2 effectuée en 2010.

des précédents, et qui concernent le contrôle du franchissement frontalier et ses conditions plutôt que la prévention d'un conflit et l'impossibilité de franchissement d'une frontière militarisée.

En 2000, la Grèce fait intégralement partie de l'espace Schengen, ce qui implique le strict contrôle des flux migratoires traversant ses frontières. Chaque individu doit être reconnaissable et officiellement autorisé à entrer dans un pays de l'espace Schengen. La frontière délimite par ailleurs un espace dans lequel un statut particulier est attribué aux individus ne pouvant attester administrativement leur identité et aux individus entrés dans cet espace sans autorisation⁸. Pour cela, des instruments de fichage ont été développés, introduisant et permettant le filtrage des individus à la frontière : les systèmes SIS I et II, Eurodac et VIS, constituant l'une des plus grandes bases de données de renseignements personnels en Europe (Ceyhan 2010). Ce type de technique tend à marquer l'individu par son identité administrative et à conditionner son droit à la circulation l'inscrivant ainsi, comme l'indique Giorgio Agamben⁹, dans un système européen de contrôle. Cela correspond à un marquage virtuel qui a parfois des conséquences concrètes sur le long terme¹⁰. Les personnes interpellées pour un motif de franchissement frontalier clandestin de la frontière gréco-turque doivent donc être identifiées et enregistrées dans une base de données à vocation européenne. De tels instruments deviennent des marqueurs de la dimension européenne et « schengénienne » de la frontière dans la mesure où tous les pays de l'espace Schengen en sont dotés.

⁸ Cela concerne les personnes qui n'ont pas de papiers d'identité lors de leur arrestation après franchissement frontalier clandestin et qui ne peuvent pas de ce fait attester leur identité.

⁹ Propos recueillis dans le documentaire grec intitulé « Lieux de vie, lieux des idées – Biopolitique » (Τοποι Ζωής, Τοποι Ιδεών – Βιοπολιτική), Άκης Γαβριηλίδης, Γιώργος Κατσαμπέκης και Λουκία Μανό.

¹⁰ Après avoir été enregistré dans ce type de fichier comme étant refoulé à une frontière, expulsé ou débouté, une demande de visa dans le pays d'origine sera systématiquement refusée. Les conséquences sont également importantes au sein de la régulation de Dublin II au travers de laquelle l'accès à l'asile est conditionné par le lieu d'arrivée.

En vertu de ces procédures, le migrant est interpellé et placé dans un lieu d'enfermement le temps de son inscription dans les fichiers cités précédemment. Ces lieux sont devenus les marqueurs d'une frontière européenne situés parfois même en dehors de l'espace Schengen et sont très largement emblématiques du contrôle migratoire (Ingrand & Perrouy 2005). Ils peuvent être considérés comme la territorialisation de la procédure d'identification des migrants ou encore la matérialisation des frontières de statuts (Cuttitta 2007). Les centres de rétention se sont ainsi multipliés en Europe du Sud ces dix dernières années et présentent des formes différentes selon les pays et les espaces de contrôle. Ils sont devenus un élément symbolique indissociable du contrôle migratoire européen. En zone frontalière, un nouvel acteur tel que Frontex (agence européenne de contrôle aux frontières extérieures de l'UE) est également un symbole fort et un véritable marqueur des frontières extérieures de l'Union. L'agence intervient avec des renforts venus d'autres pays d'Europe et a une visibilité qui est fonction du type d'action menée. Ainsi, les navires de patrouilles de gardes-côtes étrangers amarrés dans les ports des îles de la mer Égée sont plus visibles que les entretiens de recherche effectués auprès des migrants dans les centres de rétention par des officiers de la même agence. Malgré une visibilité contrastée, cet acteur est parfois lui aussi présent en dehors de l'espace Schengen, impliquant une certaine externalisation du contrôle migratoire européen. Il est devenu un symbole de la mise en place du contrôle migratoire sur les frontières de l'Europe ; c'est un outil communautaire parmi d'autres qui marque donc les frontières de l'Union et dont la présence est l'un des changements les plus tangibles de cette dernière décennie (Neal 2009). Par la présence de ces marqueurs, l'île de Lesbos s'est affirmée comme une frontière extérieure de l'Union européenne dans les années 2000¹¹. Elle arborait jusqu'alors une dimension nationale avec des signes tels que l'important contingent militaire, les statues rappelant les affrontements contre l'empire Ottoman, et les célébrations à la

¹¹ Le centre de rétention de Pagani a fermé en 2010 et les opérations Frontex semblent s'être largement réduites. Aujourd'hui, très peu d'individus franchissent la frontière à cet endroit.

gloire de la libération de la Grèce. À cela s'était ajoutée une dimension fonctionnelle européenne avec un centre de rétention, la présence de l'agence Frontex, et les équipements biométriques d'enregistrement de l'identité des étrangers interpellés pour motif de franchissement frontalier clandestin, qui représentent aujourd'hui des symboles de la politique migratoire de l'Union européenne à ses frontières.

Si ces marqueurs frontaliers nouvellement présents en mer Égée sont devenus des symboles de la dimension européenne du contrôle migratoire, de tels mécanismes traduisent localement des transformations contemporaines plus générales et observées sur d'autres frontières européennes. Ainsi la présence de nouvelles autorités de contrôle induit de nouveaux modes de gouvernance de l'État dans l'exercice de son pouvoir. Pour l'agence Frontex les autorités nationales grecques sont des partenaires¹² et l'établissement d'un bureau des opérations Frontex au Pirée montre l'importance des liens entre le pays et l'agence en matière de contrôle¹³. De plus, la présence d'une autorité européenne permet d'étendre la zone de contrôle effective de l'État et induit de nouvelles pratiques de coopération. L'agence Frontex aide les autorités grecques à couvrir une zone de contrôle élargie. Cette intervention nécessite la présence sur chaque navire étranger d'un agent des autorités nationales entraînant de ce fait de nouvelles manières de coopérer. Ces éléments transforment l'exercice du pouvoir de l'État sur son territoire et interroge plus globalement son positionnement dans un contexte pluriel dans lequel interfèrent différents acteurs – des agences intergouvernementales comme Frontex, des acteurs privés (agences de voyages, etc.) ou encore différents services de l'État – à des échelles multiples (Chevallier 2003). Cependant, comme le montrent certains chercheurs, l'État opère des transformations,

¹² Sur le site internet de Frontex, à la rubrique partenaires sont inscrits les autorités nationales au même titre que les pays tiers, les organisations internationales et diverses agences partenaires de l'Union européenne.

¹³ Ce bureau nommé FOO, Frontex operational office, a été officiellement inauguré en octobre 2010 (<http://frontex.europa.eu/news/frontex-operational-office-opens-in-piraeus-1ULoO9>)

notamment au sein du système européen, qui ne sont pas toujours synonymes de son retrait, mais qui posent la question de « sa pluralisation dans un contexte où s'impose de nouvelles formes de gouvernamentalité » (Abélès 2008).

Une autre transformation visible sur la frontière gréco-turque permet de s'interroger sur l'extension des frontières à de nouveaux espaces. Ce phénomène qui connaît un retentissement global en Europe est mis en valeur par les marqueurs frontaliers exposés précédemment (Cuttitta 2007 ; Clochard 2007 ; Weber 2009). Il permet d'évoquer la relocalisation de la frontière au sein du territoire national. Un local de garde à vue peut-il devenir un lieu de rétention assimilé à un maillon de la frontière européenne situé au cœur même d'un territoire national ? Ainsi, les centres de rétention peuvent participer à l'extension des caractéristiques frontalières en dehors de sa ligne de contrôle au sein du territoire grec. Au delà du symbole frontalier, ces nouveaux marqueurs – autorités et centre de rétention – montrent par leur existence et leur fonctionnement des transformations relatives à la nouvelle territorialité du contrôle migratoire qui s'observe partout en Europe.

Les nouveaux marqueurs, symboles d'un espace frontalier européen et national, illustrent des transformations en cours et montrent que le contrôle aux frontières revêt à présent une dimension plus globale. À cela s'ajoute la diffusion du phénomène de criminalisation des migrants – l'une des plus importantes transformations opérées en Europe dans la considération de l'étranger depuis les années 1970 (Atzert et al. 2004) – qui induit un contrôle aux frontières et au sein du territoire au nom de la sécurisation de la société (Bigo & Guild 2005). C'est dans ce contexte global qu'émergent des territoires de mise à l'écart pour les étrangers ayant franchi la frontière clandestinement, dont l'aspect symbolique est fort pour le contrôle migratoire. Nous l'avons vu précédemment, ces territoires peuvent être ici considérés comme des marqueurs frontaliers. Une typologie de ces lieux permettra de mettre en avant, par la description de leur fonctionnement, les dynamiques et les enjeux les concernant.

De l'institutionnalisation de la rétention à la mise à l'écart: typologie des lieux d'enfermement

Malgré la diversité des lieux d'enfermement, il semblerait que de grandes catégories se dégagent. Sans être exhaustive, cette typologie propose une base de réflexion et d'analyse des lieux d'enfermement en Grèce afin d'en comprendre les enjeux et les dynamiques. Trois catégories ont ainsi été définies pour ces marqueurs frontaliers : les lieux d'exception, les lieux institutionnels et les lieux de la mise à l'écart.

La première catégorie est la plus ancienne et concerne les lieux d'exception. Paradoxalement, ils sont la « norme » et sont beaucoup plus fréquents que les lieux institutionnels. Leur localisation et leur usage en tant que lieu d'enfermement dépendent des pouvoirs publics et des acteurs privés locaux dans la recherche temporaire de lieux pour l'enfermement des migrants. Leur localisation n'est pas normée et la nature du bâti varie de l'entrepôt, comme à Lesbos, à l'utilisation d'hôtels, comme dans le Dodécanèse. Leur balisage est quasiment inexistant ce qui rend leur visibilité contrastée. Les conditions de rétention et leur bien fondé sont encore discutées localement et plus globalement par des acteurs contestataires de dimension européenne voir internationale. Malgré leur vocation « temporaire », ils sont parfois devenus pérennes avec des améliorations progressives de leur équipement et peuvent ainsi devenir des lieux institutionnels. Ils sont légitimés et légalisés depuis peu avec la nouvelle loi 3907/2011¹⁴ et sa clause d'exception¹⁵. Leur légitimité repose sur des critères subjectifs

¹⁴ Transposition de la directive européenne de retour appliquée par la Grèce en janvier 2011.

¹⁵ Article 33 de la loi grecque (correspondant à l'article 18 de la directive européenne de retour) appelé situation d'urgence « Lorsqu'un nombre exceptionnellement élevé de ressortissants de pays tiers soumis à une obligation de retour fait peser une charge lourde et imprévue sur la capacité des centres de rétention d'un État membre ou sur son personnel administratif et judiciaire, l'État membre en question peut, aussi longtemps que cette situation exceptionnelle persiste, décider d'accorder pour le contrôle juridictionnel des délais plus longs que ceux prévus à l'article 30, paragraphe 2, et de prendre des mesures d'urgence concernant les conditions de rétention dérogeant à celles énoncées à l'article 31, paragraphe 1, et à l'article 32, paragraphe 2 ».

d'évaluation du nombre d'interpellations et de la capacité des autorités à y faire face. Ainsi les commissariats de province qui font office de lieux d'enfermement « temporaires » sont en mesure de déroger aux conditions de rétention prévues par la loi. La visibilité de ces lieux et leur localisation varient, ils ne sont pas toujours balisés et ne sont pas uniquement positionnés à la frontière, mais peuvent en être éloignés. Ces infrastructures « accueillent » les migrants le temps de l'établissement de la procédure administrative dans des conditions particulièrement difficiles. Ces lieux sont principalement présents dans la région d'Evros et à Athènes, zone majeure d'arrestation de migrants sans papiers. Ils sont présents en mer Égée depuis le début de l'accroissement des flux migratoires dans la zone et des interpellations, mais leur forme a varié avec le temps. En l'absence totale de loi pour les régir, ils illustrent une partie du rapport de force local.

L'édification de lieux d'enfermement représente une certaine difficulté dans la mesure où les sociétés locales peuvent être opposées à la présence de ces lieux dans leur voisinage. En 2010, la recherche d'un terrain pour implanter le nouveau centre de rétention à Lesbos illustre bien la lutte locale qui peut être menée contre la construction de ces infrastructures. Les propriétaires d'enseignes dans la zone commerciale d'Outza se sont battus pour ne pas accueillir ce centre dans leur voisinage, allant jusqu'à mobiliser la municipalité et la chambre de commerce contre la préfecture et le ministère de la protection des citoyens. Les raisons sécuritaires avaient été évoquées contre ce projet de centre. De manière contradictoire, concevoir les migrants comme des menaces à l'échelle européenne et nationale entraîne la création de lieux d'enfermement alors que localement cette conception des migrants comme un danger limite la construction de tel lieu.

La deuxième catégorie, celle des lieux institutionnels, est plus récente. Alors qu'une large diversité existe dans les lieux de rétention, ils sont de plus en plus normés. Leur construction suit un appel d'offre répondant aux standards européens qui implique la préparation du projet en amont de sa réalisation avec la recherche d'un terrain, la construction puis la finalisation. Ces lieux sont une étape à part entière

dans la procédure d'identification et de décision concernant le séjour des migrants ayant franchi la frontière clandestinement et ayant été interpellés. Ils affichent des marqueurs clairs et symboliques de leur dimension européenne et nationale avec notamment la présence de drapeaux européens et nationaux, références aux bailleurs de fonds et responsables des infrastructures. Ils sont munis d'équipements de surveillance et des signes explicites de leur caractère carcéral, comme des fils de fer barbelés. Ces lieux sont les nouvelles formes de contrôle migratoire qui sont intégrés aux territoires éloignés de la ligne frontière. Les entreprises qui y interviennent, par exemple pour l'entretien ou la restauration, sont généralement des entreprises privées. Les employés sont régulièrement, outre les intervenants privés, des travailleurs sociaux, des agents de services ou du personnel médical. Ces lieux nécessitent donc des dépenses régulières, une gestion complète et pérenne, et font appel à des acteurs locaux pour des missions relativement importantes. De manière générale, il y a une dynamique de contractualisation entre certains acteurs locaux et l'administration du lieu d'enfermement. L'intégration locale de ce type de lieux passe par la production d'un contrat entre l'acteur souhaitant intervenir au centre et l'acteur en charge du contrôle du lieu, ici la police. Cela concerne également les groupes locaux de soutien aux migrants qui doivent se constituer en association afin d'y intervenir dans un cadre officiel. À Samos, un groupe militant pour les droits des migrants s'est vu dans l'obligation de fonder une association pour entrer au centre. Cette catégorie de lieux inscrit l'enfermement dans une dimension pérenne et interroge leur bien fondé. Car ces lieux, bien qu'institutionnalisés, reposent sur une représentation particulière de la figure du « migrant clandestin ». En devenant des marqueurs de frontière officiels, ils conduisent moins à questionner le bien fondé de l'enfermement que l'amélioration des conditions de rétention, déplaçant ainsi le débat de la légitimité de cet enfermement – pourquoi ces personnes sont-elles la cible d'une mise à l'écart ? – à sa conditionnalité – dans quelles conditions ces individus sont-ils placés en rétention ?

La question des représentations attachées aux migrants par

les populations locales est apparue aussi importante pour la compréhension de la multitude des formes et des situations des lieux d'enfermement. La troisième catégorie est directement le fruit de ces représentations. Les lieux de la mise à l'écart sont des espaces inclus dans des infrastructures publiques ou à caractère public. Ils semblent être les plus impressionnants dans leur illégitimité et dans leur absence de statut. Ils démontrent très clairement le biais de la séparation entre individus avec ou sans papier, entre ceux autorisés de fait à pratiquer l'espace public et ceux qui ne le sont pas. De plus, ces lieux émanent tout particulièrement du regard porté par les sociétés sur les migrants dans la mesure où leur existence est légitimée par le danger potentiel que représenterait un individu étranger franchissant la frontière sans autorisation. À Samos, alors qu'aucun migrant n'a encore été malade ou porteur d'une épidémie susceptible de contaminer le personnel hospitalier, la direction décida de créer un lieu spécifique pour les examens médicaux des migrants. Leurs contacts avec le personnel hospitalier sont quasiment nuls, de même que les marqueurs de leur présence dans cet établissement. Aucun signe ne spécifie que ce lieu leur est réservé. Le caractère temporaire de la mise à l'écart est indéniable. Les migrants n'y restent que quelques heures mais y sont retenus pour des raisons de méfiance sanitaire ou sécuritaire. Les aéroports ou les ports sont un autre exemple. Ils sont des lieux de filtrage et de sélection majeurs qui possèdent le type de lieux d'enfermement institutionnalisés ou d'exception en leur sein ou dans leur voisinage. Mais ils sont également munis de locaux de mise à l'écart temporaire pour de courtes durées et très peu visibles. Ce sont des lieux de mise à l'écart dans la mesure où les migrants peuvent y être retenus par simple suspicion de la police. L'aéroport d'Athènes est un des espaces les plus sécurisés et contrôlés en Grèce et il comporte un lieu provisoire, parfois appelé le « bunker » par les migrants qui ont eu à le fréquenter. Les personnes y sont interrogées, leurs papiers d'identité et les raisons de leur voyage y sont strictement contrôlés.

Ces trois catégories ne sont pas exclusives. En revanche, elles permettent d'éclairer la nature de ces lieux et leur diversité. Si des

prises de décision à une échelle régionale et nationale fournissent un cadre d'établissement, ces lieux n'émanent pas des mêmes contextes locaux et montrent des différences notables. Ainsi, leur étude à une échelle plus fine peut aussi être révélatrice de dynamiques locales. La troisième partie introduira les interactions de ces marqueurs frontaliers avec leur environnement local. La relative nouveauté des lieux d'enfermement dans les îles de la mer Égée et de leur emprise territoriale permet l'étude de ces relations et des réactions qu'ils suscitent.

Les lieux d'enfermement: des marqueurs frontaliers révélateurs des contextes locaux

À travers une étude plus fine des lieux d'enfermement à l'échelle de la mer Égée, il apparaît que l'existence et la forme de ces lieux sont conditionnées par le contexte local et que la visibilité de ces lieux dépend de leur nature, lieux d'enfermement institutionnel, d'exception ou de mise à l'écart.

Les îles de l'Égée, Lesbos, Chios et Samos, ont connu les premières infrastructures rétentionnaires à la frontière maritime gréco-turque¹⁶. Bien que ces lieux d'enfermement soient le fruit d'une volonté européenne et nationale, leur façonnement et leur gestion dépendent peu de ces institutions. Dans leur fonctionnement et dans les réactions qu'ils suscitent, ces marqueurs frontaliers sont donc révélateurs de dynamiques autant locales que globales. Leur existence est en effet conditionnée par les transformations du cadre législatif présentées plus haut, mais leurs formes ne sont que peu régulées. Alors que la législation européenne prévoit l'arrestation des étrangers sans papier pour motif d'identification et d'expulsion, le cas échéant, des migrants entrés clandestinement et non admis sur le territoire

¹⁶ Certains lieux d'enfermement à la frontière gréco-turque terrestre dans la préfecture d'Evros ont été identifiés comme postérieurs aux lieux d'enfermement en mer Égée.

européen, elle précise, uniquement de manière très limitée¹⁷, la forme que leur rétention doit revêtir. Jusqu'à très récemment en Grèce ces lieux ne possédaient aucun règlement interne concernant leur mise en place ainsi que les conditions de rétention en leur sein¹⁸. L'échelle européenne est donc peu pertinente pour rendre compte de ces lieux dans leur complexité. En Grèce, la prise en charge de l'enfermement des migrants s'effectue à travers deux plans d'urgence de nature confidentielle qui comportent des instructions à suivre en cas de catastrophes naturelles ou d'autres incidents notoires. Les bureaux chargés de l'application de ces plans¹⁹ sont les cellules PSEA²⁰ internes aux préfectures²¹. Les données concernant la gestion et les actions de ce bureau sont confidentielles, ce qui implique une faible visibilité sur leur gestion. Ce cadre législatif ne précise aucunement les conditions de rétention et le ministère de l'intérieur effectue peu de contrôles locaux. La forme des lieux et leur gestion sont donc diverses selon leur localisation et elles sont laissées à l'initiative des autorités locales. Si la présence d'un lieu de rétention est bien le marqueur d'une frontière européenne (dans sa dimension symbolique), sa forme et son fonctionnement, qui renvoient à la dimension fonctionnelle de la frontière, dépendent donc des contextes locaux. Les terrains et les infrastructures utilisés pour l'enfermement illustrent bien cela

¹⁷ Dans la directive européenne de retour publiée au journal officiel de l'Union européenne en décembre 2008, l'article 16, chapitre IV, comporte 5 paragraphes concernant les conditions de rétention des migrants en attente d'une procédure d'expulsion. Cette directive ne fut votée qu'en 2011 et correspond à la loi 3907/2011 en Grèce. Elle n'est pas encore totalement appliquée.

¹⁸ Un nouveau texte de régulation est paru le 26 janvier 2012 concernant les centres de rétention et leur réglementation interne, comprenant notamment les structures et compétences des équipes intervenant et travaillant dans ces centres. Décision n°7001/2/1454-h, Gazette officielle 64 B'.

¹⁹ Ces deux plans s'intitulent *Balkano* et *Poseidonio*.

²⁰ ΠΣΕΑ/PSEA (Πολιτικής Σχεδίασης Έκτακτης Ανάγκης / Planification civile d'urgence). C'est un service présent dans l'ensemble des administrations grecques et qui est en charge de la gestion, en temps de paix, des situations d'urgence, indirectement ou directement, relatives à la défense nationale.

²¹ Cela a changé récemment avec la transposition de la directive de retour européenne en Grèce. Ce système a fonctionné jusqu'en 2011.

et confirment qu'il n'existe pas de procédure systématique de mise en place de ces lieux mais plutôt un arrangement local. Les terrains comme les infrastructures concédés ou loués aux préfectures pour l'établissement des centres de rétentions sont toujours de natures différentes. Ils peuvent être privés et loués dans le cas de l'entrepôt de Lesbos à Pagani, publics et concédés d'un ministère à une collectivité territoriale comme à Samos²², privés mais prêtés par l'Eglise comme le terrain à Mesrinidi (Chios) pour un centre de rétention en préfabriqué. L'émergence d'un lieu d'enfermement dépend donc autant des ressources locales mobilisables ainsi que de décision des préfectures.

Le caractère local et hétérogène des lieux d'enfermement se retrouve dans leur visibilité depuis l'espace public. En Grèce, ils ont un statut appelé Κ.Π.Δ²³ (Κέντρο Προσωρινής Διαμονής : Centre de séjour temporaire) et devraient faire l'objet d'une signalisation officielle en tant que bâtiment public. Cependant, contrairement aux signes du contrôle frontalier décrits plus haut, ces lieux de l'enfermement se font nettement plus discrets dans le paysage frontalier. Moins visibles, moins marqués, et surtout destinés à une unique catégorie de population, ces bâtiments se caractérisent par l'absence de signalisation ou d'indication sur la nature carcérale des lieux²⁴. Un tel constat renvoie au rapport émetteur/récepteur de signe. En effet, la question de la visibilité de ces marqueurs frontaliers par les populations locales semble être un enjeu important. Il a notamment été constaté que les « associations »²⁵ locales de lutte

²² Le terrain de la construction du centre de rétention de Samos appartient au ministère de la défense et a été prêté à la préfecture de Samos qui est désormais gestionnaire de cette parcelle qui n'est plus sous responsabilité du ministère.

²³ Jusqu'en 2011, la transposition de la directive européenne de retour change leur statut ; ils sont désormais des centres de premier accueil et sont différents des *removal centres* qui accueillent les migrants en instance d'expulsion.

²⁴ Le seul marquage aperçu concerne le centre de rétention de Chios situé à Mesrinidi qui comporte un panneau directionnel pour s'y rendre et un écriteau dans le centre désignant la nature du lieu.

²⁵ Les militants pour le droit des migrants ne sont pas toujours constitués en associations avec des statuts.

pour le droit des migrants se sont précisément constituées pour agir dans les premiers lieux d'enfermement et en relation avec l'émergence du phénomène migratoire dans ces îles²⁶. Dans le cas de Samos et Chios, c'est à la vue des conditions de rétention inhumaines dans des zones densément peuplées que les premières mobilisations se sont opérées. La rudesse des premiers lieux d'enfermement pour migrants se manifestait par les fenêtres murées, les barbelés et autres signes ostentatoires d'enfermement. Actuellement, l'absence d'affichage officiel et d'information concernant la localisation de ces lieux pourrait aussi être liée aux mauvaises conditions de rétention car ils seraient susceptibles de devenir des sujets de mobilisation pour la société civile locale. Il y a donc dans la visibilité de ces centres de rétention un enjeu au regard des réactions locales qu'ils pourraient susciter, car elles seraient susceptibles de transformer ou de menacer à leur tour le fonctionnement d'un tel dispositif.

Dans ces lieux, les associations n'ont pas un droit systématique d'entrée. En négociant leur accès, elles sont donc dans une position particulière qui ne leur permet pas toujours de dénoncer de mauvaises conditions de rétention ou de mauvais traitements, risquant ainsi de s'en voir refuser l'accès. À l'inverse, lorsqu'elles ne peuvent entrer dans ces lieux, elles utilisent parfois des marqueurs explicites révélateurs de la présence d'activité d'enfermement tel que des photographies et vidéos postées sur des sites internet²⁷ afin de dénoncer cet enfermement. Cela entraîne la production d'images fortes et symboliques transmises par de nombreux moyens de communication²⁸ afin de les dénoncer. Il en résulte un grand nombre de rapports sur les différents lieux de rétention et leur condition, qui traduisent systématiquement un discours concernant les manquements aux droits de l'Homme qui y sont observés. En l'absence de réglementation sur l'entrée des associations dans les lieux de rétention, celles-ci dépendent du bon vouloir des autorités, ce qui, dans une certaine mesure, peut conduire à des formes d'autocensure

²⁶ Observation issue d'une recherche de Master 2 effectuée en 2010.

²⁷ Voir notamment les sites suivants : <http://www.lathra.gr/> et <http://w2eu.net/>.

²⁸ Les informations transmises peuvent l'être de différentes manières par l'intermédiaire de blogs, de journaux, d'ONG et de rapports concernant ces lieux.

ou à l'inverse une dénonciation plus appuyée. À Lesbos, les membres du groupement de citoyens intervenant au centre de Pagani n'ont pas toujours pu dénoncer l'ensemble des abus recensés ces dernières années²⁹, de peur de se voir retirer l'autorisation d'entrée. La marge de manœuvre de ces derniers varie donc elle aussi en fonction du contexte local. Pour les acteurs qui souhaitent la fermeture des lieux de rétention, la question de la visibilité est centrale tant la forme de ces lieux d'enfermement et le respect des droits de l'Homme semble en lien avec la question de leur visibilité. En d'autres termes, un camp de fortune³⁰ serait moins signalé qu'un centre de rétention récemment construit ; il y aurait donc un gradient de marquage en fonction de la nature du lieu d'enfermement, depuis la complète absence de signe dans le cas des camps de fortune (lieu d'exception) à une certaine visibilité dans le cas des centres de rétention (lieu institutionnalisé). Il est notable que l'institutionnalisation et la rationalisation de l'enfermement des migrants s'accompagnent de marqueurs. Le camp de fortune de Pagani n'arbore aucun drapeau ni signe révélant une quelconque utilisation du lieu comme camp d'enfermement. En revanche, au centre de rétention de Samos flottent des drapeaux de la Grèce et de l'Union européenne et le centre de Chios possède des panneaux de signalisation ainsi qu'un écriteau expliquant la nature du lieu. Ces signes institutionnels implantés volontairement ou pour des raisons purement administratives – cela peut être uniquement un souci de visibilité des bailleurs de fonds – alimentent l'aspect symbolique des marqueurs frontaliers, tout en provoquant de nouvelles réactions. Ces lieux évoluent et connaissent des changements fréquents comme en témoigne un nouveau règlement émanant de la transposition de la directive européenne de retour qui vient d'être publié en janvier 2011 et entraîne une standardisation et une institutionnalisation de ces lieux³¹.

²⁹ Propos issus d'un entretien effectué à Lesbos en avril 2010 auprès d'un des intervenants au centre.

³⁰ Voir Saint-Saëns 2004.

³¹ Les normes internes et architectures globales y sont précisées. L'article 20 de ce texte comporte notamment les dimensions que doivent revêtir les différents bureaux et lieux prévus dans le centre, comme un secrétariat, un local de visite, un lieu de confinement, etc.

Par leur présence, ces lieux d'enfermement marquent la zone frontalière de manière forte et croissante ces dernières années. En revanche, l'absence de signe officiel entraîne un contraste qui nous semble révélateur de l'absence de consensus qui entoure leur existence, et d'un manque d'officialisation de la part des acteurs institutionnels. Au-delà du caractère symbolique des nouveaux marqueurs frontaliers, leur fonctionnement, les réactions qu'ils suscitent et les changements qu'ils induisent sont significatifs des dynamiques et des rapports de force locaux. Si les anciens camps ne comportaient aucun signe ostentatoire « officiel », les nouveaux centres de rétention affichent des drapeaux comme tous les édifices publics. Les prochains porteront peut-être des écriteaux qui précisent le statut de l'établissement comme c'est déjà le cas à Chios. Cette évolution semble bien marquée par le processus de mise aux normes et de standardisation des conditions de rétention qui se manifeste dans l'aspect même de ces lieux. Mais dans quelle mesure cette évolution implique-t-elle aussi une normalisation de l'usage de l'enfermement?

Les transformations à l'œuvre impliquent des modifications plus profondes que la simple addition de signes particuliers à ces lieux, et entraînent une redistribution des rôles et de nouveaux rapports de force entre acteurs. Cela interroge notamment la nature de l'insertion et de l'interaction de ces lieux émergeant avec la société qui les entoure. Les marques que les lieux peuvent laisser dans la société sont un des enjeux de l'existence de telles infrastructures. Le degré de marquage de la frontière diffère ainsi selon les espaces dans lesquels les lieux d'enfermement prennent place mais aussi en fonction des émetteurs et des récepteurs de ces marqueurs. À la frontière, il y a une accentuation des signes de la fonction de filtre, qui trie et divise ceux qui ont le droit de séjourner en Grèce et les autres, ceux qui peuvent franchir les frontières de manière régulière ou non. Les marqueurs de cette fonction sont notamment l'augmentation de la diversité des acteurs du contrôle et de leurs équipements. La visibilité et la localisation de ces acteurs et des lieux de contrôle dépendent encore des rapports de force et des représentations locales projetées sur les migrants et sur le danger dont ils seraient potentiellement porteurs.

L'enfermement n'est pas une nouvelle réponse à la question de la gestion du phénomène migratoire. En revanche, les formes de plus en plus marquées visuellement de l'enfermement entraînent des réflexions sur la légitimité de tel processus et leur pérennité notamment avec leur institutionnalisation. Nous n'allons pas vers une disparition de l'enfermement des migrants, mais vers des formes toujours plus visibles, légales et légitimées de leur mise à l'écart. Cette augmentation des marquages en est une conséquence mais peut-être également une cause. L'intégration progressive de lieux d'enfermement et de contrôle dans le paysage national et européen n'entraîne-t-elle pas une justification en soi de l'existence de ces lieux et de leur durabilité en tant que système de contrôle migratoire? Est-ce que les lieux de contrôle en général ne sont-ils pas devenus une évidence difficilement contestable ? Et ceci au point que les débats ne portent plus que sur la localisation d'un nouveau centre de rétention ou les conditions de l'enfermement en son sein et non plus sur sa nécessité.

Références citées

- Abélès, M. 2008. *Anthropologie de la globalisation*. Paris: Payot.
- Akgönül, S. 2001. *Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques?* Istanbul: Institut français d'études anatoliennes.
- Atzert, T., S. Mezzadra, Y. Moulier Boutang, I. Saint-Saëns & R. Sanchez. 2004. "Frontières et fronts : chaînes migratoires." *Multitudes* 19: 9-16.
- Bathaïe, A. 2009. "La Grèce, une étape cruciale dans le parcours migratoire des Afghans depuis la frontière iranienne jusqu'en Europe." *Méditerranée* 113: 71-77.
- Bigo, D. 1997. "La recherche proactive et la gestion du risque." *Déviance et société* 21 (4): 423-429.
- Bigo, D. 2011. Frontières, territoire, sécurité, souveraineté *Ceriscope*.
- Bigo, D. & E. Guild. 2005. *Controlling Frontiers: Free Movement into and within Europe*. Aldershot: Ashgate.
- Bonditti, P. 2010. L'Europe : tracer les individus, effacer les frontières.

Ceriscope.

- Brachet, J., A. Choplin & O. Pliez. 2011. "Le Sahara entre espace de circulation et frontière migratoire de l'Europe." *Hérodote* 142: 163-182.
- Ceyhan, A. 2010. "Les technologies européennes de contrôle de l'immigration : vers une gestion électronique des « personnes à risques »." *Réseaux* 159: 131-150.
- Chevallier, J. 2003. "La gouvernance, un nouveau paradigme étatique ?" *Revue française d'administration publique* 105-106: 203-217.
- Clochard, O. 2007. *Le jeu des frontières dans l'accès au statut de réfugié : une géographie européenne d'asile et d'immigration*. Thèse de doctorat, Géographie, Université de Poitiers, Poitiers.
- Clochard, O. 2010. "Le contrôle des flux migratoires aux frontières de l'Union européenne s'oriente vers une disposition de plus en plus réticulaire." *Carnets de géographes* 1: 1-18.
- Cuttitta, P. 2007. "Le monde-frontière. Le contrôle de l'immigration dans l'espace globalisé." *Cultures et conflits* (68): 61-84.
- Foucher, M. 1991. *Fronts et frontières : Un tour du monde géopolitique*. Paris: Fayard.
- Ingrand, C. & P.-A. Perrouy. 2005. "La diversité des camps d'étrangers en Europe : présentation de la carte des camps de Migreurop." *Cultures et conflits* (57): 71-90.
- Kolossov, V. 2005. "Étude des frontières approches post-modernes." *Diogène* (210): 13-27.
- Neal, A. W. 2009. "Securitization and Risk at the EU Border: The Origins of FRONTEX." *Journal of Common Market Studies* 47 (2): 333-356.
- Pazarci, H. 1986. "Le contentieux gréco-turc en mer Égée." *CEMOTI* (2-3): 67-85.
- Picouet, P. & J.-P. Renard. 2007. *Les frontières mondiales: origines et dynamiques*. Nantes: Editions du Temps.
- Piermay, J.-L., D. Bigo & R. Bocco. 2009. "Logiques de marquage : murs et disputes frontalières." *Cultures et conflits* (73): 7-13.
- Saint-Saëns, I. 2004. "Des camps en Europe aux camps de l'Europe." *Multitudes* 19: 61-71.
- Weber, S. 2009. "D'un rideau de fer à l'autre : Schengen et la discrimination dans l'accès à la mobilité migratoire." *Géocarrefour* 84 (3): 163-171.

De Cos à Bodrum, d'Izmir à Rhodes. Mobilités transfrontalières entre la Grèce et la Turquie chez les musulmans de Cos et de Rhodes

Kira Kaurinkoski

Introduction

Les frontières nationales sont des espaces poreux et complexes, marqués par le pouvoir symbolique et matériel des États nationaux, mais aussi par des champs de contestation où les groupes locaux, nationaux et internationaux négocient les relations de subordination et de contrôle (Wilson & Donnan 1998 : 10, 21). L'État contemporain doit faire face à un double défi : concilier l'ouverture aux investissements et la circulation des personnes et des marchandises avec des aspects sécuritaires. En d'autres termes, il doit assurer le bien-être économique, mais aussi la sécurité de ses citoyens. Cependant, le contrôle exercé par les gouvernements est limité, et souvent les États ne sont pas en position d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Comme cela a été noté par de nombreux sociologues politistes, l'État n'est pas monolithique, et il ne parle jamais d'une seule voix. Il s'agit plutôt d'un appareil complexe, qui fonctionne à plusieurs échelles, avec des annexes différentes souvent en position de conflit l'une avec l'autre (Samers 2010 : 180-181).

De la même manière, à cause de leur nature liminale et souvent contestée, les espaces frontaliers sont fréquemment caractérisés par des identités changeantes et multiples. Les populations qui habitent

dans ces régions sont, pour leur part, les citoyens d'un Etat au sein duquel elles sont souvent appelées à donner sens à leur expérience de vie à la frontière (Wilson & Donnan 1998 : 13). La frontière entre la Grèce et la Turquie est aujourd'hui la frontière extérieure de l'Union européenne ou la frontière d'une « Europe virtuelle » selon l'expression de Marc Abélès (Abélès 2000). Cela signifie-t-il que la Grèce est devenue à cette occasion un État « forteresse » et difficile d'accès ?

Cet article examine les mobilités transfrontalières chez les musulmans de Cos et de Rhodes. D'une part, il s'agira de présenter la manière dont le changement des régimes politiques a pu altérer les modalités de traversée et de contrôle des frontières dans cette région. D'autre part, l'objectif est de voir comment le changement du contexte politique a affecté les représentations collectives, les perceptions de l'altérité et les pratiques frontalières entre ces deux pays dans une région où le souvenir du passage et de la coopération transfrontalières persiste chez les personnes d'un certain âge.

Méthodologiquement, cet article repose sur un travail de terrain ethnologique et des entretiens semi-structurés conduits auprès des populations des deux côtes de la mer Égée, plus précisément, sur les îles de Cos et de Rhodes dans le Dodécannèse, et à Bodrum et Çeşme en Turquie occidentale¹. Ma décision de faire du terrain des deux côtés de la frontière s'inscrit dans une démarche qui souligne l'importance de la collecte des récits ethnographiques sur plusieurs terrains. Il s'agit d'une stratégie textuelle et méthodologique qui permet de poser la question de l'articulation des perspectives locales avec des processus globaux (Marcus 1986 : 166, 171, 193). Le but sera d'identifier les nuances au sein de « l'abstraction communément

¹ Mes premières enquêtes de terrain sur l'île de Cos (octobre 2008) furent effectuées avec un financement de l'École française d'Athènes. Les enquêtes de terrain suivantes à Cos (septembre 2010, mai 2011), à Rhodes (septembre, novembre 2010) et en Turquie occidentale (mai 2011) ont été effectuées dans le cadre du projet BALKABAS, soutenu par le programme « Jeunes chercheurs » de l'Agence nationale de la recherche entre 2008 et 2011 (ANR-08-JCJC-0091-01). Les noms de personnes évoqués dans le texte sont fictifs.

appelée culture grecque » (Loizos 1994 : 78) à l'intérieur de l'État grec, mais aussi en Méditerranée et, plus particulièrement, dans la région égéenne.

1. Les Turcs de Cos et de Rhodes: des sujets ottomans aux citoyens grecs

Cos et Rhodes sont les principales îles du Dodécanèse et les plus importantes sur les plans administratif, démographique et économique. À l'époque médiévale, les îles du Dodécanèse appartenaient à l'Ordre de Saint-Jean (1309-1522) avant de passer à l'Empire ottoman en 1522. En 1912, après une guerre entre l'Empire ottoman et l'Italie, elles passèrent à l'Italie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elles furent d'abord occupées par l'Allemagne, puis mises sous la tutelle des Anglais en 1945. Il s'agit de la dernière région incorporée à la Grèce en 1947².

L'histoire mouvementée de Cos et de Rhodes se reflète non seulement dans leurs monuments, mais dans leur population. Aujourd'hui, la grande majorité est grecque orthodoxe, mais on trouve aussi des musulmans d'origine turque ainsi qu'un petit nombre de catholiques romains et de luthériens. Depuis les années 1970, Cos et Rhodes ont accueilli un nombre important de résidents étrangers et, par la suite, des migrants économiques et des réfugiés.

La présence des Turcs ou des « musulmans³ » de Cos et de Rhodes remonte à 1522 : ils commencèrent à s'y installer en tant que sujets de l'Empire ottoman. À la fin du XIX^e siècle, durant le siège de Crète, un nombre significatif de musulmans crétois (pour la plupart

² Après une Guerre d'indépendance le royaume de Grèce fut reconnu par le Sultan par le Traité d'Adrianople du 14.9.1830. L'État grec bénéficia par la suite du rattachement d'autres territoires : les îles ioniennes furent rattachées à la Grèce en 1864, la Thessalie en 1881, l'Épire, le Sud de la Macédoine, la Thrace occidentale, la Crète et les îles proches du littoral turc en 1913, le Dodécanèse en 1947.

³ Dans cet article, je fais un usage parallèle des expressions « musulman » et « Turc de Cos et de Rhodes ».

hellénophones) les rejoignit. Pendant l'administration italienne (1912-1943), les musulmans furent reconnus comme une minorité religieuse qui avait le droit d'élire ses propres conseils. Après l'incorporation du Dodécanèse à l'État grec en 1947, la grande majorité acquit la citoyenneté grecque. Même si les musulmans du Dodécanèse ne furent pas reconnus comme une minorité *de droit* puisqu'ils ne furent pas considérés comme une catégorie bénéficiant de la protection du Traité de Lausanne, un statut spécial fut reconnu pour les *vakıfs* et les écoles turques (Kurban & Tsitselikis 2010 : 7 ; Georgalidou 2004).

Depuis 1972, tous les élèves poursuivent leur scolarisation dans des écoles publiques grecques. La langue turque est principalement utilisée pour la communication orale au sein de la communauté. Aujourd'hui, le nombre de personnes d'origine turque est estimé à 1500-2000 à Cos et à 3000-3500 à Rhodes. Malgré un grand nombre de similitudes, il y a aussi des différences entre les deux communautés, en particulier en ce qui concerne leur dispersion dans l'espace insulaire, les stratégies de mariage et le maintien des traditions⁴.

Les musulmans d'origine crétoise constituent un sous-groupe aujourd'hui peu nombreux. À Rhodes, beaucoup habitaient dans le village de Kritika, situé sur le littoral en dehors de la ville de Rhodes, où l'on trouve encore une mosquée et un cimetière musulman. Dans le passé les mariages entre les musulmans turcs et les musulmans crétois étaient rares. Avec le temps, aussi bien les uns que les autres se sont dispersés dans l'espace insulaire, leurs stratégies de mariage se sont diversifiées et les frontières entre les groupes sont devenues plus poreuses.

Dans l'ensemble, les Turcs de Cos et de Rhodes constituent une population jeune. Les jeunes hommes font leur service militaire en Grèce. Traditionnellement, beaucoup travaillaient dans l'agriculture et l'élevage. Aujourd'hui, la grande majorité travaille pour son compte, principalement dans les domaines de l'agriculture et du tourisme. Certains occupent des positions peu prestigieuses dans la sphère publique, par exemple dans les services de propreté. Parmi ceux qui ont fait des études universitaires, un petit nombre occupe

⁴ Sur les communautés musulmanes de Cos et de Rhodes, voir, par exemple, Kaurinkoski 2011, 2012 ; sur les musulmans de Rhodes, Georgalidou 2003, 2004.

des positions dans l'administration publique ou l'éducation nationale. Certains d'entre eux travaillent dans des banques ou ont ouvert une école de langue privée. Ce sont les signes d'une évolution qui se poursuit ces dix dernières années.

Depuis la deuxième moitié des années 1990, d'importants changements ont eu lieu dans la société et la politique grecques. Dès lors, un nombre croissant de musulmans de Cos et de Rhodes poursuivent leur éducation dans des écoles secondaires et plus tard dans des universités grecques. Parallèlement, le fait d'étudier en Turquie n'est plus incompatible avec des possibilités de carrière et une vie de qualité en Grèce. Les transformations du rapport au reste de la société grecque sont également marquées depuis la seconde moitié des années 1990 par l'amélioration de la situation des musulmans dans l'armée⁵ et par celui du dynamisme associatif.

En 2000, des associations locales musulmanes furent fondées à Cos et à Rhodes. Il s'agit d'associations culturelles et éducatives des personnes d'origine turque. Les questions principales au programme de ces associations concernent l'institutionnalisation de la langue turque et de l'islam dans les écoles où un nombre important d'élèves est d'origine turque. Aussi, des questions relatives à la gestion des *vakıfs*. La religion demeure un facteur distinctif. À Cos, les mariages mixtes entre les hommes grecs orthodoxes et les femmes musulmanes d'origine turque constituent encore une exception (Kaurinkoski 2012).

2. Réflexions sur les mobilités transfrontalières chez les musulmans de Cos et de Rhodes

Dans ces communautés, les liens avec la Turquie ont toujours été importants pour des raisons économiques, politiques et sécuritaires. Dans beaucoup de cas, en particulier dans la première moitié du xx^e

⁵ Jusqu'en 1998, les musulmans n'étaient pas exemptés du service militaire en Grèce. Toutefois, ils devaient subir toutes sortes de discriminations. Par exemple, on ne leur donnait pas d'arme pendant leur service ; dans la plupart des cas, ils étaient appelés à effectuer des tâches auxiliaires.

siècle, l'émigration fut motivée par des considérations économiques. Ahmet, né à Bodrum dans les années 1920 de parents crétois, m'a fait part de son expérience. Le père d'Ahmet était né en Crète ; il a quitté son île natale pour Cos avant de s'installer à Bodrum. Sa mère était d'origine crétoise, mais ne parlait pas le grec. Elle l'a appris plus tard, dans le quartier crétois de Bodrum. Dans la famille, il y avait cinq enfants : trois garçons et deux filles. Ahmet a épousé une femme turque de Turquie avec laquelle il a eu trois enfants : un garçon et deux filles.

Le père d'Ahmet était pêcheur d'éponge. Ahmet a pratiqué plusieurs métiers (la pêche, le commerce, la restauration, etc.) avant de s'installer pour son compte dans le domaine de la restauration. Aujourd'hui, le restaurant d'Ahmet se trouve dans le quartier central et touristique de Bodrum, à deux pas du lieu où Ahmet est allé à l'école. On y sert des plats turcs « que l'on trouve partout en Turquie ». Le fils d'Ahmet a fait ses études à Izmir et il habite aujourd'hui à Bodrum où il travaille dans le commerce. Parmi ses huit petits-enfants, trois font leurs études à Constantinople (Istanbul) et à Smyrne (Izmir). Les autres vont encore à l'école. Toute la famille habite le quartier crétois de Bodrum.

Au soir de sa vie, Ahmet se définit fièrement comme Crétois, mais aussi comme Turc, alors qu'il considère que la Turquie est son pays. Il a visité l'île natale de son père, la Crète, et prend plaisir à parler le « crétois ». Dans leur quartier, ils sont encore cinq ou six vieux qui parlent le « crétois ». Le soir après le travail, ils se retrouvent au café. À la maison, ils parlent turc. Il n'a pas pu transmettre sa langue d'origine à ses enfants. Maintenant, ils lui demandent « pourquoi tu ne nous a pas appris ta langue ? » Il dit qu'il avait beaucoup de travail. Il partait à quatre heures le matin, il rentrait à onze heures le soir. Peut-être qu'il y avait aussi une autre raison. Quand il a commencé l'école, il parlait seulement le « crétois ». C'est seulement à l'école qu'il a appris le turc. Il se souvient d'avoir été puni parce qu'il parlait grec à l'école. Dans la Turquie de son temps, il valait mieux parler la langue nationale et montrer une identité nationale bien définie.

À l'occasion de nos rencontres, Ahmet m'a fait part de ses souvenirs, en particulier à propos des contacts transfrontaliers entre Cos et Bodrum.

« Dans le passé, il y avait beaucoup de pauvreté. C'était mieux ici [à Bodrum]. Presque tout le monde était pêcheur. D'autres travaillaient dans les champs ou avaient des animaux. Il n'y avait pas d'autres travaux. À l'époque, Bodrum avait 5 000 habitants. [...] Puis pendant la guerre [la Seconde Guerre mondiale], beaucoup de Grecs sont passés par ici, environ 2000 personnes. [...] Les avions allemands passaient ici, bombardaient Cos. Ici on n'avait pas de guerre. Certains sont restés plus d'un an. À l'époque on vivait tous ensemble. Les gens s'aidaient les uns les autres. Ce n'était pas comme aujourd'hui. »

« Entre la Grèce et la Turquie, la mer était ouverte. Dans les îles, deux-trois personnes se mettaient d'accord, prenaient un bateau et venaient ici. Il y avait des soldats aux postes frontières, sans ça, on passait librement. On allait en face tous les jours. À l'époque, il y avait beaucoup de poisson, un grand marché d'éponge. Ici, on faisait la pêche puis on vendait notre produit aux Grecs, en face ou à mi-chemin. Les Grecs, ils étaient tous commerçants. Ils achetaient le poisson et l'éponge chez nous, puis les revendaient. »

« En 1947 est venue la Grèce. A l'époque encore, on passait en face avec un laissez-passer, sans passeport. Avant, il n'y avait pas d'hôpital à Bodrum, souvent on allait à Cos pour se soigner. Avec l'entrée de la Grèce dans la CEE, la frontière avec la Grèce s'est fermée. On a instauré un régime de visa. C'est devenu difficile de passer en face. Après cette date peu de gens sont venus ici. »

Avec la crise chypriote, l'émigration est souvent devenue une solution face à l'insécurité que les personnes d'origine turque éprouvaient en Grèce. Selon mes informateurs, les années 1960-1970 furent particulièrement difficiles pour les musulmans de Cos et de Rhodes, dont les magasins, les champs et le bétail ont subi

des attaques. Dans les domaines de l'éducation et de la santé, la discrimination continua aussi plus tard. De fait, l'incorporation du Dodécanèse à l'État grec et le conflit de Chypre, qui prit la forme d'une confrontation militaire en 1974 poussèrent un grand nombre de personnes d'origine turque à partir en Turquie.

Parallèlement, dans les années 1960 et 1970, un petit nombre est parti en Europe occidentale à la recherche du travail ou pour y faire des études. Parmi les couches supérieures, un certain nombre a investi dans la propriété foncière en Turquie depuis les années 1970. Beaucoup marièrent leurs filles en Turquie. Parmi ceux qui firent leurs études en Turquie, un nombre limité a décidé de revenir dans les îles grecques. Cela s'explique facilement par la non-reconnaissance des diplômes turcs en Grèce jusqu'en 1994, et par la difficulté de trouver un emploi correspondant à ses qualifications.

En règle générale, en quittant la Grèce, les personnes d'origine turque perdaient leur citoyenneté grecque et dans beaucoup de cas aussi leur propriété. D'après l'article 19 du code national grec (Loi 3370/1955), « Un citoyen grec d'origine non grecque qui a quitté le territoire grec sans intention de retour peut être déclaré comme ayant perdu sa citoyenneté grecque ». L'article 19 demeura en vigueur jusqu'en 1998 et servit de base légale pour l'élimination de la citoyenneté grecque d'environ 60 000 personnes. Parmi ces derniers, la grande majorité était constituée de musulmans de Thrace, mais environ 4 000 personnes d'origine turque de Cos et de Rhodes auraient également perdu leur citoyenneté grecque de cette manière. Par la suite, la plupart acquirent la citoyenneté turque, ou éventuellement une autre citoyenneté, tandis que certains restèrent apatrides (Kaurinkoski 2012).

Né à Cos, Mustafa a fini l'école primaire et a fait son service militaire en Grèce. À Cos, il travaillait dans un hôtel. En 1978, avec sa femme, une turque de Cos comme lui, ils se sont installés à Bodrum. Sa femme avait de la famille à Bodrum ; les parents et les frères de Mustafa sont restés à Cos. Trois ans après leur arrivée en Turquie, tous les deux ont perdu leur citoyenneté grecque. Au Consulat général grec d'Izmir, on leur a dit que cette perte de citoyenneté était due au fait

qu'ils habitaient la Turquie depuis trois ans. Plus tard, ils ont obtenu la citoyenneté turque. A Bodrum, Mustafa a travaillé comme chauffeur de taxi, sa femme comme enseignante d'école. Leurs enfants ont été scolarisés et ensuite mariés à Bodrum.

Il n'est donc pas étonnant de constater que chez les musulmans de Cos et de Rhodes, beaucoup ont de la famille de deux côtés de la frontière, en Grèce et en Turquie. À Bodrum, il y a aujourd'hui environ 300 ressortissants de Cos : des personnes d'origine turque et des Crétois de Cos. Une association d'amitié et de coopération Bodrum-Cos fut fondée en 2004. D'autres se sont installés dans de grandes villes, à Izmir, Karsiyaka, Nazilli et Istanbul. Parmi ces derniers beaucoup avaient un métier et se sont donné pour but d'assurer une bonne éducation pour leurs enfants. D'autres sont partis en Anatolie pour travailler dans le tabac ou dans le coton. Selon les habitants de Bodrum, à l'issue de ces processus migratoires, certains se sont « enrichis », d'autres sont devenus encore plus pauvres. Plus tard, certains ont regretté d'être partis.

Dans les années 1990, Bodrum a connu un développement touristique soutenu. Aujourd'hui, il s'agit d'une ville de 30 000 habitants permanents renommée pour son port de plaisance, sa vie nocturne et ses restaurants. Beaucoup de Turcs aisés et d'étrangers possèdent une résidence secondaire dans la ville et ses environs. L'été, elle est envahie par les touristes : surtout des Anglais, des Hollandais, des Allemands, des Russes, des Français et des Italiens. En revanche, il n'y a pas beaucoup de Grecs. Selon les représentants du secteur touristique, « ils viennent surtout les jours de marché, mardi et vendredi. Ils arrivent le matin et repartent à quatre heures. En été, il y a plusieurs bateaux pour Cos. D'autres aiment bien Bodrum et viennent pour quelques jours ».

Dans les agences de tourisme locales, on propose des excursions à Cos et à l'intérieur des terres, mais il semblerait que peu de Turcs se rendent en Grèce mis à part ceux qui ont le passeport vert ou européen. D'autres catégories de voyageurs turcs ont toujours besoin d'un visa, difficile à obtenir car il faut avoir une invitation de son hôte et faire la preuve de disposer de moyens suffisants. Ces conditions

s'appliquent aussi pour les visites des délégations et des associations. Les musulmans turcs de Cos et de Rhodes qui ont été déchus de leur citoyenneté grecque et habitent en Turquie pouvaient, jusqu'à la fin des années 1990, demander un visa pour le monde entier, mais pas pour leur lieu d'origine. Dans leur cas, l'interdiction de voyage en Grèce est restée en vigueur pendant vingt ans. Les exemples de cas tragiques ne font pas défaut. À Rhodes, on m'a rapporté l'histoire d'une fille qui a pris le bateau en Turquie pour se rendre à Rhodes et voir ses parents âgés et mourants. On l'a laissée venir jusqu'à la douane. Après, on l'a forcée à réembarquer sur un bateau pour la Turquie.

3. Les pratiques de la frontière entre Grèce et Turquie dans le contexte contemporain

Depuis 1999 on constate une amélioration dans les relations entre les deux pays et dans les relations entre l'Union européenne et la Turquie de manière plus générale. Une des manifestations de ce changement eut lieu pendant les tremblements de terre, d'abord en Turquie en août 1999, ensuite en Grèce en septembre 1999, où les populations des deux pays firent preuve de « diplomatie civique », aidant chacune les victimes du pays voisin (Gundogdu 2001 : 4). Depuis décembre 1999, la Turquie a par ailleurs acquis le statut officiel de pays candidat à l'Union européenne.

Ce nouveau climat de « détente » transparaît aussi dans l'augmentation des flux et dans la facilitation des modalités de traversée de la frontière, au moins pour certaines catégories de voyageurs. Avec le temps, le prix des trajets en bateau a baissé, notamment après la réduction de la taxe qui était imposée du côté grec. Celle-ci servait à protéger le marché grec de la concurrence turque. Plus récemment, un régime de voyage sans visa a été introduit pour les titulaires du passeport vert turc, ce qui a augmenté les flux touristiques vers la Grèce. La Grèce a adhéré en juillet 2010 à cette décision (prise par plusieurs pays européens en 2000). Les hésitations de la Grèce dans l'application de cette mesure sont expliquées par les inquiétudes

autour des questions de falsification et de trafic du passeport vert turc, en particulier, le fait que ce titre soit délivré à des personnes en lien direct avec la mafia turque, les réseaux du crime organisé, le commerce de drogues et d'armes⁶. De droit, le passeport vert turc est délivré aux fonctionnaires d'État de premier, deuxième et troisième degré, à leurs conjoints et à leurs enfants non mariés âgés de moins de 25 ans⁷.

Aujourd'hui, le va-et-vient entre les deux rives de la mer Égée est ainsi plus régulier. Cos est relié à la presqu'île de Bodrum, située à seulement cinq kilomètres, Rhodes à Marmaris. Un peu plus loin, Chios est relié à Çeşme et Mytilène à Ayvalik. Les trajets sont d'une heure environ. En été, il y a plusieurs bateaux par jour sous drapeaux grecs et turcs ; en hiver, seulement deux bateaux par semaine.

Chez les musulmans de Cos et de Rhodes, on voyage en Turquie pour des raisons familiales, professionnelles ou touristiques. Un certain nombre de personnes possèdent une résidence secondaire ou leur propre affaire (commerce ou hôtel) à Bodrum, Izmir ou Marmaris. Certains ont aussi trouvé leur conjoint dans la « mère-patrie » et ont de la parenté dans ce pays. D'autres visitent leurs médecins en Turquie, ou font le trajet les jours de marché. Parmi ces médecins consultés en Turquie, certains sont des Turcs de Cos et de Rhodes qui ont pu faire leurs études universitaires en Turquie et exercent dans ce pays, dans des hôpitaux universitaires ou dans des cliniques privées. Par ailleurs, le fait de visiter des médecins en Turquie est une pratique qui se répand peu à peu parmi les Grecs orthodoxes et concerne en premier lieu les ophtalmologues et les dentistes qui sont bien moins chers qu'en Grèce. Il en va de même pour les « voyages d'achats ». D'après les habitants de la côte occidentale turque, les Grecs des îles de la mer Égée viennent

⁶ *Official Journal of European Communities* 13.2. 2001, CE 46E/156.

⁷ Le passeport vert turc est délivré à 1) d'anciens membres de l'Assemblée nationale turque, 2) aux fonctionnaires de premier, deuxième et troisième degré, 3) aux fonctionnaires retraités de premier, deuxième et troisième degré, 4) aux maires, 5) aux conjoints des personnes qui possèdent le passeport vert, 6) aux enfants non mariés âgés de moins de 25 ans qui habitent avec leurs parents, et dont les parents possèdent un passeport vert.

en Turquie pour acheter des légumes, des meubles, des vêtements et des robes de mariée. Ces pratiques s'expliquent facilement par des considérations économiques, mais aussi par la grande proximité des villes de la côte occidentale turque en comparaison avec les grandes villes grecques et avec Athènes en particulier. Pendant les mois d'hiver, un nombre croissant de Grecs orthodoxes et musulmans participent aux voyages touristiques organisés en Turquie par les agences de voyage locales grecques. Le passeport européen autorise un séjour de trois mois sans visa dans ce pays.

Pour ce qui concerne les flux touristiques dans le sens inverse, de la Turquie vers la Grèce, la démarche demande plus d'efforts. Néanmoins, avec le temps on constate une évolution dans le nombre de voyageurs. D'après les données du ministère grec des Affaires étrangères, en 2005, 585 000 Grecs ont visité la Turquie ; il s'agit d'une augmentation de 100 000 par rapport à l'année 2004. Selon les sources turques, en 2007, 200 000 touristes de Turquie ont visité la Grèce⁸. Cette tendance a pris de l'ampleur après la levée de l'obligation de visa pour les titulaires du passeport vert turc.

Sur les îles de Cos et de Rhodes, où une grande partie de la population vit du tourisme, l'augmentation du nombre de touristes turcs est saluée comme un fait bénéfique à un moment où le tourisme traditionnel est en baisse⁹. Les musulmans turcs locaux, en particulier, s'en réjouissent. Parmi ces derniers, un grand nombre estime que « Papandreou et Erdogan ont fait un pas en avant en laissant venir sans visa les personnes avec un passeport vert ».

En règle générale, les Turcs, mais aussi les Russes, sont considérés comme de bons touristes et comme les meilleurs clients. « Ils mangent

⁸ "Visa-free Greek islands could open Aegean for Turkish tourism", Discussion in Turkish Daily News started by Mella, May 8, 2010, <http://forum.kudasi.biz/threads/visa-free-greek-islands-could-open-aegean-for-turkish-to...>, consulté le 14 septembre 2011.

⁹ Selon les représentants du secteur touristique de Cos, pendant la dernière décennie le nombre de touristes nordiques (nombreux dans les années 1970-1990) a considérablement baissé. Parallèlement, on constate l'arrivée de nouveaux groupes : des Russes, des Turcs, des Français, des Italiens, des ressortissants d'Europe centrale, de la Croatie et de la République tchèque (Kaurinkoski 2011).

et boivent bien et ils achètent des cadeaux pour toute la famille, comme les Grecs. Ils laissent de l'argent. [...] Les touristes européens n'achètent plus rien. Ils envoient une carte postale, *Greetings from Rhodes* ou achètent une plaque pour le frigo. » Parmi les touristes de Turquie, la plupart appartiennent à une couche privilégiée. Parmi eux, il y a des familles et des familles élargies, mais aussi des personnalités politiques turques qui viennent en délégation officielle ou pour le plaisir. Par exemple, le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmed Davudoglou a visité Cos et Rhodes en août 2010. En outre, il faut évoquer le tourisme de plaisance.

À Rhodes, les touristes turcs viennent souvent pour quatre jours. « Un jour est réservé à la visite du château et de la vieille ville, un jour à Lindos. Le troisième jour, ils font des achats et le quatrième, ils partent. Dans la journée ils visitent, le soir ils font la fête. » À Cos, la plupart des touristes turcs viennent pour la journée ou pour la soirée, ceux qui ont le passeport vert restent deux ou trois jours.

Parmi les Turcs du Dodécanèse qui vivent en Turquie, beaucoup reviennent désormais dans leurs îles natales pour visiter leur famille. Les visites ont plutôt lieu pendant les vacances d'été et pendant les principales fêtes religieuses musulmanes, le Ramadan et le Kurban Bayram. Un petit nombre a réussi à garder la citoyenneté grecque, certains ont un passeport vert turc. Les autres catégories de visiteurs ont besoin d'une invitation afin d'obtenir un visa pour la Grèce.

Les initiatives récentes du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et des maires des municipalités des îles du Dodécanèse, de Chios, de Mytilène et de Samos, révèlent la volonté d'installer un régime de voyage sans visa pour les voyageurs turcs ; en particulier, pour ces îles en question. Il y a dix ans, sous le gouvernement socialiste grec présidé par Konstantinos Simitis, les voyageurs turcs pouvaient se rendre en Grèce sans visa pendant deux jours. Mais cette décision fut abolie à cause des régulations imposées par les accords de Schengen. À présent, les seules exceptions concernent les bateaux de croisière à condition qu'ils ne restent pas dans un port grec plus de 24 heures. Sur ces bateaux, les agences touristiques ont le droit d'emmener des groupes sans visa. Depuis le début des années 1990,

la Turquie favorise les relations commerciales avec la Grèce. Dans la mesure où les îles de la mer Égée et les villes de la côte turque sont parmi les plus importantes régions importatrices et exportatrices¹⁰, il devient clair que cette facilitation du voyage est aussi liée à des objectifs économiques et commerciaux.

4. Les représentations collectives de l'altérité: les « Grecs » vus par les « Turcs » et inversement

En ce qui concerne les représentations de l'altérité parmi les Grecs et les « Turcs » sur les îles de Cos et de Rhodes, ce témoignage d'une Turquie de Cos peut nous servir de point de départ : « Ici, jusqu'en 1974 on vivait séparément. À Platani, à Kakoprinari, il y avait seulement des Turcs. On n'avait pas beaucoup de relations avec les chrétiens. Après 1974, les quartiers sont devenus mixtes. À la maison, au village, on parlait seulement le turc. Les gens éprouvaient de la haine [...]. »

Depuis cette période, les choses ont beaucoup évolué. Aujourd'hui, les relations entre les deux groupes confessionnels sont qualifiées de bonnes. « Les chrétiens et les musulmans sont des frères. » « Il y a du respect, de l'amitié entre nous. » ; ce sont des phrases que l'on entend fréquemment. À Platani, un village de 3 000 habitants où habitent la grande majorité des Turcs de Cos, les Turcs prennent plaisir à raconter que lors des matchs de football tout le monde se réunit pour regarder le match dans les tavernes de la place centrale, tenues par les Turcs, où il y a de grands écrans de télé. Les Grecs sont pour la Grèce, les Turcs pour la Turquie. L'ambiance est amicale.

D'autres soulignent qu'ils n'ont pas de problèmes avec les Grecs (orthodoxes) sur le plan individuel. Par ailleurs, la plupart sont commerçants et, en règle générale, une bonne moitié de leurs clients sont des Grecs. Certains se sentent délaissés par

¹⁰ <http://forum.kusadasi.biz/threads/visa-free-greek-islands-could-open-aegean-for-turkish-to...>, consulté le 14 septembre 2011.

l'État grec. Ils n'ont pas accès au secteur public et n'ont pas les mêmes droits. Cela concerne en particulier la nomination des imams et des membres du conseil des *vakıfs*. Dans leur discours, cette catégorie de personnes fait la distinction entre la Grèce comme pays où ils habitent et leur mère-patrie qui est « en face », de l'autre côté de la mer. Les jeunes générations en revanche, scolarisées dans les écoles grecques, se sentent souvent plus proches de la Grèce et du discours national grec. À la suite des changements qui ont marqué la société et la politique grecques pendant les dernières décennies, un nombre croissant de garçons et de filles poursuivent leur scolarité en Grèce dans l'éducation secondaire et même au-delà. Cela veut dire que les « Grecs » et les « Turcs » passent plus de temps ensemble et ont de meilleures chances de faire connaissance. Ces considérations contribuent aussi à des relations plus harmonieuses entre les individus. Enfin, ce qui caractérise les relations entre les membres de différents groupes confessionnels et les individus est un savoir-vivre où chacun sait où est sa place.

En règle générale, les relations sont maintenues avec la parenté en Turquie. Aujourd'hui, les Turcs de Cos et de Rhodes traversent la frontière librement. Parmi ceux qui sont originaires de Cos et de Rhodes et qui vivent en Turquie, certains sont nostalgiques et voudraient revenir dans leurs îles natales. Parmi ces derniers, les vieux parlent encore le grec, les jeunes dans la plupart des cas sont uniquement turcophones. Ils doivent souvent se contenter d'une visite en qualité de touristes. Il y a aussi des cas exceptionnels. À Cos, on m'a rapporté le cas de personnes parties en Turquie dans les années 1960-1970, et qui par la suite ont marié leurs filles à Cos. À Rhodes, de nombreuses personnes sont retournées sur leur île natale à la retraite, dans la plupart des cas comme citoyens d'un État étranger. L'attachement sentimental au lieu d'origine, et en particulier aux îles de Cos et de Rhodes, demeure fort la plupart du temps ; il semble même primer sur le sentiment d'appartenance à la Grèce.

Ali, un Turc de Cos qui a toujours vécu dans son île natale, m'a

expliqué qu'il a fait de nombreux voyages en Turquie et qu'il aime ce pays :

« Je suis musulman, je comprends le turc et je le parle. Là-bas, ils comprennent tout de suite que je ne suis pas Turc. Pour eux, je suis Grec. Ici, je suis étranger et là-bas aussi. Pour ceux qui sont partis dans les années 1960-1970, cela n'a pas été facile. Pour la première génération cela a été très difficile de faire sa place et de se faire accepter là-bas [en Turquie]. Pour la deuxième génération qui a fait l'école là-bas, cela a été plus facile. Cela explique un peu leur nostalgie. »

D'autres informateurs m'ont confié que dans le passé la Grèce était un pays petit et pauvre. La Turquie était au contraire une grande puissance où ils pouvaient se sentir en sécurité et où la vie était meilleure. Aujourd'hui, la Grèce est membre de l'Union européenne, c'est un pays démocratique. Le niveau de vie et les conditions de vie s'y sont améliorés. À Cos et à Rhodes, les musulmans d'origine turque sont plutôt bien intégrés dans la société et l'économie environnante (Kaurinkoski 2012). Ces conditions de vie en Grèce expliquent aujourd'hui aussi la nostalgie de ceux qui sont partis en Turquie.

L'importance de la nostalgie comme élément de discours a été notée par de nombreux chercheurs qui travaillent sur la Grèce. Michael Herzfeld parle à ce propos de « nostalgie structurelle » ; un élément clé de ce type de nostalgie est l'expression d'un désir rhétorique pour une réciprocité qui a été rompue par l'intérêt personnel des temps modernes. Souvent ce type de rhétorique est marqué par son atemporalité (Herzfeld 1997 : 111-113). Stathis Gourgouris souligne pour sa part qu'il s'agit d'un discours moderne qui traite souvent du désir pour un monde disparu qui n'a jamais existé. Selon lui, dans ce type de nostalgie, il s'agit tout autant d'une expression utopique d'espoir pour l'avenir que de nostalgie pour un passé perdu (Gourgouris 1996 : 222-223).

Dans le cas des Turcs de Cos et de Rhodes, il s'agit d'une nostalgie non pas tant pour un passé idéalisé ou pour un futur utopique, que pour un présent amélioré ; une nostalgie pour des lieux qui

connaissent un développement enviable dans le présent. En fait, dans les années 1960-1970, un bon nombre de jeunes hommes et femmes ont été conduits en Turquie par leurs parents, dans certains cas pour y faire des études ; dans le cas des filles, beaucoup ont été données en mariage en Turquie. Pendant ces années marquées par la crise de Chypre, beaucoup de parents pensaient ainsi assurer une bonne qualité de vie à leurs enfants. Comme un interlocuteur me l'a dit :

« Les années 1974, 1975, 1976 étaient des années très difficiles. Dans la rue, les gens nous appelaient de noms : 'Turc, Turc, on va te tuer.' Ils nous jetaient des pierres. Je conduisais mes enfants à l'école en voiture et allais les chercher en voiture. Mon magasin a été incendié deux fois, ma voiture une fois. [...] Pendant les colonels ce n'était pas facile non plus. À plusieurs reprises, la police est venue me chercher et m'a emmené à la station de police. Ils m'accusaient d'espionner pour le compte des Turcs. [...] Pendant ces années là, il y avait souvent quelqu'un devant mon magasin qui disait aux clients qui passaient devant de ne pas entrer, qu'il s'agit d'un magasin turc. [...] Je ne voulais pas que mes enfants vivent dans de telles conditions. Je les ai envoyés en Turquie pour leurs études. Mon fils a fait ses études à Istanbul, dans une de meilleures universités du pays. Ma fille a fait ses études à Izmir. Tous les deux se sont mariés et sont restés en Turquie. »

Il s'agit ici d'un témoignage particulièrement violent. D'autres ont eu une vie plus calme. Parallèlement, dans beaucoup de familles on n'a pas beaucoup parlé des événements du passé. Parmi les jeunes générations, beaucoup ne connaissent pas l'histoire de leur groupe dans tous ses détails. Beaucoup de parents estimaient que c'était mieux ainsi ; cela leur permettra de « vivre mieux », en harmonie avec eux-mêmes et leur environnement. La nostalgie de ces personnes (qui ont commencé une nouvelle vie en Turquie) pour leurs îles natales est donc liée à l'occultation des traumatismes subis dans le passé. De ce point de vue, il s'agit plus d'un passé occulté que d'un passé véritablement idéalisé.

Si la nostalgie est un thème que l'on rencontre fréquemment chez les Turcs de Cos et de Rhodes vivant en Turquie, ce n'est pas le cas chez ceux qui vivent dans leur île natale. Parmi ces derniers, beaucoup revendiquent la reconnaissance de leurs droits par l'État grec, mais aussi une appartenance partagée, une appartenance à deux langues et à deux cultures. Pour Ali, le va-et-vient est un mode de vie. Il habite à Cos, mais passe la frontière pour aller en Turquie de manière régulière.

« Quand j'étais jeune, j'ai vécu neuf mois en Turquie, à Constantinople et à Izmir. À Constantinople, à Bodrum et à Izmir, je me sens comme chez moi. C'est la même culture, le même air, la même mentalité. Là-bas, j'ai plus confiance en moi-même, je me sens plus libre. Il y en a beaucoup qui sont partis d'ici. Ma patrie, c'est aussi là-bas. Mes racines sont ici. »

Le sentiment d'appartenance d'Ali a une forme transnationale courante chez les populations migrantes et minoritaires. Il s'agit d'une forme d'appartenance à la fois à la société d'accueil et à la société historique d'origine. Certains auteurs parlent de « bi-focalité » (Rouse 1992) ou de « double engagement » « ici » et « là-bas », souvent de façon contradictoire (Turner 2008). D'autres encore préfèrent parler d'« incorporation ». Pour Glick Schiller, Caglar & Guldbrandsen 2006 (614), l'incorporation est un « processus de construction ou de maintien des réseaux sociaux à travers lesquels un individu ou un groupe organisé devient associé à une institution reconnue par un ou plusieurs États-nations » (Samers 2010 : 280-281).

En ce qui concerne l'acquisition ou la ré-acquisition de la citoyenneté grecque par les musulmans turcs de Cos et de Rhodes qui l'ont perdue, certains essayent aujourd'hui de la reprendre. À l'issue de procédures bureaucratiques et légales difficiles et coûteuses, un nombre limité d'entre eux a pu y parvenir. D'après les présidents des associations des musulmans de Cos et de Rhodes, il s'agit d'environ 12 personnes à Cos et de 40 à Rhodes. C'est notamment le cas de ceux qui ont fait des études ou se sont mariés en Turquie. En revanche, pour ceux qui étaient allés jusqu'à refuser la citoyenneté

grecque, il est difficile de la reprendre aujourd'hui. Dans chaque cas, « la bureaucratie est énorme. Il y a toujours un papier qui manque ».

À Rhodes, on m'a rapporté le cas de deux personnes qui ont réussi à reprendre la citoyenneté grecque. Toutes les deux ont vécu en Turquie entre 5 et 10 ans. « Il s'agit de deux vieilles filles qui sont parties chercher un fiancé. » Elles ont décidé de retourner à Rhodes après l'échec de leurs projets matrimoniaux. En Turquie, elles ont vécu chez des parents. Avec le temps, leur citoyenneté grecque a expiré. Elles n'ont jamais fait la demande de la citoyenneté turque et sont devenues apatrides. À Rhodes, elles étaient encore propriétaires de la maison de leurs parents.

En dehors des personnes qui ont perdu leur citoyenneté grecque sur la base de l'article 19 (Loi 3370/1955), il convient de signaler un autre groupe : les conjoints turcs des citoyens grecs qui habitent Cos et Rhodes. Parmi ces derniers, certains attendent d'obtenir la citoyenneté grecque depuis vingt ans. Dans la majorité des cas, il s'agit des épouses de Turcs locaux. D'autres n'ont jamais fait la demande et se contentent de vivre avec un permis de séjour¹¹. Formellement, la Grèce et la Turquie reconnaissent la double citoyenneté. D'après mes interlocuteurs, de fait, un nombre limité de musulmans turcs de Cos et de Rhodes a les deux passeports.

En ce qui concerne les perceptions de la Turquie et des Turcs chez les Grecs de Cos et de Rhodes, la plupart sont réservés. Ils ont entendu et lu des choses négatives sur la Turquie. L'éducation de l'Église orthodoxe et les livres scolaires d'histoire y sont pour beaucoup. Dans l'historiographie officielle grecque, la supériorité et la continuité de l'hellénisme à travers les siècles sont des thèmes récurrents¹². En revanche, l'influence de l'Empire ottoman, des Balkans et du Moyen-Orient sur la société grecque contemporaine est présentée de manière négative, niée ou passée sous silence et aucune référence n'est faite au passé multiethnique des empires byzantin et ottoman (de Rapper

¹¹ D'après la police de Cos, en septembre 2010, il y avait dans cette île quinze citoyens turcs avec un permis de séjour valide.

¹² Cette vision transparait dans les études des programmes scolaires, qui véhiculent un ethnocentrisme officiel. C'est notamment le cas dans les livres scolaires d'histoire, de la langue grecque et de géographie. Voir Avdela 1997.

& Sintès 2008 : 10). La représentation de la Turquie en particulier serait fortement inspirée de la représentation collective de la Turquie ottomane ou de la « Tourkokratia », qui dans la représentation collective grecque commence en 1453 et se termine en 1821¹³.

Dans le cas qui nous occupe, on a en outre affaire à deux pays voisins dont le passé récent est marqué par des conflits militaires. Il convient d'évoquer la défaite de l'armée grecque en Asie mineure en 1922, les événements de Chypre qui prirent la forme d'un conflit armé en 1974 et les événements beaucoup plus récents d'Imia (Kardak en turc) en 1996¹⁴. Il en résulte que la catégorisation des Turcs comme des ennemis n'est pas seulement le résultat d'une construction d'une « mémoire » qui renvoie à un passé lointain, mais s'explique par la situation politique relativement récente entre les deux pays (Kirtsoglou & Sistani 2003 : 198). Comme j'ai essayé de le montrer, les développements dans la société grecque et l'amélioration des relations entre les deux pays depuis la fin des années 1990 transparaissent dans les représentations collectives.

Sur la côte occidentale de la Turquie, la situation est semblable ; les premières réactions sont souvent réservées. Aux questions naïves de l'anthropologue qui demande si ses interlocuteurs sont allés en Grèce, les uns répondent poliment et avec une certaine dose d'espérance qu'ils iront l'an prochain. D'autres sont plus directs, ils ne veulent pas aller à Cos, en Grèce. Ils ont besoin d'un visa. L'Europe, la Grèce ne veulent pas d'eux. Ils ont entendu dire que les Grecs les haïssent. Quand un certain degré de

¹³ Dans le discours et les représentations populaires, cette période représente un temps où les Grecs furent persécutés, privés d'éducation et réduits à un état d'esclavage tandis que leurs enfants étaient enlevés et transformés en janissaires pour devenir les ennemis de leurs propres familles et compatriotes. Les faits historiques tels que l'existence du système de *millet*, le pouvoir et les privilèges de l'Église orthodoxe et la domination grecque sur le *millet-i-Rum* (la population orthodoxe de l'Empire ottoman) sont souvent passés sous silence (Kirtsoglou & Sistani 2003 : 194).

¹⁴ Il a été suggéré que la crise d'Imia (Kardak) aurait renforcé les perceptions négatives et les sentiments d'hostilité de deux côtés de la frontière. Parallèlement, il a aussi été suggéré qu'il faut considérer la crise d'Imia comme une « bénédiction déguisée » puisque cette crise a renforcé la pression des États-Unis et de l'Union européenne pour un rapprochement entre Athènes et Ankara (Gundogdu 2001 : 4).

confiance est atteint, le discours change ; beaucoup confient qu'au fond avec les Grecs ils sont les mêmes. Avec les Grecs, ils ont beaucoup de similitudes, la même cuisine à base d'huile d'olive et de légumes, le même climat, la même mentalité. Au fond, ils s'aiment les uns les autres. Les représentations de l'altérité et des différences culturelles se construisent souvent par l'interaction et constituent un des moyens de penser l'altérité. Penser l'autre, serait ainsi une manière de penser et de définir l'identique. Comme le souligne Marc Augé, « le secret des autres, s'il existe, résiderait plutôt dans l'idée qu'ils se font eux-mêmes (ou ne se font pas, ou se font difficilement) de l'autre, parce que c'est encore le moyen le plus simple de penser le même et l'identique » (Augé 1994 : 43).

Conclusion

Les îles de Cos et de Rhodes accueillent une minorité musulmane d'origine turque depuis le xvi^e siècle. Dans ces communautés, les liens avec la Turquie ont toujours été importants pour des raisons économiques, politiques et sécuritaires. Cependant, les procédures liées à la traversée de la frontière ont varié fortement selon les périodes et en fonction du régime politique en vigueur. Après une période marquée par l'ouverture et les échanges réguliers, avec l'entrée de la Grèce dans la CEE en 1981, on est passé à la fermeture et à un contrôle rigoureux. Cette tendance a été accélérée avec l'entrée en vigueur des accords de Schengen pour la Grèce. Dans ce contexte, la réduction du prix de trajet et, plus récemment, l'introduction d'un régime de voyage sans visa pour les citoyens turcs qui possèdent le passeport vert turc marquent une évolution et facilitent la traversée de la frontière au moins pour certaines catégories de voyageurs.

Cette évolution est, bien sûr, une conséquence de l'amélioration des relations entre la Grèce et la Turquie et entre l'Union européenne et la Turquie de manière plus générale. Aujourd'hui, le va-et-vient entre les deux rives de la mer Égée est fréquent. Ce sont là quelques signes des nouvelles dynamiques dans la traversée de la frontière. D'un autre côté, notamment en ce qui concerne les voyages d'achat et les

visites médicales, on peut aussi y voir une manière de renouer avec des pratiques familières dans le passé. Les échanges commerciaux et la vente du poisson entre les Turcs et les Grecs au milieu de la mer Égée, évoqués par un de nos interlocuteurs, constituent des exemples de ce type d'échanges dans le passé. Dans ce sens, on a moins affaire à des pratiques neuves qui relèvent de la modernité ; ce que l'on constate, ce sont plutôt des ruptures, ou pour le dire autrement, une continuité qui prend des formes nouvelles, une continuité des pratiques anciennes à la suite de ruptures imposées par des considérations géopolitiques.

En ce qui concerne les représentations collectives de soi et de l'autre, de manière officieuse, les relations entre les chrétiens et les musulmans à Cos et à Rhodes sont aujourd'hui qualifiées de fraternelles. Quant aux perceptions des Turcs par les Grecs ou les perceptions des Grecs par les Turcs de l'autre côté de la mer Égée, en règle générale, les premières réactions sont réservées. Le poids de l'histoire, l'éducation et la rhétorique nationalistes dans les deux pays ont laissé des traces. Parallèlement, de nombreux interlocuteurs soulignent qu'entre les deux peuples, il y a beaucoup de similitudes, la même mentalité. Les problèmes relèvent surtout de la politique étrangère. Si la volonté est au rendez-vous, avec l'augmentation des contacts et la meilleure compréhension de la souffrance subie par l'autre, la confiance peut être restaurée. Comme cela a été dit par Dimitris Theodossopoulos : « la connaissance de première main de l'autre – même si elle est limitée – est souvent préférable et plus réaliste que la dépendance complète et inconditionnelle des médias nationaux et des narrations nationalistes » (Theodossopoulos 2007 : 17-18). Dans ce contexte, la facilitation des procédures liées à la traversée de la frontière est un pas dans la bonne direction.

Remerciements

Je tiens à remercier Katerina Seraïdari et Pierre Sintès pour leurs remarques critiques sur des versions antérieures de ce texte. La bourse de recherche de la fondation Oskar Öflund (Finlande) m'a également permis de travailler à ce projet.

Références citées

- Abélès, M. 2000. "Virtual Europe." In I. Bellier & T. M. Wilson (eds.), *Anthropology of the European Union : Building, imagining and experiencing the new Europe*. Oxford: Berg.
- Augé, M. 1994. *Le sens des autres*. Paris: Fayard.
- Avdela, E. 1997. "Η συγκρότηση της εθνικής ταυτότητας στο ελληνικό σχολείο: «εμείς» και οι «άλλοι»." In A. Fragkoudaki & T. Dragona (eds.), *«Τι είν' η πατρίδα μας;», Εθνοκεντρισμός στην εκπαίδευση*. Athènes: Alexandria, 27-45.
- de Rapper, G. & P. Sintès. 2008. "Introduction." In G. de Rapper & P. Sintès (eds.), *Nommer et classer dans les Balkans*. Athènes: Ecole française d'Athènes, 1-23.
- Georgalidou, M. 2003. "Living with the 'Other'. Examples from the Discourse of the Greeks and the Greek Muslims of Rhodes in the Local Press." *International Journal of the Humanities* 1.
- Georgalidou, M. 2004. Η Αφήγηση: Η συνομιλιακή διαπραγμάτευση ζητημάτων ταυτότητας στο πλαίσιο της διγλωσσης γλωσσικής κοινότητας των μουσουλμάνων της Ρόδου. Πρακτικά. 6th International Conference on Greek Linguistics.
- Glick Schiller, N., A. Caglar & T. Guldbrandsen. 2006. "Beyond the ethnic lens: locality, globality, and born-again incorporation." *American Ethnologist* 33 (4): 612-633.
- Gourgouris, S. 1996. *Dream Nation: Enlightenment, Colonization, and the Institution of Modern Greece*. Stanford: Stanford University Press.
- Gundogdu, A. 2001. "Identities in Question: Greek-Turkish Relations in a Period of Transformation? (1)." *Middle East Review of International Affairs* 5 (1): <http://meria.idc.ac.il/journal/2001/issue1/jv5n1a8.html>, consulté le 14 février 2012.
- Herzfeld, M. 1997. *Cultural Intimacy. Social Poetics in the Nation-State*. London: Routledge.
- Kaurinkoski, K. 2011. "Globalization in the life of small island towns: Changes for better or worse? The case of the island of Kos (Greece)." *Cultural Analysis* 10: 125-139.
- Kaurinkoski, K. 2012. "The Muslim communities in Kos and Rhodes : reflections on social organisation and collective identities in contemporary Greece." In J. Lindstedt & M. Wahlström (eds.), *Balkan Encounters. Old and New Identities in South-Eastern Europe*.

- Helsinki: Université de Helsinki, 47-78.
- Kirtsoglou, E. & L. Sistani. 2003. "The Other then, the other now, the other within: stereotypical images and narrative captions of the Turk in Northern and Central Greece." *Journal of Mediterranean Studies* 13 (2): 189-213.
- Kurban, D. & K. Tsitselikis. 2010. *A tale of reciprocity. Minority Foundations in Greece and Turkey*. TESEV/KEMO.
- Loizos, P. 1994. "A Broken Mirror: Masculine Sexuality in Greek ethnography." In A. Cornwall & N. Lindisfarne (eds.), *Dislocating Masculinity*. London: Routledge, 66-81.
- Marcus, G. E. 1986. "Contemporary Problems of Ethnography in the Modern World System." In J. Clifford & G. E. Marcus (eds.), *Writing Culture: The poetics and politics of ethnography*. Berkeley: University of California Press.
- Rouse, R. 1992. "Making sense of settlement : class transformation, cultural struggle and transnationalism among Mexican migrants in the United States " In N. Glick Schiller, L. Basch & C. Blanc-Szanton (eds.), *Towards a Transnational Perspective on Migration*. New York: New York Academy of Sciences.
- Samers, M. 2010. *Migration*. London: Routledge.
- Theodossopoulos, D. 2007. "Introduction. The 'Turks' in the imagination of the 'Greeks'." In D. Theodossopoulos (ed.) *When Greeks think about Turks. The view from Anthropology*. London: Routledge.
- Turner, S. 2008. "Studying the tensions of transnational engagement: from the nuclear family to work-wide web " *Journal of Ethnic and Migration Studies* 34 (7): 1049-1056.
- Wilson, T. M. & H. Donnan (eds.). 1998. *Border identities. Nation and state at international frontiers*. Cambridge: Cambridge University Press.

Frames of Nationality, Experiences of Belonging: The Post-Migration Generation in Germany and Croatia

Jasna Čapo

Institut d'ethnologie et de recherches en folklore, Zagreb

The historical formation of the German nation-state is grounded on the Romantic idea that the German people originated in a community that was bound by a common language, history and culture. From this belief in common origin, 'a dream' developed in German political thought of 'producing a politically homogeneous body, a community' (Mandel 2010: 59) characterized by ethnic, cultural and linguistic homogeneity. The German model of (belonging to) the nation-state is thus based on the belief in a specific type of homogeneous and unique culture, which is at the base of an 'organic community' of the people.¹ The idea derived from such a belief is that national culture differs in a singular and some would even deem incommensurable way from similar such entities found beyond its borders (Stolcke 1995). Concomitant to the notion that the members of the nation-state (the nationals or citizens) share the same culture is the assumption that they also share the same and unique national identity stemming from it (Martiniello 1995: 4). From the perspective of the German nation-state and its citizens, immigrants are thus framed as foreigners or

¹ This idea, borne of the ideological repertoire of 19th century conceptions of the nation-state, sees culture as 'a compact, bounded, localized, and historically rooted set of traditions and values transmitted through the generations' (Stolcke 1995: 4).

aliens who – since they lack genealogical ties to the German people – do not (cannot) belong to the nation and do not (cannot) share its culture and identity; when they reside in Germany, they are thought to disrupt the harmony and unity of the national culture and space, and in some conceptions they are even viewed as a threat to national and political unity (Sarrazin 2010).

To regulate the circulation of people across their territory and delineate the boundary between those who do and those who do not belong – and, by the same token, are or are not given full rights in the society – states have forged citizenship or nationality² laws by which they regulate who is included and who is excluded from the national community. The core of German citizenship legislation is the 1913 Basic Law, or the Constitution. By bestowing German citizenship on Germans residing outside German state borders while denying citizenship to foreigners born within Germany, it grounded nationality on *jus sanguinis* or common descent (Hailbronner 2002, Kastoryano 2002: 162). In 1949, the German constitution confirmed this principle of ethnic (Brubaker 1992) or ethno-cultural citizenship³ (Kastoryano 2002): Article 116 defined as German anyone of German ancestry living within Germany's 1937 borders.⁴ Basically, to this day "*Deutschtum* (Germandom), or the quality of being German, includes in principle ethnic Germans living in other states" (ibid.) but all those who do not share common ancestry yet reside in the German state are asked to fulfil special requirements if they want to acquire German citizenship. The latter have been eased with amendments to the law through time, but the requirement to

² Following Hansen & Weil 2002, I make no difference between the notions of citizenship and nationality.

³ The German concept of citizenship has a transborder quality: it does not confine political rights only to those residing within the territory of the state but, in principle, it includes into the national community all 'ethnic brethren' living outside the borders of the state.

⁴ Article 116 stipulates that a German is 'a holder of German citizenship (*Staatangehörigkeit*), or a refugee or exiled person of German ethnicity (*Völskzugehörigkeit*), or his spouse or descendant, who was admitted to the territory of the German Reich according to its borders of December 31st, 1937' (Mandel 2010: 59).

renounce former nationality in order to acquire German citizenship has not been changed.

The 1990 law (*Ausländergesetz*) introduced an essential shift away from defining membership based on ethnic descent by allowing naturalisation criteria based on socialisation: a young foreigner was entitled to German citizenship if s/he requested it between the ages of 16 and 23, provided that s/he had resided regularly in the Federal Republic since the age of eight and had been educated for six years (at least four of which at the secondary level) and had no criminal convictions (*ibid*). A recent amendment, which went into force on the 1st January, 2000, further revised citizenship; it allows that dual nationality, albeit on a temporary basis, be held by children born of foreign parents in Germany until they reach majority age, when they are compelled to choose between the two nationalities. These changes have led Hansen and Weil to conclude that “German nationality law is now squarely within the broader European trend, emphasising the importance of birth and socialisation to citizenship and increased opportunities for dual nationality” (Hansen & Weil 2002: 14, comp. Hailbronner 2002: 130⁵). Some researchers remain somewhat less enthusiastic about the recent amendments, judging that “the law stopped short of what some would have liked (...): full rights of dual nationality” (Mandel 2010: 63).

These law provisions and state frames of exclusion/inclusion as well as popular concepts of belonging – linking it to descent and cultural/linguistic affinity – have crucial consequences for the construction of immigrants’ and their descendants’ sense of belonging in Germany. I have shown elsewhere that children of Croatian immigrants who arrived in Germany in the 1960s and 1970s (formerly called ‘guestworkers’ or *Gastarbeiter*) are transnational actors: they engage in transborder activities and forge transnational identities that span political, national and cultural boundaries (Čapo Žmegač 2005, 2008). I argued that precisely because they had grown

⁵ “The basis of Germany nationality can no longer be seen in the attachment to the idea of a nation with a common cultural identity, primarily transferred by descent” (Hailbronner 2002: 130).

up as transnational aliens in Germany, they were potentially ideal citizens of the future post- or supra-national European Union, freed from a national base (and bias) (Martiniello 2000). They might very well represent a new type of the *homme européen*, whom, some 30 years ago, Jean Monnet expected to be nurtured by the EU. Monnet described the future *Homo Europaeus* as “a transnational, “post-national” political actor who would rise above parochial attachments to locality or nation”. He would become a rootless cosmopolitan, a de-territorialised Bohemian who would epitomise the virtuous ideals of Enlightenment rationalism (Shore 1999: 64); all these are characteristics shared by the descendants of Croatian immigrants in Germany.

However, they cannot identify themselves as such because they live in the context in which discourses about identity continue to be framed in terms of loyalty to unique nations and nation-states (from which European citizenship is derived, Martiniello 2000). Principles of national classification are predicated on assumptions of *unitary identities*, which are in principle exclusive categories that obey a binary logic in which one *either is* or *is not* a distinct member of the category nation (Kearney 1995: 558): one is either a Croat or a German, one cannot be both and one has to make a choice between the two. The descendants of Croatian immigrants in Germany are coerced into using those official binary classifications of the either-or type, which are inadequate for expressing the realities of their lives, their simultaneous ties to at least two societies. Furthermore, popular notions of belonging (Fulbrook 1996), which predicate belonging on shared culture, contribute to this exclusionary logic, constructing the immigrants and their descendants into a kind of foreigners. One of my informants, a girl born and educated in Germany expressed her familiarity with the German society in which she lives, yet at the same time was aware that she would forever be perceived by the Germans as a foreigner:

To them [the Germans], I am a foreigner, but I do not feel like a foreigner – as far as the system is concerned, I feel more at

home with behaviour here [of the Germans], not as a homeland – but as home, more than in Croatia. I have lived in Germany for 21 years; everything is more familiar here, not like down there [in Croatia]. I can't cope there. It's a different system, a different way of life; everything is completely different from what it is here (Čapo Žmegač 2008: 328).

Since she manages well her life in Germany and therefore herself does not feel foreign, she frequently takes a 'We' position in German society. Yet, as soon as a discussion turns to foreigners, she excludes herself from the 'We' group and identifies with the social 'Others':

When it is not a matter of that [foreigners], then my position is *klar, eindeutige* [clear and unambiguous] – I'm German – then I take the view and speak in that vein, we Schwaben [Švabo, Švabe from Schwaben, is a colloquial name for Germans in the Croatian language, sometimes it is also given a pejorative overtone], we Germans, this and that, West Germans of course... But as soon as they start to speak about the foreigners, then I immediately take another role in society, because formally speaking, by *Gesetz*, by law, I am a foreigner⁶ (ibid.: 332-3).

This juridical definition of 'being foreign', i.e. not having German citizenship, is complicated by another layer of meaning. No matter how she identifies herself or what her citizenship is, she thinks that she will always be recognized as an outsider, as a foreigner in the imagined German national community, because she is physically different from them. With her dark hair, she will always be classified as 'Other':

I will never be accepted, not even with a German passport. I have dark hair, I am not Aryan. If one has dark hair one is neither English nor French. I think that this is so (ibid.: 331).

⁶ At the time of our conversations, her application for German citizenship had been approved, but, since it had not formally been implemented, she was still a foreigner under German law.

The idea that citizenship will not guarantee immigrants' belonging in the receiving society – as well as the idea of mutually exclusive nationality categories – are exemplified by another interlocutor – a young man of Croatian origin who was raised and educated in Germany. He said:

To a German I would not be German even if I had German citizenship! And I could not present myself as a German either, because this would mean denying my Croatian origin! (Čapo Žmegač 2005: 19).

However, by their lives and identities, immigrants, former 'guestworkers' and especially their descendants in Germany defy national exclusive categories and blur the sharp differences between the nationals and the foreigners in its midst that the German nation-state ideology tries to establish with its exclusionary logic. From the viewpoint of these people, and in particular from that of the children of immigrants, who were born, grew up and had their schooling and professional formation in Germany, their attachments and identities are complex, for they reside in one nation-state, yet hold the citizenship of another one with which they maintain some form of regular contact and ties. In the remainder of the paper, I wish to present the notions of attachment and belonging held by a young man with Croatian (Dalmatian) background, who was born in Munich and has lived there almost all his life. This ethnography of the particular (Abu-Lughod 1991) is constructed from numerous meetings and interviews with the young man and his family, conducted in Munich over a period of ten years.⁷

⁷ The fieldwork research, which was enabled by the fellowship from the Alexander von Humboldt Foundation in Bonn, was conducted among Croatian economic migrants in Munich in 2002 and in regular, short term follow-ups since then until 2011. I relied on ethnographic methodology that gathers individuals' narratives. My data source is limited insofar as any narration about the self is unavoidably a self-construction and self-presentation – to the researcher and to oneself – and cannot be taken at face value. Its advantage is, however, that it supplies in-depth information over a decade of fieldwork about the circumstances of a particular migration hi/story and migrants' decision-making.

This case study will show struggles by a young man to define and express his identity born out of the tension between his Croatian-ness and experience of residing in Germany. It will show how, over time, the man succeeded in coming to terms to living as a Croat in Germany, by locally embedding himself in a 'Croatian subculture in Munich'.

Jozo's story

Jozo was aged 24 at the time I first met him and his family in 2002. He was born in Munich to parents with a Croatian background. The father came to Germany at the beginning of the 1970s, the mother some time later. Most of his life the father has been working as a waiter; only for a decade did he work in his own restaurant, which he abandoned because it left him very little time for the family. The mother has held various unqualified jobs. Both parents consider their two sons and their education their biggest 'investment' and 'achievement'. The whole family used to go to Croatia for at least a month every summer, and they were planning to return to Croatia, but for various reasons that plan never came to fruition, and the parents still live in Germany, waiting to reach retirement age when they will probably leave Germany (the mother with some hesitation). When I met them in Munich in 2002, both were nostalgic about their homeland. With his bodily posture and voice, the father verbalized deep sorrow and sadness for not being able to live in his native land:

Not that I do not feel well here [in Germany], but I feel better down there [in Croatia]... Down there, even when you do not have money, you will go out and celebrate, you will drink a glass of water and you will still be in good mood, happy. Here you can have a barrel of beer, and still you will not be happy.

The mother was nostalgic for the 'good old days' but expressed disappointment when speaking about the homeland and its people.

After twenty years of living in Munich, she realised that Munich was her real home and that she was more a foreigner in Croatia than in Germany. She said that the whole family is 'neither here nor there; people without a state' (a statement reiterated by young people, too; comp. Čapo Žmegač 2005).

The son, Jozo, born in Munich in 1977, grew up among the Germans and the Turks in an area of Munich where the family had lived. It is later, when they moved and he started choosing his friends on the basis of common interests, that his peer group centred on persons whose parents mostly came from Croatia and Bosnia-Herzegovina. Ever since, his immediate social contacts have been linked to Croats from these countries, with some friends dropping out and new people entering the closest circle of friends. Both he and his wife – like him, she was born in Munich into a family of Croatian immigrants – prefer their company to that of the Germans, because they share the same 'mentality'. However, Jozo has a broad network of international acquaintances and friends, upheld via modern internet technologies.

Jozo was a student of social work and theology in 2002, and has since then also completed a degree in sociology. Since 2009 he has been working in marketing, his days marked by long daily shifts. He got married in 2010 and has no children. The marriage was celebrated in Croatia, but the couple decided to settle down in Munich; in 2011 they were planning to buy an apartment in Munich.

When I first met him, Jozo held Croatian citizenship though he was born, raised and educated in Munich and could until the age of 23 opt for German one. He looked at the acquisition of German citizenship from a purely instrumental viewpoint but did not see any reason for acquiring it himself. When asked about his attachments to Germany, he denied any:

To be frank, I have no desire to [to do anything for Germany]. Just now I went past... there's a billboard down there on the U-Bahn [underground station], which says, 'do sport for Germany', or something like that, and then there are some sort of swimmers and some sort of music, (...) and I am watching, that motivation, to do sport for Germany, I don't have that.

(...) I would want to do something for Croatia, but that's a big burden to me... because I think that a German would accept us before a Croat down there [the wish of doing something for Croatia clashes with his fear of being rejected by the Croats, see below].

Jozo's attachments to Croatia have a regional (Dalmatian) but also a more generalized, national quality, this position not being devoid of tensions and paradoxes, even of emotional difficulties. Regionally, he identified with Dalmatia and the two areas in central Dalmatia from which his parents came and where he spent most of his summer vacations. Actually, when I first met him and asked where he was from, he named the father's place of origin as his own!⁸ He also claimed a strong Croatian allegiance. Tensions stemmed from his idea that a Croat who lives in Germany – or, generally, outside the homeland – is excluded from and unwanted in Croatian society, and that, in order to make up for her/his extra-territoriality s/he has to reaffirm her/his membership in it. This idea is linked to an experience he had had as a child when, during a visit with his parents to Croatia, he was labelled 'Švabo', i.e. he was called a name for somebody who comes from Germany. He interpreted this label as a boundary-making and exclusionary mechanism, which set him apart from the circle of his friends and relatives in Croatia; to him it was a sign that he was different, that he was not accepted as a Croat among the Croats! In order to gain entrance into the imagined Croatian community, to be accepted as one of 'ours', Jozo thinks that one has constantly to 'buy' one's membership, an opinion that is shared by other immigrants, also of the first generation (Čapo Žmegač 2006). Jozo:

We, the Croats here [in Germany] are accepted, tolerated and loved as long as we give [money] – then we are Croats; those of us who do not give are not [considered] Croats, then we are Germans. Here lies my

⁸ This is actually how young people of Croatian background would present themselves among their Croatian peers, referring to their parents' (usually the father's) place of birth as their place of origin! Hearing such a conversation for the first time, in the midst of Munich, among people born and living there, struck me as a completely out-of-place statement.

biggest problem with Croatian-ness, this is the sore spot. To explain it (...) What is Croatian-ness? Am I a Croat, am I a German? When I come to Croatia, I am a foreigner, I know it, I feel it (...) Not only me; I talk to my friends, we are desired as long as we give money, then we are wanted! As soon as somebody stops giving money, he is not [desired] any more... he has nothing to ask for, in fact, he is a tourist, a foreigner!

According to Jozo, Croats in Germany engage in giving money for fear of losing what they allegedly experience as the last tie to their countrymen in Croatia:

This is a kind of buying, which is motivated by the fear to lose what you [cherish?]. They [in Croatia] cannot understand that Croatia means so much to us. They simply cannot understand this; this fear not to be connected any more, that the last tie breaks. Those [in Germany] would do anything [that this does not happen]. Those down [in Croatia] are sensitive to this, they know how to take advantage of our sore spot.

This is similar, said Jozo, to an attempt by the Croats in Germany to get to dance with other Croats in the *kolo*, a circle dance⁹ and feeling constantly threatened to be thrown out of it; even when somebody gets 'a ticket to the dance', Jozo thinks that s/he remains unwanted!

During our conversations in 2002, Jozo also said that his emotional attachment to Croatia and to Croatians, which he did not see reciprocated by his fellow countrymen (except when he paid for it!) was 'an illness' of sorts, which he could not escape, every time he tried to do it, 'it returns to strike me even more heavily'! Also, it is 'crazy' and 'irrational' when lived by his generation; it might even be that he and his generation – he was generalizing his attitude to his friends – relive the traumas of their parents who had left Croatia:

⁹ This metaphor refers to the circle-dance or *kolo*, the traditional Croatian dance. Another one that Jozo used spoke of the train that one is trying to catch but it constantly escapes him.

What is Croatia to me? I do not know. This is something that I cannot describe; it is something crazy I'd say, something foolish... One would have to be cured of it [laugh], I do not know. (...) I am proud of Croatia, I am proud to be a Croat (...). And, really, I love Croatia enormously, I do not know why and where this attachment comes from. I can understand why my parents are like this, I cannot understand it in me. I have tried and thought and (...) The worst thing is that I cannot throw this away; I have tried to do it but I can't.

In 2002, Jozo was torn between an emotional attachment to the Croatian land and people and exclusion that he felt was coming from them. Unlike some other people of his generation that I interviewed, he claimed to have difficulties to bridge the two worlds he had been raised in:

Because it is difficult; these are two systems, two worlds. These are my two schizophrenias. This is like, like, let's say, there are two persons, a Jozo who has somewhat of that German mentality, and a Jozo that has the Croatian [mentality]. I have a lot of problems to integrate these two into one.

It was like sitting on 'two stools', and in 2002 Jozo was of the opinion that he would have to make a decision one day and go to Croatia. This is in tune with his idea that in order to be accepted one has to share her/his life with those with whom s/he claims to belong. Therefore, settling in Croatia would be a firm statement about his own belonging and identification:

This is what I have said, you must make a decision, you must take hold of one of those [identities] and say, listen, I am going to be a Croat now and I am going to work at it, and I am going to live down there [in Croatia] or something like that. Otherwise, you need to really try to get rid of it [your Croatian-ness].

However, it was not clear to Jozo if he would manage to be 'a real

Croat' in Croatia, for though he denied any interest in the German society, he thought that: "Maybe I am more German than I think I am":

The question is whether I would be a real Croat in Croatia, especially because of the mentality. I might have a completely different mentality and some things would not suit me there. Maybe, if I left for Croatia, this would be a biggest disappointment for me, I do not know.

On the one hand, it seemed impossible to Jozo that he could live out his Croatian-ness in Germany because of his incapacity to bridge and combine his two belongings into a new synthesis within the German society. He called them schizophrenic precisely because he conceived of them as incommensurable, as either-or categories, that had to be kept separate and could not be merged into a transcultural and transnational quality and lived out in Germany. This incapacity clearly reflects German public discourses about foreigners and the German mainstream culture (*Leitkultur*), identity and exclusive notions of nationality and citizenship. Researchers have noted that schizophrenia was the term adopted in the media discourse of the 1990s to describe the stress purportedly induced by the migrants' twofold sense of belonging (White 1997). It is likely that Jozo, a quite well educated person, who, moreover, was interested in questions of identity-making in the migration context, came across that metaphor and adopted it for his own use. On the other hand, his deep yearning to be integrated into an imagined Croatian community at 'home', the yearning that constantly made him look toward Croatia, brought him a sense of exclusion, of being perceived as an 'alien other' in his beloved homeland as long as he lived in Germany. The position, then, of a Croat in Germany, seemed untenable to Jozo and it is no wonder that several years later he did settle in Croatia (see below).

The experience of third countries had, however, already in 2002, opened up another perspective for Jozo. When he had once been on a six-month internship in Ireland, he was – entirely to his surprise

– confronted with a need to speak in favour of the Germans; he ‘felt it his duty’ to counteract negative opinions of the Irish towards Germany and the Germans, while he could, at the same time, declare his Croatian nationality. It was in a third nation-state context, among third-country ‘aliens’ that he managed to transgress and simultaneously enact his two belongings, i.e. his being ‘a Croat from Germany’. This internship also brought with it the realization that he had not anchored himself anywhere, neither in Germany nor in Croatia, and that he would probably be able to live anywhere and assimilate quickly:

I noticed that I had not lowered my anchor anywhere, really nowhere, neither in Germany nor in Croatia, so that, maybe I am free... (...) Ireland helped me a lot to understand that I can live anywhere. I assimilated well in Ireland; I would not have a problem [living there?] ... I think this is good [living in various places] while a person is young, but sooner or later one would want to know where one comes from, what one is, one would want to find that harbour...

Other young people of Croatian origin in Germany reiterate the statement that they are foreigners everywhere and always, aliens, persons without firm roots, for whom it is therefore unimportant where they live (Čapo Žmegač 2005).¹⁰ It is for that reason – as well as for the fact that in general they do not hold German citizenship and by the same token also not EU citizenship – that one might call them, adapting the usual meaning of the term, exemplary European Union *denizens*. They were born and educated in the EU but stem from parents with migrant backgrounds, they show attachment to at least two localities in two nation-states, they dissociate nationality from juridical citizenship, they think they could live anywhere because they feel foreign in both the Croatian and the German society, they forge further mobility plans within and across the EU, etc., but they

¹⁰ This is in contradistinction to their parents who have only two ‘harbours’ that they feel linked to: one found in the country of origin, the other in the country of residence.

do not hold its citizenship.

Jozo could not make the decision to take up German citizenship; if it were possible to have dual nationality, he would not hesitate to do so. But since taking up the German implies renouncing the Croatian, he has never done it. To him, unlike to other people with whom I talked (Čapo Žmegač 2005, 2008), taking German citizenship was not just a question of instrumentalizing the advantages that German citizenship confers on an individual. That act was clearly in the realm of emotions; he believed that anybody who had an emotional relationship to her/his homeland would have a conflict if s/he had to renounce that nationality. Renouncing one's nationality was for Jozo, in an e-mail that we exchanged in 2004, the beginning of not knowing where one belongs. For, though the passport is an 'absurdity', it is "the only thing with which we can prove that we are Croats". It is for that reason that the Croats who have lived abroad for a long time renounce Croatian citizenship with difficulties, at the cost of giving up the rights that they would have as German and EU citizens.

The tension derived from the chasm between his clear idea about where he belongs and his uncertainty whether his belonging is acknowledged by the homeland Croats has stayed with Jozo for years. Faithful to his idea that one needs to make a decision to go and live in Croatia, a few years ago he moved there: 'I wanted to give it a chance', he told me in 2011. Jozo spent about 18 months in Croatia, finished the house that the parents had left unfinished some ten years ago, and started developing an enterprise that catered to the needs of people like his family, the Croatian migrants to Germany, whose houses in Croatia needed maintenance and oversight while the owners were away. Our encounter transpired into his disappointment with Croatia and the Croats, just as he had feared that it would once he lived there. It was mainly absorbed by him recounting his bad experiences and criticism of the way things are done in Croatia. Though his business was prosperous, he decided to return to Germany. The reasons for returning are manifold: one is family reunion – it relates to the fact that his then wife-to-be,

also a migrant child, would hardly be able to find a job in Croatia and he “didn’t want to repeat the destiny of *Gastarbeiter*, who lived separated from their wives” – having two households in two countries. Another reason is in tune with his previously expressed ideas that at a certain period in life, after youth is over, one wants “to know where he comes from, which is like finding your harbour” for “sooner or later, a person wants to have everything in one place” and “it would be unfair to the children to keep them resettling every two years”. Another one is linked to his negative judgement of the existing infrastructure for supporting a family in Croatia; and, last but not least, the decision to return was also shaped by his inability to adjust to the ways of doing things in Croatia¹¹. Jozo also disliked ‘Croatian ethnocentrism’, that he recognized in their claim that theirs is the most beautiful country in the world (“when they have seen no other country!”). While he lived in Croatia he realised – just as he had thought he would – “how German I have become, German in all things related to work culture, while in all other things I have remained a Croat!”

In 2011, almost two years after returning, he declared that “Croatia is history for me”, meaning that he was no longer dwelling on the idea of living there. “I have made the decision”, the decision being to live in Germany. That does not mean that he has become enthusiastic about Germany or the Germans, but he acknowledges all the amenities that Munich, the town in which he had spent all his life (except a couple of years in Croatia), offers to its inhabitants and he has decided pragmatically to settle down and start raising a family there and not in Croatia. He estimates that economically they would be better off in Croatia, but economic considerations are relegated to the background while family and children came to the forefront of decision-making. Jozo opted for continuing to live on ‘two stools’, but today, compared to some ten years earlier, that *in-betweenness* seems to bring him less emotional difficulties.

¹¹ E.g. Jozo’s complaint is that people are lazy, greedy, oriented to quick profit, unreliable workers, etc. Most of those criticisms belong to standard complaints of returnees or migrants about Croats in Croatia.

Stranger either way

The leitmotif of Jozo's narrative is the search for an unequivocal and cogent identity in the migration context. Its *toile de fond* is made, on the one hand, of the transnational social space spanning Croatia and Germany, which has been his habitat throughout his life, and, on the other, ethno-national conceptions of citizenship, shared by both nation-states and their populations, which allow only for exclusive belonging. Since he feels strongly emotionally attached to Croatian citizenship, which he views as the guarantee of his inclusion in the imagined community of Croatian nationals, he was unwilling to renounce it and take German citizenship. By this decision he opted for officially remaining a foreigner in the state of his birth and residence. This meant renouncing EU citizenship.

Earlier in his life he had a difficult time dealing with the limitations imposed on him by the national order of things and, while living in Germany, experienced his double identity as schizophrenic. Neither did visits to Croatia and settling there for some time bring about the disappearance of that feeling. My interlocutor experienced a kind of exclusion in both states. He felt out of place with regard to both Germany and Croatia, for in both societies he was classified – and classified himself – as an Other. As Şimşek-Çağlar put it with respect to the Turks in Germany, this “double-bind situation violates the usual classification and presents them as an anomaly both in Germany and in Turkey” (Şimşek-Çağlar 1994: 98). The out-of-placeness of my interlocutor has different characteristics in the two countries: in Germany, since he is of foreign origin (with ‘migration background’, *mit Migrationshintergrund*) – although he was born and educated in that country – he experiences the exclusion through his different nationality¹² and to a certain extent, culture; in Croatia, since he has been living abroad most of his life – although he is a Croatian national – he experiences the exclusion socially and to a

¹² This is not only a bureaucratic fact, for a person feels excluded from the German community even after having acquired the German citizenship.

certain extent, culturally. In neither context are different aspects of citizenship – social, cultural, political – merged; rather, his citizenship is fragmented and in each context he enjoys only some of its aspects.

There is a difference between the out-of-placeness experienced in each, because of a different emotional investment in Croatian and German citizenship and community. Thus, the exclusion experienced within the Croatian society, to which my interlocutor feels a strong emotional attachment, had a tormenting effect on him, felt especially in an earlier phase of his life. This led him to express a territorialised idea of national identity, i.e. envisage that a person could only be ‘a Croat in Croatia’ and not elsewhere. This is in contrast to the Croatian – and German for that matter – notion of national belonging, which is a transborder, de-territorialized concept insofar as it incorporates nationals regardless of their territorial location. However, living in Croatia did not resolve his desire for full incorporation. His short sojourn in Croatia shows that the importance of the notions of common descent and ancestry for social inclusion is overridden by common experience and cultural sharing. That realisation, among other factors, brought him back to Munich.

In an earlier phase of life, third contexts allowed for the transgression of tensions involved in double identity; it is in third countries, in which he did not have to choose between his two identities, that my interlocutor could embrace both. In a later phase of life, he seems to have come to terms with his twofoldness inside the German society by segmenting his life between a professional and a private domain: the first is tied to the German, the second to the Croatian social space in Germany. By occupying a special, Croatian niche/subcultural space in Munich, the post-migration generation seems to replicate their parents’ strategy of segmented inclusion in the wider society. If this is a more general trend among the post-migration generation, then German society has indeed not succeeded in fully integrating its ‘natives with migration background’.

It stems from this analysis that the prevalent exclusionary nation-state culturalist rhetoric about unique and bounded national identities of the either-or type has a strong effect, even on people whose lives and

simultaneous participation in at least two societies could challenge it and, by this fact, eventually lead to its reformulation. Such a revision seems necessary if nation-states are fully to include foreigners in their midst and to avail of contemporary transnational migrants and their descendants.

References

- Abu-Lughod, L. 1991. "Writing against Culture." In R. G. Fox (ed.) *Recapturing Anthropology. Working in the Present*. Santa Fe, New Mexico: School of American Research Press, 137-162.
- Brubaker, R. 1992. *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Čapo Žmegač, J. 2005. "Transnationalisation and Expressions of Identity among Youth of Croatian Origin in Germany." *Narodna umjetnost. Croatian Journal of Ethnology and Folklore Research* 42 (1): 9-24.
- Čapo Žmegač, J. 2006. "Dynamik der Beziehungen der Migranten zum Herkunftsland: biographische Perspektive." *Schweizerisches Archiv für Volkskunde* 102 (1): 1-20.
- Čapo Žmegač, J. 2008. "Parochial Transnationals: Being of Croatian Descent in Germany." In E. Marushiakova (ed.) *Dynamics of National Identity and Transnational Identities in the Process of European Integration*. Newcastle: Cambridge Scholars Publishing, 328-338.
- Fulbrook, M. 1996. "Germany for the Germans? Citizenship and nationality in a divided nation." In D. Cesarani & M. Fulbrook (eds.), *Citizenship, Nationality and Migration in Europe*. London-New York: Routledge, 88-105.
- Hailbronner, K. 2002. "Germany's Citizenship Law under Immigration Pressure." In R. Hansen & P. Weil (eds.), *Towards a European Nationality: Citizenship, Immigration and Nationality Law in the EU*. Basingstoke, New York: Palgrave, 121-135.
- Hansen, R. & P. Weil. 2002. "Introduction: Citizenship, Immigration and Nationality: Towards a Convergence in Europe?" In R. Hansen & P. Weil (eds.), *Towards a European Nationality: Citizenship, Immigration and Nationality Law in the EU*. Basingstoke, New York: Palgrave, 1-23.
- Kastoryano, R. 2002. "Türken mit Deutschem Pass: Sociological and

- Political Perspectives on Dual Nationality in Germany." In R. Hansen (ed.) *Dual nationality, social rights and federal citizenship in the US and Europe: the reinvention of citizenship*. New York, Oxford: Berghahn Books, 158-175.
- Kearney, M. 1995. "The Local and the Global." *Annual Review of Anthropology* 24: 547-565.
- Mandel, R. 2010. "Mediating Germanness: Co-Ethnic Challenges for Turks, Jews and Russians." In J. Čapo Žmegač, C. Voß & K. Roth (eds.), *Co-Ethnic Migrations Compared: Central and Eastern European Contexts*. Munich, Berlin: Verlag Otto Sagner, 53-67.
- Martiniello, M. 1995. "Introduction." In M. Martiniello (ed.) *Migration, Citizenship and Ethno-National Identities in the European Union*. Aldershot: Ashgate, 1-7.
- Martiniello, M. 2000. "Citizenship in the European Union." In T. A. Aleinikoff & D. Klusmeyer (eds.), *From Migrants to Citizens. Membership in a Changing World*. Washington: Carnegie Endowment for International Peace, 342-380.
- Sarrazin, T. 2010. *Deutschland schafft sich ab: Wie wir unser Land aufs Spiel setzen*. Munich: Deutsche Verlags-Anstalt.
- Shore, C. 1999. "Inventing Homo Europaeus." *Ethnologia Europaea* 29 (2): 53-66.
- Şimşek-Çağlar, A. 1994. *German Turks in Berlin: Migration and their Quest for Social Mobility*. PhD dissertation, Department of Anthropology, Montréal.
- Stolcke, V. 1995. "Talking Culture. New Boundaries, New Rhetorics of Exclusion in Europe." *Current Anthropology* 16 (1): 1-24.
- White, J. B. 1997. "Turks in the New Germany." *American Anthropologist* 99 (4): 754-769.

III.

VERS DE NOUVEAUX MODES D'APPROPRIATIONS DES LIEUX ET DES TERRITOIRES

Property Rights and Legal Dynamics in a Border Area

Nebi Bardhoshi

Institute of Cultural Anthropology and Art Studies in Tirana

Contextualizing Legal Dynamics

The ethnographic data considered throughout this work derive from fieldwork experience in the border areas between Albania and Kosovo, namely in the highland villages of northeast Albania and Dukagjini plains in Kosovo that continue to use the Kanun (customary law) named after the medieval prince Lekë Dukagjini (Zojzi 1962; Krasniqi 1977). On both sides of the border the traditional law in power or Kanun is not recognized as a normative, legal entity by either state (Albania and Kosovo). The dual and dynamic nature of the border creating two distinct political and social areas brings out the interplay between legal systems, which adds to the debate in legal anthropology between the pluralist and centralist perspectives (Griffiths 1986; Benda-Beckman 2002; Tamanaha 1993). The anthropological discussion on legal pluralism vs. legal centralism calls also for an analysis of the moral legitimacy of law (Pardo 2000a, 2000b, 2004; Pardo & Prato 2011; Bardhoshi 2011a). In this article we will explore how a non-state law is applied in everyday life.

The Kanun is a sort of customary law, an un-codified set of laws that were firstly codified by a Franciscan priest named father Shjefen Gjeçovi at the beginning of 20th century (Gjeçovi 1972 [1933]). This codification, and

others that follow this example, was done under the image of modern state law, but it was never accepted by Albanian state as legal system. Albanian and foreign researchers who dealt with Kanun often expressed their worries for its disappearance in the course of modernity that coincided with the creation of nation-state as a result of state law expansion (especially after the Albanian state adopted the communist ideology)¹. In the studies carried out during the communist period, Albanian ethnographers often employed a metaphorical language such as ‘crumbs’, ‘clots’, ‘rudiments’ and ‘remnants’, in order to describe their findings of the existence in practice of Kanun in socialist present (Bardhoshi 2013). After socialism, some researchers have suggested that in current circumstances what we find out in the field is not the original Kanun, because the norms we observe in practice are not the original and authentic laws (Tirta 2006: 371–396). Others disagree, noting that some parts of it are still prevailing in today’s reality. As I have suggested before, this misinterpretation of the Kanun in present times derives from its misinterpretation as an “essence” rather than as a process (Bardhoshi 2013).

In the next sections I will first give an historical overview of state law’s legitimacy in Albania and Kosovo. I will then examine three ethnographic cases. The first one focuses on the principle of equality in land distribution within family property. The second case study deals with the property market within the village. The third one is about the trajectories of the village’s common property and the privatization of sacred land.

State Law Moral Legitimacy: A Brief Overview

It should be noted that on both sides of the border the Kanun operates in the context of a modern state. Still, in both cases if we use the “post” as reference (e.g. in postsocialist, in post-war, post-dictatorial,

¹ “...But since recent political changes in Albania have effaced or drastically altered the traditional structure of society, field research is likely to be of little help, and the choice is between the kind of anthropological history offered here and nothing” (Whitaker 1968: 253). See also Zojzi 1976.

post colonial etc.), I suggest that rather than “unipost perspective” the Kanun has to be analysed in ‘multiple post context’. In Kosovo, the role of the international community after 1999 contextualizes the multitude of ‘posts’ by giving an end to the war and also assisting the new state of Kosovo to have its laws enforced and jurisdiction maintained under the so-called capacity state building policy. However, the post-war situation and the creation of the new state in Kosovo are redefining the roles of Kanun in praxis. The case of Albania could also be analysed as a multitude of ‘posts’, if we analyse the phenomenon in *longue durée* terms. All in all the existence of Kanun cannot be fully understood without taking into account the history of the state in this region. So, using the term ‘post-socialism’ is inadequate as long as it creates the false image of life as exclusively shaped by socialism.

Regarding the Kanun in the present, we need to underline that both states have ‘imported’ the neo-liberal ideology and they are committed to fulfil ‘International Standards’ for a functional market-based type of democracy. In either case it is possible to speak of a neo-liberalization of the state basic rights. Though Kosovo is facing problems in being recognized as an independent state, yet, this fact did not stop the newly established government to undertake substantial economic and legal reforms in order to meet these international standards. These reforms in both countries are imposed by the international community in general and the European Union in particular. The state law, as an imported phenomenon, is facing in everyday life what Giordano and Kostova call a ‘persistence of a century-old divide between state legality and the legitimacy of norms, institutions, and social norms’ (Giordano & Kostova 2002: 76, see also Prato 2011). Thus, in Pospisil’s terms, we might consider a dialectical relation between an authoritarian law (in this case state law) versus a traditional law (Kanun) where the latter is seen as more legitimate as long as it is based on native logic, to which the local communities are used, and often perceive and consider as ‘just’ (Pospisil 1978: 193-232). The importation of laws by the ruling elite seems to be part of the modernization and

Europeanization of both countries². Last but not least, both areas have faced internal and external migration but in both cases most of the migrants have not lost neither economic nor family relations with the areas. State law in neither case prohibits dual citizenship, which makes it easier to have conditions of legal plurality even at this social and political level³.

The communist state in Albania was faced with a haemorrhagic loss of legitimacy, among other things, due to the radical reforms it had on land property in the notorious process known as collectivization that not only made people mistrust the government and morally challenge its authority but also produced a collective glorification of the traditional system prior to the installation of the communist regime. In order to re-instate the lost legitimacy, in the beginning of the 90's, the communist government de-collectivised the agricultural land of the socialist collective farms following the principle of distribution rather than of restitution. The law on land distribution explicitly denied the rights of inheritance to all those individuals whose land had been confiscated by the communist government more than 23 years ago. The same law did not recognize any prior form of inheritance right and/or property borders in the process of decollectivisation of agricultural land. Due to the political turnover, the newly democratic government promoted neo-liberal principles and, in 1994, a new law was issued according to which all un-decollectivised land until that moment had to be distributed following the principle of restitution which meant that former owners via inheritance or acquisition had the right to claim the land that the communist state had taken from them and collectivized afterwards. When this law was issued that entitled former owners to their former land property, the decollectivisation of land following the first principle was already implemented in a few areas of Albania, while in some others especially in the Northeast, people had already written their own history because instead of distributing the land according to the state law they had followed the rules of Kanun (de Waal 2005; Bardhoshi 2011b).

In Kosovo the situation is currently rather different due to

² Compare to Benda-Beckman 2006.

³ See Law No. 03/L-034.

the moderate nature of Tito's socialism. Either the process of collectivization was very much small in scale or it was carried out only for a short period of time in the areas due to the hilly or mountainous type of the terrain. But Kosovo faced another problem related to land property during Yugoslavia, which was coming from the colonial type of policies implemented with varying intensity by the state. Whilst this needs further research, after the 1990's colonial type of policies was intensified vis-à-vis the state and law in this region (Obradović 2005).

During the last century in Kosovo the state law on land had changed very often⁴. In 1991 Kosovo elites wrote down a constitution demanding for Kosovo independence and the creation of the state of Kosovo; a step that gave rise to Kosovo state structure paralleling Belgrade's and initiating Kosovo's peaceful resistance (Vickers 1998). This constitution, which was eventually rejected by the Yugoslavian authorities, was embedded in the modernist spirit and foresaw the construction of modern Kosovo state within the boundaries of Yugoslavia. Moreover, it acknowledged the state law as the sole source of justice in the territory that the state administered. The turbulent political situation between Kosovo and Yugoslav authorities created a fertile social environment for the flourishing of legal plurality, because in the context of social mistrust of the state law stability and fairness, it enabled Kanun to survive. Albanians in Kosovo found themselves between and betwixt three paralleling and often conflicting legal systems, namely, on one hand, the parallel and conflicting legal systems of Kosovo and Serbian governments, and on the other hand the Kanun that paralleled and conflicted with both legal systems. In the post-war period (1999-2010) the state law in Kosovo did change again in order to fulfil international criteria. The changes were numerous but among other things they aimed firstly at creating a new type of citizenship, and secondly at framing and regulating legally all kinds of property⁵.

⁴ Only in 1989, 1300 laws and legal acts were changed when Serbia demanded and managed to abolish Kosovo autonomy.

⁵ Regarding land reform in post-socialism see also Giovarelli & Bledsoe 2001. See also the Regulation of Government of Kosovo, No. 1999/24 "On Law Applicable in Kosovo".

Yet, if we broadly observe both Kosovo and Albania state's laws, we might say that due to the many contradictions they bear it is possible also to speak of an internal plurality within the state legal system. In both states the formal legal system is represented by the 'unclearness of concept' definitions, a superposition of laws, and an inflation or hyper legislation in the name of modernization; all these factors have strongly influenced people's perception of state law by challenging state legislation legitimacy and justice administration. The uncertainties that the formal legal system portrays for everyday people, in both societies, have made them to continue to rely again and again on the rules of Kanun as a mechanism for justice administration. Lastly, it is surprising to observe that within academic circles both in Kosovo and Albania, there are very few discussions and public debates over the impact that Kanun has especially in regulating matters related to land property. Often these debates neglect the Kanun's role at micro-levels in administering land distribution and all other matters related to land transaction. Thus, in the following section, by focusing on the principle of equality that reflects the spirit of both Kanun and modern state law, I will further examine the role of Kanun in structuring gender relations in contemporary Albania and Kosovo.

Gender equality between Kanun and State law: Property Issue

Kanun is regarded as a pre-state law or non-state law (Yamamoto 2008), a production of both patriarchal lineage and kinship ideology that was influenced superficially by Roman, Byzantine, and Turkish laws (Elezi 2006, 1969). The founding principle upon which the very structure of *Kanun* rests is the principle of equality between men, a principle that takes different shapes and applications in different times and localities. Such a principle is legitimized by the belief that people have a shared and common origin from a male ancestor. According to such ideology the symbol of equality and solidarity in a group was embedded in the concept of 'brother'. Thus *Kanun* is

shaped and has shaped an egalitarian-patriarchal type of society. My long-term fieldwork especially on land property issues, in Albania and Kosovo has shown that Kanun, today, continues to operate in and regulates family relations especially matters related to property as it did also during the communist period (Bardhoshi forthcoming). The continuity of Kanun, parallel with the state law, has enabled the administration of justice to settle conflicts related to land property especially during the period of de-collectivization (Bardhoshi 2011b).

The neo-liberal state law, though it has recognized the family unit as a subject of property relations, yet claims and underlines the principle of equality of people regardless of their gender in claiming and getting a share of family property⁶. The Family codes on this matter, after WWII, have had different perspectives on *how* such a thing had to be done, but nevertheless they always observed and underlined the principle that family members regardless of gender do have a claim and share in their family property⁷. Albania signed and ratified the international convention against all forms of discrimination against women (CEDAW-1993), as well as all other conventions and respective charters concerning human rights and discrimination. But on the other hand according to Kanun in theory and practice, only paternal male brothers have the right and are entitled to have an equal share of family property, while daughters and sisters have no right to claim any land property, and are only entitled to a very limited right to claim some moveable property⁸. This system of property distribution within the family unit continues even today in every village of the district of Dukagjini in Kosovo and in the villages of northeast Albania. A clear example of how Kanun still prevails is the fact that even nowadays villages continue to retain their patrilocal or virilocal and exogamic nature. The sole heirs of a land property continue to be the male offsprings of a family. Brothers build their houses in the property they inherit, mostly near to each other and near to their paternal house. Their sisters are married

⁶ See for example Law No.03/L-154, Law for Ownership. Kosovo.

⁷ Law No.2004/32, in Kosovo, see also Family Code in Albania, 2007, and Kaser 2008.

⁸ See Law No. 7767, December 1993.

outside the village and they are excluded from a share in the family land property. While I was writing this article I was informed that in a village where I carried out fieldwork a year ago a young man and a woman had fallen in love with each other and against the will of their families had decided to marry. The village used to be exogamic and females were ‘married out’ because people believe they originated from the same male ancestor. I was put in a very difficult situation when I was asked by a member of this community to give an opinion about this fact. As soon as I started to reply by saying that according to the family code in Albania such a marriage was allowed, the wife of the person who asked me for an opinion intervened and said: ‘...Come on, please, Nebi, leave the Code alone, only the bullet can solve this matter.’ Later on, I learnt that the state police had intervened to solve the matter by asking the two families to sign up a declaration stating that they won’t take any sanction against their children who had decided to marry without their permission so breaking the exogamic rule. Though both parties were ‘forced’ to sign this declaration, yet one would hear from the discussions people were having on this issue that the young male had lost his right to return to his father’s village, and according to the interpretation of an old man, he had also lost his right to inherit his father’s land. Yet, the latter interpretation was challenged by others, because according to them this measure was not just, even in such extreme cases as this, because there is “no man without the right to a share in his father’s property”.

Moreover, in cases of divorce the female members of a family unit would be hosted and taken care of by their brothers after their parents’ death. Nowadays, according to the official statistics, and as fieldwork data show, there is an increasing divorce rate in both Albania and Kosovo. More and more female members of a family are returning to their villages of origin and live in either their paternal or brother’s house. The return of a divorced sister in the paternal or brother’s house may be a subject of tension and argument especially if she is the mother of a male child. Law courts often give the right, in case of divorce, to the mothers to take care and raise young children. In this matter, I came across a case (in Kosovo) in which the female

divorcee was obliged to leave her parental house and native village in order to avoid a conflict with her brothers because she was the mother of a young male child. The matter in conflict was precisely the young boy who, though related to his mother's brothers as *nip* (nephew), was in fact not recognized by his *dajat* (maternal uncles) as a member of the family. The conflict between sister and brothers grew tougher as the child was growing up. Thus, in order to avoid further deterioration of the situation between herself and her brothers, she left her paternal house and native village. Yet, it should be pointed out that this case became a matter of discussion in the village. Some inhabitants held the view that the born son of a female member of the family is entitled to the same love as the born son of a male member, while others held the view that only the sons and their male offsprings are entitled to inherit real estate in the village.

Nevertheless, the arguments why females do not have access to family real estate do vary. In the area of Dukagjini plain in Kosovo it is said that the female has the right to claim her father's land property, but it is not a very good thing for her to raise such claim, because it would bring shame on her brothers. The right of the female to claim and inherit a share from her family real estate is called *miraz* and it seems to derive from the ottoman word *mirass* that means "inheritance without restriction to mobile or immobile property"⁹. The inhabitants of these areas do not recall any specific case where sisters have claimed their right to a share in their father's land property when they had one or more brothers. But I have come across three cases in Rogovo and Dej village in Dukagjini's plain, where the daughters, in the absence of males, had claimed the right to their father's property against their first patrilineal cousins. In 2010, while I was doing fieldwork in Rogovo village, I was told about two similar cases but my interlocutors soon ended up the discussion on the matter arguing that this is a very delicate issue and needs to be solved within the village. In this specific case, the right to property was raised by the sons of the daughters in two separate

⁹ For the translation of the ottoman words that I have gathered throughout my field work I have to thank Prof. Dr. Ferit Duka and Prof. Dr. Dritan Ergo.

families, where their grandfathers had no male inheritors. Though they had obtained the right to use the given land property, yet they had, on the other hand, no right to sell it.

The dervish of Dej village told me about two similar cases he had come across while serving in this area. I should point out that the dervish was feeling uncomfortable throughout the whole interview on this issue. The first case happened around 30 years ago while the second happened around 4-5 years ago. The Dervish was pointing out and underlining the fact that the word *miraz* means 'bad omen' and according to him, experience has shown that when a property was taken following the *miraz* rule bad things had really happened. Such properties, according to him, were often not very much fertile or not fertile at all as they used to be before. The female's heirs not only gained an unproductive land but also they lost their ties with their paternal kin. The belief that *miraz* land is unproductive is very much widespread in the area of Dukagjini's Plain.

Nevertheless, a member of the family that had gained a land property following the *miraz* rule said to me that he was very happy to have inherited something from his maternal grandfather and he did not repent at all to have done so. He explained to me that this land was not very much productive because he had not really worked much on it. The young man explained that he had ploughed the land the previous year not to be productive but to publicly tell to his maternal kin and village who was the new owner.

It should be pointed out that in these areas there is another argument that entitles female heirs to a share of their fathers' land property. According to this argument sisters are entitled to claim half of their brothers' claimed share because, as the Kanun observes, a female is worth half a male. Nevertheless, such norms are part of people's social memory and examples or cases when females have inherited land property following such a rule are very rare. In the city of Prizren, Kosovo, it is said that the female has the right to claim land property from her brothers but not the house where her brother(s) live(s). Her request to property should be accompanied by a very valid argument, such as poverty or in case of the sister's

complaint of the way she was treated when she came for *t'pame*¹⁰. An interlocutor from this area said that if his sister did not have enough income to live then as her brother he is obliged to give her some of his wealth. This principle is well accepted and present everywhere in this region and implies that, on the one hand, females do not have the right to land property, but on the other, brothers are obliged to help their sisters out in case of poverty.

In practice, even in cases when the female obtains a part of her family land property, *miraz* obliges her to sell it to her brothers because she is not allowed to build on it. The right to build on the father's land property is granted only to brothers. In earlier times (4 to 5 generations ago) there were cases of nephews who built a house on their grandfather's land inherited by their mother. For example, the brotherhood of Sefollit in Vranisht village is said to originate partly from a nephew who was allowed from his maternal uncle to build a house on his maternal grandfather's land. But even in such cases the nephews had gained such a right only because they were transformed into 'soul sons' to their uncles. This was a form of rite of passage that transforms socially the son of a sister into the son of the sister's brother and it enabled the individual male to have equal rights and claims to his maternal grandfather's property. Even though in present days, such cases are not to be found, yet it can be said that nevertheless they did, when they existed, strengthen the patriarchal and patrilineal kinship ideology. As we observed throughout this section, while state law fosters equality between genders within the family unity and entitles both male and female to an equal share of the family property, field data reveal that Kanun principles are still being applied in everyday life; principles that foster equality between men and disparity between genders. As we will observe in the next section Kanun principles do not regulate only family matters in relation to property and inheritance but they also regulate the property market in these areas.

¹⁰ *E pamja* (visit) is Kanun right for the female to pay twice or more time per year visits to her family. Within this period she has the right to go for visit to her family and stay without any difficulty at any brothers she wishes.

Property Market Principles and Kanun

At a micro level, property market acquires a specific relevance in understanding the clash between neo-liberal principles of freedom of property and the local realities that structure such a right following specific cultural traditions. Contextualising the market in areas where Kanun continues to regulate everyday life, it seems logical to ask the following question: how does the property market work?

My data shows that the real estate market, on both sides of the border, is generally organized according to Kanun principles rather than neo-liberal ones. In villages of Northern Albania, the owner of the house has the right to sell his property firstly by offering it to his brother or brothers, who in most cases are also his neighbours. Brothers are considered to be equal regarding the offer, even when they have different mothers but the same father. Neither age nor religious belief, in cases when one or more brothers have changed their religion, plays any role when it comes to the offer to buy the share of the father's land from a brother, because as the locals express it "a brother remains and still is a brother". As we observed above, in the case of inheritance, female members are excluded from the right to an offer from their brothers either to buy their father's land or to sell it. Only males enjoy the right to buy, sell or donate land property.

One could ask if the sisters actually use the power given by state law to claim property from their native family. Following Kanun, the brothers often ask their sisters to make an official written declaration where they give up their part of the share so that the given property can be registered under the brothers' name. When asked why such practice is followed, the most frequent answer that female interlocutors gave me is that they considered it shameful to take a property that according to them belonged rightfully to their brothers. Along this line, another commonly shared opinion on the existence of this practice relates to the expressed fear of the interviewed females that if they would take their share of property they would risk to interrupt both economic and social relations with their patrilineal family; a risk that no one is willing to take. I repeatedly addressed the

very same question throughout my fieldwork in these areas and the answers were often quite the same. In 2008, while I was conducting field research in Golaj village, one of the interviewees answered that she would not even dare thinking to demand a share from her father's property and she added that "...I would never bring shame on my brothers as well as on my father. I am married and I want to have the door open for my brothers. When a female is born, she is considered a foreigner, *derë e huaj*. I am raised like that and I think like that". Another interviewed woman answered in this way: "...to be honest I don't think that it is just that woman does not have the right to claim from her father's property. To me both son and daughter are equal..." I asked her what would happen with her daughter and she replied that "...I don't know, I wouldn't like my daughters to be left with nothing, but at the end, it is their father who decides." In 2010, I interviewed a woman in the village Rogovo in Kosovo who owned a hairdressing shop that she opened with the help of her brothers who are considered to be rich in this area. When I asked whether she would claim a share from her father's property, she sharply answered: "...I don't even dare thinking about it because I don't want to break the relations with my brothers!!!"

It should be noted that the most striking difference between North Albania villages and Kosovo in the implementation of Kanun legal principles is related to the father's moral and juridical authority. In Kosovo, especially in Dukagjini Plain, the father still preserves some elements of his ownership rights even when his family has split and the land has been shared between his sons. This means that if one of the sons is willing to sell his inherited land he must firstly ask for his father's permission to do so. Without such permission, the son won't sell the inherited land. Rustem, one of my informants and friends, aged 72, lives with one of his sons in one of the villages of Dukagjini Plain after the family split he divided his property in equal shares between his sons. After the separation, each of his sons built a house on their paternal plot where they now live with their respective families. Once I asked him while we were having coffee in the village coffeehouse, what would happen if one of his sons wished

to sell the inherited property. Immediately this question sparked off a debate, which included all those present in the coffeehouse. As I happen to learn later, indeed, some time ago one of Rrustem's sons had wished to sell some of his land and his father forbade him to do so, even though they had separated for quite sometime. To spark up the conversation I said to Rrustem that his son is now the man of the house and he is entitled to do whatever he wants in his house and with his property and I illustrated my point by giving examples from areas in Albania. Then Rrustem explained that in his area as elsewhere in Kosovo, as long as the father is alive, he continues to be considered the owner of the land, while his sons are only the users of it. They will gain the full right to land ownership only after their father's death. He also added laughing that "...at the end of the day I still have the papers of the land in my name and until my death for the state I am the owner".

As field data indicates in Kosovo in comparison to Albania the father figure remains strong and it is quite difficult to say why it is so. Nevertheless, we can attempt to answer this question. Firstly, it can be related to the fact that the war for emancipation waged by the state against patriarchy was weaker in Kosovo than in Albania. Secondly, until recently the Kosovo family has been an extended one by nature, meaning that father-mother and their unmarried and married offsprings with their wives and kids all lived under one roof. For example the family of an informant of mine in the village of Rogovo, until recently, had 18 members. The family was made of father-mother, 3 married sons, their wives and respective offsprings. Three generations were living under the same roof. The brothers had built near their father's house two equally looking houses. These houses shared a common yard and one entrance. The surrounding wall of the yard was built in such away as to enable the brothers in the future, after the father's death when they would split, to build individual yards and entrances. Moreover, it can be said that in Kosovo the heads of the family play an active role in separating their big families and also in structuring how the family estate is going to be shared.

Finally, another factor that might have played a role in this can be attributed to migration. Most families in Kosovo were to a certain extent also transnational ones, especially in the pre-war period, due to the high level of emigration. The transnationality of the Kosovo family has been amplified also by the breaking down of Yugoslavia, because in many cases family members would acquire a new nationality in the countries where they resided and carried out their economic activity as it is the case of Kosovo Has; the members of this area had the monopoly of bread-making and pastry making, and migrated all over ex-Yugoslavia. The migrants usually were adult married male members who emigrated for work either to other countries of Yugoslavia or to other European ones. They would leave their wife and children behind, and migrants' fathers' original family would provide support for their sons' family. Under such circumstances the father's family became the epicentre of a joint economic activity for its members, as far as migrants would send their revenue to their fathers who in return took care of their sons' family left behind. Thus the fathers' role became even more important in keeping the family together through his control on family and offspring's economies. In cases when the family had split due to emigration reasons, usually, it was considered as an unlucky and ill-fated family in economic activity. Contrary to Kosovo, in Northern Albania the father's authority is not any longer as strong over his sons' land property after they have separated from him¹¹. Various interlocutors told me that the householder institution of a strong authoritative father was also present in North Albania but with time it has faded away¹². In either cases the creation and/or continuity of a strong institution as that of the patriarchal household

¹¹ To what extent has the lack of a Kosovo state authority influenced in retaining householder's power and authority on matter of land property, or are other factors as hinted above that created a strong institution as that of the householder, these are question that need further research to fully answer then.

¹² It should be pointed out that such answer is not a satisfactory one because there are also other processes that may have affected it i.e., the collectivization process or the internal mobility between the countryside and industrial towns and cities during socialism. Yet further research is needed to properly assess the impact of these variables.

on issues related to land property relations has helped to invigorate social relations and social structures related to land property: any transaction on land impacts directly or indirectly on the continuity of the given social structure and relation (Bardhoshi 2010).

Trajectories of Village Common Property in Neoliberal Times

In this section I shall examine the ways in which Kanun relates to matters of village common property. Each and every village had a common land property that was used for pasturing and firewood. Village common property was created either since the village was founded or by family donation, the latter was a custom called *tokë e dhuruar për shpirt* ('land donated for soul'), or both. Another term used to identify this donated land is *hajrat*.

The villages of highlands in Northeast and Dukagjini Plains in both Kosovo and Albania are composed, as hinted throughout this work, of family unit groups that are related to each other via 'real' or 'fictive' paternal bloodline. The village configuration has also affected the way land property is structured. There are villages like Zymi, Romaja, Dede, etc., structured along family units that belong to different religions – i.e. Sunni Muslims, Bektashi Muslims and Catholics. In most villages of Albania and mountainous Kosovo the memory of a common Christian origin is very much vivid for the Muslim population. Nevertheless, regardless of religious background, the families of these areas continue to use the same system to divide land property, which is organized along male bloodlines.

Differentiating significantly from what happened to private land property, the destiny of common village property has varied throughout the Balkans since the creation of nation-states¹³. With the creation of nation-states and especially when Balkan states adopted the communist

¹³ Common village property seems to date back to before the Ottoman rule, and it is traceable to a time when in the Balkans operated the *law of the Lords*. See Clayer 2007.

ideology, village common property became state property. State law neither recognized Kanun as a source of law nor did it recognize all the structures it created. Therefore though the village is regarded by Kanun as subject of economic relation and subject to property, yet according to state law the village is not a legal persona and possesses no right to claim any property. Following this logic the village commons was often nationalized and became state property, and it was the state sole power to decide what was to be done with it. Eventhough the common village property was often nationalized by the state, this fact did not conflict with the people's cosmology, because in most cases, they continued to make daily free use of such property. During communism, when every type of property was nationalized, the members of the village continued to make use of what was once village common property for both pasturing and firewood. But problems related to the village common land property would start when, after the fall of communism, the village common property started to be privatised by individual subjects.

In present days, the market oriented governmental policies made this land subject to privatization and either sold it to private companies or individual subjects. In most cases, village members did not have the preemption right for this property. When asked about this process, village members say that it was much better when the state owned the land, because changing of ownership has resulted in significant problems. In this case the state is privatizing once morewhat were public resources for the village. The state is giving licenses for chrome extraction and construction of agricultural farms to private subjects in these areas, and this is happening on both sides of the border. Village members on the Albanian side as it happens in Has and Bytyçi regions have used Kanun for regulating relations on common village property. The right to extract chrome minerals from the village property is recognized to those families that first discovered it. While in Kosovo chrome extraction is not necessary a right reserved only to village members.

The process of privatizing village common property is layered and includes an entanglement between local, national and sometimes even transnational actors. Therefore in some areas common land is privatized

or given to be used by the state to private local, regional or national firms. In some places land has been occupied and virtually privatized by the members of the village, who in some cases justified this act by referring to norms deriving from the tradition of Kanun that allow village members in case of necessity to seize it, or, in other cases, they simply use the principle of the stronger. For example, in Golaj village, located in Has region of Albania, in which village common property used to be scattered in four different areas that were locally known under the name *mera*, a group of families without any justification or reference to Kanun norms, took hold of what was considered as the most fertile part of the common property, known as *Hamalla*. In some other areas, as is the case of Vranisht village, Has region of Albania, a good part of the village common property has been seized upon by individual members of the village. The strategy used is as follows. Initially, the land was ploughed symbolically or simply fenced in by the covetous party. Some village members reacted to this, but those who wanted to seize the land fiercely reacted by saying that now the land was theirs and nobody dared to touch it. While in Rogovo village, in Kosovo, most part of the village common property was located in the centre of the village and around it. When Kosovo was part of Yugoslavia, one part of this land was given, by the state, to Serbian migrants to the area, another part was used to create a Roma neighbourhood, and the rest stayed until 1999 state property. With the end of the 1999 war in Kosovo, part of the village common property that used to be state property was seized by individual members of the village whose private property was bordering this property using the pretext of vicinity, meaning that it was their right to do so because their property was bordering it. Other members of the village seized it by using the pretext of economic necessity and they simply ignored the village decision about this property.

As we underlined above, the village common property was sometimes created via donation by individual village members in the form of *hajrat*. The term seems to derive from a Turkish word meaning 'for goodness, for grace'. It is believed that the donation of land would enable its donor to be blessed by God who in turn would give him a better life in the afterlife. Also it is believed that

even the next generations after the donor's death would be granted good health and prosperity. The donated land from which the whole community benefited would increase the donor's prestige as well as his family's. Cases of *hajrat* land are much more present and remembered in Kosovo. There are at least two strong reasons why the memory of *hajrat* land is more present in Kosovo than in Albania. The reasons could be related to the mild nature of socialism in Yugoslavia that enabled to a certain extent the continuity of private property in Kosovo together with the practice of religion as a public activity.

Nevertheless, the donated land in *hajrat* form seems to have had several social functions that were not recognized by state legislation. One of the contradictions that emerge between the two is related on the one hand to the fact that state law does not recognize the category of 'sacred land' in local terms but sometimes include it in terms of cultural heritage, and on the other hand, this land is equally subject to privatization according to state law. While, during communism, the atheist law did not recognize this category of land, in turn, it consecrated the category of common property, thus enabling both the continuity of memory on land created by *hajrat* and its usage for common purposes. Meanwhile, the neo-liberal legislation in contemporary Kosovo and Albania does not acknowledge the donor of this land as the rightful owner and thus allows its privatization to the highest bid. This process has in turn opened vivid discussion at community level on whether *hajrat* land should be privatized. When I asked one of the heirs of a person who had donated a land in the village of Rugove (Kosovo) why he does not privatise this land, he explained that even if he did so still in the memory of and for the soul of the grandfather, the land had to remain public property. Yet, my interlocutor also explained to me that his family is unable to claim their right on this land because they lack the necessary documentation to prove prior ownership to it. Throughout my interviews on this issue I came across the fact that most people do not feel very much at ease and they are not able to see how come that a land that has been donated and basically given away for free by a person as public use for the community, can actually be sold by the government today.

Short conclusive remarks

Throughout this work, by focusing at micro level, such as family structure, village organization, land property and economic transaction, I studied the way people are questioning the logic of neo-liberal ideology adopted by the state in a 'multipost context'. Three ethnographic examples showed that state law is in contradiction with local legal cultures, particularly on issues such as gender equality, free market economy of land and the category of sacred land. Those three cases show that state law lost its legitimacy or lacks it in local terms. These cases are challenging another old and new debate in legal anthropology related to the local meaning of social justice and state law legitimacy, opposing a relativist approach to a universalist one (Merry 2006).

The everyday social environment of both sides of the state border encompasses a '*legal habitus*' consisting on the one hand of a functional Kanun and on the other of a very questionable authoritative state law. We may say, to conclude, that the everyday life of people between modern and traditional law has enabled the latter to create semi-autonomous social fields as used by Moore in which different aspects of culture are being negotiated (Moore 1978). These social fields seem to work as a habitat that enables the transmission of *Kanun knowledge* which is used to maintain male control over property while strongly questioning and resisting the dubious neo-liberal and legal integrity of state policies.

References

- Bardhoshi, N. 2010. "Diktatura e kushërinjëve dhe ideologjia e tregut të lirë." *Jus & Justicia*: 56-67.
- Bardhoshi, N. 2011a. "The 'Citizen' and the 'Transformation' Period in Albania: The Case of Tirana's Periphery." In I. Pardo & G. Prato (eds.), *Citizenship and the Legitimacy of Governance: Anthropology in the Mediterranean Region*. Farnham: Ashgate, 115-132.

- Bardhoshi, N. 2011b. *Gurtë e kufinit*. Tiranë: UET Press.
- Bardhoshi, N. 2013. "Albanian Communism and Legal Pluralism." *Ethnologia Balkanica* 16: 62-74.
- Bardhoshi, N. forthcoming. "Kanuni, kolektivizimi, shteti." In O. Lelaj (ed.) *Socializmi dhe Shqëria Shqiptare*. Tiranë: UFO Press.
- Benda-Beckman, F. v. 2002. "Who's afraid of legal pluralism?" *Journal of Legal Anthropology* 47: 37-83.
- Benda-Beckman, F. v. 2006. "The Dynamics of Change and Continuity in Plural Legal Orders." *Journal of Legal Pluralism* 53-54: 1-44.
- Clayer, N. 2007. *Aux origines du nationalisme albanais. La naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe, Recherches internationales*. Paris: Karthala.
- de Waal, C. 2005. *Albania Today. A Portrait of Post-Communist Turbulence*. London: I. B. Tauris.
- Elezi, I. 1969. "Karakterit i së drejtës zakonore gjatë pushtimit turk." In *Konferenca e dytë e studimeve albanologjike, vëll. II*. Tiranë: Universiteti shtetëror i Tiranës, 165-170.
- Elezi, I. (ed.) 2006. *Kanuni i Labërisë*. Tiranë: Toena.
- Giordano, C. & D. Kostova. 2002. "The Social Production of Mistrust." In C. Hann (ed.) *Postsocialism: Ideals, Ideologies and Practices in Eurasia*. London: Routledge, 74-91.
- Giovarelli, R. & D. Bledsoe. 2001. *Land Reform in Eastern Europe*. Seattle, Washington: Rural Development Institute.
- Gjeçovi, S. 1972. *Kanuni i Lekë Dukagjinit*. Prishtinë: Rilindja.
- Griffiths, J. 1986. "What is legal pluralism." *Journal of Legal Pluralism* 24: 1-54.
- Kaser, K. 2008. *Patriarchy after Patriarchy. Gender Relations in Turkey and in the Balkans, 1500-2000*. Münster: LIT Verlag.
- Krasniqi, M. 1977. "Krahinat etnografe të Kosovës." In *Konferenca Kombëtare e Studimeve Etnografike*. Tiranë: Akademia e shkencave e RPSSH, 111-120.
- Merry, E. S. 2006. *Human Rights and Gender Violence: Translating International Law into Local Justice*. Chicago, London: University of Chicago Press.
- Moore, S. F. 1978. *Law as Process: An Anthropological Approach*. London: Routledge & Kegan Paul.
- Obradović, M. 2005. *Reforma agrare dhe kolonizmi në Kosovë (1918-1941)*. Prishtinë: Instituti i Historisë.
- Pardo, I. 2000a. "Introduction. Morals of Legitimacy: Interplay Between

- responsibility, authority and trust." In I. Pardo (ed.) *Morals of Legitimacy: Between Agency and System*. London: Berghahn Books.
- Pardo, I. (ed.) 2000b. *Morals of Legitimacy. Between Agency and System*. Oxford: Berghahn.
- Pardo, I. (ed.) 2004. *Between Morality and the Law. Corruption, Anthropology and Comparative Society*. Aldershot: Ashgate.
- Pardo, I. & G. Prato (eds.). 2011. *Citizenship and the Legitimacy of Governance: Anthropology in the Mediterranean Region*. Farnham: Ashgate.
- Pospisil, L. J. 1978. *Ethnology of Law. Second edition*: Cummings Publishing Company.
- Prato, G. 2011. "The 'Cost' of European Citizenship: Governance and Trust in Albania." In I. Pardo & G. Prato (eds.), *Citizenship and Legitimacy of Governance: Anthropology in the Mediterranean Region*. Farnham: Ashgate, 133-151.
- Tamanaha, B. Z. 1993. "The Folly of the 'Social Scientific' Concept of Legal Pluralism." *Journal of Law and Society* 20 (2): 192-217.
- Tirta, M. 2006. *Etnologjia e shqiptarëve*². Tiranë: Geer. Original edition, 2003.
- Vickers, M. 1998. *Between Serb and Albanian. A History of Kosovo*. London: Hurst & Co.
- Whitaker, I. 1968. "Tribal Structure and National Politics in Albania, 1910-1950." In I. M. Lewis (ed.) *History and Social Anthropology*. London: Tavistock, 253-293.
- Yamamoto, K. 2008. *The Ethical Structure of The Albanian Customary Law*. Tiranë: Almera.
- Zojzi, R. 1962. "Ndamja krahinore e popullit shqiptar." *Etnografia shqiptare* 1: 16-64.
- Zojzi, R. 1976. "Mbeturina të rendit fisnor në disa mikrorajone të vendit tonë." In *Konferenca Kombëtare e Studimeve Etnografike*. Tiranë: Akademia e Shkencave, 161-180.

Nouveaux liens à d'anciens lieux. Patrimoine et tradition pour (ré) habiter la localité dans deux espaces frontaliers (Grèce-Albanie, Bulgarie-Turquie)

Olivier Givre

Université Lumière-Lyon2/CREA(EA 3480)

Pierre Sintès

Université d'Aix-Marseille/TELEMME (UMR 7303)

Introduction

Cette contribution commune prend appui sur plusieurs études de terrain réalisées dans les régions frontalières de Strandzha (Bulgarie-Turquie) et du Nord-Ouest de l'Épire (Grèce-Albanie), qui nous ont conduit à interroger la spécificité des « situations frontalières » du point de vue des manières d'habiter. Les cas développés, celui des localités de Brâchljan en Bulgarie et de Sagiada en Grèce, traduisent en particulier de nouvelles dynamiques de réinvestissement patrimonial des lieux habités qui, tout en participant de tendances larges observables aujourd'hui en Europe (Gravari-Barbas 2004; Fabre & Iuso 2009), nous semblent appeler un éclairage supplémentaire du fait de leur dimension frontalière. Dans les deux cas, l'impact de la frontière sur les pratiques et les perceptions des manières d'habiter s'est en effet historiquement manifesté par des mutations souvent décisives : déplacements de population et bouleversements démographiques, contrôle voire fermeture en raison d'enjeux géopolitiques et sécuritaires,

développement dirigiste visant généralement à affermir la présence de l'État (voire la signification nationale d'espaces disputés) et à pallier un isolement fréquent dû à une position périphérique. À Bràchljan comme à Sagiada, cela s'est globalement manifesté par un abandon au long cours, au fil d'événements souvent douloureux et de déprises démographiques liées au statut d'exception de ces espaces. Notre première hypothèse est en somme que, du point de vue des manières d'habiter, les espaces limitrophes revêtaient classiquement une dimension particulière en raison d'enjeux spécifiques de conquête et d'usage de l'espace, mais aussi de négociation de « voisinages » marqués par des frontières plus ou moins rigides.

Pourtant, si leur isolement ou leur désaffection ont généré des rapports spécifiques à ces localités, souvent empreints de déploration ou de nostalgie, ils semblent également devenus au fil du temps des composantes à part entière de leur « valeur » pour certains de leurs habitants anciens et plus récents, ainsi que leurs éventuels visiteurs. Cela se traduit par des discours et des pratiques accordant une importance spécifique aux éléments matériels, immatériels, environnementaux, etc. et plus généralement aux histoires complexes de ces localités des confins. Ces processus que nous pouvons qualifier de « patrimoniaux » dès lors qu'ils engagent des démarches de préservation, de réhabilitation voire de mise en ressource, sont par ailleurs contemporains de diverses dynamiques de réinvestissement par des habitants anciens ou nouveaux : « retours au village » et regain d'intérêt pour la « campagne », ouverture au tourisme et émergence de projets de développement local, résidentialisation et gentrification... des phénomènes déjà bien attestés en Grèce et beaucoup plus récents en Bulgarie. Les localités concernées font ainsi l'objet de discours et de pratiques témoignant de leurs histoires singulières, tout en engageant de nouveaux récits locaux prenant acte de la pluralisation des manières d'habiter ou de réhabiter les lieux. Ces dynamiques engagent de nouveaux rapports de force et des disparités (sociales, économiques, culturelles) concernant la qualification de ces manières d'habiter des espaces frontaliers.

Dans un premier temps, nous proposerons une rapide

contextualisation historique de la « mise en frontière » des localités concernées, et de ses effets sur les manières d'habiter. Puis nous mettrons l'accent sur au moins deux modalités de « redécouverte » patrimoniale : une requalification institutionnelle visant à enrayer dès les années 1970-1980 la désertification et à attester la conformité du local au récit national (Brâchljan) ; la redécouverte du « village d'origine », maintenant à l'état de ruine suite à son abandon brutal ayant conduit à la création d'un nouveau village (Sagiada). Nous décrirons alors certaines des dynamiques actuelles qui nous semblent traduire un changement des manières d'habiter, d'investir et de se représenter ces espaces limitrophes. Ces dynamiques convergent autour de la requalification patrimoniale de ces localités, disposant ainsi d'une « valeur » spécifique aux yeux d'habitants anciens ou nouveaux, ainsi que de visiteurs ou nouveaux « usagers » en particulier dans les domaines touristique et culturel. Nous avancerons pour finir un certain nombre de remarques plus générales concernant la construction culturelle de la « localité » dans un contexte de « polytopie » (Stock 2006) marqué par des mobilités généralisées qui donnent aux « habiter contemporains » des formes complexes, plurielles et en permanent renouvellement. Le prisme patrimonial fait en somme partie intégrante d'habiter en recompositions, qui s'accompagnent souvent de mises en récit, en scène et en valeur des lieux où l'on habite, puisant dans un passé lui-même réinvesti, voire revisité, des raisons d'être ici.

I. Les espaces frontières: des constructions paradigmatiques de l'habiter?

Strandzha (Bulgarie/Turquie) : frontière, fermeture et déclin

À l'issue de la seconde guerre balkanique, le traité de Constantinople (29 septembre 1913) fixe les limites territoriales entre le Royaume de Bulgarie et l'Empire ottoman : situé à l'est de la Thrace, le massif montagneux de Strandzha se voit dès lors partagé entre les deux États. Si la création de la frontière semble mettre un terme aux périodes d'instabilité que connaît la région au XIX^e siècle (en particulier au cours

de la guerre russo-turque de 1876), elle constitue également un fait marquant qui affectera durablement sa physionomie démographique, politique et économique. Elle se manifeste notamment par de multiples déplacements de population, qui prennent avec le traité de Lausanne (1923) un caractère officiel, entérinant le nouvel agencement territorial issu des guerres balkaniques (1912-1913). En Bulgarie, ces mouvements prennent la forme d'un afflux massif de réfugiés bulgares de la Thrace turque (*belomorski trakiitzi*), prenant pour certains la place de populations grecques elles-mêmes déplacées dans le nord de la Grèce. C'est notamment le cas dans la Strandzha « littorale » (*morska*), où les populations réfugiées deviennent majoritaires (60% selon les statistiques de 1920), par contraste avec la Strandzha « de l'intérieur » (*vâtreshna*), où le nombre de ces réfugiés (20%) s'avère relativement plus faible.

Partie intégrante des revendications territoriales concurrentes qui concernent la Thrace, Strandzha est alors simultanément un espace d'irréductibilité, et un espace de contrôle et de respect vigilant des prérogatives nationales en matière de sécurité et de souveraineté territoriale. Dans le contexte politique consécutif à la seconde guerre mondiale, aux frontières nationales se superpose une « frontière de valeurs » (Cœuré & Dullin 2007 : 9) : l'antagonisme idéologique entre « blocs » « socialiste » et « capitaliste » accentue la fermeture de l'espace, notamment par sa militarisation croissante. Le caractère de confins de la région se traduit entre autres par un exode rural accentué à partir des années 1950, notamment vers Bourgas, la grande ville du nord. La normalisation relative des relations internationales entre la Bulgarie et la Turquie¹ voit certes l'ouverture en 1970 du poste de contrôle frontalier de Malko Târnovo, sur la route reliant Bourgas à Kirklareli et au-delà Istanbul, achevée en 1969. De même, les programmes de développement des espaces frontaliers engagés dès les années 1970 (industrialisation, soutien aux activités agricoles, primes à l'installation...) attestent la nouvelle attention de l'État à ce qui est considéré comme une région « périphérique et isolée du

¹ Notamment dans les années 1960, avec le renoncement officiel de la Bulgarie à ses prétentions territoriales sur la Thrace orientale.

développement socio-économique, politique et culturel du pays » (Fol 1984: 7). Mais ces dispositions n'enrayent qu'artificiellement un déclin démographique devenu structurel et qui s'accompagne de la désaffection croissante de nombre de localités.

Une « réserve architecturale » : Brâchljan

C'est dans ce contexte que nous pointerons en particulier l'émergence d'une politique culturelle et patrimoniale² visant à valoriser Strandzha, et jouant de l'isolement comme un facteur de préservation et d'« authenticité », tout en ayant pour objectif explicite le « développement » d'une région jugée en difficulté. Situé en zone-frontière et réputé comme l'un des plus beaux et les mieux préservés de Strandzha, le village de Brâchljan (*obshtina* Malko Târnovo) en constituera un projet-pilote, par son classement comme « réserve architecturale » en 1982. Ainsi peut-on lire que « parmi les localités où l'architecture du XIX^e siècle a été conservée le plus entièrement, se distingue le village de Brâchljan. S'y trouvent des représentations limpides de la maison traditionnelle de Strandzha. Par suite des processus migratoires, une partie du fonds bâti n'a pas été utilisée. Le village, tant pour le caractère et la préservation de l'architecture traditionnelle, que pour son lien avec les événements historiques, possède entièrement les qualités qui l'ont désigné comme réserve historico-architecturale. Sa proximité de la principale route internationale Bourgas-Malko Târnovo-Istanbul favorise son intégration dans le futur réseau d'appropriation touristique. La qualification du village de Brâchljan comme réserve historico-architecturale est également prévue dans le plan d'aménagement du système d'agglomération Malko Târnovo. La construction du village comme réserve permettra l'éventuel déplacement en son sein des plus précieux exemples d'architecture d'habitation populaire des villages

² Notamment dans le cadre du projet scientifique Strandzha-Sakar qui, dès 1972, visait à réunir toutes les disciplines pour la connaissance et le développement du territoire, selon une vision volontariste de la connaissance et de la planification du « système Strandzha-Sakar » et de l'édification du « mode de vie socialiste » dans la région.

environnants, où il n'y aura pas de possibilité de préservation » (Peïkov 1990 : 458).

Le patrimoine bâti et architectural constitue ainsi la pierre angulaire du « ressaisissement » d'un village jusque-là délaissé, et dont la désertification est paradoxalement décrite comme ayant favorisé sa préservation. Concrètement, la qualification patrimoniale du village s'appuie sur un ensemble de maisons rurales et d'édifices publics (églises, chapelles, école) : en tout 82 « monuments architecturaux » faisant l'objet de mesures d'inventaire, de classement, de protection et de restauration. Parmi les fleurons figurent la *Baliova Kăchta* (xix^e siècle), représentative de l'architecture de Strandzha par son plan et sa morphologie (rez-de-chaussée en pierre brisée tenue par deux ceintures en bois, étage entièrement en bois) et classée « monument historique ». Quant à l'église Sveti Dimităr (xvii^e siècle), une église « enterrée » bâtie sur un ancien sanctuaire thrace, elle est décrite comme « typique » de l'architecture cultuelle locale de la Renaissance bulgare, ce qui lui vaut son classement comme monument de la culture (*pametnik na kulturata*) en 1975, puis monument architectural d'importance nationale (*arhitekturen pametnik s natsionalno znatchenie*) en 1982.

Mais la « typicité » du village, d'autant plus indubitable qu'il apparaît moins transformé par les vicissitudes de l'histoire que nombre d'autres localités, provient également de sa « conformité » historique au récit national, qui voit dans la région un foyer culturel bulgare. Outre qu'il constitue un haut-lieu du soulèvement antiturc de 1903, à proximité du mémorial de Petrova Niva (1953) célébrant cet épisode historique, ce qui « qualifie » Brăchljan, c'est aussi de ne pas avoir été un village grec, et très peu un village de réfugiés (18 réfugiés pour 479 habitants, selon les statistiques de 1920). Condensé de toutes les caractéristiques patrimoniales de Strandzha, symbole d'une continuité de peuplement bulgare et des luttes nationales, Brăchljan a en somme tout pour devenir un emblème patrimonial de la Strandzha de l'intérieur, et constituer une destination culturelle et touristique majeure de la région de Malko Tărnovo. Alors que l'unité architecturale du territoire se voit fortement altérée par l'urbanisme

socialiste, le soin apporté à la préservation du bâti local se manifeste par un certain nombre de restaurations et de reconstructions (mais aussi des édifices neufs bâtis « à l'ancienne ») qui constitueront les éléments clés de projets de développement visant à la « revitalisation » du village.

L'Épire occidentale (Grèce-Albanie): une frontière conflictuelle et disputée

Le contexte de l'Ouest de l'Épire est quant à lui profondément marqué par les périodes de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre civile grecque, qui voient d'importants déplacements de population dont l'empreinte physique est toujours perceptible dans les espaces eux-mêmes. En effet, cette région connaît dès 1941 l'occupation des troupes italiennes puis allemandes et, surtout, les exactions qui en découlent. Les violences se poursuivent lors de la guerre civile grecque et s'achèvent en 1949. Cette période troublée voit certains habitants de la région partir vers l'Albanie, d'autres abandonner leurs lieux de vie pour fuir les conflits ou sous la contrainte des autorités et s'installer à l'intérieur de la région ou ailleurs en Grèce. Si les situations locales sont variées, elles rappellent aussi toujours les mouvements caractéristiques du contexte méditerranéen, qui voient la conquête des plaines et leur exploitation intensive au détriment des zones de montagnes et de leur mise en valeur agro-sylvo-pastorale. Cette tendance à l'installation dans les zones basses et de conquête agricole se manifeste ici à plusieurs échelles : régionalement, avec l'abandon de nombreuses localités de montagne comme par exemple les villages du massif de la Mourgana qui se sont presque entièrement dépeuplés au profit des plaines, des villes et d'une émigration à l'étranger, surtout l'Allemagne ou la Belgique ; sur des rayons d'actions très limités, comme dans le cas du village de Sagiada où seulement quelques kilomètres et quelques centaines de mètres de dénivelé séparent le village actuel de l'ancien Sagiada, désormais en ruines.

Ce déplacement survient au terme de différents épisodes liés aux conflits des années 1940. C'est tout d'abord la destruction partielle du village par les Allemands le 23 août 1943 qui conduit la population

à un premier abandon. Après leur retour, à l'hiver 1943, ces habitants sont confrontés aux derniers soubresauts de la guerre et aux débuts de la guerre civile. Une descente de partisans qui voulaient enrôler de force des jeunes gens du village en janvier 1948 décidera définitivement les habitants à se réfugier sur le rivage. Les autorités les envoient sur l'île de Corfou, d'où ils reviendront entre 1952 et 1953, pour fonder le nouveau village de Sagiada, dans la plaine du Kalama. Ces différents mouvements de population et les relocalisations consécutives sont le fruit des violences qui chassent les habitants de leur village d'origine, mais aussi de l'intervention de l'État qui cherche à contrôler ceux des habitants de la région qui seraient susceptibles de renforcer, de gré ou de force, les troupes de la résistance communiste. Toujours dans la plaine du Kalama, le village d'Asproklissi est fondé par l'implantation de montagnards déplacés sur de plus grandes distances en raison des violences de la guerre civile dans leurs régions d'origine des hautes vallées de la Mourgana.

Sagiada, entre « ancien » et « nouveau », « vieux » et « moderne »

Ces relocalisations font passer les populations par différentes phases, allant du précaire et du spontané à l'édification de maisons en dur et à la conquête planifiée de l'espace environnant. La domestication de l'espace passe alors par un projet de mise en valeur largement promu par les autorités publiques grecques, et dont le développement constitue le moteur principal. Pour l'exemple de Sagiada, les populations de retour de Corfou s'installent tout d'abord dans des cabanes aux toits de chaume, plutôt sur la plage, sans eau courante, au milieu des bêtes. L'État prend alors en main l'implantation dans ces zones basses avec la construction de douze maisons composées chacune de quatre appartements de deux pièces sur deux étages, dans lesquelles sont installées une cinquantaine de familles et qui forment à Sagiada le premier quartier, le « noyau » (*to pirino*).

Tout autant que la peur de l'insécurité qui règne dans la région, la construction de la route, l'apport de l'eau et de l'électricité décident les Sagiadini à ne pas se réinstaller dans le vieux village : « que serait-

on allé faire en haut ? C'est ici que nous avons le plus de confort car l'État avait installé l'électricité et l'eau qui nous manquaient en haut », rapporte un témoin. C'est d'ailleurs ce qui pousse la dizaine de familles retournées occuper les ruines du vieux village, à redescendre vers le « nouveau Sagiada ». Plus généralement, ce type de projet, comme de nombreux autres, s'inscrit dans un élan de modernisation qui passe par la « rationalisation » et la mise en valeur du territoire : ainsi de la création d'un office pour régler les questions d'irrigation et de drainage (le TOAEB : Τοπικός Οργανισμός Εγγείων Βελτιώσεων), alors que l'État équipe le fleuve Kalama d'un barrage en 1962. Le tout est complété par le désenclavement de la région avec les routes qui mènent vers les villes les plus proches, en plein développement : Ioannina, Filiatès et surtout le port d'Igouménitsa.

II. Une nouvelle situation, de nouveaux rapports aux espaces ?

Ces deux contextes traduisent les multiples bouleversements qui affectent, au fil du temps et jusqu'à aujourd'hui, des espaces fortement marqués par leurs dimensions frontalières et limitrophes, génératrices ou supports de « liens aux lieux » problématiques, conflictuels voire traumatiques. En particulier, les processus contemporains que nous allons décrire suggèrent des formes d'appropriation ou de réappropriation des lieux, des relations entre le « collectif » et le « territoire », qui impliquent la redéfinition au présent de manières d'habiter tenant compte de ces passés mouvementés, et engageant fréquemment des dimensions mémorielles et patrimoniales. Ces processus renvoient en particulier à une situation décrite pour de nombreux autres espaces ruraux en Europe qui, avec l'impact de l'accroissement des mobilités et l'augmentation de la pression urbaine, voient ce que Bernard Kayser, pour le cas français, qualifiait de « redécouverte des campagnes » (Kayser 2004).

En Grèce, ces « retours » multiples vers un « monde rural » lui-même en transformation profonde, sont bien décrits par Elini-

Christina Sotiropoulou à propos de certains villages du Pinde proches de Ioannina (Bossuet & Sotiropoulou 2007 ; Sotiropoulou 2007). En Bulgarie, le phénomène prend une forme sensiblement différente, beaucoup plus récente, et peine à enrayer un exode rural important (Guentcheva 2008 ; Mladenov, Dimitrov, & Kazakov 2008 : 122) : loin du « choix de vie », rester ou revenir au « village » relevait souvent de la nécessité dans un contexte postsocialiste fort difficile (chômage, inflation, problèmes écologiques, mal-logement). Si, comme dans le cas de Brâchljan, affleurent peu à peu des discours de reconquête du « local » pour d'autres raisons que la ressource économique proprement dite ou l'absence d'alternative, le fait nouveau semble davantage être le profil attractif que présentent aujourd'hui certaines régions (comme Strandzha) pour de nouveaux types de mobilité, concernant « les migrants qui s'installent en Bulgarie en raison du climat, de l'environnement et de la différence de niveaux de vie » (Guentcheva 2008 : 13).

Il s'agira ici d'explorer certaines de ces tendances à travers le prisme du discours tenu sur les lieux et leurs pratiques, la manière dont les acteurs expliquent ou justifient leurs façons d'habiter les lieux avec bien souvent la structuration ou la performance d'un discours résolument tourné vers la tradition et le patrimoine, et qui demeure marqué par la proximité de la frontière. La « patrimonialité » des lieux habités constitue en effet une illustration suggestive des dynamiques sociospatiales considérées, dans la mesure où elle engage des « mises en récit » et « en intrigue » de la « localité », comme sentiment tout autant que comme projet. Si cette « qualité » patrimoniale des lieux habités n'est pas nouvelle, et procède classiquement de la typification architecturale ou de la construction du haut-lieu culturel, force est de constater qu'aujourd'hui ce ne sont pas seulement « les monuments qui sont habités » (Fabre & Iuso 2009), mais les espaces du quotidien qui prennent valeur patrimoniale (Givre 2012). La dimension ici privilégiée, celle de la capacité à créer de nouveaux liens à d'anciens lieux, passe alors par de multiples « mises en scène » et « en espace » d'une mémoire et d'un patrimoine érigés en ressources.

Habiter Brâchljan : revitalisation patrimoniale et développement local

Comme nous l'avons pointé plus haut, la mise en patrimoine de Brâchljan, qui compte aujourd'hui une soixantaine d'habitants permanents, remonte aux années 1970, sous l'impulsion d'ambitieux programmes de développement des confins frontaliers : Strandzha est alors une région pilote dans laquelle Brâchljan est un village modèle. Le patrimoine, ici l'architecture, en « typifiant » cet espace frontière, devait contribuer à « régénérer » Strandzha, selon la terminologie de l'époque. Mais c'est principalement dans la période consécutive aux changements politiques des années 1990 que le caractère patrimonial du village va engendrer une véritable dynamique de développement local, liée à l'affirmation d'une « renaissance » locale autour de ses richesses culturelles et naturelles. Dès 1990, une quinzaine de familles, la plupart des jeunes retraités, font leur retour au village natal, et constitueront le fer de lance de cette « revitalisation ». Un « comité d'initiative » est créé en 1995, qui restaure des chapelles, ouvre un musée agricole et une collection ethnographique, organise l'accueil en maison d'hôtes, mais s'engage aussi dans certains travaux de viabilisation et d'aménagement du village (canalisations, voirie...). Parmi ces « nouveaux anciens » habitants, les femmes assurent l'accueil et la revitalisation folklorique par le biais du *druzhestvo* (association féminine) et de la gestion de leurs maisons d'hôtes, les hommes s'impliquant quant à eux dans la restauration des maisons et les chantiers collectifs.

L'histoire récente du village est ainsi volontiers présentée comme une mobilisation spontanée en vue de sa renaissance, *via* la valorisation du patrimoine et le tourisme rural. Selon l'ancienne mairesse du village (de 1995 à 2007), « avant, il n'y avait absolument aucun touriste, c'était une zone frontière ! Et Brâchljan, c'était seulement une réserve. Le tourisme, on l'a fait nous-mêmes. On a vu que le village en donnait la possibilité, qu'il y avait de l'intérêt. On était plein d'initiative. On n'arrêtait pas de travailler ». L'un des projets les plus emblématiques, la réalisation des canalisations d'eau et du tout à l'égout, rappelle étonnamment, et jusque dans le récit qui en est fait,

la pratique des chantiers collectifs de l'époque socialiste, lors desquels les habitants étaient organisés en brigades pour des corvées et travaux divers. Un élan « collectiviste » cependant mâtiné d'adaptations aux nouvelles conditions politiques, sociales et économiques : « on a su qu'il y avait un projet de l'Union Européenne : là où il y avait eu de l'industrie minière, de la métallurgie, et où les mines avaient fermé, ils faisaient des projets pour donner du travail aux gens. Les maires locaux se sont réunis, mais ils ont pensé "ce n'est pas pour nous, c'est pour des gens plus importants". Mon mari m'a dit : "nous allons les faire nous-mêmes, ces canalisations". Une de mes nièces, qui travaillait au cadastre, était mariée à un entrepreneur du bâtiment à Bourgas. On est tout de suite entrés en relation avec eux, ils ont fait le projet, l'ont défendu, et on a commencé ».

Remettre en ordre les lieux pour réussir la « transition » ?

Ce récit met en évidence des relations de proximité tant spatiale (voisinage et cohabitation) que sociale (réseaux familiaux, de « connaissances », générationnels, etc.), qui dessinent un « territoire d'action », outrepassant largement le « local » proprement dit. La cause patrimoniale y sert à mobiliser et renouer le lien au lieu par-delà les parcours et les situations : l'une des initiatives a ainsi été de solliciter par courrier le soutien financier ou autre de tous les *Brâchljanzi* (habitants de Brâchljan), qu'ils vivent dans la région ou ailleurs en Bulgarie, voire à l'étranger. Elle est aussi mise au service d'un aplanissement des conflits et des contentieux, permettant de gérer la nouvelle donne postsocialiste, et de mettre en valeur une communauté locale partageant des traits biographiques communs, une interconnaissance maintenue et une capacité d'organisation collective reposant sur un même attachement au « village ». La « refondation » du village est par ailleurs présentée comme une réponse émanant des habitants à la crise de l'autorité de l'État, dans un contexte global d'incertitude, et notamment de recomposition des relations entre pouvoir centralisé et communautés locales (Kaneff 2004).

C'est en somme d'une « transition » réussie qu'il est question, tant en termes de développement que de rapports sociaux locaux,

et ce malgré les désaccords et les obstacles que ne manque pas de soulever le changement : « des gens disaient "vous allez creuser, vous allez foutre le village en l'air". Comme on sortait énormément de pierres, on est allés aux "Monuments de la culture"³ et on a obtenu l'autorisation de dynamiter. Sur la place centrale, c'était affreux ! Il y avait des opposants qui disaient "notre maison va être détruite"... des anciens et des nouveaux qui se sont opposés, envoyaient des courriers, nous faisaient convoquer par le maire de Malko Târnovo (rires). Quand les touristes venaient, on devait demander aux chefs de chantier : "maïstorite⁴, quand les jeeps arrivent, merci d'arrêter un peu, qu'on puisse leur raconter". Maintenant, quand je vois l'ancien propriétaire du complexe hôtelier, je lui dis "heureusement qu'on a creusé le village, pour que tu aies ton restaurant !" (...) Quand les experts du ministère de l'économie et du tourisme sont venus, ils ont regardé la place, les maisons, la chapelle sveti Pantéleïmon... Ils ont dit, "mais comment vous, un tout petit village, vous avez décidé d'entrer en compétition avec des grandes villes comme Bourgas ?" » (Z.K.). Le « miracle » de Brâchljan en remonte aux autorités et aux institutions, qui par leur reconnaissance, assoient une réputation largement mobilisée par les habitants.

Une « authenticité » aménagée et mise en ressource

De fait, dans une Strandzha « intérieure » en dépression profonde, Brâchljan est le seul village où le tourisme rural ait un impact significatif, voire constitue l'activité essentielle, avec des pics à 7000 visiteurs annuels. Au visiteur s'y arrêtant en été, le village présente un visage pittoresque et coquet, entretenu avec soin et doté d'infrastructures propices à la découverte touristique. Autour de la place centrale sont disposés les hauts-lieux de l'activité patrimoniale du village (église semi-enterrée, école religieuse, collection ethnographique et musée rural) ; plusieurs panneaux présentent les chambres d'hôtes et les

³ *Pametnitzite na kulturata*, organisme du ministère de la Culture bulgare en charge des monuments historiques.

⁴ Le terme *maïstor* (maître) est un terme générique pour désigner artisans, chefs de chantiers, contremaîtres.

commerces du village, ses particularités naturelles et culturelles, tandis que des sentiers balisés mènent aux différentes chapelles restaurées dans les environs. Les maisons anciennes et classées, mises en valeur ou pour certaines frappées de vétusté, alternent avec des villas plus récentes, éventuellement construites « à la Strandzha » (*po strandzhanski*), en référence au style local qui mêle bois et pierre. Un village somme toute « bon à visiter », où les espaces publics et domestiques tendent à être « commodifiés » à des fins d'accueil, à l'instar de ces habitations passant de la ferme à la maison rurale, et où des attributs touristiques divers supplantent les signes d'activité agricole – quand ceux-ci ne sont pas relégués dans l'arrière-cour.

L'activité touristique-patrimoniale joue de cette image d'« authenticité » naturelle et culturelle aménagée à usage récréatif, relayée par les acteurs du développement local tels que le Parc naturel Strandzha, prompt à épauler et diffuser cette expérience, entre autres par la labellisation de onze maisons d'hôtes et l'organisation de séminaires de formation à destination des acteurs touristiques locaux. Alors que le tourisme écologique et pédestre demeure résiduel, un soin particulier est notamment apporté à la mise en réseau de Brâchljan avec les pôles d'économie touristique de la Mer Noire, à l'instar des *jeep-safaris* développés par une femme originaire du village travaillant dans la grande station balnéaire de Slântchev Brjag : l'espace d'une journée, des touristes de différentes nationalités conduits en véhicules 4x4 viennent se promener dans la forêt, visiter le village et ses sites remarquables et consommer des prestations folkloriques, avant de repartir en trombe... Apanage de l'association féminine locale (*druzhestvo*), la performance de pratiques culturelles empruntées à un passé révolu et adaptées aux publics touristiques (veillées, tissage, chants, danses collectives, etc.) est symptomatique d'une « tradi-modernité » qui conjugue folklore et accueil, village rêvé et monde globalisé.

Exemplarité patrimoniale et hétérogénéité du local

La fiction du « village modèle », par analogie avec une catégorie typique de la localité socialiste (Kaneff 2004), constitue l'une des pierres angulaires d'une construction d'exemplarité à base patrimoniale, voire

d'une « présentation de soi » que l'on estime aujourd'hui menacée par les changements rapides et radicaux du territoire et du local. Le récit de la renaissance de Bràchljan apparaît notamment comme celui d'une génération vieillissante, celle des premiers « revenus au village », aujourd'hui confrontés à de nouveaux enjeux qui relativisent ce tableau harmonieux. Ainsi, l'acteur économique dominant est aujourd'hui un complexe hôtelier détenu par un *businessman* de Bourgas et destiné à une clientèle urbaine et aisée. On y trouve, dans un vaste espace enclos situé au cœur du village, de multiples services relevant de nouveaux usages (outre le restaurant, une salle de sport, des jacuzzis, une salle de séminaires, etc.) et modes de résidence (des bungalows modernes séparés par des pelouses tirées au cordeau). Un modèle d'économie touristique qui, tout en constituant une ressource indéniable, est parfois jugé invasif car calqué sur des pratiques éloignées du « tourisme villageois » initial, et mal accepté par certains habitants soucieux de maîtriser les échelles de développement de ce qui constitue leur lieu d'habitation.

Aux yeux de certains « anciens », l'ambition privée a en somme succédé à l'initiative collective, questionnant ce qui fait « village », tant sur le plan des mutations spatiales que des modes d'implication dans la vie locale. Le maire actuel, qui n'habite pas sur place, sera critiqué pour son manque d'intérêt pour le tourisme rural et sa négligence à l'égard d'un « village autrefois propre [*tchisto selo*] et devenu sale » (une actrice locale du tourisme). Outre le développement de villas et résidences secondaires dont on craint qu'elles transforment le village en simple lieu de villégiature, est occasionnellement pointée l'installation récente d'une famille rom, qui tient un magasin et s'occupe d'animaux (vaches, chèvres, chevaux)... Sans constituer une généralité, le regard (parfois pour le moins circonspect) porté sur ces différents « nouveaux habitants » engage des jugements de valeur sur les qualités de « l'habiter Bràchljan », voire sur les « bons » et les « mauvais » usages du local. Il s'autorise le cas échéant de l'argument patrimonial pour qualifier un certain ordre du local parfois d'autant plus revendiqué qu'il se voit confronté à l'hétérogénéité des manières d'habiter et à des dynamiques résidentielles nouvelles.

Sagiada entre « ancien » et « nouveau »

Du point de vue des processus de valorisation du passé, le profil de Sagiada diffère sensiblement, notamment dans la mesure où la mise en tourisme n'en constitue pas la dimension principale. Un premier niveau de lecture concerne le fait majeur que constitue l'abandon du « vieux Sagiada » et l'implantation d'un nouveau village dans la plaine. La filiation avec l'ancien établissement est notamment assurée par le réemploi du même nom, pratique fréquente dans les déplacements villageois, même quand ils ont lieu sur des distances bien plus grandes. De même, l'attachement au « village d'origine » est patent dans les histoires transmises au sujet de la fondation du village à l'époque moderne sur le littoral, sur la petite colline du Strongilo que tous connaissent et dont les habitants se présentent comme les descendants. En revanche, la rupture spatiale est patente dans les usages toponymiques à l'intérieur du nouveau village ou de son finage : loin de la toponymie riche et stratifiée de l'ancien village, ils se cantonnent à des mentions fonctionnelles ou uniquement descriptives, à l'instar de désignations telles qu'*ano machalas* (quartier du haut) ou *kato machalas* (quartier du bas), semblant manifester une appropriation peu aboutie du lieu.

Pour autant, l'histoire du « nouveau Sagiada » traduit une édification plutôt réussie, le village semblant à même de retenir sa population, par rapport aux villages de montagne et dans un contexte – les années 1960 et 1970 – où les départs vers l'étranger, vers Athènes et les autres villes de Grèce vident fréquemment les campagnes du pays. Ce contexte est à mettre en regard de possibilités mobilitaires singulièrement accrues depuis ces dernières décennies : les descendants des émigrants partis à l'étranger ou pour les villes se relient aujourd'hui au village par mille pratiques et déplacements (résidence secondaire, visite de vacances, de week-end, participation aux fêtes du village, etc.), qui dépassent de loin la simple association de village, bien connue depuis des décennies en Grèce. Ces possibilités mobilitaires, qui permettent d'être présent sur place plusieurs fois dans l'année, accentuent en somme l'« être d'ici » tout en vivant à distance ; elles participent de surcroît à l'apparition d'un nouveau type de résidents depuis près

d'une décennie : des résidents secondaires qui font de Sagiada leur « village d'élection », et pas uniquement en été. Ces « Sagiadani par choix » s'approprient eux aussi le discours d'un « retour aux sources », à une vie plus paisible et plus « naturelle », plus proche des traditions quand bien même leurs racines familiales ne se situeraient pas dans la région, et malgré le fait (ou en raison du fait ?) que ce village est très périphérique au sein de l'espace grec.

L'« habiter » se voit ainsi relié à toute une gamme de justifications qui font ressortir les traditions ou la « Tradition » comme des éléments importants de mise en cohérence des rapports aux lieux, plutôt que les justifications rationalisées de la mise en valeur des terres agricoles de la plaine qui caractérisaient la présence des générations précédentes. Cela apparaît de manière encore plus claire si on évoque la question des relations avec les anciens villages, ceux qui ont été abandonnés par les générations précédentes. Ils sont les lieux de la nostalgie des anciennes générations qui y ont vécu, mais aussi de leurs enfants qui ne cessent d'en vanter les nombreux mérites. « D'où que tu viennes, l'endroit te manque toujours » (*panda sou ponaei to meros*) comme nous y ont dit certains revenants. Ces mérites, quand ils sont vantés par les néo-résidents, seraient bien entendu ceux qui s'opposent aux « maux de notre société » – ils constituent à ce titre pleinement un « patrimoine », soit un ensemble de valeurs et de traditions à conserver et perpétuer, certains acteurs locaux déployant pour cela une activité considérable.

« L'événementialisation » du local

Deux événements en particulier semblent symptomatiques de la refondation du rapport au lieu sous le signe de la tradition, en contribuant à l'édification d'un paysage identitaire, « patrie de nos pensées » comme le dit Merleau-Ponty (Merleau-Ponty 1969), par le biais d'une pratique qui donne qualité aux lieux, qui argumente et met en pratique un discours sur les racines. Tous les ans, au début du mois d'août, la *Caravane polyphonique* fait halte dans les ruines du vieux Sagiada, drainant artistes, médias et publics dans ces lieux d'ordinaire particulièrement silencieux. D'après son instigateur,

ce festival itinérant de chant polyphonique, qui traverse depuis maintenant 13 ans la péninsule balkanique, a pour objectif de relier les différents lieux traversés à cette pratique vocale, et de (re)dessiner, de l'Italie du Sud à la Bulgarie, un vaste ensemble de partage culturel. Ici, comme on l'a vu pour Strandzha, on se positionne positivement sur l'« échelle globale de la valeur » (pour reprendre Herzfeld 2004), celle qui serait communément admise dans le monde contemporain, et qui préside à la reconnaissance internationale : le polyphonie se présente d'une manière qui vient nous rappeler la culture immatérielle promue par l'UNESCO. Le festival 2010 reprenait à Sagiada les éléments déjà observés sur d'autres étapes de la caravane cette même année. L'originalité de cette représentation résidait néanmoins dans l'absence d'amplification, présentée comme une source de fierté manifeste (une prouesse nécessaire) par les organisateurs, comme si le son de ces vieilles pierres, de ces maisons en ruines qui entouraient la scène était le cadre le plus propice à l'exercice de la tradition. Mais, outre ce détail technique, la manifestation fut aussi l'occasion d'affirmer la compétence de certains acteurs dans la mobilisation de ce patrimoine (érudits locaux comme autorité politique) et de consacrer l'authenticité du lieu comme une sorte de labellisation par le fait.

Plus important par sa taille comme par sa portée locale, le *panigiri* du vieux Sagiada est la seule fête de la région qui prenne place dans un village complètement abandonné, en ruines. Ce *panigiri* prend d'autant plus des airs de refondation de la communauté perdue et d'affirmation des liens qui l'unissent à l'actuelle, qu'il se tient chaque année le jour de la destruction du village par les Allemands, le 23 juillet (jour d'Aghia Paraskévi). Le *panigiri* commence à l'église par un service religieux, empreint de recueillement pour la mémoire des personnes disparues lors de ce drame, avant de laisser place à une fête à caractère largement intergénérationnel, où l'on joue bien entendu des normes de l'honneur et de la famille, tout en partageant le *kéfi*, « ce plaisir détendu et débridé » (Herzfeld 2007 : 106), qui sied à ce genre d'occasions. C'est en somme entre commémoration, communion religieuse, commensalité et convivialité, que se jouent des rapports entre le groupe et le territoire autour de valeurs implicitement

partagées. Des rapports harmonisés mais également volontiers essentialisés, alors qu'à se pencher de plus près sur l'assistance, on ne pourra manquer d'en pointer encore une fois l'hétérogénéité : aux habitants permanents du village (plutôt âgés) et leurs descendants, en général des résidents occasionnels (qu'ils viennent y voir leurs parents, ou qu'ils y possèdent une maison) qui vivent et travaillent souvent dans les villes proches, s'ajoutent des néo-résidents et des résidents secondaires, à qui l'on fait bien remarquer à l'occasion qu'ils ne sont « pas vraiment d'ici ». Pour ces derniers, c'est le respect des traditions, le caractère inspiré et authentique du lieu qui motivent leur présence et leur permettent de la justifier : « C'est ici que l'on trouve les vraies traditions de la Grèce », déclare l'un d'entre eux. Enfin, les migrants venus d'Albanie travailler de façon permanente ou saisonnière (plutôt des hellénophones⁵, mais ils sont toujours une minorité) rappellent par leur présence la variété des « être ici » qui composent le Sagiada contemporain.

III. La « patrimonialité » des lieux habités comme observatoire des mutations locales

(Re)nouer les liens aux lieux

Les éléments qui précèdent mettent en évidence les mutations des localités concernées dans un sens qui favorise leur réappropriation après diverses phases de désappropriation, entre autres dues à leur situation périphérique. En particulier, les vicissitudes de « l'habitat frontalier » semblent s'estomper partiellement sous l'effet de ces réappropriations, mettant toutes en scène des récits de refondation des territoires concernés et des populations qui les réinvestissent selon des modalités patrimoniales diverses. Quoi qu'il en soit, la « localité » semble se fonder sur des éléments qui ne reposent pas uniquement sur le voisinage ou la coprésence au long cours, mais sur des formes de communion ponctuelle autour de valeurs communes, partagées

⁵ Voir Sintès 2010 : 170-176.

dans l'espace-temps de la « tradition ». Comme il a été déjà souligné, à Brâhrljan comme à Sagiada, la cause patrimoniale, matérielle ou immatérielle, revêt la forme de liens aux lieux performés de multiples manières, de la commémoration à l'activité touristique en passant par la rénovation architecturale ou la dimension festive. S'y articulent des relations entre différentes catégories d'habitants et d'« usagers » des localités concernées, qui tout en ne revendiquant pas tous, loin s'en faut, une appartenance historique ou familiale légitimant l'« être d'ici », trouvent dans le « faire patrimonial » des raisons d'« être ici » (la distinction « être ici/d'ici » est empruntée à Sencebé 2004). Retours aux lieux familiers et familiaux, résidentialisation voire *gentrification* jouant de la valeur ajoutée culturelle et patrimoniale, reconversion des lieux en vue de l'activité touristique (voir sur ces points Gravari-Barbas 2004) : autant de manifestations de ces « lieux qui nous habitent » (Guérin-Pace & Filippova 2008) par leur historicité ou leur mémoire. Une approche des « patrimoines habités » suppose de faire varier la focale des micro-échelles de l'espace personnel et intime, aux macro-échelles que constituent fréquemment les projets patrimoniaux et les « normes » (architecturales, territoriales, sociales) qu'ils ne manquent pas de produire, d'observer en somme l'intrication des « espaces institués » et des « territoires de soi ».

Tout en se revendiquant fréquemment d'un faire « village » partagé, la patrimonialisation est toutefois un vecteur majeur de l'hétérogénéité sociale, culturelle et économique de l'espace local. Les discours volontiers harmonieux que génère le prisme patrimonial, orientés vers la fiction d'une communauté de destin autour de valeurs partagées, ne doivent pas masquer le fait que les relations à l'espace villageois se tissent ou se retissent au sein d'un espace social local, mais aussi extra-local, de plus en plus hétérogène. Plus encore, les qualifications patrimoniales semblent intrinsèquement porteuses de lectures en termes d'ordre et de désordre de l'espace local, qui peuvent concerner les rapports entre habitants (selon le degré d'ancienneté ou de nouveauté, d'implication collective, etc.), entre manières d'habiter (ainsi de la distinction entre villas et fermes, entre résidence permanente ou temporaire), voire entre localités elles-mêmes : sur ce dernier point, les relations duelles entre

le « vieux » et le « nouveau » Sagiada semblent constituer les deux faces d'une même localité, l'une gardant la mémoire de l'autre. Il apparaît ainsi nécessaire de nuancer l'hypothèse convenue d'une cohésion sociale restaurée par ces « nouveaux liens aux lieux anciens », en pointant deux aspects des ces processus, qui contribuent d'ailleurs à « désenclaver » les approches de la « localité ».

D'une part, les processus patrimoniaux en question sont eux-mêmes porteurs (et non seulement témoins) de transformations sociales : ainsi des nouveaux enjeux économiques et fonciers notamment lisibles dans des pratiques résidentielles, où citadins et étrangers achètent et restaurent des maisons anciennes, faisant monter simultanément leur valeur (culturelle et symbolique) et leur prix. La patrimonialisation participe alors de ruptures de transmission et d'usages, accroissant l'écart social et économique ressenti (mais souvent bien réel) entre habitants et « nouveaux venus ». D'autre part, ces processus traduisent la manière dont le « local » devient territoire de projet et de ressource, dont la maîtrise et l'usage et les compétences dépassent largement le cadre local, relevant de prérogatives nationales, européennes voire mondiales. Ces nouvelles « économies locales » et « du local » relèvent d'échelles d'appréhension, de décision et de maîtrise qui ne sont pas sans interroger les ressorts de la patrimonialisation elle-même : insertion dans une modélisation territoriale, attractivité et mise en tourisme, « commodification » des espaces (en particulier les espaces frontaliers réputés plus « sensibles » ou « délaissés ») ? Fortement liées aux réseaux d'acteurs et aux programmes financiers, ces logiques de projet ne constituent pas pour autant un facteur de stabilité à long terme et, tout en semblant reposer sur des bases fermes et attestées par l'ancienneté, la « localité » n'échappe pas à l'incertitude et au temps court des mondes contemporains.

L'habiter, entre « ancrage » et mouvement ?

À ce titre, le deuxième aspect qui affleure à l'examen des processus patrimoniaux en question est l'importance décisive, dans les transformations du rapport à la « localité » et à l'habiter, des mobilités et des mouvements contemporains, entendus comme « polytopie »

(Stock 2006), soit une pratique mobile des lieux. Cette « donne mobilitaire », qui dans les sociétés concernées prend une importance accrue au regard des changements globaux des dernières décennies (redéfinitions politiques post-1989, « européanisation »), contribue à dé-spatialiser le local, en l'appréhendant moins en termes d'unité spatiale que de registre de pratique sociale et d'analyse (Geertz 1986). L'interrogation croissante, depuis les années 1990, sur les processus de globalisation a accentué les représentations de la « localité », moins comme une échelle physique, un « site » ou une entité homogène et stable, qu'en termes d'« expérience » interrogeant les « nouveaux voisinages » que créent les phénomènes diasporiques et les possibilités accrues de déplacement et de communication (Appadurai 2005). Ces processus produiraient notamment de l'hybridité, en particulier dans la possibilité, pour des individus et des groupes, de devenir simultanément « locaux » et « étrangers », « touristes » et « habitants » ou, dans certains contextes, « retournés » voire... « revenants ».

Si l'on admet que le « local » au sens d'un espace physique circonscrit, a laissé place à la « 'localité' comme expérience vécue, dans un monde globalisé et déterritorialisé » (Appadurai 1991 : 52), il convient de parler d'expériences de l'habiter davantage que d'habitat à proprement parler, et notamment d'accorder une importance particulière à toutes les formes de passage d'un lieu à un autre, de connectivité (davantage que de proximité) entre les lieux et au sein des lieux, de compétences croissantes à articuler des espaces et des expériences disjoints et distants. Ainsi, l'« espace des sociétés contemporaines hypermobiles est relatif, relationnel, marqué par la cospatialité – c'est-à-dire la capacité de jouir en même temps de plusieurs espaces de taille différente » (Lussault 2007 : 63). Loin de la menacer, ces formes de « plurilocalisation », d'être à la fois d'ici et d'ailleurs, ici et d'ici⁶ tout en étant parfois

⁶ Ce qui renvoie aux autres panels, notamment « les individus en mouvement » : la prégnance de la question des processus migratoires ou des autres mobilités géographiques dans le champ des études concernant actuellement cette région en est un indicateur, même si les Balkans n'ont pas de monopole en la matière.

d'ailleurs, constituent une dimension fondamentale d'expériences de la localité interrogeant la coprésence (pacifique ou conflictuelle) de populations variées (migrants, touristes, étrangers), qui attribuent différentes valeurs au « local ». En d'autres termes, la mobilité et le mouvement le disputent à l'autochtonie et à l'ancrage comme mode, non seulement d'appartenance à, mais de création des espaces de vie.

Cette grille de lecture est certainement porteuse d'enjeux dans le cas des sociétés des Balkans, fréquemment appréhendées au travers de la thématique de l'ancrage sur des territoires restreints qui prennent la forme de « petites patries » occupées par des groupes circonscrits. Les bouleversements régionaux consécutifs à la fin de la guerre froide, en poussant à se demander comment les appartenances locales sont confrontées, réagissent ou interagissent avec les mobilités et les migrations qui affectent de manière accrue l'ensemble des pays de la région, ont de toute évidence contribué à « désancrer », voire « déculturaliser » les perspectives touchant aux manières d'être « d'ici » et/ou « ici ». C'est dans cette perspective par exemple que, s'interrogeant sur les manières de se définir comme « local » à Florina (Grèce), Giorgos Agelopoulos montre que la question de l'ancrage s'avère particulièrement imprécise sur le terrain, non seulement parce qu'elle ne reçoit la plupart du temps pas de réponse ferme, mais parce qu'elle relève de plus en plus d'une négociation incessante des appartenances, d'une capacité modulaire à reconnaître la présence des « autres » dans l'espace-temps que l'on occupe (Agelopoulos 2005). L'une des voies majeures de la recherche est alors d'aborder les « territoires » (soit des lieux souvent pensés de manière exclusive) comme des « hétérotopies » (ibid.) : des récits et expériences pluriels, négociés et éventuellement conflictuels de l'espace et du temps.

L'accroissement massif des processus migratoires, des pratiques mobilitaires de l'espace mais aussi des nouvelles échelles des territoires régionaux, nationaux et transnationaux, participent en somme de la pluralisation des « récits de soi » historiques et mémoriels, et de la réévaluation des rapports aux territoires et aux voisinages. Les processus patrimoniaux décrits plus haut en sont une manifestation

parmi d'autres, qui indique que ces mouvements ne relèvent pas seulement d'une plurilocalisation géographique, mais engagent une pluralité de perspectives sur l'histoire, la mémoire et pour ainsi dire la « valeur » des lieux habités. Mobilisés de manière remarquable dans la production de la localité contemporaine, ces processus s'expriment entre autres par la capacité à créer de nouveaux liens à d'anciens lieux, mais aussi des liens renouvelés ou inédits entre acteurs dont les pratiques locales peuvent par ailleurs s'avérer divergentes et hétéroclites. Les espaces frontaliers mettent particulièrement en lumière la tension entre la pluralisation des récits du temps et de l'espace rendue possible par les mouvements d'ouverture, et les visions consensuelles, officielles ou rigides qu'imposaient souvent les acteurs politiques sur ces espaces à « domestiquer ». Cette pluralité va-t-elle jusqu'à faire du territoire un palimpseste, composé de plusieurs expériences et récits d'un même lieu qui peuvent s'enchevêtrer sans pour autant interagir ? Contribue-t-elle à une « normalisation » croissante des espaces frontaliers dans les sociétés concernées, souvent partagés jusque-là entre deux représentations opposées : « zones sensibles » ou « espaces sans qualités » ? Elle s'avère en tout cas être un enjeu fondamental des formes de coprésence, de coexistence et de cohabitation que constituent les localités contemporaines.

Références citées

- Agelopoulos, Georgios. 2005. "Autochtones et anthropologues. Expériences ethnographiques en Macédoine occidentale." *Ethnologie française* XXXV, 2: 305-315.
- Appadurai, Arjun. 1991. "Global Ethnoscapes: Notes and Queries for a Transnational Anthropology." In Robin Fox (ed.) *Recapturing Anthropology*. Santa Fe: School of American Research Press.
- Appadurai, Arjun. 2005. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Translated by Hélène Frappat, *Petite bibliothèque Payot*. Paris: Payot & Rivages. Original edition, 1996, 2001 pour la traduction française.
- Bossuet, L. & E. Sotiropoulou. 2007. "Charme rural et renaissance

- villageoise.” In Yves Luginbühl (ed.) *Nouvelles urbanités, nouvelles ruralités en Europe*. Bruxelles: Peter Lang.
- Cœuré, S. & Sabine Dullin. 2007. *Frontières du communisme*. Paris: La Découverte.
- Fabre, Daniel & Anna Iuso. 2009. *Les monuments sont habités*. Paris: Editions de l'EHESS.
- Fol, A. 1984. “Za uskoreno sotzialno-ikonomitchesko i kulturno razvitie na Strandzha-Sakar.” In *Strandzhansko-sakarski sbornik*. Malko Tàrnovo: Programa za nautchni izsledvanija Strandzha-Sakar.
- Geertz, Clifford. 1986. *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Givre, Olivier. 2012. “Patrimoines habités.” In K. Kràstanova (ed.) *Lokalnoto Nasledstvo. Resurs za mestno razvitie*. Plovdiv: Plovdivski Universitet Pàissi Hilendarski.
- Gravari-Barbas, M. 2004. *Habiter le patrimoine. Enjeux – approches – vécu*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Guentcheva, R. 2008. “Les mobilités internes en Bulgarie, 1989-2005.” *Balkanologie* XI (1-2): <http://balkanologie.revues.org/index1473.html>.
- Guérin-Pace, France & Elena Filippova. 2008. *Ces lieux qui nous habitent. Identité des territoires, territoires des identités*. La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube.
- Herzfeld, Michael. 2004. *The body impolitic. Artisans and artifice in the global hierarchy of value*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Herzfeld, Michael. 2007. *L'intimité culturelle. Poétique sociale dans l'Etat-nation*. Québec: Presses de l'Université de Laval.
- Kaneff, Deema. 2004. *Who owns the past ? The Politics of Time in a 'model' Bulgarian Village*. London: Berghahn.
- Kayser, Bernard. 2004. *Ils ont choisi la campagne*. La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube. Original edition, 1996.
- Lussault, Michel. 2007. *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Paris: Seuil.
- Merleau-Ponty, Maurice. 1969. *La prose du monde*. Paris: Gallimard.
- Mladenov, Ch., E. Dimitrov & B. Kazakov. 2008. “Demographical development of Bulgaria during the transitional period.” *Méditerranée* 110.
- Peïkov, S. 1990. “Teritorialna nautchnoizsledovatelka programa Strandzha-Sakar.” In *Strandzha. Drevnost i sàvremie*. Sofia: Mezhdunarodna asosiatzija drevna balkanska zemija.

- Sencebé, Yannick. 2004. "Être ici, être d'ici. Formes d'appartenance dans le Diois (Drôme)." *Ethnologie française* 34 (1).
- Sintès, Pierre. 2010. *La raison du mouvement : territoires et réseaux de migrants albanais en Grèce, L'atelier méditerranéen*. Paris/Aix-en-Provence: Karthala/MMSH.
- Sotiropoulou, E. 2007. "Espace villageois et conflits d'appropriation : à la croisée de nouveaux désirs et de regards renouvelés." *Géographie, économie, société* 9: 165-185.
- Stock, Mathis. 2006. "L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles." *EspacesTemps.net*: <http://espacestems.net/document1853.html>.

Mobilité et attachement : l'habiter et le chez soi. Expériences urbaines en contexte de crise industrielle à Jimbolia (Roumanie)

Bianca Botea-Coulaud

Université Lumière Lyon 2

Introduction

Cette contribution apporte un éclairage sur les pratiques d'«habiter» la ville et sur la construction du «chez soi» dans des situations de fort changement urbain. Deux contextes définissent à Jimbolia ces changements : d'une part, une profonde crise économique et sociale et, d'autre part, un contexte de migration de retour au pays et de circulations pendulaires.

Deux fils directeurs seront suivis dans ce texte. Dans un premiers temps, il s'agira de comprendre comment une ville redevient habitable dans une situation de crise et de changement et pour cela j'analyserai quelques mécanismes qui participent au renouvellement du récit urbain et à la reconstruction des attachements à la ville. L'analyse s'appuiera sur une recherche effectuée dans une petite ville frontalière avec la Serbie, située dans la région du Banat en Roumanie, ville qui est un ancien pôle industriel régional. Le contexte de fermeture des anciennes industries de la ville au milieu des années 1990,

entraînant son effondrement économique et le départ d'une partie de la population vers la grande ville voisine de Timisoara, interrogeait depuis cette date les possibilités d'une revitalisation urbaine. Cette dimension s'est avérée d'autant plus importante au cours de la recherche que la ville s'est affirmée, selon de nombreux acteurs de projets, comme un modèle de revitalisation urbaine dans la région.

Un second point d'analyse portera sur la question de la production de l'habiter en contexte de migration et de mobilité. Jimbolia est une ville fondée par des populations germaniques (Souabes) qui ont été majoritaires dans la ville jusque dans les années 1950. La double déportation que certains Allemands de Jimbolia ont subie (dans les camps soviétiques puis dans les camps du régime communiste roumain) a fortement réduit leur nombre. À cela s'ajoute le phénomène de départ vers l'Allemagne de l'Ouest pendant le communisme et au début des années 1990, ce qui fait que nous assistons aujourd'hui à une quasi-disparition de cette communauté. Environ 200 Souabes vivent aujourd'hui à Jimbolia sur un total de 11 000 habitants. Dans ces conditions d'une présence de plus en plus réduite des habitants germanophones, je montrerai qu'il existe, au contraire, un surinvestissement de cette dimension et de son passé dans les pratiques patrimoniales observées en ville. J'analyserai comment cette dimension patrimoniale et mémorielle participe de la production de l'« habiter » dans les conditions d'une pratique discontinue de cet espace, voire dans les conditions d'une absence. Il s'agira en outre de comprendre ce qui fait la qualité d'espace « habité » d'une ville et la qualité de « chez soi » d'un espace lorsqu'on est dans la mobilité. L'analyse portera plus largement sur les pratiques patrimoniales et mémorielles en tant que mécanismes privilégiés dans la réorganisation du récit urbain et d'un espace « habitable » en situation post-crise, ainsi que dans la construction d'un « chez soi » en contexte de mobilité.

Pour cela, le texte s'organise en trois points. Dans un premier temps, je reviendrai sur quelques approches de la notion d'« habiter » et de « chez soi » pour situer l'angle d'analyse qui sera privilégié ici. Dans un deuxième temps, je montrerai à partir de l'exemple d'un musée

que la patrimonialisation et les pratiques mémorielles peuvent être au cœur de la construction d'un espace urbain « habitable » et d'un « chez soi » en contexte de mouvement pendulaire entre deux pays. Enfin, je finirai cet article en ouvrant sur la question des variations dans les rapports aux lieux dans des situations de mobilité et en posant la question des conditions dans lesquelles la patrimonialisation et la transmission mémorielle peuvent produire (ou non) des processus d'attachement à l'espace.

1. Mobilité et attachement : l'habiter et le chez soi

Si on reprend la distinction opérée dans le monde anglophone entre « *house* » et « *home* », ma recherche portera plutôt sur la dernière dimension. Il s'agit ici moins d'une analyse des espaces proprement domestiques, rattachés donc à la maison en tant qu'espace physique et social, mais plutôt des mécanismes et des lieux par lesquels se construit une familiarité avec l'espace, les manières de faire « maison » et l'extension des espaces domestiques dans l'espace public. Dans cette recherche, le terme « *home* » renvoie aussi à la construction d'un espace du « chez soi » dans les conditions d'une expérience de migration ou de retours réguliers au lieu de départ, comme c'est le cas à Jimbolia de certaines populations souabes.

Certains auteurs discutent de la notion de « *home* » (que l'on pourrait traduire par « chez soi », et de manière plus extensible par l'« habiter ») non pas dans les termes d'un lieu, mais dans les termes d'une pratique : *home as a practice*, pour reprendre les termes de Ida Wentzel Winther (Wentzel Winther 2009). Cette auteure affirme que la notion n'a pas nécessairement affaire avec les lieux où nous vivons, mais avec une expérience que nous faisons du monde à travers des lieux multiples auxquels on s'attache pour un temps précis (Wentzel Winther 2009 : 51). C'est ainsi qu'elle distingue quatre dimensions et significations que nous pouvons attribuer à la notion de « chez soi » : le « chez soi » comme lieu, le « chez soi » comme idée (comme valeur et comme univers normatif), le sentiment de « chez soi » et, enfin, le « faire chez

soi » (*homing oneself*). Ce dernier fait référence aux manières d'établir un univers du chez soi et de se sentir chez soi à la maison ou à d'autres endroits. Ma recherche croisera ces quatre dimensions en ne s'arrêtant cependant à aucune de manière spécifique et détaillée : c'est du « faire chez soi » et des pratiques d'« habiter » qu'il sera question ici, mais en saisissant également les lieux et les qualités attribuées à des lieux en tant qu'espaces du « chez soi » ou « habités ».

Une contribution importante sur la notion d'« habiter » en lien avec le contexte de mobilité est apportée par des géographes comme Mathis Stock (Stock 2004 ; Stock 2006). L'auteur désigne par l'« habiter » « l'ensemble de la pratique des lieux, (...) les manières dont les individus font avec les lieux. Pratiquer les lieux, c'est en faire l'expérience, c'est déployer, en actes, un faire qui a une certaine signification » (Stock 2004 : 2). Quant aux lieux, ils deviennent « le *focus de l'investigation* non pas en tant que *milieu*, mais en tant que *contexte* des pratiques, *topicité* des pratiques et *référénts* des symbolisations humaines. L'habiter est donc le rapport à l'espace exprimé par les pratiques des individus » (Stock 2004 : 2). Nous sommes dans une certaine mesure dans la même perspective exposée précédemment qui met l'accent sur l'habiter comme processus plutôt que sur l'« habitat » comme lieu donné, voire comme espace domestique.

Au-delà de ces précisions terminologiques, l'intérêt de la contribution de M. Stock repose avant tout sur le regard qu'il porte sur le lien entre habiter et mobilité. L'auteur souligne qu'aujourd'hui le fait d'« habiter » un lieu ne suppose plus forcément une continuité spatiale et temporelle dans un espace. Il note que « la variable discriminante pour déterminer la familiarité avec les lieux n'est plus la distance, mais la fréquence » (Stock 2006 : 7) et les possibilités de connexion à un lieu ou à plusieurs. L'« habiter » ne désigne plus, comme certaines approches philosophiques le montrent, l'organisation du monde à partir d'un centre, unique ; cette organisation peut se faire dans les conditions d'un espace de vie plus mobile, à partir de plusieurs centres. Stock parle dans ce sens d'un mode d'« habiter polytopique », caractérisé par la manière de construire des liens entre les différents centres autour desquels s'organise la mobilité (Stock 2006). Ces liens entre les lieux sont opérés par les liens entre des personnes et par le

déplacement des individus.

Nous pouvons prolonger ces idées en posant l'hypothèse qu'un espace devient habité ou devient un « chez soi » en situation de mobilité lorsqu'il est un lieu de connexion aux autres. Par ailleurs, et selon une approche plus philosophique, l'« habiter » est une manière d'être présent au monde et aux autres. Il se trouve au croisement des interactions individuelles, au niveau du « faire avec les autres » et de l'agencement du collectif.

D'autres auteurs qui se préoccupent de la problématique de l'espace font la distinction entre « territoire » et « réseau » (Lussault 2007). Selon Michel Lussault, le « territoire relève du principe de la continuité et de la contiguïté dans l'espace, le réseau se construit plutôt à partir des principes de la discontinuité et de l'accident, de la connectivité des individus qui définissent et composent un espace mobile » (Lussault 2007 :131). Je reprendrai ici cette distinction pour formuler l'hypothèse qu'un espace habité se range plutôt du côté de la logique du réseau que du territoire.

Nous concevons l'espace habité ou le « chez soi » comme une pratique d'attachement des individus, attachement compris dans le sens d'un double lien : un lien que les individus construisent à un espace-temps et un lien qui les attache aux autres. Les lieux d'attachements ne sont pas seulement l'expression de nos rapports aux lieux mais de ce qui nous tient ensemble, de *ce qui nous relie* (Micoud & Peroni 2000). Par rapport à notre terrain de recherche, nous nous demandons comment se construit cet attachement d'une part à l'espace urbain en contexte de crise et de post-crise et, d'autre part, dans le cas du « chez soi » des Souabes qui ont quitté la Roumanie, mais qui y reviennent régulièrement.

Mes recherches ont exploré jusqu'à présent uniquement l'espace social de connectivité qui se tisse à partir d'un des points phares de ces trajets de la mobilité des Souabes, plus précisément leur lieu d'origine, la *Heimat* (le foyer natal). Pour certains de mes interlocuteurs, ce lieu est fortement investi aujourd'hui encore à travers des pratiques de tourisme de racines ou mémoriel ou à travers la « double résidence ». Il est intéressant d'observer l'espace de réticularité qu'organise la *Heimat*

en pays roumain, espace qui ne fonctionne pas seulement comme un nœud de connexion avec les anciens lieux et personnes vivant encore en Roumanie ; le retour à la *Heimat* devient aussi la principale forme de connexion aux autres Souabes émigrés en Allemagne.

2. Le musée Stefan Jäger: maison mémorielle, maison-patrimoine et musée urbain

Si notre analyse porte sur deux dimensions différentes de l'habiter, la première reliée à la dimension urbaine et la seconde au « chez soi » en contexte de mobilité, nous observerons dans cette partie l'imbrication de ces deux éléments.

L'analyse des données de terrain nous amène à lier la construction de cette *Heimat* allemande dans la ville de Jimbolia au surinvestissement de la dimension mémorielle souabe touchant l'espace public de cette ville dans le contexte du développement urbain qui a suivi la crise industrielle. Les stratégies de revitalisation urbaine mises en place par des acteurs institutionnels et associatifs s'appuient sur deux mécanismes : le développement économique par l'installation de nouvelles entreprises et investisseurs dans la ville et une réorganisation du récit urbain par une quête d'éléments qui puissent refaire un sentiment de continuité dans une situation de crise et de rupture.

Dans la recherche de renouvellement d'un récit urbain officiel, de nombreux éléments du passé sont mis à l'écart et tenus sous silence (la période du communisme considérée en bloc, les mémoires industrielles, les pratiques de la frontière d'avant et d'après 1989 associées quant à elles à des pratiques illégales). Dans ce processus de sélection, le passé allemand de la ville s'avère être un élément performatif intéressant de plusieurs points de vue malgré la diminution importante de la communauté allemande qui vit à Jimbolia. L'arrivée des Allemands dans la ville en 1766 (principalement en provenance d'Alsace, de Lorraine et de Luxembourg) constitue l'événement urbain fondateur qui fait généralement consensus au sein des habitants actuels de Jimbolia indépendamment de leurs

affiliations ethniques¹. Cet événement historique, et le développement ultérieur de la ville à partir de cette dimension allemande, sont un élément central récupéré également dans les stratégies de marketing urbain de la municipalité dans le contexte de crise économique. Ce choix doit être vu en lien avec, entre autres, le fait que de nouveaux investisseurs d'Allemagne dominent le champ des investissements à Jimbolia où ils jouent un rôle important en matière de relance économique. Il est bon de noter que ces entrepreneurs ne sont pas nécessairement des Souabes ou n'ont pas forcément des racines dans la ville.

Les dimensions économique et culturelle sont fortement liées dans les stratégies de développement de la ville mises en place par la municipalité. Par exemple, l'installation de toute nouvelle entreprise allemande dans la ville passe par un rituel de visite au musée du peintre souabe Stefan Jäger, le musée le plus emblématique du passé souabe. Sur un autre plan, la stratégie de développement culturel de la ville se fait de manière plus générale en faveur de la valorisation des mémoires allemandes et en lien avec les pratiques de tourisme mémoriel des Souabes de retour dans la ville comme avec le soutien financier de certaines associations de ces derniers et du Ministère de la Culture du Land de Bavière, pour la sauvegarde du patrimoine (souabe). La « sauvegarde de la tradition allemande de la ville » est un élément central de la rhétorique que sous-tendent ces actions de soutien.

L'analyse du musée Stefan Jäger et de sa dynamique dans le temps permet d'inscrire les processus mémoriels et patrimoniaux dans les transformations de la ville d'après 1989 et dans la construction des nouvelles formes et lieux d'attachement à la fois à la *Heimat* et à la ville de manière plus générale par les habitants, permanents outemporaires². Cet exemple nous invite également

¹ Les chiffres du recensement de 2002 indiquent qu'à Jimbolia vivent des Roumains (lesquels représenteraient 72% du total de la population), des Hongrois (15%), des Roms (7%), des Allemands Souabes (5%), etc. Les données du dernier recensement réalisé en 2010 ne sont pas encore disponibles.

² Les Souabes ne représentent pas la seule catégorie de population concernée par les circulations à l'étranger. Il existe des migrations et des mobilités pendulaires plus récentes (vers l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne) qui touchent d'autres populations de la ville.

à observer l'articulation, ou parfois le manque d'articulation, entre les « politiques » et les « micropolitiques » du patrimoine et de la mémoire. J'ai repris cette distinction introduite par Rogers Brubaker qui l'utilisait pour parler des catégories de l'ethnicité. Les « politiques » de l'ethnicité font référence aux processus par lesquels les catégories ethniques sont institutionnalisées et incorporées dans des constructions culturelles, symboliques (comme les narrations ou mythes nationaux, etc.) ou politiques. Les « micropolitiques » désignent plutôt une construction de ces catégories « par le bas », les procédures par lesquelles elles sont utilisées, vécues, transformées dans la pratique sociale, des contextes dans lesquels « elles donnent du sens à des problèmes et des situations, articulent des affinités et des affiliations, identifient des mises en commun et des connexions, élaborent des récits et des compréhensions individuelles » (Brubaker et al. 2006 : 51).

Une analyse de l'histoire, de l'évolution et des pratiques contemporaines du musée permet d'envisager ce lieu à partir de trois moments clés.

Une première étape concerne l'initiative première de sauvegarde d'un espace privé, l'habitation du peintre allemand, et de sa valorisation en tant que « Maison mémorielle du peintre Stefan Jäger ». Cette « maison mémorielle » est créée en 1969 à l'initiative de trois enseignants souabes de la ville. Ceux-ci ajoutent aux collections artistiques trouvées dans la maison du peintre d'autres pièces acquises par des familles vivant à Jimbolia ou dans la région. Ce lieu est appelé « maison mémorielle », mais nous pouvons nous demander s'il ne s'agit pas davantage d'une maison-patrimoine, à partir de la distinction entre mémoire et patrimoine faite par Michel Rautenberg (Rautenberg 2003). Le patrimoine est, à la différence de la mémoire, le produit d'une stratégie de conservation, des procédures de valorisation, même si cela peut se faire – comme c'est le cas de cette « maison mémorielle » – en dehors des procédures et cadres institutionnels et plutôt selon la logique des « patrimoines sociaux » (Rautenberg) à l'initiative des acteurs sociaux.

La deuxième transformation s'opère en 1996 quand la « Maison

mémorielle Stefan Jäger » devient le « Musée Stefan Jäger ». Cette initiative a le soutien de la municipalité mais aussi du Ministère de la culture du Land de Bavière et de l'Association des Jimboleni souabes émigrés. Si, avant 1996, cet espace n'était pas très connu, et était surtout utilisé comme cadre de pratiques pédagogiques pour des cours d'arts plastiques, un des initiateurs du musée étant professeur d'arts plastiques, la transformation de ce dispositif en musée a complètement modifié sa visibilité et son usage, passant d'une « maison mémorielle » d'un peintre, abritant un patrimoine artistique local, à un lieu où on patrimonialise les expériences et les mémoires de la communauté souabe originaire de la ville dans son ensemble. De la maison mémorielle d'un peintre, on est ainsi passé à la maison mémorielle de la communauté allemande. Conformément à cela, on ajoute alors aux collections artistiques quelques nouvelles salles d'exposition : une salle avec une collection d'objets ethnographiques, une salle archéologique et historique et, enfin, « la chambre souabe », reconstitution de l'intérieur d'une « maison allemande ». Il convient de situer cette mutation dans le cadre du changement démographique et politique du milieu des années 1990, après la fin du grand exode des Souabes et le déploiement de leur espace de vie d'une échelle principalement locale à un espace plus mobile de circulation entre les deux pays.

Cette mise en histoire de la communauté allemande est à la base de la transformation de cet espace d'un lieu mémoriel à un lieu de patrimoine. Pour reprendre M. Rautenberg, les constructions patrimoniales se fondent davantage sur une rupture entre passé et présent, alors que les récits et constructions mémoriels s'appuient plutôt sur le principe de continuité. Il est intéressant d'observer qu'à travers ce processus de construction patrimoniale de la communauté souabe, on assiste à un traitement de la dimension allemande comme un trait culturel, donc à la construction culturelle d'une communauté, à la fabrication d'une « tradition » allemande de la ville et d'un discours autour de celle-ci. Mais nous pouvons nous demander si ce processus d'objectivation culturelle de la dimension mémorielle et des pratiques de vie attribuées aux Souabes ne va pas

de pair avec une déconnexion de ces pratiques du temps présent et avec leur éloignement du quotidien de la réalité de la ville par l'enfermement dans un passé figé et atemporel. Des auteurs comme Michel Peroni (2001) ou Jean-Louis Tornatore (Tornatore 2010) montrent l'existence d'un tel phénomène dans le cas du patrimoine industriel, lorsque les entreprises patrimoniales opèrent la conversion de lieux rattachés à des secteurs économiques en objets culturels. Le cas du musée Stefan Jäger est intéressant pour observer la tension entre, d'une part, le phénomène de décontextualisation sociale par la « typification » culturelle et, d'autre part, une certaine dynamique sociale qui se crée autour de ce lieu et qui le maintient connecté aux rythmes et aux sociabilités de la ville. Je reviendrai plus loin sur ce dernier aspect.

Il est important enfin de situer l'évolution de ce petit musée dans le cadre plus général de la stratégie de développement culturel de la ville. À partir du milieu des années 1990, dans la période suivant la grande crise industrielle de la ville, nous pouvons observer que la patrimonialisation de la présence allemande devient un élément central des politiques culturelles de la municipalité. Dans la programmation de la principale manifestation urbaine de la ville, les *Journées de Jimbolia*, la première activité mentionnée sur la plaquette de communication de ce festival est la rencontre des Souabes au Forum allemand (l'association des Allemands de Jimbolia). En outre, à l'occasion de ce festival, qui a lieu en été pendant la période des retours au pays, des Souabes de la ville ou ceux qui reviennent d'Allemagne sont appelées à « raconter » le passé lors des multiples événements de cette manifestation. Selon un de mes interlocuteurs :

Lorsqu'il y a des événements internationaux dans la ville, [ces Allemands] sont très utiles. Ils ont un rôle représentatif. Comme le maire. Le maire est pour l'exposition. Donc ces messieurs seront là et commenceront à raconter, ils ont la mémoire vive sur ce qui a été autrefois. Nos Roumains à nous ne savent pas trop car ils sont arrivés ici après, dans un système qui était déjà en place. Et donc ceux-là [les Allemands] connaissent les légendes. Pour des expositions et des

trucs comme ça il faut dire les légendes du lieu, passées et présentes, et les gens qui ont marqué cette période-là. (...).

Le rôle de témoin attribué aux Souabes et leur rôle de transmission d'un savoir exemplaire en matière de pratiques de travail, transmission effectuée vers d'autres populations de la ville, sont visibles dans la place qui est accordée à la dimension allemande dans différentes manifestations culturelles de la ville. La fête de la ville, exemplaire de cette tendance, est ainsi celle où l'on tue le cochon, pratique domestique ancienne attribuée à l'origine aux habitants souabes.

La participation des Allemands dans la médiation entre le passé et le présent de la ville, mais aussi entre différents groupes de population, nous amène à une troisième mutation opérée au sein du musée Stefan Jäger. Finalement, ce lieu de célébration de la communauté souabe – présente ou de retour ponctuellement – est devenu un musée de la ville, dans le sens de lieu urbain, de rencontre et de fabrication de la citadinité, d'expérience avec les autres. Il est le lieu de réunion d'un club de femmes, un lieu de pratiques chorales, de cours de sport et une plateforme d'information et de diffusion concernant des activités variées : différentes associations de médecine naturelle ou de yoga viennent présenter leurs activités, des candidats aux élections locales y défendent leur programme. Cet espace n'est pas seulement un musée, mais un espace intégré aux rythmes et aux activités urbaines, « un lieu qui vit » comme l'affirme avec fierté son administratrice. Cette personne, qui gère l'institution depuis la mort de son époux (un des initiateurs du musée), ne parle pourtant pas l'allemand. Sa personnalité joue un rôle important dans la présence de toutes ces personnes qui fréquentent le lieu, de différentes affiliations ethniques.

Pour poursuivre l'idée concernant la compétence de médiation interethnique dans la ville attribuée aux Souabes, il convient de mentionner que, jusqu'au milieu des années 1990, la principale usine de Jimbolia (usine de tuiles et de céramiques aujourd'hui en fin de vie) était le lieu de transmission d'un savoir de cohabitation et de lien entre différents groupes ethniques, régionaux et générationnels de la ville. L'usine était le principal lieu de socialisation, de contact et de connaissance de la ville pour les migrants qui arrivaient de

différentes régions de Roumanie et, selon mes interlocuteurs, les Allemands étaient les exemples à suivre sur le lieu du travail. En outre, l'univers de l'usine constituait un espace de loisir, sportif, de sociabilité et de culture. Dans ses espaces annexes des compétitions sportives, des mariages, différentes rencontres ou fêtes avaient lieu. Aujourd'hui, en raison du déclin de cette usine, cette transmission s'effectue à travers d'autres lieux parmi lesquels le musée Stefan Jäger, à l'occasion des principales fêtes de la ville ou à travers les réseaux interethniques de mobilité de travail vers l'Allemagne. Il est important de noter que les personnes concernées par ces mouvements entre Roumanie et Allemagne ne sont pas exclusivement les Souabes qui ont quitté la Roumanie, mais aussi de nombreuses autres populations de la ville qui se déplacent en Allemagne pour travailler, profitant des réseaux historiques de migration vers ce pays. Le statut de « germanophone » n'est plus restreint aujourd'hui aux seuls Souabes, mais il peut être attribué aussi à des Roumains, Hongrois et Roms entraînés dans ces circulations et faisant partie de réseaux interethniques d'entraide. De nombreux Roumains trouvent ainsi du travail temporaire en Allemagne (généralement pour de l'entretien à domicile ou de l'aide aux personnes âgées) par l'intermédiaire de Souabes, amis ou anciens voisins. Des mariages mixtes résultent parfois de ces circulations.

J'aborderai enfin une dernière dimension concernant la fréquentation de ce musée permettant de mesurer son intérêt pour les Souabes partis de Jimbolia et son impact sur les pratiques de visite de la ville. Au cours de notre enquête, nous avons pu constater que les Souabes ponctuellement de retour se rendent au moins une fois dans leur vie dans ce musée. Cependant, ce dernier n'est pas leur principal lieu de sociabilité quotidienne lorsqu'ils sont à Jimbolia. Le musée est davantage un lieu reconnu que fréquenté, un lieu important dans la perspective d'une reconnaissance officielle des mémoires et des patrimoines liés à la présence allemande dans la ville. Il est également un lieu de témoignage et de transmission, un lieu où les Souabes émigrés se rendent lors des retours au pays afin de montrer à leurs enfants leurs pratiques de vie d'autrefois, surtout lorsque ceux-ci sont

nés en Allemagne, ou à des nouveaux amis et collègues allemands qui les accompagnent en touristes.

Parmi les autres lieux fréquentés par les Souabes de retour dans la ville, il est bon de mentionner tout particulièrement le marché, le Forum Allemand, le cimetière et surtout l'espace de la maison qui devient un important objet d'investissement patrimonial. Les retours se font généralement en juillet-août lors du festival *les Journées de Jimbolia* et de la fête du *kirchweih* (principale fête religieuse catholique des Souabes), mais aussi à l'occasion de Pâques ou de la Toussaint. Ceux qui reviennent évoquent l'envie de vivre et de faire comme autrefois, de s'asseoir au milieu de la cour, de marcher à pieds nus, de manger comme ils le faisaient avant (ils vont d'ailleurs très peu au restaurant). Certains retraités peuvent avoir racheté une maison avec du terrain dans la ville où ils résident du printemps à l'automne alors qu'ils retournent en Allemagne pour passer l'hiver. Les pratiques de vie dans l'espace domestique et son analyse comme espace social de connectivité constituent une dimension très peu explorée jusqu'à présent et qui mériterait une étude en soi.

Si nous regardons la dynamique dans le temps de ces pratiques de retour, nous pouvons observer que le tourisme de racines ou mémoriel et la pratique de la double résidence deviennent moins fréquents pour les nouvelles générations. Les moins de 25 ans et plus généralement ceux nés en Allemagne se rendent une fois à Jimbolia afin de voir comment leurs parents et grands-parents ont vécu : « Ils viennent une fois pour connaître leurs racines, mais ça s'arrête à ça, cela ne change rien à leur vie », affirme le président du Forum allemand. Le responsable de cette association se prononce de façon pessimiste sur la continuité de ces pratiques allemandes à Jimbolia et sur l'investissement des lieux de la ville par la présence physique de cette communauté ou même par les mémoires la concernant : « Malgré des discours et des volontés de "garder la tradition" que l'on entend de l'Allemagne, si on raisonne à froid en 20-30 ans on dira de tout cela : "Il était une fois !" . Mais c'est comme ça. C'est comme ça qu'on écrit l'histoire ! ».

3. Transmission mémorielle et dynamiques de l'attachement

Pour conclure, quelques points se dégagent des données et des analyses présentées ci-dessus.

Les dimensions mémorielle et patrimoniale de l'écriture de l'histoire constituent un terrain intéressant où se croisent à la fois les enjeux de développement urbain et les pratiques de la vie ordinaire, les constructions « par le haut » et « par le bas ».

Les processus mémoriels et de patrimonialisation sont des expressions et des outils pour construire nos rapports aux lieux, pour habiter l'espace, mais aussi pour habiter le temps et pour construire des continuités et réorganiser la cohérence des récits et des pratiques urbaines dans les situations de changement après 1989. Comme nous l'avons vu, ces changements tiennent à la fois à la crise d'un secteur économique industriel phare de la ville et à des changements démographiques par la migration/mobilité.

Les opérations patrimoniales et mémorielles renforcent et participent à l'organisation des territoires de connectivité. D'une part, il s'agit d'une connectivité à l'échelle spatiale entre des territoires plus proches ou plus éloignés dans les conditions où, après 1989, on habite de manière plus extensive l'espace (au-delà du cadre étatique national). D'autre part, cette connectivité s'opère aussi au niveau des différentes temporalités de la ville et entre les différentes générations et catégories de population, surtout avec la disparition d'une communauté de la ville autrefois majoritaire et avec l'arrivée d'autres populations à Jimbolia (pour la plupart roumanophones).

Cependant, si les mécanismes du patrimoine et de la mémoire sont des outils de construction du « chez soi » et d'habiter un espace – y compris (ou surtout) dans les conditions de mobilité voire d'absence sur un territoire – il est important d'observer qu'il existe aussi des situations où mobilité et attachement au territoire ne s'articulent pas. Nous pouvons ainsi nous interroger sur les conditions dans lesquelles la construction du « chez soi » ou d'autres formes d'attachement à l'espace accompagnent les phénomènes de mobilité comme sur celles

dans lesquelles, au contraire, cela ne se produit pas.

Pour explorer cette possibilité de construction ou non de l'attachement à partir des situations de déplacement, je ferai appel à une contribution venant d'un champ différent de la mobilité que celui abordé ici, celui du déplacement urbain. Isaac Joseph, dans une étude sur les moyens de transport en ville et le rapport aux lieux qu'ils permettent auprès des habitants, montrait qu'il existe deux formes distinctes de mobilité : une mobilité de type « flux » et une autre de type « réseau » (Joseph in Clot-Goudard & Tillous 2008). Selon Joseph, ces dernières impliquent un rapport différent à l'espace. La mobilité de type « flux » ne produit pas de formes d'attachement car elle ne permet pas des temps d'arrêt, de pause, des rapports personnalisés aux lieux. Nous pourrions dire que cette mobilité entraîne plus difficilement des pratiques d'habiter l'espace. La mobilité de type « flux » est celle d'un déplacement d'un point à un autre et elle est le mieux illustrée par le transport aérien. La rapidité du déplacement est privilégiée en défaveur d'un déplacement permettant des points d'arrêt et des relations à un territoire au cours du trajet. À l'opposé de ce modèle de déplacement, il existerait une mobilité de type « réseau » à l'exemple de la marche à pied ou du transport en bus. Dans ce déplacement, le passager fait l'expérience de la ville qu'il traverse, une expérience faite d'imaginaire et d'intimité qui convoque la mémoire, entre autres la mémoire attachée à des lieux, la rêverie et la projection. Lors de ces déplacements, qui sont des activités cognitives singulières vécues différemment par chaque individu, des attachements aux lieux de la villes ont produits, réactivés ou renforcés.

Pour revenir à la recherche menée à Jimbolia, nous pouvons nous demander si la mobilité des Souabes et de leurs descendants relève des rapports aux lieux plutôt forts ou faibles, comme le suggèrent les propos précédents. Ce que nous observons à Jimbolia est le fait que ces circulations entre la Roumanie et l'Allemagne n'entraînent pas le même rapport au territoire et à la mémoire parmi les individus qui les pratiquent. Par exemple, nous avons vu que pour les descendants de deuxième et de troisième génération le tourisme de racines n'engendre que rarement un lien plus continu et durable à l'espace, le déplacement

pouvant se résumer à une seule visite de « connaissance des racines » sans renouvellement. Cela signifierait que les opérations de témoignage et de remémoration envers ces descendants des migrants, ainsi que les dispositifs de patrimonialisation que nous avons identifiés à Jimbolia, ne produisent pas les mêmes effets chez les Souabes partis et chez leurs enfants. Pour les générations plus anciennes, qui sont nées à Jimbolia et qui y ont vécu, la connaissance de la ville et les liens d'attachement à celle-ci sont plus forts. Les dispositifs patrimoniaux et mémoriaux renforcent ces liens à l'espace et à d'autres individus. Pour les générations plus jeunes, ces dispositifs n'arrivent pas toujours à produire les mêmes effets et les mêmes relations cognitives à cet espace. William James parlait de l'existence de deux types de connaissance, une « connaissance *par* contact et par familiarité », de l'ordre de la croyance, et une « connaissance *sur*, d'ordre conceptuel » (James 2005/1916). La première est une connaissance produite par l'expérience, comme nous le voyons par exemple dans le cas de la marche à pied ou du déplacement en bus ou comme dans le cas des Souabes qui ont vécu à Jimbolia. Nous pouvons faire la supposition que ce type de connaissance engendre plus probablement des formes d'attachement aux lieux. Au contraire, lorsque la connaissance de la ville est incorporée comme une connaissance *donnée* de l'extérieur, médiate, par exemple par des dispositifs patrimoniaux comme le musée, elle n'entraîne pas le même type de lien à l'espace.

Cependant, des historiens comme Maria Bucur (Bucur 2009) discutent le cas intéressant des phénomènes de « postmémoire », terme que l'auteure emprunte à Marianne Hirsch (Hirsch 1997). La « postmémoire » désigne la formation des mémoires et des liens forts par rapport à des événements chez des individus qui n'ont pas vécu ou connu par une expérience directe ces événements (lorsque par exemple ces événements se sont déroulés avant leur naissance). Nous pouvons rappeler ici le cas de certaines mémoires coloniales, des mémoires de guerre ou de l'esclavage, etc. Par rapport aux possibilités de production des attachements mémoriels forts de type post-mémoire, Maria Bucur explique que ce phénomène apparaît davantage lorsqu'un individu n'acquiert pas une information liée un

événement comme une *connaissance donnée, de type historique*, mais plutôt par le biais de *la transmission d'une expérience* de vie, qui peut passer par exemple par les récits mémoriels au sein de la famille ou, j'ajouterais, d'autres groupes d'affiliation (ethniques ou autres).

Ces approches nous permettent de soulever des nouvelles pistes de réflexion et de terrain. D'une part, l'analyse des dispositifs institutionnels d'action patrimoniale ou mémoriels étudiés jusqu'ici (musée, festival urbain), peut être prolongée par une ethnographie fine des situations de transmission mémorielle qu'ils impliquent. D'autre part, l'analyse de ces dispositifs mériterait d'être enrichie par une recherche au niveau des pratiques quotidiennes des Souabes lorsqu'ils sont de retour dans la ville, pratiques qui peuvent aussi relever des phénomènes mémoriels et patrimoniaux (comme nous l'avons vu par exemple avec une certaine forme de patrimonialisation de la maison et de l'espace domestique). Il s'agirait plus largement d'une ethnographie de la vie quotidienne de ces populations, en suivant leurs itinéraires et déplacements dans la ville, leurs lieux de visites et de rencontre, les réseaux de fréquentation sur place qui tissent des espaces d'action et de connexion (à l'échelle locale et transnationale) auxquels participent ou pas les nouvelles générations d'Allemands et d'autres habitants de Jimbolia. L'attachement des descendants de migrants à des lieux de la ville (ou le manque d'attachement) tient certainement au type de relation cognitive qu'ils construisent avec la ville, une connaissance de type expérientiel ou pas. Dans ce sens, la recherche devrait identifier les lieux où cette relation est construite (que cela soit dans un musée, dans la rue, à la maison) et ce qu'elle produit et engage.

Références citées

- Brubaker, R., M. Feischmidt, J. Fox & L. Grancea. 2006. *Nationalist Politics and Everyday Ethnicity in a Transylvanian Town*. Princeton: Princeton University Press.
- Bucur, M. 2009. *Heroes and Victims: Remembering War in Twentieth-*

- Century Romania*. Bloomington: Indiana University Press.
- Clot-Goudard, R. & M. Tillous. 2008. "L'espace du réseau : du flux au territoire. Le tournant pragmatiste engagé par Isaac Joseph." *Tracés* 15: 107-126.
- Hirsch, M. 1997. *Family Frames : Photography, Narrative, Postmemory*. Cambridge, Mass., London: Harvard University Press.
- James, W. 2005. *La volonté de croire*. Paris: Seuil. Original edition, 1916.
- Lussault, M. 2007. *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Paris: Seuil.
- Micoud, A. & M. Peroni (eds.). 2000. *Ce qui nous relie*. La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube.
- Rautenberg, M. 2003. *La rupture patrimoniale*. Editions à la Croisée.
- Stock, M. 2004. "L'habiter comme pratique des lieux géographiques." *EspacesTemps.net*: <http://www.espacestems.net/document1138.html>
- Stock, M. 2006. "L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles." *EspacesTemps.net*: <http://espacestems.net/document1853.html>.
- Tornatore, J.-L. (ed.) 2010. *L'invention de la Lorraine industrielle. Quêtes de reconnaissance, politiques de la mémoire*. Paris: Riveneuve.
- Wentzel Winther, I. 2009. "Homing oneself – Home as a practice." *Home and Space* 42: 49-83.

Transnational patterns of everyday life: practices of care and neighbouring in Athens*

Dina Vaiou

National Technical University of Athens

Since 2009, dominant analyses and explanations about the crisis in Greece have focused mainly on macroeconomic aspects, especially the size and viability of the public debt and a range of possible policies towards its management. At the same time, popular European press and media have contributed to shape the contours of a strongly ideological discourse which contributed to legitimise extreme pressures and humiliating interventions, even when the failure of imposed and adopted policies was more than obvious¹. This same discourse has made key aspects of the crisis ‘unmentionable’. Such aspects include on the one hand the role of neoliberal pacts, the operation of the eurozone, the arms trade and existing uneven relations at national, regional, local scales; on the other hand it has also

* A more extended version of the paper is forthcoming in L. Peake & M. Rieker (eds.) *Rethinking Feminist Interventions into the Urban*, London and New York: Routledge.

¹ For a concise commentary on this discourse, see Rosa Luxemburg Foundation 2011.

made ‘unmentionable’ the social effects of the measures taken by the Greek state². Almost two years into the implementation of austerity programs, democratic rights are severely under threat, income inequalities have been amplified, social services are dismantling, unemployment has reached 21 per cent by the end of 2011 (from 7 per cent in 2009), a quarter of Greek workers and employees earn less than 750 euros per month, while two thirds of Greek pensioners have to survive on less than 600 euros per month and are bound to face further cuts (www.ekke.gr – Panorama of Census Data).

These effects of neoliberal correction are quite unevenly distributed, as they are inscribed on pre-crisis inequalities: among regions, between rural and urban areas, between men and women, local and migrant residents, small and big employers, permanent and short-term-contract workers – and combinations of these (Hadjimichalis 2011; Karamessini 2011). Those who are first and worst affected include women, young entrants to the labour market, pensioners, precarious workers and migrants, who concentrate in particular neighbourhoods in urban areas and Athens in particular, where more than one third of the total population of the country and almost half of the migrant population live.

In this increasingly bleak situation, the paper looks at some of its less debated, yet severely felt aspects, namely the effects of severe cuts in welfare and care services. More specifically, it takes changing patterns of elderly care as a starting step from which to reflect upon the importance of everyday practices, as they evolve in a variety of interlocking geographical scales. Care and domestic labour has been a key issue in feminist research and politics since the 1970s, as part of the debates about gender relations and inequalities. It has fallen in at least partial disrepute, as different issues gained primacy in feminist debates and theorising, only to reappear in new terms in the context of migration studies. In our ‘globalised’ times, a significant part of the work formerly done unpaid by women in the context of families

² There is a great bulk of literature on the Greek crisis from a variety of perspectives. For a critical presentation, see Hadjimichalis 2011; for an extensive macroeconomic analysis see Lapavitsas et al. 2010; for a general theoretical account, see Harvey 2010.

has also become a paid job for thousands of migrant women. Care, either in the context of organised international chains or as part of more spontaneous migrations, lies behind the movements towards the 'global North' of large numbers of women from the 'global South' (Ehrenreich & Hochschild 2003; Mattingly 2001; Pratt & Rosner 2006). Such movements, which for Greece originate mainly in the former Eastern Bloc and the Balkans, cater for severe deficits in care, and elder care more specifically, while at the same time they displace such deficits to other places along the routes of migration and contribute to reconfigure everyday lives as transnational.

The paper is organised in three sections: the first discusses everyday practices of care and the neighbourhood as one of the scales at which it evolves; the second section, based on research in Athens³, focuses on changing patterns of elderly care; finally, the third section draws together some comments on gender, everyday (care) practices and the importance of scale, movement and settlement in transnational city lives.

1. Everyday practices of care in urban neighbourhoods

A key theoretical perspective and methodological proposition in the development of my argument is 'the everyday' and the ways in which everyday practices evolve at different geographical scales, thus dissociating the everyday from the local. In this line of understanding, the everyday does not include only routine and repetitive practices, adaptations and consent, but also collisions with various structures of space and time which mobilise transgressions within the everyday itself (Lefebvre 1990). Momentary and fragmented as these

³ The paper draws material from a number of research projects: Vaiou et al. 2006; Vaiou et al. 2007; Lafazani, Lykogianni & Vaiou 2010 (based on FP7 research project GeMIC: *Gender, Migration and Intercultural Interaction in South East Europe*, available at www.gemic.eu; Liapi & Vaiou 2010 (based on FP6 research project FeMiPol: *Integration of female immigrants in labour market and society. Policy assessment and policy recommendations*, available at www.femipol.uni-frankfurt.de).

transgressions may be, they contain the seeds of a non-alienated life and the possibility of individual and collective emancipation⁴.

Everyday practices unveil different aspects of reality in the city, where research interest and theoretical value include not only global processes and 'big' events, but also mundane and ordinary practices, meanings and settings which constitute the everyday and contribute to re-value aspects of urban life that tend to slip to the shadows. The theoretical and methodological emphasis on everyday practices crosses over dichotomous conceptions and reveals continuities through different spheres of experience and interlocking spatial scales, as the discussion of care in the following sections of the paper also indicates (Smith 1987; Simonsen & Vaiou 1996, Gardiner 2000). On the other hand, through these 'details of everyday life' one can start coming to grips with the ways in which gender power and gender hierarchies are shaped between men and women, women and women, local and migrant, employers and workers – and intersections of these (see also Dyck 2005, McDowell & Sharp 1999).

Among the interlocking scales implied above, the neighbourhood, a highly contested concept in urban studies, emerges as an important reference in the everyday lives of different people, with meanings which extend far beyond its spatial determinants and invest it with a renewed importance, distanced from old identifications with community and locality (for a discussion, see Simonsen 1997; Bridge, Forrest & Holland 2004; Germain 2002). In this line of argument, the neighbourhood is not a bounded space but an important socio-spatial scale which supports what Doreen Massey calls 'a progressive sense of place': a conception of place as a particular moment in intersecting social relations, continuously in the making, through probable or unforeseen transformations and connections, which may materialise or not in the context of a

⁴ In this line of thinking, Lefebvre marks out the political dimension and the revolutionary meaning of the (concept of the) everyday, which is also developed by A. Heller, although not in exactly the same terms, in her discussion of the potential, indeed almost a utopian promise, included in everyday life for the reconstruction of meaning and the transgression of alienation (Heller 1984).

system which includes heterogeneity, indeterminacy and openness to future restructurings, but also powerful geometries of power (Massey 1994, 2005).

Migrant women, whose experiences are brought together in the following section of the paper, are caught in such geometries of power as they seek to be included, to a greater or lesser degree, in the economic, social and political institutions and in the patterns of everydayness in the places where they settle. At the same time they transform and reposition these patterns and places, linking them to supra-local, even global, processes. But they belong elsewhere as well: they nurture relations, material and emotional exchanges and everyday practices across borders. Care for those who have stayed in the place of origin (children, parents or other relatives) is a case in point here. Their multiple allegiances 'here' and 'there' point to a conception of the everyday which cannot be identified exclusively with the local.

Local identifications, however, are necessary in order to sustain complex relations across borders and transnational networks (Guarnizo & Smith 1998; Leitner & Ehrkamp 2006). As such they appear prominently in migrant women's narratives where the neighbourhood holds a central place. Such narratives, although far from homogeneous, underline the will to settle and form a bearable everydayness 'here'. In this sense they defy exaggerated images of high mobility and often recall instances of immobility and even confinement. Indeed, women often find themselves increasingly having to navigate between extremes of forced stasis and hyper-mobility. Such extremes have to do with border practices and migration policies at national and supra-national scales, which set the limits to trans-nationalism while at the same time they affect everyday practices and the diverse ways in which migrant groups live and perhaps defy such limits; they have also to do with the ways in which gender institutes restrictions on mobility (Salih 2003). Here, movement is not approached as an analytical abstraction, but rather as a set of bodily practices which shape, among other things, urban life.

2. Changing patterns of (elderly) care in Athens

In this section, I draw together material from research with migrant and local women in central neighbourhoods of Athens, in order to discuss aspects of everyday practices and neighbourhood life constituted around elderly care. The region of Athens has attracted the great bulk of migrant population since the early 1990s (47 per cent or about 500,000 people) (population census 2001, www.ekke.gr – Panorama of Census Data), two thirds of whom have settled in the municipality of Athens itself and particularly in central, socially mixed neighbourhoods. In these neighbourhoods, gradually deteriorating conditions of traffic, pollution and density, along with changing models of living have contributed to the outflow of younger households and have led to recurrent modifications in the use of the building stock in the past 30 years (e.g. small manufacturing units replacing housing in the lower floors of apartment buildings or empty and long-unused flats). The ensuing low prices made a significant part of this stock accessible to poorer groups of the population and, later, to migrants. Thus, the so-called ‘vertical segregation’ intensified (Maloutas & Karadimitriou 2001): in the upper floors there remain better-off households of locals, mainly elderly people, while professional offices (lawyers, engineers, dentists etc.) and university students occupy the middle floors, and migrants initially settle in the lower floors and basements of apartment buildings, but later move to upper floors and even buy flats. The integrating potential of co-existence in the same buildings cannot in any way underplay the ‘invisible walls’ which separate basements from top floors and front-facades from backyards.

Who cares for the elderly?

In Greece, as in other Southern European countries, the public sector of service provision (for children, for the elderly, for the disabled etcetera) has always been insufficient and inadequate (Getimis & Gravaris 1993; Karamessini 2008). In this context, the great bulk of care has been accommodated in the family through the unpaid

work of its women members, including inter-generational divisions of labour among women. In this *family model of care*, in Greece as in the rest of Southern Europe, the state is a 'carer of last resort' contributing selectively and mainly through monetary transfers (subsidies and pensions) and not through the provision of services (Bettio, Simonazzi & Villa 2006). This model entered into crisis in the 1990s, as a result of a combination of demographic and economic changes, including higher life expectancy⁵, rapid increase of women's participation in paid work, higher mobility of households – all of which made elderly care in the family more difficult.

Under these circumstances, a chronic care deficit is registered, which, since the early 1990s, has been filled by large numbers of migrant women, who partially replace unpaid care by family women. This arrangement has contributed to the reproduction, in different terms, of the family model of care (Vaiou et al. 2007): care remains individualised, within the family, involving a re-negotiation and division of labour among women, this time local and migrant, and leaving men generally uninvolved. It constitutes an arrangement which is socially more acceptable than 'abandoning' an elderly parent to a home for the elderly with questionable quality of services. The new equilibrium among the family, the market and the state relies to a great extent on *two pillars*. On the one hand, pensions and subsidies which, albeit low, ensure the material conditions of existence of these care arrangements; on the other hand, migrant women's low paid labour, particularly 'sans papiers', has made it accessible even for lower income households⁶. The abundant supply of this labour contributed to increase in demand throughout the 1990s and 2000s and up to the

⁵ In Greece population over 80 years old is 3.6 per cent of total population (a 43 per cent increase between 2000 and 2010) and 29 per cent as a proportion of population between 15 and 64 (26 per cent in 2002) – European Commission 2010, *Employment in Europe*, Luxembourg: Publications Office of the European Union, also available online at <http://ec.europa.eu/social>

⁶ Local but also migrant paid domestic workers were common in high-income households. Indeed, having a live-in Philippina carer had become a status symbol to which all nouveaux riches in Greece aspired. Philippina women migrants came to Greece through bilateral contracts; see Topali 2008.

current crisis, underlining the gendered dimensions of migration to Greece (and to the European South in general).

Recourse to migrant women's labour meets a great part of the needs for elderly care, thereby reducing care deficits in Athens, but amplifies such deficits among migrant households both 'here' (in Athens) and 'there', in the places where migrant women come from, pointing to a care drain but also to new care mixes and to transnational lives in the city (Bettio & Plantenga 2004). The contribution of migrant women to fill needs for elderly care is twofold. On the one hand it is part of their paid work as carers (live-in or live-out, with one or several employers); on the other hand, it is part of their everyday practices of settling in Athens and developing relations of neighbouring and mutual assistance. In what follows, I illustrate these two aspects with examples from interview material⁷.

Paying for care

For local working women, recourse to the 'assistance' of a migrant woman is an alternative that does not conflict with their ideas of appropriate care for their parents, while taking them to an institution for elder care would be unacceptable. A migrant woman carer provides personalised care in the home of the elderly person, the family sets the terms and controls the quality of service. As Georgia, an employer of a migrant carer, underlines:

"The only alternative there was, apart from taking in a woman, was to put our mother in an institution. We never wanted that, none of the two of us (daughters)...[her duties include] to care for my mother, to feed her, to change her, well, to look after her ... to keep the house clean."

Care remains a problem handled among women, local and migrant, while local men are not mentioned in any of these 'details of

⁷ The interviews parts of which are cited in this chapter, are part of research in the neighbourhood of Kypseli in the context of two broader projects, in which quantitative and qualitative methods have been used (Vaiou et al. 2007; Lafazani, Lykogianni & Vaiou 2010).

everydayness'. Elsewhere in the interview Georgia says that she can now go to places without being continuously preoccupied – she buys time and freedom of movement.

Sofi, a live-in carer from Bulgaria, offers a different perspective when she describes the 'duties' and conditions of work, emphasizing how she is enclosed, always available and open to the whims of the person she cares for:

"I sit and think many times, never to get up when you want, never to go to bed when you want. Like a soldier day and night... I get up at 6:30 in the morning, and until 2:00 at night I do not sit, I do not sit. I do everything, all the chores. Cooking and washing and everything... He wants coffee, he wants to go out, he wants to pee, he wants this and that. Every morning a bath, I give him a bath every morning, so that he does not smell bad... And I cannot any more. And the old man is stubborn, he is cruel [...]"

Sofi, however, has decided to endure the hard conditions for a number of years, living them as temporary, in order to 'care from a distance' for her family back home: through arrangements with women relatives and, mainly, through remittances which are essential for children's studies and for the support of other members of the family who may be unemployed or in need of income.

"Listen, men stay in Bulgaria, women leave...we send money back and the man has a good life. The woman is enclosed here... I have helped my son ... now I want to do something for myself, for my old age, to be well."

Caring across borders

The caring problems of local families may be resolved, at least in part; but the care work of women migrants creates care deficits in their own families, both in Athens (particularly with childcare) and 'at home' where children and elderly parents may be left to the care of relatives. Ana, a live-out carer from Bulgaria, explains how she

arranged for care of her own children in Bulgaria in order to migrate to Athens:

“...I had heard good things about here. I say I will go and try as well, why not. So I came in 1998...No, he [her husband] did not like it, because look, I left, and there were the children... what to do with them. It was a little difficult... His mother helped a lot with the children because she lives below. She cared for them.”

Recourse to the help of mothers, mothers-in-law and other members of family for childcare is a common arrangement for migrant women in Kypseli (in central Athens) as well, and an indispensable one in order to be able to work, as Elena and Rania, live-out carers from Albania, also underline; municipal day-care centres, even when they exist in the neighbourhood, are not always accessible to migrant women:

“For four years I worked from morning to night. Because my mother was here and she was coming to look after them [her two children]” (Elena)

“...then I could not take my son to the day care, they asked for (legal) papers. [When the child went to primary school] the children of my brother took him and picked him up from school. Once they were on different shifts and they changed ... we manage like this, the whole family helps” (Rania)

Those who work as live-out carers perform the same caring tasks also unpaid, for their own families (much as their women employers do). Choices about paid work are conditioned by care needs and arrangements negotiated within the family among women again, as men do not seem to be involved in any other way than as breadwinners. The remark of Sveta, a live-out carer from Bulgaria, is indicative:

“He does not want to help in the house. He can work a lot, earn a lot of money, bring me a lot of money, but help at home, no. At home he

is like a king... When he comes home, I have to be there. When he comes back from work everything has to be ready, he sits, he eats, we talk, then he takes a nap or he goes to a second job somewhere else..."

Being paid to care turns care into a 'real job' which has to be performed with concrete rules and, despite frequent infractions, involves rights (e.g. hourly or monthly rates, social security payments, time-schedules). In this sense, it destabilises stereotypes about breadwinning and homemaking - which re-shapes the dynamics of relations with men, who are forced to reconsider their involvement in the practicalities of everyday caring, albeit with negative and even violent reactions.

Neighbouring practices

In the neighbourhoods where migrant households settle it is women who try to familiarise themselves with the place and make contacts with neighbours. Even miniscule informal exchanges are highly valued as migrant women seek to form familiar everyday environments in the unknown city. Eleni, a live-out carer from Albania, describes the ways in which she has come to relate to an elderly woman, her neighbour, how she has been assisted by her (to find a job or a flat to rent), how she reciprocates by caring for her in many informal but critical ways.

"My sister in law had come two years before us. She knew a lot of people and a neighbour of hers, a Greek lady, rented the house to us and then she helped me - she found jobs for me... Then she gave this house to be redeveloped and when it was finished she says: do you want to come? [...] Now we go out, her window is across from here. She may call even at night, she may need something [...] When I cook something good, I bring some to her... When she buys from a take away that my daughter likes... she will buy for my children as well..."

As part of their everyday routines, migrant women make their presence seen and felt in the neighbourhood: they do the shopping in local shops and supermarkets, stop at the bakery, the pharmacy or the local kiosk, they escort the elderly person they may be looking

after to their daily outings, they take their own and other children to school, to the day care, to the doctor, to the playground, they visit and share time with neighbours. Such relations are highly valued in that they help them navigate through the difficulties of adaptation in the unknown place, provide ‘tips’ about how to cope, are a potential source of emotional and practical support.

These practices of migrant women, which seem to transform the neighbourhood, are acknowledged and valued by their local women neighbours. As Sofia, an elderly lady who lives since 1947 in Kypseli, one of the neighbourhoods where we have done fieldwork, tells us, her migrant neighbour has fixed the flat she rented and came to know and help several elderly people in the apartment building:

“... The young woman across from us... you see, she takes this flat and turns it into a beauty... It used to be in appalling condition and she put ...she put tiles, she maintained it, she turned it to new...”

Having experienced longer-term transformations in the neighbourhood, she values the neighbouring practices:

“...Now, let me tell you, there was this young woman who worked for me for two years ... very, very good, she has two children. Even now she comes with her children, she comes to my house, she talks to me, very good mannered, to help me, to see if I need something.”

In a similar vein, Anna, also resident since 1945, appreciates the improvement of everyday commerce:

“...the bakery which belonged to Greeks in the past, was sold to Albanians, who already own two bakeries. It is a very good bakery, big, much better than when the Greeks operated it, it has expanded let’s say, with the things it sells, the variety, bread is great ...”

Here gender differences are prominently outlined: migrant men are more likely to spend time with other men from their own ethnic

community or from work, while migrant women are predominantly the ones who engage in contacts with neighbours practically, by sharing common everyday routines. These contacts involve relations of power but seem to be reciprocal and contribute to invest neighbouring with meanings and qualities long lost. In this sense, neighbouring relations gradually lead to processes of familiarisation, co-existence and perhaps also social inclusion. In addition, caring and shared everyday practices modify earlier attitudes of locals, which now take shape not only through media representations but by reference to their own familiar neighbours – although racist language and aggression against migrants are not absent from the scene and unfortunately intensify in times of crisis.

3. Transnational lives: scale, movement and settlement

As already suggested, it is not an exaggeration to say that elderly care (and care in general) in Athens has been and remains ‘a woman’s work’, despite years of collective struggle and individual argument. As such, it carries with it negative valuations, even in its new, globalised twist, which has turned it, at least partially, into paid work. The question of the 1970s women’s movement about whether care is exclusively ‘a woman’s work’ is not even posed any more. As a great number of interviews with local and migrant women indicate, men continue to be uninvolved or engage in specific tasks or parts of them. Organising elderly care and finding a paid carer is a woman’s responsibility, including all the necessary agreements about tasks and payments. Thus, the pattern of care which became widespread in the 1990s, i.e. the (partial) delegation of care to a paid migrant worker for local women does not involve direct changes in gender relations and divisions of labour with men but rather significant redistributions of time and work among various groups of women.

Relations between local and migrant women involve gender negotiations, which cannot be understood in a simple employer/worker relationship. Intensely personal relations develop between

carer and the person they care for, which involve bodily contact, physical presence and hard manual, as well as emotional labour. The details of care mobilise a wealth of reciprocal feelings, negative as well as positive, among women, as they negotiate, implicitly or explicitly, subtle (or less subtle) classifications between paid and unpaid work and among 'permitted'/'desired' and 'prohibited'/'exclusionary' duties (Athanassopoulou 2008). Such classifications, their transgression and the ways in which migrant carers perform them, delimit interplays of power along the lines of ethnicity and gender. At a different scale relations among women are also formed through neighbourly care which acquires a renewed importance at times of crisis, when even minimal acts of reciprocity and mutual support may be crucial for survival and may mobilise processes of inclusion (or exclusion).

In the narratives of migrant and local women, some parts of which are cited in this paper, the neighbourhood emerges as a privileged scale of the everyday and as a set of material, institutional, relational or imaginary resources through which people organise and lead their lives. The ways in which the migrant women of our research engage in neighbourhood relations (neighbouring) indicate how global-local encounters and negotiations of multiple and gendered identities are affected at the level of the everyday (Dyck & McLaren 2004). Women's invisible and undervalued everyday practices contribute to constitute 'familiar places'; they play an important role in settlement and family welfare both 'here' and 'there', distinctively more than those of men, whose absences and presences in these domains point to lives more focused around paid work and disconnected from the caring aspects of everyday life in the neighbourhood.

However, neither the neighbourhood, nor the everyday practices of either migrant or local women can be identified with 'the local'. The patterns of elderly care that I have presented indicate that everyday lives and practices evolve in a variety of interlocking geographical scales, from the body to the global, and involve significant gender negotiations (see also Silvey 2006). Care as paid work is a global issue in the context of international care chains which link migrant women from the 'global south' to individual homes in Athens; care is also an

issue that is related to national needs, of remittances in the places of migrants' origin or of care services in the places of settlement, which are regulated at the scale of the EU and of the national states through, for example, active social or migration policies or passive tolerance; it is an area of women's employment with an increasingly important presence in cities and urban neighbourhoods; an issue which concerns the scale of household and involves concrete bodies constructed as appropriate for concrete caring activities (see also Lawson 1998; Mattingly 2001; Vaiou 2008).

This multi-scalar approach to care opens possibilities for different understandings of the urban, which bring to the foreground of enquiry the politics of the everyday and the gendered determinants of such politics. (Re)focusing analyses and explanations on transnational experiences and struggles, draws attention on the importance of the local and the urban in shaping global processes. At all these scales, women migrants are not passive victims of global conjunctures but rather active agents in very diverse migration projects, in which care work is inscribed⁸. The current crisis underlines in many ways their active involvement in family and personal strategies and immediate decisions – e.g. to stay or go back, to continue the migration itinerary, to keep trying to build a new life in the place/city where they have invested hard work, albeit with poor rights and rewards, and have forged new relationships and bondings.

In the dire conditions of the current crisis, the wage and pension cuts already jeopardise the continuity of the recent version of the family model of care. The low paid work of migrant women is no longer generally accessible, while income insecurity leads many local households to cut their expenses, paid care included. Thus the burden of care seems to lapse back to local women⁹ and the family re-emerges

⁸ M. Morokvasic talks about migrant women 'settled in mobility' in order to emphasise material mobility between places in order to improve conditions at home, but also the margins of enduring harsh working conditions, lived as temporary, until specific plans at home are fulfilled (Morokvasic 2004).

⁹ It may also fall on the younger members of households, one in two of whom are already unemployed.

as key provider of support, in terms of day-to-day survival, support for the unemployed and care services, with increasing difficulties, as it is to be expected. This role of the family practically engages local and migrant women members, with important repercussions on their life chances. It is women who have to devise survival strategies in increasingly difficult material conditions and negotiate necessary arrangements of paid work and care.

For migrant women, to lose their (caring) jobs is a matter of family survival, since crisis in construction and other sectors has left many migrant men unemployed too. It also constitutes an increased risk in terms of their legal status since the renewal of the residence/work permits depends on employment status and social security contributions. The livelihoods of many migrant families, within and across national borders have thus become very fragile.

The state and local government not only do not offer a safety net for low income households to cope with cuts, but proceed to cut further the scarce and poor services they used to provide, such as places in childcare, nursing jobs in hospitals, full-day programs in schools, subsidies to homes for the elderly, etc. Thus they contribute to increase the time and effort necessary for daily and long term care, with important effects on women's work and gender relations. In addition, racist and xenophobic incidents have dramatically increased in the past two years in many neighbourhoods of Athens (and in other major cities), along with a public discourse, which depicts the centre of the metropolitan area as 'ghetto' or as 'inaccessible to normal citizens'.

Parallel to these disturbing developments, however, a grass-roots urban mobilisation developed and gained momentum throughout May and June 2011¹⁰. Closer to the issues raised in this paper, mobilisations extended to neighbourhood squares in many parts of Athens. In these everyday public spaces positive examples of neighbourly solidarity and coexistence among locals and migrants have emerged, which bear important symbolic weight and perhaps

¹⁰ Reports on these mobilisations abound, particularly in alternative media (e. g. <http://athens.indymedia.org>, <http://real-democracy.gr>).

contribute to articulate responses to racist attacks. In the new scene any forecast is premature and risky and ways to cope with the effects of the crisis in the city are still to be devised. Fierce battles are still to be fought, reminding in many ways the Lefebvrian contrasting diptych of the misery and power of the everyday, adaptations and consent along with struggles and transgressions.

References

- Athanassopoulou, A. 2008. "Everything relies on me': the continuum of paid and unpaid domestic work in the case of Albanian migrant women in Athens." In D. Vaiou & M. Stratigaki (eds.), *The gender of Migration*. Athens: Metaichmio (in Greek), 67-98.
- Bettio, F. & J. Plantenga. 2004. "Comparing care regimes in Europe." *Feminist Economics* 10 (1): 85-113.
- Bettio, F., A. Simonazzi & P. Villa. 2006. "Change in care regimes and female migration: the "care drain" in the Mediterranean." *Journal of European Social Policy* 16 (3): 271-285.
- Bridge, G., R. Forrest & E. Holland. 2004. Neighbouring. A review of the evidence. In *CNR paper 24*: ESRC Centre of Neighbourhood Research.
- Dyck, I. 2005. "Feminist geography, the 'everyday' and local-global relations: hidden spaces of place-making." *The Canadian Geographer* 49 (3): 233-243.
- Dyck, I. & A. T. McLaren. 2004. "Telling it like it is... Gender, place and multiculturalism in immigrant women's narratives." *Gender, Place & Culture* 11 (4): 513-534.
- Ehrenreich, B. & A. R. Hochschild (eds.). 2003. *Global Woman. Nannies, maids and sex workers in the New Economy*. London: Granta Books.
- Gardiner, M. 2000. *Critiques of Everyday Life*. London: Routledge.
- Germain, A. 2002. "The social sustainability of multicultural cities: a neighbourhood affair?" *BELGEO* 4: 377-386.
- Getimis, P. & D. Gravaris (eds.). 1993. *Welfare state and social policy*. Athens: Themelio (in Greek).
- Guarnizo, L. E. & M. P. Smith (eds.). 1998. *Transnationalism from below*. New Brunswick, NJ: Transaction.
- Hadjimichalis, C. 2011. "Uneven geographical development and socio-

- spatial justice and solidarity: European regions after the 2009 financial crisis." *European Urban and Regional Studies* 18 (3): 254-274.
- Harvey, D. 2010. *The Enigma of Capital*. London: Profile Books.
- Heller, A. 1984. *Everyday Life*. London: Routledge & Kegan Paul.
- Karamessini, M. 2008. "Continuity and change in the Southern European social model." *International Labour Review* 147 (1): 43-70.
- Karamessini, M. 2011. "Hard times for equality. Economic crisis and gender inequalities." *Epochi*, 6 March (in Greek).
- Lafazani, O., R. Lykogianni & D. Vaiou. 2010. Urban Interaction Spaces and Social Movements, National Report from Greece in the context of GeMIC (Gender, migration and intercultural interaction in the Mediterranean and South-East Europe. An interdisciplinary perspective), FP7 research project, coordinated by M. Stratigaki. Athens: Panteion University, Greece. Available at <http://www.gemic.eu>.
- Lapavistas, C., A. A. Kaltenbrunner, G. Labrinidis, D. Lindo, J. Meadway, J. Michell, J. P. Paineira, E. Pires, J. Powell, A. Stenfors & N. Tales. 2010. The eurozone between austerity and default. Research on Money and Finance (RMF) Occasional Report. Available at <http://www.researchonmoneyandfinance.org>.
- Lawson, V. 1998. "Hierarchical households and gendered migration: a research agenda." *Progress in Human Geography* 22 (1): 32-53.
- Lefebvre, H. 1990. *Everyday Life in the Modern World*. New Brunswick, NJ: Transaction. Original edition, in French, 1968.
- Leitner, H. & P. Ehrkamp. 2006. "Transnationalism and migrants' imaginings of citizenship." *Environment and Planning A* 38: 1615-1632.
- Liapi, M. & D. Vaiou. 2010. "Changing patterns of women's migration: Greece in a South European perspective." In M. Kontos, K. Slany & M. Liapi (eds.), *Women in New Migrations. Current Debates in European Societies*. Cracow: Jagiellonian University Press, 201-232.
- Maloutas, T. & N. Karadimitriou. 2001. "Vertical social differentiation in Athens: alternative or complement to community segregation?" *International Journal of Urban and Regional Research* 28 (2): 699-716.
- Massey, D. 1994. *Space, place and gender*. Cambridge: Polity Press.
- Massey, D. 2005. *For Space*. London: Sage.
- Mattingly, D. 2001. "The home and the world: domestic service and international networks of caring." *Annals of the Association of American*

- Geographers* 29 (2): 370-386.
- McDowell, L. & J. Sharp (eds.). 1999. *Space, Gender, Knowledge: Feminist Readings*. London: Arnold.
- Morokvasic, M. 2004. "Settled in mobility": engendering post-wall migration in Europe." *Feminist Review* 77 (1): 7-25.
- Pratt, G. & V. Rosner (eds.). 2006. *'The globe and the intimate', special issue in Women's Studies Quarterly*.
- Salih, R. 2003. *Gender in Transnationalism: Home, longing and belonging among Moroccan migrant women*. London: Routledge.
- Sell your islands, you bankrupt Greeks. 2011. Rosa Luxemburg Foundation, <http://www.rosalux.de/publication>.
- Silvey, R. 2006. "Geographies of gender and migration: Spatialising social difference." *International Migration Review* 40 (1): 64-81.
- Simonsen, K. 1997. "Modernity, community or a diversity of ways of life: a discussion of urban everyday life." In O. Kalltrop, I. Erlander, O. Ericsson & M. Franzen (eds.), *Cities in Transformation – Transformation in Cities. Social and Symbolic Change of Urban Space*. Aldershot: Avebury, 162-183.
- Simonsen, K. & D. Vaiou. 1996. "Women's lives and the making of the city. Experiences from "north" and "south" of Europe." *International Journal of Urban and Regional Research* 20 (3): 446-465.
- Smith, D. E. 1987. *The Everyday World as Problematic: A Feminist Sociology*. Boston: Northeastern University Press.
- Topali, P. 2008. *Silent relations, intercultural contacts. The case of Philippina domestic workers in Athens*. Athens: Alexandria (in Greek).
- Vaiou, D. 2008. "From "women" to "gender": theoretical approaches and spaces of migration." In D. Vaiou & M. Stratigaki (eds.), *The gender of Migration*. Athens: Metaichmio (in Greek), 17-38.
- Vaiou, D., A. Bacharopoulou, T. Fotiou, S. Hatzivasileiou, A. Kalandides, M. Karali, R. Kefalea, O. Lafazani, R. Lykogianni, G. Marnelakis, A. Monemvasitou, K. Papasimaki & F. Tounta. 2007. *Intersecting patterns of everyday life and socio-spatial transformations in the city. Migrant and local women in the neighbourhoods of Athens*. Athens: Athens: L-Press and NTUA (in Greek) [project co-funded by the European Social Fund (75 per cent) and National Resources (25 per cent)].
- Vaiou, D., A. Kalandides, R. Lykogianni & A. Tsikli. 2006. Development of methodological tools for the comparative study of 'neighbourhood' in big cities of the European Union. Athens: NTUA (in Greek). Available at <http://www.arch.ntua.gr/gs/research>.